



Ministère du travail, de la solidarité et de la fonction publique  
Ministère de la santé et des sports  
Ministère du budget, des comptes publics et de la réforme de l'Etat

**Direction de la sécurité sociale**  
**Mission comptable permanente**

Personne chargée du dossier :  
Bureau MCP : Nathalie Lejeune  
tél. : 01 40 56 79.76  
Mel : nathalie.lejeune@sante.gouv.fr

Le ministre du travail, de la solidarité et de la  
fonction publique

La ministre de la santé et des sports

Le ministre du budget, des comptes publics et de  
la réforme de l'Etat

Le ministre de l'alimentation, de l'agriculture et de  
la pêche

à

Mesdames et Messieurs les agents comptables  
des organismes de sécurité sociale (pour  
exécution)

Mesdames et Messieurs les directeurs des  
organismes de sécurité sociale (pour information)

CIRCULAIRE N°DSS/MCP/2010/347 du 20 septembre 2010 relative au guide d'application du plan  
comptable unique des organismes de sécurité

Date d'application : immédiate

NOR : SASS1024176C (texte non paru au journal officiel)

Classement thématique : Sécurité sociale : organisation, financement

**Résumé** : La présente circulaire a pour objet de préciser les modalités d'application du PCUOSS en  
assurant le commentaire et l'interprétation du document

**Mots-clés** : Plan comptable unique, PCUOSS, comptabilité

**Textes de référence** : Article L.114-5 du Code de la Sécurité Sociale ; article D.114-4-1 du CSS ;  
arrêté du 24 février 2010 portant modification de l'arrêté du 30 janvier 2008 pris en application du  
décret n°2001-859 du 19 septembre 2001 modifié, relatif à l'application du plan comptable unique des  
organismes de sécurité sociale (PCUOSS).

**Textes abrogés ou modifiés** : Circulaire n°DSS/MCP/DGFIP/DFSL/2008/326 du 29 octobre 2008  
relative au Plan comptable unique des organismes de sécurité  
sociale (PCUOSS) NOR : SJSS0831162C et circulaire N°DSS/MCP/2009/142 du 28 mai 2009  
relative au guide d'application du plan comptable unique des organismes de sécurité sociale NOR :  
SASS0912230C

**Annexes** : Guide d'application du plan comptable unique des organismes de sécurité sociale

**Diffusion** : les caisses locales doivent être destinataires de cette circulaire par l'intermédiaire des agences comptables nationales.

Conformément aux dispositions de l'arrêté du 24 février 2010 portant modification de l'arrêté du 30 janvier 2008 pris en application du décret n°2001-8 59 du 19 septembre 2001 modifié, relatif à l'application du plan comptable unique des organismes de sécurité sociale,

Je vous prie de trouver ci-joint le guide d'application du plan comptable unique des organismes de sécurité sociale.

Ce guide a pour vocation à commenter, interpréter et d'écrire les modalités d'application du PCUOSS.

Pour le Ministre du travail,  
de la solidarité et de la fonction publique, et  
par délégation,

Le Directeur de la Sécurité Sociale



Dominique LIBAULT

Pour la Ministre de la santé, et des sports  
et par délégation,

Le Directeur de la Sécurité Sociale



Dominique LIBAULT

Pour le Ministre du budget, des comptes  
publics et de la réforme de l'Etat et par  
délégation,

Le Directeur de la Sécurité Sociale



Dominique LIBAULT

Pour le Ministre de l'alimentation, de l'agriculture  
et de la pêche et par délégation,

Le directeur des Affaires Financières,  
Sociales et Logistiques

signé

François de la GUERONNIERE



**MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA SOLIDARITÉ ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**

**MINISTÈRE DE LA SANTÉ, ET DES SPORTS**

**MINISTÈRE DU BUDGET, DES COMPTES PUBLICS ET DE LA RÉFORME DE L'ÉTAT**

**MINISTÈRE DE L'ALIMENTATION, DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE**

---

**GUIDE D'APPLICATION DU  
PLAN COMPTABLE UNIQUE  
DES ORGANISMES  
DE SÉCURITÉ SOCIALE**

---

**Mission comptable permanente  
des organismes  
de sécurité sociale  
(M.C.P.O.S.S.)**

**Édition 2010**

## TABLE DES MATIÈRES

<b>1. ORGANISATION.....</b>	<b>6</b>
1.1. L'ORGANISATION ADMINISTRATIVE DES ORGANISMES DE SECURITE SOCIALE .....	6
1.2. LES LOIS DE FINANCEMENT DE LA SECURITE SOCIALE.....	6
1.3. L'OBJECTIF NATIONAL DES DEPENSES D'ASSURANCE MALADIE (ONDAM).....	8
1.4. LA COUR DES COMPTES .....	8
1.5. LA COMMISSION DES COMPTES DE LA SECURITE SOCIALE .....	8
1.6. L'INCIDENCE DES LOIS DE FINANCEMENT SUR LA COMPTABILITE DES ORGANISMES DE SECURITE SOCIALE .....	9
1.7. LES CONTROLES DES ORGANISMES DE SECURITE SOCIALE .....	9
1.8. DOCUMENTS A FOURNIR PAR CERTAINS ORGANISMES.....	9
1.9. LA VALIDATION DES COMPTES LOCAUX .....	10
<b>2. CENTRALISATION DES COMPTABILITES DES ORGANISMES DE SECURITE SOCIALE .....</b>	<b>13</b>
2.1. DISPOSITIONS GENERALES .....	13
2.2. PROTOCOLES ET TRANSFERTS DE FICHIERS .....	13
<b>3. NOMENCLATURE COMPTABLE ET PRINCIPES DE LA COMPTABILITE DEVELOPPEE .....</b>	<b>21</b>
3.1. PLAN DE COMPTES DETAILLE .....	21
3.2. CONTENU ET FONCTIONNEMENT DES COMPTES .....	141
3.3. PRINCIPES DE LA COMPTABILITE DEVELOPPEE .....	233
<b>4. DOCUMENTS DE SYNTHESE.....</b>	<b>247</b>
<b>ANNEXES.....</b>	<b>266</b>

# 1. Organisation

## 1.1. L'organisation administrative des organismes de sécurité sociale

L'organisation de la sécurité sociale fait intervenir différents « organismes » dont ceux appartenant aux régimes énumérés à l'article R. 111-1 du code de la sécurité sociale.

L'appellation « organisme » utilisé dans le présent document, est un terme générique qui vise toute entité qui, quel que soit son statut juridique, œuvre dans le domaine de la sécurité sociale. Il peut s'agir indifféremment d'une branche, d'un régime, d'une caisse, d'une union, d'une section, d'un établissement, d'une entreprise, d'un service ou d'une institution de retraite complémentaire. Figurent également sous l'appellation « organisme », les entités concourant au financement des régimes obligatoires de base de sécurité sociale.

Les organismes de sécurité sociale sont des organismes de droit public ou de droit privé jouissant de la personnalité civile ou de l'autonomie financière, assurant en tout ou en partie la gestion d'un régime légalement obligatoire d'assurance contre la maladie, la maternité (et la paternité), la vieillesse, l'invalidité, le décès, le veuvage, les accidents du travail et les maladies professionnelles ou des prestations familiales.

L'organisation administrative des organismes de sécurité sociale fait traditionnellement intervenir trois acteurs : le conseil ou le conseil d'administration (ou l'assemblée générale), le directeur et l'agent comptable.

Au-delà des statuts juridiques et de la réglementation applicable, ces trois acteurs ont, dans le domaine comptable et financier, des compétences propres qui se résument comme suit.

### 1.1.1. *Le conseil d'administration ou le conseil*

Le conseil d'administration ou le conseil, sauf dispositions particulières spécifiques à certains régimes ou organismes, règle par ses délibérations les affaires de l'organisme.

Il a notamment pour rôle :

- d'établir les statuts et le règlement intérieur de l'organisme, de voter les budgets (celui de la gestion administrative, de l'action sociale, etc.), de contrôler l'application par le directeur et l'agent comptable des dispositions législatives et réglementaires, ainsi que de ses propres délibérations ;
- de nommer ou de choisir le directeur, l'agent comptable et le directeur adjoint, de désigner les agents chargés de l'intérim des emplois de direction, de nommer aux autres emplois sur proposition du directeur.

### 1.1.2. *Le directeur*

Le directeur assure le fonctionnement de l'organisme sous le contrôle du conseil d'administration ou du conseil.

Il représente l'organisme en justice et dans tous les actes de la vie civile. Il a seule autorité sur le personnel et fixe l'organisation du travail dans les services.

Il engage les dépenses, constate les créances et les dettes, émet les ordres de dépenses et de recettes.

### 1.1.3. *L'agent comptable*

L'agent comptable est un agent de direction placé sous l'autorité administrative du directeur.

Il a seule compétence pour traiter, sous sa responsabilité personnelle et pécuniaire de l'ensemble des opérations financières et comptables de l'organisme.

Il est responsable de la sincérité des écritures.

## 1.2. Les lois de financement de la sécurité sociale

Depuis 1996, l'environnement financier de la sécurité sociale est marqué par l'introduction, dans la Constitution, d'une nouvelle catégorie de loi : les lois de financement de la sécurité sociale.

« Les lois de financement de la sécurité sociale déterminent les conditions générales de son équilibre financier et, compte tenu de leurs prévisions de recettes, fixent ses objectifs de dépenses... » (art. 34 de la Constitution).

La nouvelle loi organique relative aux lois de financement de la sécurité sociale (n° 2005-881 du 2 août 2005) est entrée en vigueur pour le PLFSS pour 2006 et apporte des changements significatifs par rapport à la loi initiale de 1996.

Elle prévoit notamment une architecture des lois de financement en quatre parties qui renforce l'information et le contrôle du Parlement dans le domaine des finances sociales.

Elle renforce particulièrement l'ensemble des informations communiquées au Parlement sur les comptes des régimes de sécurité sociale, des organismes concourant à leur financement (FSV, CNSA), de la CADES et du FRR, ainsi que le rôle de la Cour des comptes, notamment en matière de certification des comptes du régime général de sécurité sociale.

Dans la première partie des lois de financement, sont soumis à l'approbation du Parlement les tableaux d'équilibre du dernier exercice clos des régimes obligatoires de base de sécurité sociale, par branche, celui du régime général par branche, ainsi que ceux des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de sécurité sociale. Sont également soumis à approbation, au titre du dernier exercice clos, le montant de l'ONDAM, les recettes affectées au FRR ainsi que le montant des dettes amorties par la CADES.

Enfin, le Parlement est appelé à se prononcer sur un rapport décrivant les mesures prévues pour l'affectation des excédents ou la couverture des déficits des régimes obligatoires de sécurité sociale et des organismes concourant à leur financement constatés sur le dernier exercice clos.

Par ailleurs, la nouvelle loi organique prévoit que la Cour des comptes, dans le rapport annuel qu'elle établit sur l'application des lois de financement, formule un avis sur la cohérence des tableaux d'équilibre relatifs au dernier exercice clos présenté en première partie des lois de financement de la sécurité sociale.

Dans la seconde partie, les lois de financement présentent les dispositions relatives à l'année en cours, c'est à dire celles ayant un caractère « rectificatif ». Sont obligatoirement présentés dans cette partie les tableaux d'équilibre rectifiés de l'année en cours des régimes obligatoires de base et des organismes concourant à leur financement, ainsi que les prévisions rectifiées des recettes du FRR et de l'objectif d'amortissement de la dette par la CADES.

Peuvent également figurer dans cette seconde partie des mesures relatives aux recettes ou aux dépenses des régimes obligatoires, des organismes concourant à leur financement, de la CADES et du FRR.

La troisième partie des lois de financement comporte les dispositions relatives aux recettes et à l'équilibre général pour l'année à venir. Elle présente l'une des innovations majeures de la nouvelle loi organique.

En premier lieu, le Parlement doit approuver un rapport présentant pour les quatre années à venir les prévisions de recettes et objectifs de dépenses des régimes obligatoires de base et des organismes concourant à leur financement, ainsi que l'ONDAM.

En second lieu est porté à l'approbation du Parlement le montant de la compensation des exonérations de cotisations et contributions sociales détaillé dans l'annexe 5.

Enfin, sont détaillées dans cette partie les prévisions de recettes, par catégorie et par branche, et les tableaux d'équilibre par branche, pour l'année à venir, relatifs aux régimes obligatoires de base, au régime général et aux organismes concourant au financement de ces régimes. Figurent également dans cette partie l'objectif d'amortissement de la dette sociale et les recettes par catégorie du FRR pour l'année à venir. Cette partie peut également comporter des mesures relatives à la comptabilité des organismes de sécurité sociale.

La quatrième partie est destinée aux dispositions relatives aux dépenses de l'année à venir.

Elle comporte également des innovations importantes sur la présentation des objectifs de dépenses de chaque branche, qui peuvent être décomposés en sous objectifs, et de l'ONDAM, qui doit être décomposé en au moins 5 sous objectifs. Sont détaillées dans cette partie les charges prévisionnelles des organismes concourant au financement des régimes de base.

Sur le domaine plus spécifiquement comptable, le principe de la présentation des comptes des régimes et organismes de sécurité sociale « qui doivent être réguliers, sincères et donner une image fidèle de leur patrimoine et de leur situation financière » a été élevé au niveau organique.

Elle a, de plus, précisé le cadre du plan comptable unique applicable aux régimes obligatoires de base et aux organismes concourant à leur financement qui est fondé « sur le principe de la constatation des droits et

obligations. Les opérations sont prises en compte au titre de l'exercice auquel elles se rattachent, indépendamment de leur date de paiement ou d'encaissement ».

L'architecture du plan comptable des organismes de sécurité sociale est étroitement conditionnée par la présentation de la loi de financement qui « prévoit, par branche, les recettes de l'ensemble des régimes obligatoires de base et, de manière spécifique, celles du régime général, ainsi que les recettes des organismes concourant au financement de ces régimes » (art. LO. 111-3-I-C-2°-a du CSS).

### 1.3. L'objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM)

La loi de financement fixe également « ... pour l'ensemble des régimes obligatoires de base, l'objectif national des dépenses d'assurance maladie » (art. LO. 111-3 - I - 4° CSS).

L'objectif national de dépenses de l'assurance maladie comprend :

- les dépenses de soins ambulatoires et d'hospitalisation des trois risques maladie, maternité et accidents du travail ;
- et les dépenses correspondant aux prestations en espèces des risques maladie et accidents du travail (incapacité temporaire).

Sont exclues de l'ONDAM, les dépenses de gestion administrative, les prestations d'action sanitaire et sociale et de prévention, les indemnités journalières maternité, les rentes d'accidents du travail et les frais financiers.

L'objectif national des dépenses d'assurance maladie se compose de deux agrégats :

- les dépenses de prestations exécutées en ville, qui comprennent les honoraires des médecins libéraux, des autres professionnels exerçant en ville (médecins non libéraux, dentistes, sages femmes, biologistes et professionnels paramédicaux) ainsi que les prescriptions de médicaments, de dispositifs médicaux et les indemnités journalières exécutées en ville ;
- et les dépenses exécutées en établissement, qui comprennent les dépenses des établissements sanitaires (établissements sous dotation globale et établissements à prix de journée), des établissements médico-sociaux et des cliniques privées (cliniques sous objectif, cliniques privées hors objectif).

### 1.4. La Cour des comptes

"La Cour des comptes (...) assiste le Parlement et le Gouvernement dans le contrôle (...) de l'application des lois de financement de la sécurité sociale" (art. 47-2 de la Constitution).

"Chaque année, la Cour des comptes établit un rapport sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale. Ce rapport comprend l'avis de la cour sur la cohérence des tableaux d'équilibre relatifs au dernier exercice clos présentés dans la partie du projet de loi de financement de la sécurité sociale, comprenant les dispositions relatives au dernier exercice clos. Ce rapport présente, en outre, une analyse de l'ensemble des comptes des organismes de sécurité sociale soumis à son contrôle et fait une synthèse des rapports et avis émis par les organismes de contrôle placés sous sa surveillance. (...)" (art. LO 132-3 du code des juridictions financières)

Enfin depuis 2006, "chaque année, la Cour des comptes établit un rapport présentant le compte rendu des vérifications qu'elle a opérées en vue de certifier la régularité, la sincérité et la fidélité des comptes des organismes nationaux du régime général et des comptes combinés de chaque branche et de l'activité de recouvrement du régime général, relatifs au dernier exercice clos, établis conformément aux dispositions du livre Ier du code de la sécurité sociale." (art. LO 132-2-1 du code des juridictions financières).

### 1.5. La commission des comptes de la sécurité sociale

« La Commission des comptes de la sécurité sociale analyse les comptes des régimes de sécurité sociale.

Elle prend, en outre, connaissance des comptes des régimes complémentaires de retraite rendus obligatoires par la loi, ainsi que d'un bilan relatif aux relations financières entretenues par le régime général de la sécurité sociale avec l'État et tous autres institutions et organismes (...) » (art. L. 114-1 CSS)



## 1.6. L'incidence des lois de financement sur la comptabilité des organismes de sécurité sociale

La réforme constitutionnelle de 1996, la loi organique d'août 2005, les lois de financement, les critères de Maastricht qui intègrent les déficits sociaux dans les déficits publics, ont considérablement renforcé les besoins d'une information comptable de qualité.

Il s'avère indispensable désormais que les organismes de sécurité sociale puissent produire :

- une information comptable fiable, tant pour le Parlement et le Gouvernement qui a en charge la préparation du projet de loi de financement de la sécurité sociale, que pour les institutions et les corps de contrôle ;
- une information comptable harmonisée, produite sur des bases identiques par l'ensemble des organismes de sécurité sociale, quel que soit le régime auquel ils appartiennent ;
- une information comptable rapidement disponible afin que les calendriers fixés par la loi, pour les travaux de la Commission des comptes de la sécurité sociale, et pour l'examen de la loi de financement de la sécurité sociale par le Parlement, puissent être respectés et afin de répondre aux besoins de la comptabilité nationale.

## 1.7. Les contrôles des organismes de sécurité sociale

Les organismes de sécurité sociale, qu'il s'agisse des établissements publics nationaux ou des organismes de droit privé gérant un régime légalement obligatoire, sont soumis à différents contrôles.

Quelles que soient leurs modalités et les autorités qui les exercent, ces contrôles ont toujours pour objet de vérifier la correcte exécution de la mission de service public qui incombe aux organismes de sécurité sociale, de s'assurer que ces derniers respectent les dispositions législatives et réglementaires applicables en matière de sécurité sociale et qu'ils font bon usage des fonds qui leur sont confiés.

### 1.7.1. Les contrôles des établissements publics nationaux à caractère administratif

Les établissements publics nationaux à caractère administratif sont soumis aux contrôles décrits dans le tome 1, titre 3 de l'instruction 96-011 M 9-1 du 1er février 1996, sur la réglementation financière et comptable des établissements publics à caractère administratif.

Ces contrôles peuvent être :

- des contrôles a priori, exercés notamment par le Contrôle général économique et financier ;
- des contrôles à l'improviste, réalisés en cours de gestion par l'Inspection générale des finances et / ou l'Inspection générale des affaires sociales, les trésoriers-payeurs généraux ou les corps de contrôle spécifiques aux ministères de tutelle concernés ;
- des contrôles a posteriori, effectués par le contrôle économique et financier ou la Cour des comptes.

### 1.7.2. Les contrôles des organismes de droit privé

Les organismes de sécurité sociale sont soumis :

- au contrôle de légalité (articles L. 151-1 et L. 152-1, R. 151-1 et R. 151-2, R. 152-1 à R. 152-4 du code de la sécurité sociale) exercé par l'État notamment, par l'intermédiaire des directions régionales des affaires sanitaires et sociale (D.R.A.S.S.) ou du service régional de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles (S.R.I.T.E.P.S.A.) ;
- au contrôle de la Cour des comptes (articles L. 154-1, R. 154-1 du CSS) ;
- au contrôle de l'Inspection générale des affaires sociales (articles R. 153-8 du CSS) ;
- au contrôle de l'Inspection générale des finances, des trésoriers payeurs généraux, des receveurs des finances ou, à Paris, du receveur général des finances (article R. 153-9 du CSS).

## 1.8. Documents à fournir par certains organismes

Certains organismes : mutuelle, union mutuelle, section locale interministérielle, correspondants locaux d'entreprises et d'agents locaux, organismes conventionnés, etc. peuvent relever à la fois d'un secteur afférent à

la gestion obligatoire de prestations ou de cotisations de sécurité sociale et d'un autre secteur d'activité. Dans ces cas, l'organisme doit imputer directement, selon leur nature ou leur destinataire, les opérations au secteur d'activité concerné. Le montant résiduel des charges et des produits communs doit être ventilé entre les différentes gestions au vu de critères objectifs définis préalablement dans la documentation décrivant les procédures et l'organisation comptables.

### 1.9. La validation des comptes locaux

Les agents comptables des organismes de base de sécurité sociale, après avoir établi les comptes annuels, les transmettent, à fin de validation, aux agents comptables des organismes nationaux chargés de leur centralisation, selon un calendrier fixé par ces derniers.

La validation, effectuée par l'agent comptable national, consiste à attester que les comptes annuels des organismes locaux sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle de leur résultat, de leur situation financière et de leur patrimoine.

Le rapport de validation présente les conclusions de l'agent comptable national sur la tenue des comptes. Après en avoir pris connaissance, le directeur de l'organisme national y appose son visa.

Ce rapport comporte deux parties : l'une relative à l'opinion de l'agent comptable national sur les comptes annuels des organismes locaux, l'autre constituée par le compte rendu des vérifications effectuées et complétée des informations utiles pour l'appréciation du dossier.

L'agent comptable de l'organisme national transmet son avis sur les comptes annuels de chaque organisme local, après visa par le directeur ou le directeur général de l'organisme national, au directeur et à l'agent comptable de l'organisme concerné.

Le rapport de validation est transmis au ministre chargé de la sécurité sociale et à la Cour des comptes, ainsi qu'au ministre chargé de l'agriculture pour ce qui concerne les comptes des régimes de protection sociale agricole.

Les contrôles de l'agent comptable national sont effectués selon les modalités fixées par un référentiel commun adopté par l'arrêté du 27 novembre 2006, pris en application de l'article D. 114-4-2 du CSS.

Le référentiel de validation des comptes des organismes de sécurité sociale comprend obligatoirement les éléments suivants :

#### 1. Le plan de comptes annoté inter régimes

Le plan de comptes annoté inter régimes détaille et commente, dans le cadre du plan comptable unique des organismes de sécurité sociale, la liste des comptes communs aux différents régimes. Les dictionnaires des comptes établis par les organismes nationaux mentionnés au quatrième alinéa de l'article L. 114-6 du code de la sécurité sociale sont conformes à ce plan de comptes.

#### 2. Une liste de contrôles des comptes locaux

Cette liste comporte obligatoirement :

- les contrôles communs assurés par les organismes nationaux en les distinguant selon la périodicité (annuelle ou mensuelle) et leurs conséquences en cas de résultat négatif du contrôle (rejet du compte ou alerte) ;
- les contrôles communs que les organismes locaux doivent pratiquer eux-mêmes. Ces contrôles portent au minimum sur la maîtrise des données entrantes dans la comptabilité, la sécurisation des traitements comptables, la vérification des flux de sortie comptables.

#### 3. Des indicateurs de délai et de qualité des comptes

Il existe un indicateur commun de délai de transmission des comptes par les organismes locaux à l'organisme national et au moins un indicateur de qualité de ces comptes.

Cet indicateur est constitué à partir d'un ou plusieurs des contrôles pratiqués par la caisse nationale et figurant dans la liste de contrôles des comptes locaux.

#### 4. Les principes du contrôle interne du domaine de la comptabilité générale et des domaines des gestions budgétaires

Il existe des règles communes concernant :

- la description du système d'information comptable et ses modalités de mises à jour ;
- la description des évolutions prévues de ce système d'information, en particulier des évolutions destinées à améliorer la traçabilité des opérations ;
- le contenu du plan de contrôle interne du domaine comptabilité et des domaines des gestions budgétaires.

#### 5. Les principes du contrôle interne des gestions techniques

Il existe des règles communes du contrôle interne des gestions techniques. Parmi ces règles figurent obligatoirement :

- une structuration par processus ;
- un objectif de couverture de l'ensemble des processus par les règles de contrôle interne définies par la caisse nationale ;
- une information de l'organisme national par les organismes locaux sur la mise en œuvre de ces règles ;
- un calcul par la caisse nationale d'un indicateur reflétant cette mise en œuvre.

#### 6. Les principes du contrôle interne informatique

Il existe des règles du contrôle interne informatique qui couvrent a minima les domaines suivants :

- organisation de la politique de sécurité du système d'information ;
- gestion documentaire ;
- sécurité du patrimoine ;
- sécurité physique ;
- sécurité des informations ;
- sécurité logique des traitements et des communications ;
- sécurité et cycle de vie des projets ;
- exploitation du système d'information ;
- sécurités liées aux personnes.

L'organisme national calcule au moins un indicateur pour chaque domaine montrant le taux de couverture atteint dans chaque organisme.

#### 7. Le dossier de clôture des gestions budgétaires

Il existe des règles communes pour l'élaboration du dossier de clôture des gestions budgétaires. Parmi ces règles figure obligatoirement la présence, pour chaque cycle identifié :

- d'une présentation, sous forme de feuilles maîtresses, des comptes pertinents permettant la comparaison avec l'exercice antérieur et faisant ressortir les évolutions en montant et pourcentage ;
- des éléments d'explication sur les évolutions les plus significatives (revue analytique) ;
- des travaux de contrôle et de justification des comptes effectués par la caisse, sous forme d'un programme de travail (contrôles comptables et contrôle interne).

#### 8. Le dossier de clôture des gestions techniques

Il existe des règles communes retenues pour l'élaboration du dossier de clôture des gestions techniques. Parmi ces règles figurent obligatoirement la structuration selon les processus définis par la caisse nationale, la référence aux travaux de contrôle interne définis par la caisse nationale et la présence, pour chaque processus :

- d'une présentation, sous forme de feuilles maîtresses, des comptes pertinents permettant la comparaison avec l'exercice antérieur et faisant ressortir les évolutions en montant et pourcentage ;
- des éléments d'explication sur les évolutions les plus significatives (revue analytique) ;
- des travaux de contrôle et de justification des comptes effectués par la caisse sous forme d'un programme de travail (contrôles comptables et contrôle interne).



## **2. Centralisation des comptabilités des organismes de sécurité sociale**

### **2.1. Dispositions générales**

La centralisation automatisée des données comptables annuelles ou infra-annuelles des catégories de branches ou risques gérés par les organismes nationaux, est effectuée par ces derniers après agrégation des données comptables des organismes de base, et par les organismes à compétence nationale, s'agissant de leurs propres comptes. La transmission des fichiers à l'INFOCENTRE de la Direction générale des finances publiques est effectuée suivant les modalités ci-après.

Les Etablissements publics nationaux (EPN) sont également tenus d'adresser un ensemble de données financières à l'Infocentre des EPN, conformément aux dispositions prévues par les instructions n° 04-063-M9 du 26 novembre 2004 et n° 05-058-M9 du 23 décembre 2005. Les modalités techniques de ces transmissions sont précisées par le bureau CE-2B de la DGFIP.

### **2.2. Protocoles et transferts de fichiers**

#### **2.2.1. Les transmissions**

Les transmissions des documents sont effectuées par télétransmission - logiciel CFT - qui autorise les transferts de données en protocole TCP/IP (réseau VPN) ou en X25 vers un INFOCENTRE de la DGFIP, service de la Direction générale des finances publiques, qui les reçoit, sous format "texte".

Le format de fichier est de type ASCII.

La DGFIP transmet aux organismes une fiche CFT descriptive contenant les informations des fichiers à traiter."

#### **2.2.2. La description des fichiers**

Toutes les rubriques autres que les montants et le rang de l'enregistrement sont en alphanumérique, cadrées à gauche. Les rubriques numériques sont cadrées à droite et complétées à gauche par des zéros. Tous les montants sont exprimés en centimes d'euros, sans aucun séparateurs sur 15 positions et sont précédés du signe du montant (+ ou -), soit 12 caractères pour les montants en euros (- 1 : pour le signe, - 2 : pour les centimes). Les dates sont exprimées sans "/" sur 8 positions de type JJMMAAAA.

#### **2.2.3. L'exploitation des fichiers**

Le suivi d'exploitation est assuré par le département informatique du Trésor public de Clermont-Ferrand, gestionnaire de la machine Unix. Un accusé de réception automatique est mis en place pour signaler aux organismes que le transfert s'est correctement déroulé.

Dans le format de type ASCII et sous UNIX il est précisé qu'il n'est pas défini de caractère de fin d'enregistrement. La longueur des articles est définie par la description des fichiers. Les programmes de traitement lisent le fichier selon sa structure et dans la totalité de l'article.

Les traitements d'anomalies sont transmis à la mission comptable qui en assure le contrôle. Elle informe les organismes de sécurité sociale, de la nature des anomalies constatées et demande à ces derniers de renvoyer à l'INFOCENTRE un fichier si celui, objet de l'anomalie, ne peut être validé.

Dans tous les cas d'un fichier en anomalie (technique ou relatif au contenu des données comptables), la procédure "annule et remplace" est utilisée.

#### **2.2.4. Les transferts de fichiers à la mission comptable**

La DGFIP transmet, après avoir effectué les contrôles techniques nécessaires, à la mission comptable visée ci-dessus, ces données brutes. Cette dernière effectue des contrôles de vraisemblance. Après validation les fichiers informatiques sont transmis aux différents destinataires dans les conditions définies dans le contrat de service établi avec chacun d'eux.

#### 2.2.5. Relations entre les émetteurs de données comptables et la DGFIP

Un contrat de service gère les relations entre la DGFIP et les émetteurs de données comptables.

Les normes de transmission et les contrôles effectués de part et d'autre (organismes, DGFIP, mission comptable), le traitement des anomalies, les circuits de retour de fichiers, les relances en cas de retard, sont décrits dans une annexe à ce contrat de service.

## DESCRIPTIF DES FICHIERS DE TRANSFERT

### **I – BALANCE COMPTABLE**

Le fichier des balances comptables contient trois types d'enregistrement :

- enregistrement de type 1 : article d'identification
- enregistrement de type 2 : article détail
- enregistrement de type 9 : article de fin de fichier

Balance comptable, enregistrement de type 1 :

NOM	NATURE <sup>1</sup>	POSITION	LONGUEUR	COMMENTAIRE
TYPE	X	1	1	Type d'enregistrement : valeur 1
NUMERO	9	2 – 6	5	Rang de l'enregistrement : valeur 1
SIRET	X	7 – 20	14	Numéro SIRET de l'établissement
ACTIVITE	X	21 – 22	2	Code activité : 01
EXER	X	23 – 26	4	Année comptable
RANG	X	27 – 28	2	Numéro de la balance dans l'année comptable : 01 à 13
DATE	X	29 – 36	8	Date de la balance : JJMMAAAA
Filler	X	37 – 184	148	Zone à espaces

---

<sup>1</sup> : Nature des rubriques :

- X = alpha-numérique
- 9 = numérique

par défaut, toutes les rubriques autres que les montants et le rang de l'enregistrement sont en alpha-numérique, cadrées à gauche ; les rubriques numériques sont cadrées à droite, complétées à gauche par des zéros. Tous les montants sont exprimés en centimes, sans aucun séparateur (caractères point « . », virgule « , » ou espace « ») sur 15 positions, précédés du signe du montant (« + » ou « - »)

Balance comptable, enregistrements de type 2 :

NOM	NATURE	POSITION	LONGUEUR	COMMENTAIRE
TYPE	X	1	1	Type d'enregistrement : valeur 2
NUMERO	9	2-6	5	Rang de l'enregistrement : >= 2
TYPE DE DOCUMENT	X	7-8	2	01 : document principal 02 – 99 : numéro de document annexe
TYPE DE COMPTE	9	9	1	1 : compte détaillé 2 : compte de regroupement <sup>2</sup>
COMPTE	X	10 – 24	15	Numéro de compte (cadré à gauche)
DEBBE	9	25 – 40	16	DEBITS – balance d'entrée
DEBMVT	9	41 – 56	16	DEBITS – mouvements du mois
DEBCUM	9	57 – 72	16	DEBITS – cumul des mouvements
DEBTOT	9	73 – 88	16	DEBITS – total cumulé
CREBE	9	89 – 104	16	CREDITS – balance d'entrée
CREMVT	9	105 – 120	16	CREDITS – mouvements du mois
CRECUM	9	121 – 136	16	CREDITS – cumul des mouvements
CRETOT	9	137 – 152	16	CREDITS – total cumulé
BSDEB	9	153 – 168	16	BALANCE DE SORTIE – solde débiteur
BSCRE	9	169 - 184	16	BALANCE DE SORTIE – solde créditeur

Balance comptable, enregistrement de type 9 :

NOM	NATURE	POSITION	LONGUEUR	COMMENTAIRE
TYPE	X	1	1	Type d'enregistrement : valeur 9
NUMERO	9	2 – 6	5	Rang de l'enregistrement : égal au nombre total d'enregistrements
Filler	X	7 - 184	178	Zone à espaces

<sup>2</sup> Les comptes codés 1 (comptes détaillés) sont repris dans le calcul de l'équilibre de la balance

Les comptes codés 2 (comptes de regroupement) sont informatifs, et n'entrent pas dans le calcul de l'équilibre de la balance



## II – TABLEAU DE CENTRALISATION DES DONNEES COMPTABLES (TCDC)

Le fichier du tableau de centralisation des données comptables contient trois types d'enregistrement :

- enregistrement de type 1 : article d'identification
- enregistrement de type 2 : article détail
- enregistrement de type 9 : article de fin de fichier

Tableau des emplois / ressources, enregistrement de type 1 :

NOM	NATURE <sup>3</sup>	POSITION	LONGUEUR	COMMENTAIRE
TYPE	X	1	1	Type d'enregistrement : valeur 1
NUMERO	9	2 – 6	5	Rang de l'enregistrement : valeur 1
SIRET	X	7 – 20	14	Numéro SIRET de l'établissement
ACTIVITE	X	21 – 22	2	Code activité : <b>01</b> activité principale – <b>02</b> prestations régime spécial
EXER	X	23 – 26	4	Année comptable
CODEPRES	X	27	1	Code prestation sociale : valeur 1 à 4
DATE	X	28 – 35	8	Date de confection du tableau : JJMMAAAA
Filler	X	36 – 59	24	Zone à espaces

---

<sup>3</sup> : Nature des rubriques :

- X = alpha-numérique
- 9 = numérique

par défaut, toutes les rubriques autres que les montants et le rang de l'enregistrement sont en alpha-numérique, cadrées à gauche ; les rubriques numériques sont cadrées à droite, complétées à gauche par des zéros. Tous les montants sont exprimés en centimes, sans aucun séparateur (caractères point « . », virgule « , » ou espace « ») sur 15 positions, précédés du signe du montant (« + » ou « - »)

Tableau de centralisation des données comptables, enregistrements de type 2 :

NOM	NATURE	POSITION	LONGUEUR	COMMENTAIRE
TYPE	X	1	1	Type d'enregistrement : valeur 2
NUMERO	9	2 – 6	5	Rang de l'enregistrement : valeur >= 2
TYPE DE DOCUMENT	X	7 - 8	2	01 : document principal
TYPE DE COMPTE	9	9	1	1 : compte détaillé 2 : compte de regroupement <sup>4</sup>
CODER	X	10	1	Code Emplois – Ressources : valeur E ou R
COMPTE	X	11 – 25	15	Numéro de compte (cadré à gauche)
CODVE	X	26 – 27	2	Code ventilation (reste vide)
MTCOUR	9	28 – 43	16	Montant de l'exercice
MTPREC	9	44 - 59	16	Montant exercice précédent

Tableau de centralisation des données comptables, enregistrement de type 9 :

NOM	NATURE	POSITION	LONGUEUR	COMMENTAIRE
TYPE	X	1	1	Type d'enregistrement : valeur 9
NUMERO	9	2 – 6	5	Rang de l'enregistrement : égal au nombre total d'enregistrements
Filler	X	7 – 59	53	Zone à espaces

---

<sup>4</sup> Les comptes codés 1 (comptes détaillés) sont repris dans le calcul de l'équilibre de la balance

Les comptes codés 2 (comptes de regroupement) sont informatifs, et n'entrent pas dans le calcul de l'équilibre de la balance

S'il y a plusieurs TCDC (organismes gérant plusieurs régimes et / ou branches), ceux-ci sont placés à la suite les uns des autres, dans l'ordre croissant du code ACTIVITE et du code CODEPRES. Dans ce cas la structure du fichier sera la suivante :

Article identification pour TCDC correspondant à ACTIVITE=01 CODEPRES=1

Articles détail

Article identification pour TCDC correspondant à ACTIVITE=01 CODEPRES=2

Articles détail

...

Article identification pour TCDC correspondant à ACTIVITE=02 CODEPRES=1

Articles détail

Article identification pour TCDC correspondant à ACTIVITE=02 CODEPRES=2

Articles détail

...

...

Article fin de fichier

Le code NUMERO correspondant au rang de l'enregistrement continu à être incrémenté de 1 dans l'article identification décrivant un nouveau TCDC. Dans l'article de fin de fichier le rang de l'enregistrement sera donc égal au nombre total d'enregistrements pour l'ensemble des TCDC.



### 3. \_Nomenclature comptable et principes de la comptabilité développée

#### 3.1. Plan de comptes détaillé

*Les comptes associés au symbole \* sont spécifiques aux EPN (cf. paragraphe 1.1).*

#### Classe 1. - Comptes de capitaux

10	DOTATIONS ET RESERVES
102	Dotation - apport
1021	Dotation
1022	Compléments de dotation (Etat)
1023	Compléments de dotation (entités publiques autres que l'Etat)
1025	Dons et legs en capital
1026	Dotations provenant de subventions d'investissement versées par d'autres organismes de sécurité sociale
1027	Droits de l'affectant (chez l'organisme bénéficiaire)
103	Biens remis en pleine propriété aux organismes
1031	Fonds propres
1032	Autres compléments de dotation - Etat
1033	Autres compléments de dotation - Autres organismes
1034	Dotation d'apurement
1035	Dons et legs en capital
1036	Autres compléments de dotations non encore affectées
105	Écarts de réévaluation
1051	Réserve spéciale de réévaluation
1052	Ecart de réévaluation libre
1053	Réserve de réévaluation
1055	Écarts de réévaluation (autres opérations légales)
106	Réserves
1063	Réserves réglementaires
10631	Réserve de l'assurance maladie (art. R. 251-4 du CSS)
10632	Réserve de la branche famille
106321	Réserves du fonds d'investissement pour le développement des structures d'accueil de la petite enfance (art. 23 de la LFSS pour 2001)
10633	Réserves - CMSA (art. 2 D. n°71-550 du 21/6/1971 modifié)
10634	Réserve assurance vieillesse complémentaire non salariés (arrêté du 15/12/78)
10635	Réserve assurance invalidité-décès - régime non salariés (arrêté du 30/07/87)
1068	Autres réserves
10681	Réserve de propre assureur
10682	Réserves facultatives
10688	Réserves diverses

11	REPORT A NOUVEAU (solde créditeur ou débiteur)
110	Report à nouveau (solde créditeur)
119	Report à nouveau (solde débiteur)
12	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (excédent ou perte)
120	Résultat de l'exercice : excédents (solde créditeur)
129	Résultat de l'exercice : pertes (solde débiteur)
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT
131	Subventions d'équipement
1311	Etat
1312	Régions
1313	Départements
1314	Communes et groupements de communes
1315	Autres collectivités et établissements publics
1316	Union européenne
1317	Entreprises et organismes privés
1318	Autres
138	Autres subventions d'investissement (même ventilation que celle du compte 131)
139	Subventions d'investissement inscrites au compte de résultat
1391	Subventions d'équipement
13911	Etat
13912	Régions
13913	Départements
13914	Communes et groupements de communes
13915	Autres collectivités et établissements publics
13916	Union européenne
13917	Entreprises et organismes privés
13918	Autres
1398	Autres subventions d'investissement (même ventilation que celle du compte 1391)
14	PROVISIONS REGLEMENTEES
142	Provisions réglementées relatives aux immobilisations
143	Provisions réglementées relatives aux stocks
144	Provisions réglementées relatives aux autres éléments de l'actif
145	Amortissements dérogatoires
146	Provision spéciale de réévaluation
147	Plus-values réinvesties
148	Autres provisions réglementées
15	PROVISIONS
151	Provisions pour risques (gestion courante)
1511	Provisions pour litiges
1514	Provisions pour amendes et pénalités
1515	Provisions pour pertes de change
1516	Provisions pour pertes sur contrats
1518	Autres provisions pour risques
152	Provisions pour risques (gestion technique)
1521	Pour prestations légales

15211	Pour prestations légales « maladie - maternité »
152111	pour prestations maladie
152112	pour prestations maternité
15212	Pour prestations légales « accidents du travail - maladies professionnelles »
15213	Pour prestations légales « famille »
15214	Pour prestations légales « vieillesse »
15215	Pour prestations légales « veuvage »
15216	Pour prestations légales « invalidité »
15217	Pour prestations légales « décès »
1522	Pour prestations extralégales
15221	Pour prestations extralégales « maladie - maternité »
15222	Pour prestations extralégales « accidents du travail - maladies professionnelles »
15223	Pour prestations extralégales « famille »
15224	Pour prestations extralégales « vieillesse »
15226	Pour prestations extralégales « invalidité »
15227	Pour prestations extralégales « décès »
1523	Pour actions de prévention
15231	Pour actions de prévention « maladie - maternité »
15232	Pour actions de prévention « accidents du travail - maladies professionnelles »
1524	Pour prestations spécifiques
15241	Pour prestations spécifiques « maladie - maternité »
15242	Pour prestations spécifiques « accidents du travail - maladies professionnelles »
15243	Pour prestations spécifiques « famille »
15244	Pour prestations spécifiques « vieillesse »
15246	Pour prestations spécifiques « invalidité »
15247	Pour prestations spécifiques « décès »
1528	Autres provisions pour risques (gestion technique)
15281	Autres provisions pour risques et charges techniques « maladie - maternité »
15282	Autres provisions pour risques et charges techniques accidents « accidents du travail - maladies professionnelles »
15283	Autres provisions pour risques et charges techniques « famille »
15284	Autres provisions pour risques et charges techniques « vieillesse »
15286	Autres provisions pour risques et charges techniques « invalidité »
15287	Autres provisions pour risques et charges techniques « décès »
15289	Autres provisions pour risques et charges techniques « vieillesse plafonnée »
154	Provisions pour restructurations
155	Provisions pour impôts
157	Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices
1572	Provisions pour gros entretien ou grandes révisions
158	Autres provisions pour charges
1581	Provisions pour remises en état
1588	Autres provisions pour charges
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES
164	Emprunts auprès des établissements de crédit
165	Dépôts et cautionnements reçus

1651	Dépôts
1655	Cautionnements
167	Emprunts et dettes assortis de conditions particulières
1674	Avances d'une entité publique
168	Autres emprunts et dettes assimilées
1681	Autres emprunts
1687	Autres dettes
1688	Intérêts courus
16884	sur emprunts auprès des établissements de crédit
16885	sur dépôts et cautionnements reçus
16888	sur autres emprunts et dettes assimilées
17	<b>DETTES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS - DETTES ENTRE ORGANISMES DE SECURITE SOCIALE</b>
171	Dettes rattachées à des participations (groupe)
174	Dettes rattachées à des participations (hors groupe)
175	Avances reçues d'un organisme de sécurité sociale
1751	Avances reçues des organismes nationaux de sécurité sociale
1752	Avances reçues des organismes de base de sécurité sociale
1758	Autres avances reçues d'un organisme de sécurité sociale
178	Dettes rattachées à des sociétés en participation
1781	Principal
1788	Intérêts courus
18	<b>COMPTES DE LIAISON</b>
* 181	Compte de liaison des établissements
182	Affectation à un service doté d'une comptabilité autonome

## *Classe 2. - Comptes d'immobilisations*

20	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>
201	Frais d'établissement
2011	Frais de constitution
2012	Frais de premier établissement
20121	Frais de prospection
20122	Frais de publicité
203	Frais de recherche et de développement
205	Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires
2053	Logiciels
20531	Logiciels acquis ou sous-traités
20532	Logiciels créés
2058	Autres concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires
206	Droit au bail
208	Autres immobilisations incorporelles
21	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>



211	Terrains
2111	Terrains nus
2112	Terrains aménagés
2113	Sous-sols et sur-sols
2115	Terrains bâtis
212	Agencements et aménagements de terrains (même ventilation que celle du compte 211)
213	Constructions
2131	Bâtiments
2135	Installations générales, agencements, aménagements des constructions
214	Constructions sur sol d'autrui (même ventilation que celle du compte 213)
215	Installations techniques, matériel et outillage industriel
2151	Installations complexes spécialisées
21511	sur sol propre
21514	sur sol d'autrui (autres que les organismes de sécurité sociale)
2153	Installations à caractère spécifique
2154	Matériel industriel
2155	Outillage industriel
2157	Agencements et aménagements du matériel et outillage industriel
218	Autres immobilisations corporelles
2181	Installations générales, agencements et aménagements divers
2182	Matériel de transport
2183	Matériel de bureau et matériel informatique
2184	Mobilier
2185	Cheptel
2186	Emballages récupérables
2188	Autres
22	<b>IMMOBILISATIONS MISES EN CONCESSION</b>
221	Terrains
222	Agencements et aménagements de terrain
223	Constructions
224	Constructions sur sol d'autrui
225	Installations techniques, matériels et outillage
228	Autres immobilisations corporelles
23	<b>IMMOBILISATIONS EN COURS</b>
231	Immobilisations corporelles en cours
2312	Terrains
2313	Constructions
2314	Constructions sur sol d'autrui
2315	Installations, matériels et outillage industriel
2318	Autres immobilisations corporelles
232	Immobilisations incorporelles en cours
2325	Logiciels
23251	Logiciels sous-traités
23252	Logiciels créés
237	Avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations incorporelles

238	Avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations corporelles
2382	Terrains
2383	Constructions
2384	Constructions sur sol d'autrui
2385	Installations, matériels et outillage industriel
2388	Autres immobilisations corporelles
24	IMMOBILISATIONS MISES A DISPOSITION
26	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS - CREANCES ENTRE ORGANISMES DE SECURITE SOCIALE
261	Titres de participation et parts dans des associations, syndicats et organismes de droit privé
2611	Actions
2612	Parts dans des associations, syndicats et organismes de droit privé
2618	Autres titres
265	Créances entre organismes de sécurité sociale
2651	Avances accordées aux organismes de base
2652	Avances accordées à d'autres organismes de sécurité sociale
266	Autres formes de participation
267	Créances rattachées à des participations
268	Créances rattachées à des sociétés en participation
269	Versements restant à effectuer sur titres de participation non libérés
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES
271	Titres immobilisés autres que les titres immobilisés de l'activité de portefeuille (droit de propriété)
2711	Actions
2718	Autres titres
272	Titres immobilisés (droit de créance)
2721	Obligations
2722	Bons
27221	Bons du Trésor
27222	Bons de Caisse
2728	Autres titres immobilisés
27281	Certificats de dépôts
27282	Bons des institutions et sociétés financières (BISF)
27283	Billet de trésorerie
27284	Bons à moyen terme négociables (BMTN)
27285	Certificats d'investissement
27288	Autres bons et billets
273	Titres immobilisés de l'activité de portefeuille
274	Prêts
2742	Prêts aux partenaires
27421	Prêts à des entités publiques
27422	Prêts à des associations
27428	Autres prêts
2743	Prêts au personnel
2744	Prêts aux assurés et allocataires
2748	Autres prêts

275	Dépôts et cautionnements versés
2751	Dépôts
2755	Cautionnements
276	Autres créances immobilisées
2761	Créances diverses
2768	Intérêts courus
27682	sur titres immobilisés (droit de créance)
27684	sur prêts
27685	sur dépôts et cautionnements
27688	sur créances diverses
277	Contributions exceptionnelles
2771	Contribution FRR / CNAVTS
27711	Contribution de l'article 56-I-1° de la LFSS pour 2005
277111	Contribution exceptionnelle (article L. 135-6, 5ème alinéa du CSS)
277112	Revenus nets (article L. 135-6, 6ème alinéa du CSS)
279	Versements restant à effectuer sur titres immobilisés non libérés
28	<b>AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS</b>
280	Amortissements des immobilisations incorporelles
2801	Frais d'établissement (même ventilation que celle du compte 201)
2803	Frais de recherche et de développement
2805	Concessions et droits similaires, brevets, licences, logiciels, droits et valeurs similaires
2806	Droit au bail
2808	Autres immobilisations incorporelles
281	Amortissements des immobilisations corporelles
2812	Agencements, aménagements de terrains (même ventilation que celle du compte 212)
2813	Constructions (même ventilation que celle du compte 213)
2814	Constructions sur sol d'autrui (même ventilation que celle du compte 214)
2815	Installations techniques, matériels et outillage industriel (même ventilation que celle du compte 215)
2818	Autres immobilisations corporelles (même ventilation que celle du compte 218)
282	Amortissements des immobilisations mises en concession (même ventilation que celle du compte 281)
* 283	Amortissement des immobilisations incorporelles dont la charge du renouvellement n'incombe pas à l'Etablissement
* 284	Amortissement des immobilisations corporelles dont la charge du renouvellement n'incombe pas à l'Etablissement
29	<b>DÉPRÉCIATIONS DES IMMOBILISATIONS</b>
290	Dépréciations des immobilisations incorporelles
2905	Marques, procédés, droits et valeurs similaires
2906	Droit au bail
2908	Autres immobilisations incorporelles
291	Dépréciations des immobilisations corporelles (même ventilation que celle du compte 21)
292	Dépréciations des immobilisations mises en concession
293	Dépréciations des immobilisations en cours
2931	Immobilisations corporelles en cours
2932	Immobilisations incorporelles en cours

296	Dépréciations des participations, des créances rattachées à des participations et des créances entre organismes de sécurité sociale
2961	Titres de participation et parts dans des associations, syndicats et organismes de droit privé
2966	Autres formes de participation
2967	Créances rattachées à des participations
2968	Créances rattachées à des sociétés en participations
297	Dépréciations des autres immobilisations financières
2971	Titres immobilisés autres que les titres immobilisés de l'activité de portefeuille - droit de propriété (même ventilation que celle du compte 271)
2972	Titres immobilisés - droit de créance (même ventilation que celle du compte 272)
2973	Titres immobilisés de l'activité de portefeuille
2974	Prêts (même ventilation que celle du compte 274)
2975	Dépôts et cautionnements versés (même ventilation que celle du compte 275)
2976	Autres créances immobilisées (même ventilation que celle du compte 276)

### Classe 3. - *Comptes de stocks et en cours*

31	MATIÈRES PREMIÈRES (ET FOURNITURES)
311	Matières (ou groupe) A
312	Matières (ou groupe) B
317	Fournitures A, B, C, ...
32	AUTRES APPROVISIONNEMENTS
321	Matières consommables
3211	Matières (ou groupe) C
3212	Matières (ou groupe) D
3214	Alimentation et boissons
3216	Produits pharmaceutiques
3218	Autres matières consommables
322	Fournitures consommables
3221	Combustibles
3222	Produits d'entretien
3223	Fournitures d'atelier et de laboratoire
3224	Fournitures de magasin
3225	Fournitures de bureau
3226	Fournitures informatiques
3228	Autres fournitures consommables
326	Emballages
3261	Emballages perdus
3265	Emballages récupérables non identifiables
3267	Emballages à usage mixte
33	EN-COURS DE PRODUCTION DE BIENS
331	Produits en cours
3311	Produits en cours P 1
3312	Produits en cours P 2
335	Travaux en cours

3351	Travaux en cours T 1
3352	Travaux en cours T 2
34	EN-COURS DE PRODUCTION DE SERVICES
341	Études en cours
3411	Études en cours E 1
3412	Études en cours E 2
345	Prestations de services en cours
3451	Prestations de services S 1
3452	Prestations de services S 2
35	STOCKS DE PRODUITS
351	Produits intermédiaires
3511	Produits intermédiaires (ou groupe) A
3512	Produits intermédiaires (ou groupe) B
355	Produits finis
3551	Produits finis (ou groupe) A
3552	Produits finis (ou groupe) B
358	Produits résiduels (ou matières de récupération)
3581	Déchets
3585	Rebut
3586	Matières de récupération
37	STOCKS DE MARCHANDISES
371	Marchandises (ou groupe) A
372	Marchandises (ou groupe) B
39	DÉPRÉCIATIONS DES STOCKS ET EN-COURS
391	Dépréciations des matières premières (et fournitures)
3911	Matières (ou groupe) A
3912	Matières (ou groupe) B
3917	Fournitures A, B, C, ...
392	Dépréciations des autres approvisionnements
3921	Matières consommables (même ventilation que celle du compte 321)
3922	Fournitures consommables (même ventilation que celle du compte 322)
3926	Emballages (même ventilation que celle du compte 326)
393	Dépréciations des en-cours de production de biens
3931	Produits en cours (même ventilation que celle du compte 331)
3935	Travaux en cours (même ventilation que celle du compte 335)
394	Dépréciations des en-cours de production de services
3941	Études en cours (même ventilation que celle du compte 341)
3945	Prestations de services en cours (même ventilation que celle du compte 345)
395	Dépréciations des stocks de produits
3951	Produits intermédiaires (même ventilation que celle du compte 351)
3955	Produits finis (même ventilation que celle du compte 355)
397	Dépréciations des stocks de marchandises
3971	Marchandise (ou groupe) A
3972	Marchandise (ou groupe) B

#### Classe 4. - *Comptes de tiers*

40	FOURNISSEURS, INTERMÉDIAIRES SOCIAUX, PRESTATAIRES ET COMPTES RATTACHES
401	Fournisseurs et intermédiaires sociaux
4011	Fournisseurs : achats de biens et prestations de services -
* 4012	Fournisseurs : achats de biens et prestations de services - Exercice précédent
4013	Intermédiaires sociaux : mutuelles (remises de gestion)
4014	Intermédiaires sociaux : contributions et subventions à verser à des personnes morales de droit privé
4017	Fournisseurs et intermédiaires sociaux : retenues de garantie et oppositions
4018	Intermédiaires sociaux : autres contributions et subventions à verser
403	Fournisseurs : effets à payer
404	Fournisseurs d'immobilisations
4041	Fournisseurs : achats d'immobilisations
* 4042	Fournisseurs : achats d'immobilisations - Exercice précédent
4047	Fournisseurs d'immobilisations : retenues de garantie et oppositions
405	Fournisseurs d'immobilisations : effets à payer
406	Prestataires : versements directs aux assurés et aux allocataires
4061	Versements directs
4068	Versements directs - autres dettes liées aux prestations sociales
407	Prestataires : versements à des tiers
4071	Professions de santé
4072	Établissements de soins
4073	Versements tiers famille
4074	Versements tiers vieillesse
4076	Etablissement sous dotation
4078	Versements à des tiers - autres dettes liées aux prestations sociales
408	Fournisseurs et prestataires : factures non parvenues
4081	Fournisseurs et intermédiaires sociaux
4084	Fournisseurs d'immobilisations
4086	Prestataires : versements directs aux assurés et aux allocataires
4087	Prestataires : versements à des tiers
4088	Fournisseurs : intérêts courus
409	Fournisseurs, intermédiaires sociaux et prestataires débiteurs (compte d'actif)
4091	Fournisseurs et intermédiaires sociaux : avances et acomptes versés sur commandes, contributions et subventions
4092	Prestataires débiteurs : prestations et allocations indues à récupérer
40921	Indus – Cas général
40927	Indus frauduleux
4093	Prestataires : recours contre les tiers et les employeurs
4094	Prestataires : créances diverses liées aux prestations
4095	Prestataires : avances et acomptes versés sur prestations
40956	Avances et acomptes sur prestations versées directement aux assurés sociaux et allocataires
40957	Avances et acomptes sur prestations versées à des tiers (autre que D.G.H.)

40958	Avances et acomptes sur dotation globale hospitalière (D.G.H.)
4096	Fournisseurs : créances pour emballages et matériel à rendre
4097	Fournisseurs : autres avoirs
4098	Fournisseurs : rabais, remises et ristournes à obtenir et autres avoirs non encore reçus
41	<b>CLIENTS, COTISANTS ET COMPTES RATTACHES</b>
411	Clients
4111	Clients : ventes de biens ou de prestations de services
* 4112	Clients : ventes de biens ou de prestations de services - Exercice précédent
4113	Entités publiques
4117	Clients : retenues de garantie
4118	Autres clients
413	Clients, cotisants : effets à recevoir
4131	Clients : effets à recevoir
4134	Cotisants : effets à recevoir
414	Cotisants
415	Cotisations, impôts et produits affectés
416	Clients et cotisants douteux ou litigieux
4161	Clients douteux ou litigieux
4164	Cotisants douteux ou litigieux
418	Clients et cotisants : produits à recevoir
4181	Clients : produits non encore facturés
4184	Cotisants : droits acquis sur cotisations
4185	Cotisations, impôts et produits affectés - Produits à recevoir
4186	Clients - cotisants : ordres de recettes à établir
4188	Clients : intérêts courus
419	Clients et cotisants créditeurs (compte de passif)
4191	Clients : avances et acomptes reçus sur commandes
4192	Cotisants créditeurs
4193	Cotisants créditeurs
4194	Cotisants créditeurs
4195	Cotisants créditeurs
4196	Clients : dettes sur emballages et matériels consignés
4197	Clients : autres avoirs
4198	Rabais, remises et ristournes à accorder et autres avoirs à établir
42	<b>PERSONNEL ET COMPTES RATTACHES</b>
421	Personnel : rémunérations dues
422	Comité d'entreprise, d'établissement...
423	Œuvres sociales
425	Personnel : avances et acomptes
426	Personnel : dépôts
427	Personnel : oppositions
4271	Personnel : oppositions
4272	Personnel : saisies - attributions
4273	Personnel : cessions de salaires
428	Personnel : charges à payer et produits à recevoir

4282	Dettes provisionnées pour congés à payer
4286	Personnel : charges à payer
4287	Personnel : produits à recevoir
429	Déficits et débits des comptables et régisseurs
4297	Déficits et débits des comptables et régisseurs hors E.P.N.
42971	Déficits constatés (hors EPN)
42972	Débets
43	<b>SÉCURITÉ SOCIALE ET AUTRES ORGANISMES SOCIAUX</b>
431	Sécurité sociale
432	Autres cotisations de sécurité sociale
4321	Cotisations du régime CRPCEN
4322	Cotisations du régime des Mines
4323	Cotisations du régime CNMSS
4324	Cotisations des régimes agricoles
437	Autres organismes sociaux
438	Sécurité sociale et autres organismes sociaux : charges à payer et produits à recevoir
4382	Charges sociales sur congés à payer
4386	Autres charges à payer
4387	Produits à recevoir
44	<b>ENTITES PUBLIQUES</b>
441	Entités publiques : contributions, dotations et subventions à recevoir ou à verser
4411	Entités publiques : subventions d'investissement à recevoir
4412	Entités publiques : subventions d'exploitation à recevoir
4413	Entités publiques : contributions, dotations et subventions d'équilibre à recevoir
44131	Etat : budget général
44138	Divers
4414	Entités publiques : participations aux frais de gestion à recevoir
4415	Entités publiques : subventions d'investissement à verser
4416	Entités publiques : contributions et subventions d'équilibre à verser
4417	Entités publiques : subventions d'exploitation à verser
4419	Entités publiques : avances sur subventions
44191	Avances sur subventions à recevoir
44192	Avances sur subventions à verser
442	Opérations faites par un organisme de sécurité sociale pour le compte d'une entité publique
4421	Opérations faites pour le compte de l'Etat
44211	Prestations prises en charge par l'Etat
442111	RMI-RSA-PSA-ARS Etat - Prime exceptionnelle
442112	Prime de retour à l'emploi payée pour le compte de l'Etat – Décret
442113	RSA expérimental / API
442114	Prime de retour à l'emploi payée pour le compte de l'Etat
442115	Allocation d'installation étudiante (Aline) payée pour le compte de l'Etat
442116	Allocation supplémentaire d'invalidité
442117	Allocation adultes handicapés (AAH)
442118	Autres allocations prises en charge par l'Etat
44212	Opérations faites par le RSI



442121	Indemnité de départ
442122	CSSS (Article L,651-1 du CSS)
442123	TACA (Article L,651-5-1 du CSS)
442124	FISAC
442125	Contribution additionnelle à la CSSS (article L. 245-13 du CSS)
44213	Opérations faites par la CNMSS
44214	Remboursement chauffage-logement et retraites anticipées - Régimes miniers
44215	ARA
44216	Remboursement cotisation plan textile
44217	Prestations AT-agricoles (D. 751-2 D751-3 et D751-4 du code rural)
44218	Autres opérations faites pour le compte de l'Etat
442181	Opérations faites par la CNBF pour le compte de la Chancellerie
442182	Opérations faites par l'ACOSS pour le compte de l'Etat
4421821	Taxe sur les contributions à la prévoyance - Art. L 137-1 du CSS
44218211	Taxe
44218212	Majorations
44218213	Pénalités
4421822	Opérations faites par l'ACOSS pour le compte de la DGFIP
442184	Opérations faites par la CNIEG pour le compte de l'Etat
442185	Accompagnement social RSA
442186	Opérations pour le compte de l'Etat par la CRPRATP
442187	RSTA
442188	Diverses autres opérations pour le compte de l'Etat
4422	Opérations faites pour le compte d'un établissement public national
44221	CADES
44222	Fonds CMU
44223	Agence de services et de paiements (ASP)
44224	ASA payée pour le compte du Fonds de solidarité
44225	CNSA
442251	Allocation d'éducation de l'enfant handicapé – majoration parents isolés
442252	Médico-social
442253	Contribution solidarité autonomie
442254	Congé de soutien familial
442258	Autres
44226	Opérations faites par les MSA
44227	EPRUS
4423	Opérations faites pour le compte de fonds nationaux
44231	Prestations payées pour le compte du FNAL – APL
44232	Prestations payées pour le compte FNAL - ALS
44233	Prestations payées pour le compte du FNAL - ALT
44234	Cotisations émises pour le compte du FNAL
44235	RSA chapeau – FNSA
44236	RSA Jeunes
442361	RSA Jeunes – Socle
442362	RSA Jeunes – Activité

442363	Remboursement RSA Jeunes
442364	Régularisation sur exercices antérieurs
44237	APRE – Allocation personnalisé de retour à l’emploi
4424	Opérations faites pour le compte de collectivités territoriales
44241	RSA
442411	RSA Socle
442412	RSA socle majoré
442413	RSA local (article L.262-26)
442414	RSA – Remboursement
442415	RSA – Régularisations sur exercices antérieurs
44242	RMI Département
44243	RMA
44244	Revenu de solidarité DOM et SPM
44245	Contrat d'avenir
44246	Revenu de solidarité active (RSA) - Bénéficiaire RMI – RMA - CAV
44247	Contrat unique d’insertion (CUI)
44248	Opérations diverses pour le compte de collectivités territoriales
442481	Primes RSTA
442488	Divers
4425	Opérations faites pour le compte d’établissements publics locaux
4426	Opérations faites pour le compte d’organismes internationaux
4427	Opérations faites pour le compte des juridictions de sécurité sociale
44271	TASS
442711	Dépenses d'investissement
442712	Dépenses de vacation et d'expertise
442713	Diverses charges de fonctionnement
44272	TCI
442721	Dépenses d'investissement
442722	Dépenses de vacation et d'expertise
442723	Diverses charges de fonctionnement
44273	CNITAAT
442731	Dépenses d'investissement
442732	Dépenses de vacation et d'expertise
442733	Diverses charges de fonctionnement
44274	TASS – MSA
442741	Dépenses investissements – MSA
442742	Dépenses de vacation et d’expertise – MSA
442743	Diverses charges de fonctionnement - MSA
4428	Opérations faites pour le compte d’autres entités publiques
443	Opérations faites par une entité publique pour le compte de la sécurité sociale
4431	Opérations faites par l’Etat
4432	Opérations faites par un établissement public national
44321	FRR
443211	Dettes à long terme
4432111	Contribution de l'article 56-I-1° de la LFSS pour 2005

44321111	Contribution exceptionnelle (Art.L135-6, 5ème alinéa du CSS)
44321112	Revenus nets (Art.L135-6, 6ème alinéa du CSS)
443212	Produits constatés d'avance
4432121	Contribution de l'article 56-I-1° de la LFSS pour 2005
44321211	Contribution exceptionnelle (Art.L135-6, 5ème alinéa du CSS)
44321212	Revenus nets (Art.L135-6, 6ème alinéa du CSS)
4434	Opérations faites par une collectivité territoriale
4438	Opérations faites par une autre entité publique
44381	GIP
44388	Autres
444	Prestations prises en charge ou remboursées par une entité publique
4441	Etat
4442	Établissements publics nationaux
44421	FIVA
4443	Fonds nationaux
4444	Collectivités territoriales
4445	Etablissements publics locaux
4446	Organismes internationaux
4448	Autres entités publiques
445	Entités publiques: cotisations, contributions, impôts et taxes affectés
4451	Etat
44511	Exonérations de cotisations
44513	Cotisations, contributions, impôts et taxes affectés
4452	Établissements publics nationaux
4453	Fonds nationaux
4454	Collectivités territoriales
4455	Établissements publics locaux
4456	Organismes internationaux
4457	ARS
4458	Autres entités publiques
446	Etat : impôts sur les bénéfices et taxes sur le chiffre d'affaires
4461	Etat : impôts sur les bénéfices
4462	TVA due intra-communautaire
4465	TCA à décaisser
4466	TCA déductible
44662	TVA sur immobilisations
44663	TVA transférée par d'autres entreprises
44666	TVA sur autres biens et services
44667	Crédit de TVA à reporter
44668	Taxes assimilées à la TVA
4467	TCA collectée par l'organisme
44671	TVA collectée
44678	Taxes assimilées à la TVA
4468	TCA à régulariser ou en attente
44681	Acomptes - régime simplifié d'imposition

44682	Acomptes - régime du forfait
44683	Remboursement de taxes sur le chiffre d'affaires demandé
44684	TVA récupérée d'avance
44686	TCA sur factures non parvenues
44687	TCA sur factures à établir
447	Autres opérations avec une entité publique
4471	Autres impôts, taxes et versements assimilés
44711	Taxe sur les salaires
44712	Taxe sur les indemnités de pertes de gains
44713	Retenue à la source sur prestations versées à l'étranger
44718	Divers autres impôts, taxes et versements assimilés
4472	Impôts, taxes affectés
448	Entités publiques : charges à payer et produits à recevoir
4482	Charges fiscales sur congés à payer
4485	Cotisations, impôts et produits affectés pris en charge ou remboursés par une entité publique - Produits à recevoir
44851	Etat
448511	Exonérations de cotisations
4486	Entités publiques : charges à payer
4487	Entités publiques : produits à recevoir
45	ORGANISMES ET AUTRES RÉGIMES DE SECURITE SOCIALE
451	Régime général - organismes nationaux
4511	CNAMTS
4512	CNAF
4513	CNAVTS
4514	ACOSS
452	Régime général - organismes de base
4521	CRAM - CRAV
4522	CPAM
4523	CAF
4525	URSSAF
4526	CGSS
4527	Caisse commune de sécurité sociale
453	Régime général - unions et fédérations
4531	UCANSS
4532	Centres informatiques
4533	UNCAM
4534	Unions immobilières
4535	Centres de formations
4536	URCAM
4537	UGECA
4538	Autres
454	Régime agricole - salariés et exploitants
4541	CCMSA
4542	Caisses départementales

4543	ARCMSA
4544	Centres informatiques
4545	Fonds spécifiques agricoles
4546	ASFOSAR
4547	FNEMSA
4548	Autres
455	Régime autonome des professions indépendantes
4554	CNAVPL
4555	CNBF
4556	RSI
4558	Autres
456	Régimes spéciaux, fonds divers, autres régimes et organismes de sécurité sociale
4561	Fonctionnaires de l'Etat
45611	Fonctionnaires civils de l'Etat
45612	C.N.M.S.S.
4562	Entreprises nationales et assimilées
45621	RATP
45622	SNCF
45623	IEG
456231	CNIEG
456232	CAMIEG
45624	Banque de France
45625	CRPRATP
45627	La Poste
45628	France Télécom
4563	Divers fonds (gérés par la C.D.C.)
45631	Divers fonds vieillesse
456311	CNRACL
456312	FSPOEIE
456313	SASPA
456314	CDC/CANSSM
45632	Divers fonds invalidité
456321	FSI
456322	ATIACL
45633	Divers fonds accidents du travail
456331	FCAT
456334	FCATA
456335	FCAATA
45634	Autres fonds
456341	FMESPP
456342	FASTIF
456343	Fonds de Cohésion Sociale (FCS)
456344	Régimes spéciaux, fonds divers, autres régimes et OSS - Autres fonds - FEH
4564	Autres organismes spéciaux
45641	CRPCEN

45642	ENIM
45643	CFE
45644	Alsace - Moselle
456441	Régime général
456444	Régime agricole
456446	Autres régimes
45645	AGESSA et Maison des artistes
45646	Fonds spécial des chemins de fer secondaires
4565	Autres régimes et organismes de sécurité sociale
45651	CAVIMAC
45652	Mines
45653	CLEISS
45654	ENSSS
45655	Caisse de sécurité sociale de Mayotte
45658	Autres
457	Autres organismes
4571	Organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base
45711	FSV
4572	Organisme de financement de la protection complémentaire
4573	Organismes complémentaires
458	Diverses opérations entre organismes
4581	Compensation
45811	Compensation généralisée
458111	Acomptes
458112	Régularisation
45812	Compensation bilatérale (assurance maladie)
458121	Acomptes
458122	Régularisation
45813	Compensation spécifique entre les régimes spéciaux pour le risque vieillesse
458131	Acomptes
458132	Régularisation
45814	Compensations internes au sein d'un même régime
45815	Compensation intégrale
45816	Compensations partielles
45817	Compensation - risque AT - mines
4582	CSG - CRDS - sur revenus de remplacement - cotisations
45821	CSG - sur revenus de remplacement
45822	CRDS - sur revenus de remplacement
45823	Cotisations sur revenus de remplacement
4583	CRDS sur revenus d'activité
4584	Opérations faites par un OSS pour le compte d'un autre OSS
4585	Opérations faites en commun et en GIE
4586	Charges à payer
4587	Produits à recevoir
45871	Organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base

458711	FSV
45872	Organismes de financement de la protection complémentaire
45878	Autres
46	DÉBITEURS ET CRÉDITEURS DIVERS
461	Opérations effectuées pour le compte de tiers
462	Créances sur cessions d'immobilisations
* 463	Autres comptes débiteurs - ordres de recettes ou ordres de reversement à recouvrer
464	Dettes sur acquisitions de valeurs mobilières de placement
465	Créances sur cessions de valeurs mobilières de placement
466	Autres comptes créditeurs
* 4661	Mandats à payer
4663	Virements à réimputer
4664	Excédents de versement à rembourser
4667	Oppositions
4668	Divers créditeurs
467	Autres comptes débiteurs ou créditeurs
4671	Autres comptes débiteurs
4672	Autres comptes créditeurs
4673	Groupes et associés
* 4674	Taxe d'apprentissage
4675	Diverses taxes et contributions
468	Divers : charges à payer et produits à recevoir
4686	Charges à payer
4687	Produits à recevoir
47	COMPTES TRANSITOIRES OU D'ATTENTE
471	Recettes à classer ou à régulariser
* 4712	Recettes des comptables secondaires à vérifier
4713	Recettes perçues avant émission de titres
4715	Recettes des régisseurs à vérifier
4718	Autres recettes à classer
472	Dépenses à classer ou à régulariser
4721	Dépenses payées avant ordonnancement
* 4722	Dépenses des comptables secondaires à vérifier
4725	Dépenses des régisseurs à vérifier
4728	Autres dépenses à classer ou régulariser
473	Recettes et dépenses à transférer
474	Cotisations à classer ou à régulariser
475	Prestations à classer ou à régulariser
476	Différences de conversion - actif
477	Différences de conversion - passif
478	Autres comptes transitoires
48	COMPTES DE RÉGULARISATION
481	Charges à répartir sur plusieurs exercices
486	Charges constatées d'avance
487	Produits constatés d'avance

488	Comptes de répartition périodique des charges et des produits
4886	Charges
4887	Produits
49	DÉPRÉCIATIONS DES COMPTES DE TIERS
490	Dépréciations des comptes de prestataires débiteurs
4909	Prestataires débiteurs
49092	Dépréciations des prestations et allocations indues à récupérer
490921	Indus – Cas général
490927	Indus frauduleux
49093	Dépréciations des recours contre les tiers et les employeurs
49094	Dépréciations des créances diverses liées aux prestations
491	Dépréciations des comptes clients et cotisants
4911	Dépréciations des comptes clients
4914	Dépréciations des comptes cotisants
4915	Dépréciations des comptes de cotisations, impôts et produits affectés
495	Dépréciations des comptes du groupe et des associés
496	Dépréciations des comptes de débiteurs divers
4967	Dépréciations des autres comptes débiteurs

#### Classe 5. - *Comptes financiers*

50	VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT
503	Actions
5031	Titres cotés
5035	Titres non cotés
504	Autres titres conférant un droit de propriété
506	Obligations
5061	Titres cotés
5065	Titres non cotés
507	Bons du Trésor et bons de caisse à court terme
5071	Bons du Trésor
5072	Bons de Caisse
508	Autres valeurs mobilières de placement et autres créances assimilées
5081	Autres valeurs mobilières
50811	Certificats de dépôts
50812	Bons des institutions et sociétés financières (BISF)
50813	Billet de trésorerie
50814	Bons à moyen terme négociables (BMTN)
50815	Certificats d'investissement
50818	Autres bons et billets
5082	Bons de souscription
5088	Intérêts courus sur obligations, bons et valeurs assimilées
509	Versements restant à effectuer sur valeurs mobilières de placement non libérées
51	BANQUES, ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS ET ASSIMILÉS
511	Valeurs à l'encaissement



5111	Coupons échus à l'encaissement
5112	Chèques à encaisser
5113	Effets à l'encaissement
5114	Effets à l'escompte
5115	Cartes bancaires à l'encaissement
5117	Chèques impayés
5118	Autres valeurs à l'encaissement
512	Banques
5121	Comptes en monnaie nationale
5124	Comptes en devises
513	Caisses des dépôts et consignations
514	Chèques postaux
515	Trésor public
516	Sociétés de bourse
517	Autres organismes financiers
518	Intérêts courus
5181	Intérêts courus à payer
5188	Intérêts courus à recevoir
519	Concours bancaires courants
5191	Crédit de mobilisation de créances commerciales (CMCC)
5193	Mobilisation de créances nées à l'étranger
5198	Intérêts courus sur concours bancaires courants
52	<b>INSTRUMENTS DE TRÉSORERIE</b>
53	<b>CAISSE</b>
531	Caisse
5311	Caisse en monnaie nationale
5314	Caisse en devises
54	<b>REGIES ET ACCRÉDITIFS</b>
541	Comptables secondaires
542	Sections locales et correspondants locaux
543	Régies de dépenses
544	Comptes d'avances des œuvres
545	Régies de recettes
548	Avances pour menues dépenses
58	<b>VIREMENTS INTERNES</b>
59	<b>DÉPRÉCIATIONS DES COMPTES FINANCIERS</b>
590	Dépréciations des valeurs mobilières de placement
5903	Actions
5904	Autres titres conférant un droit de propriété
5906	Obligations
5908	Autres valeurs mobilières de placement et créances assimilées

**Classe 6. - *Comptes de charges***

60	ACHATS (sauf 603)
----	-------------------

601	Achats stockés - Matières premières (et fournitures)
6011	Matières (ou groupe) A
6012	Matières (ou groupe) B
6017	Fournitures A, B, C, ...
602	Achats stockés - Autres approvisionnements
6021	Matières consommables
60211	Matières (ou groupe) C
60212	Matières (ou groupe) D
60214	Alimentation et boissons
60216	Produits pharmaceutiques
60218	Autres matières consommables
6022	Fournitures consommables
60221	Combustibles
60222	Produits d'entretien
60223	Fournitures d'atelier et de laboratoire
60224	Fournitures de magasin
60225	Fournitures de bureau
60226	Fournitures informatiques
60228	Autres fournitures consommables (mêmes subdivisions que celles du compte 3228)
6026	Emballages
60261	Emballages perdus
60265	Emballages récupérables non identifiables
60267	Emballages à usage mixte
603	Variation des stocks (approvisionnements et marchandises)
6031	Variation des stocks de matières premières (et fournitures)
6032	Variation des stocks des autres approvisionnements
6037	Variation des stocks de marchandises
604	Achats d'études et prestations de services
605	Achats de matériel, équipements et travaux
606	Achats non stockés de matières et fournitures
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie, ...)
6063	Fournitures d'entretien et de petit équipement
6064	Fournitures administratives
6068	Autres matières et fournitures
607	Achats de marchandises
6071	Marchandises (ou groupe) A
6072	Marchandises (ou groupe) B
608	Frais accessoires incorporés aux achats
609	Rabais, remises et ristournes obtenus sur achats
6091	De matières premières (et fournitures)
6092	D'autres approvisionnements stockés
6094	D'études et prestations de services
6095	De matériel, équipements et travaux
6096	D'approvisionnements non stockés
6097	De marchandises

6098	Rabais, remises et ristournes non affectés
61	<b>SERVICES EXTÉRIEURS</b>
611	Sous-traitance générale
6111	Sociétés mutualistes
6112	Correspondants
6118	Autres sous-traitances générales
612	Redevances de crédit-bail
6122	Crédit-bail mobilier (à subdiviser comme le compte 21)
6125	Crédit-bail immobilier (à subdiviser comme le compte 21)
613	Locations
6132	Locations immobilières
6135	Locations mobilières
6136	Malis sur emballages restitués
614	Charges locatives et de copropriété
615	Entretien et réparations
6152	sur biens immobiliers
6155	sur biens mobiliers
6156	Maintenance
616	Primes d'assurances
6161	Multirisques
6162	Assurance obligatoire dommage construction
6163	Assurance transport
61636	sur achats
61637	sur ventes
61638	sur autres biens
6164	Risques d'exploitation
6166	Assurances des administrateurs
6168	Autres primes d'assurances
617	Études et recherches
618	Divers
6181	Documentation générale
6183	Documentation technique
6185	Frais de colloques, séminaires et conférences
619	Rabais, remises et ristournes obtenus sur services extérieurs
62	<b>AUTRES SERVICES EXTÉRIEURS</b>
621	Personnel extérieur à l'organisme
6211	Personnel intérimaire
6214	Personnel détaché ou prêté à l'organisme
622	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires
6221	Commissions et courtages sur achats
6222	Commissions et courtages sur ventes
6224	Rémunérations des transitaires
6226	Honoraires
6227	Frais d'actes et de contentieux
62271	Sur opérations de gestion courante

62272	Sur opérations de gestion technique
6228	Divers
623	Publicité, publications, relations publiques
6231	Annonces et insertions
6232	Échantillons
6233	Foires et expositions
6234	Fêtes et cérémonies
6236	Catalogues et imprimés
6237	Publications
6238	Divers (pourboires, etc.)
624	Transports de biens et transports collectifs du personnel
6241	Transports sur achats
6242	Transports sur ventes
6243	Transports entre organismes de sécurité sociale
6244	Transports administratifs
6247	Transports collectifs du personnel (frais payés aux tiers)
6248	Divers
625	Déplacements, missions et réceptions
6251	Voyages et déplacements (frais remboursés au personnel)
6254	Frais d'inscription aux colloques
6255	Frais de déménagement
6256	Missions
6257	Réceptions
626	Frais postaux et de télécommunication
627	Services bancaires et assimilés
6271	Frais sur titres (achat, vente, garde)
6272	Commissions sur cartes bancaires
6275	Frais sur effets
6276	Location de coffres
6278	Autres frais et commissions sur prestations de services
628	Divers
6281	Concours divers (cotisations, ...)
6282	Travaux, façons et prestations exécutés par l'extérieur (tiers)
6283	Formation continue du personnel de l'organisme
6284	Frais de recrutement de personnel
6286	Contrats de nettoyage
6288	Autres services extérieurs
629	Rabais, remises et ristournes obtenus sur autres services extérieurs
63	<b>IMPÔTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES</b>
631	Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (administration des impôts)
6311	Taxe sur les salaires
6312	Taxe d'apprentissage
6313	Participation des employeurs à la formation professionnelle continue
6314	Cotisation pour défaut d'investissement obligatoire dans la construction
6318	Autres

632	Charges fiscales sur congés à payer et compte épargne temps
633	Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (autres organismes)
6331	Versement de transport
6332	Allocations logement
6333	Participation des employeurs à la formation professionnelle continue
6334	Participation des employeurs à l'effort de construction
6335	Versements libératoires ouvrant droit à l'exonération de la taxe d'apprentissage
6338	Autres
635	Autres impôts, taxes et versements assimilés (administration des impôts)
6351	Impôts directs (sauf impôts sur les bénéfices)
63511	Taxe professionnelle
63512	Taxes foncières
63513	Autres impôts locaux
63514	Taxe sur les véhicules de sociétés
63515	Taxe sur les bureaux de la région Ile de France (art. 231 ter CGI)
6352	Taxes sur le chiffre d'affaires non récupérables
6353	Impôts indirects
6354	Droits d'enregistrement et de timbre
63541	Droits de mutation
63542	Taxe différentielle sur les véhicules à moteur
63543	Divers droits de timbre et d'enregistrement
6358	Autres droits
637	Autres impôts, taxes et versements assimilés (autres organismes)
6372	Taxes perçues par les organismes publics internationaux
6373	Taxes sur les contributions patronales à la prévoyance (art. L. 137-1-CSS)
6374	Impôts et taxes exigibles à l'étranger
6375	Taxes sur les contributions patronales forfait social (art. L.137-15 CSS)
6378	Taxes diverses
64	<b>CHARGES DE PERSONNEL</b>
641	Rémunération du personnel de statut de droit privé
6411	Salaires, appointements
64111	Salaires convention collective
641111	Contrats à durée indéterminée
641112	Contrats à durée déterminée
64112	Salaires hors convention collective
6412	Congés payés
6413	Primes et gratifications
6414	Indemnités et avantages divers
6416	Avantages en nature
6417	Indemnités de préavis, de licenciement et avantages divers
642	Rémunération du personnel de statut de droit public
6421	Traitement du personnel titulaire
64211	Personnel titulaire
64212	Personnel contractuel de droit public
6422	Congés payés

6423	Indemnité de résidence
6424	Indemnités et avantages divers
6425	Supplément familial
6426	Avantages en nature
6427	Indemnités de préavis et de licenciement et avantages divers
* 643	Rémunération du personnel sur crédits
644	Rémunération du personnel en application de conventions
645	Charges de sécurité sociale et de prévoyance
6451	Cotisations à l'URSSAF
6452	Cotisations aux mutuelles
6453	Cotisations aux caisses de retraite
6454	Cotisations aux ASSEDIC
6455	Charges sociales sur congés à payer et compte épargne temps
6456	Contributions « système différentiel » (régime général)
6457	Autres cotisations de sécurité sociale
64571	Cotisations du régime CRPCEN
64572	Cotisations du régime des mines
64573	Cotisations du régime CNMSS
6458	Cotisations aux autres organismes sociaux
647	Autres charges sociales
6471	Prestations directes
6472	Versements aux comités d'entreprise et d'établissement
6473	Versements aux comités d'hygiène et de sécurité
6474	Versements aux autres œuvres sociales
6475	Médecine du travail, pharmacie
6476	Bourses d'études
6477	Titres restaurants
6478	Divers
648	Autres charges de personnel
65	<b>AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE ET CHARGES DE GESTION TECHNIQUE</b>
651	Redevances pour concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires
6511	Redevances pour concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels
6516	Droits d'auteur et de reproduction
6518	Autres droits et valeurs similaires
653	Comités, conseils et assemblées
6531	Vacations
6532	Pertes de salaires et de gains
6533	Cotisations sociales
6534	Voyages et déplacements des membres des conseils
6535	Frais d'organisation des élections
6538	Autres frais de conseils et assemblées
654	Charges courantes : pertes sur créances irrécouvrables
6541	Créances sur opérations de gestion courante
65411	Admission en non valeur

65412	Remises sur créances
65413	Annulations de créances
655	Autres charges de gestion courante
6551	Dotations de gestion courante
6552	Contributions de gestion courante
6553	Subventions de gestion courante
6554	Divers transferts de gestion courante
6555	Charges de gestion courante provenant de l'annulation d'ordres de recettes des exercices antérieurs
6558	Diverses autres charges de gestion courante
65581	Domage et intérêts, dépens
65588	Autres charges de gestion courante
656	Prestations sociales
6561	Prestations légales
65611	Prestations légales « maladie - maternité »
656111	Prestations maladie
6561111	Exécutées en ville
65611111	Honoraires
656111111	des omnipraticiens
6561111110	des omnipraticiens Exercice courant
6561111119	des omnipraticiens Exercice précédent
656111112	des spécialistes
6561111120	des spécialistes Exercice courant
6561111129	des spécialistes Exercice précédent
656111113	des sages-femmes
6561111130	des sages-femmes Exercice courant
6561111139	des sages-femmes Exercice précédent
656111114	des paramédicaux
6561111141	des infirmiers
65611111410	des infirmiers Exercice courant
65611111419	des infirmiers Exercice précédent
6561111142	des masseurs - kinésithérapeutes
65611111420	des masseurs - kinésithérapeutes - exercice courant
65611111429	des masseurs - kinésithérapeutes - exercice précédent
6561111143	des orthophonistes
65611111430	des orthophonistes - exercice courant
65611111439	des orthophonistes - exercice précédent
6561111144	des orthoptistes
65611111440	des orthoptistes - exercice courant
65611111449	des orthoptistes - exercice précédent
6561111145	des pédicures
65611111450	des pédicures - Exercice courant
65611111459	des pédicures - Exercice précédent
6561111146	des sages-femmes
65611111460	des sages-femmes - exercice courant
65611111469	des sages-femmes - exercice précédent

656111115	honoraires dentaires
6561111150	honoraires dentaires - exercice courant
6561111159	honoraires dentaires - exercice précédent
656111117	Honoraires Forfaits divers
6561111171	Honoraires Forfaits option conventionnelle
65611111710	Honoraires Forfaits option conventionnelle - Exercice courant
65611111719	Honoraires Forfaits option conventionnelle - Exercice précédent
6561111172	Forfaits dentaires CMU
65611111721	Forfaits prothèses dentaires CMU
656111117210	Forfaits prothèses dentaires CMU - Exercice courant
656111117219	Forfaits prothèses dentaires CMU - Exercice précédent
65611111722	Forfaits orthodontie CMU
656111117220	Forfaits orthodontie CMU - Exercice courant
656111117229	Forfaits orthodontie CMU - Exercice précédent
6561111173	Forfaits option centres de santé
65611111730	Forfaits option centres de santé - Exercice courant
65611111739	Forfaits option centres de santé - Exercice précédent
6561111174	Contrats - Honoraires médicaux
65611111741	Contrats de bonne pratique
656111117410	Contrats de bonne pratique - Exercice courant
656111117419	Contrats de bonne pratique - Exercice précédent
65611111742	Contrats de santé publique
656111117420	Contrats de santé publique - Exercice courant
656111117429	Contrats de santé publique - Exercice précédent
65611111743	Accords de bon usage des soins
656111117430	Accords de bon usage des soins - Exercice courant
656111117439	Accords de bon usage des soins - Exercice précédent
65611111744	Contrat d'amélioration des pratiques individuelles (CAPI)
656111117440	CAPI – Exercice courant
656111117449	CAPI – Exercice précédent
65611111745	Contrats expérimentations de nouveaux modes de rémunérations
656111117450	Contrats expérimentations de nouveaux modes de rémunérations – Exercice courant
645111117459	Contrats expérimentations de nouveaux modes de rémunérations – Exercice précédent
65611111748	Autres contrats
656111117480	Autres contrats - Exercice courant
656111117489	Autres contrats - Exercice précédent
6561111175	IVG
65611111750	IVG - Exercice courant
65611111759	IVG - Exercice précédent
6561111176	Permanence des soins
65611111761	Gardes en établissement
656111117610	Gardes en établissement - Exercice courant
656111117619	Gardes en établissement - Exercices précédents
65611111762	Astreintes en établissement
656111117620	Astreintes en établissement - Exercice courant



656111117629	Astreintes en établissement - Exercices précédents
65611111763	Astreintes en ville
656111117630	Astreintes en ville - Exercice courant
656111117639	Astreintes en ville - Exercices précédents
65611111767	Participation de l'assurance maladie au financement de la régulation
656111117670	Participation de l'assurance maladie au financement de la régulation - Exercice courant
656111117679	Participation de l'assurance maladie au financement de la régulation - Exercice précédent
6561111177	Prestations maladie Forfait d'adhésion zone déficitaire
65611111770	Prestations maladie Forfait d'adhésion zone déficitaire exercice courant
65611111779	Prestations maladie Forfait d'adhésion zone déficitaire exercice précédent
6561111178	Contrats autres
65611111781	Contrats infirmières
656111117810	Contrats infirmières - exercice courant
656111117819	Contrats infirmières - exercice précédent
65611111782	Contrats masseurs - kinésithérapeutes
656111117820	Contrats masseurs - kinésithérapeutes exercice courant
656111117829	Contrats masseurs - kinésithérapeutes exercice précédent
65611111783	Contrats orthophonistes
656111117830	Contrats orthophonistes - exercice courant
656111117839	Contrats orthophonistes - exercice précédent
65611111784	Contrats orthoptistes
656111117840	Contrats orthoptistes - exercice courant
656111117849	Contrats orthoptistes - exercice précédent
65611111787	Contrats dentistes
656111117870	Contrats dentistes - exercice courant
656111117879	Contrats dentistes - exercice précédent
656111118	Autres professionnels de santé
6561111180	Autres professionnels de santé - Exercice courant
6561111189	Autres professionnels de santé - Exercice précédent
65611112	Biologie et prélèvements
656111121	Actes de laboratoire hors prélèvements
6561111210	Actes de laboratoire hors prélèvements - exercice courant
6561111219	Actes de laboratoire hors prélèvements - exercice précédent
656111122	Actes de laboratoire - prélèvements
6561111220	Actes de laboratoire - prélèvements - Exercice courant
6561111229	Actes de laboratoire - prélèvements - Exercice précédent
656111124	Contrats des laboratoires
6561111241	Contrats des laboratoires - CBP
65611112410	Contrats des laboratoires - CBP exercice courant
65611112419	Contrats des laboratoires - CBP exercice précédent
6561111242	Contrats des laboratoires - CSP
65611112420	Contrats des laboratoires - CSP exercice courant
65611112429	Contrats des laboratoires - CSP exercice précédent
65611113	Pharmacie
656111131	Médicaments

6561111310	Médicaments - exercice courant
6561111319	Médicaments - exercice précédent
656111132	Médicaments anti-rétroviraux
6561111320	Médicaments anti-rétroviraux - exercice courant
6561111329	Médicaments anti-rétroviraux - exercice précédent
656111133	Médicaments d'exception
6561111330	Médicaments d'exception - exercice courant
6561111339	Médicaments d'exception - exercice précédent
656111134	Hormones de croissance
6561111340	Hormones de croissance - exercice courant
6561111349	Hormones de croissance - exercice précédent
656111135	Suppléments médicaments
6561111350	Suppléments médicaments - exercice courant
6561111359	Suppléments médicaments - exercice précédent
656111136	Médicaments rétrocedés
6561111360	Médicaments rétrocedés - exercice courant
6561111369	Médicaments rétrocedés - exercice précédent
656111137	Vaccins grippe et ROR
6561111370	Vaccins grippe et ROR - exercice courant
6561111379	Vaccins grippe et ROR - exercice précédent
656111138	Autres pharmacie
6561111381	Maladies rares
65611113810	Maladies rares - exercice courant
65611113819	Maladies rares - exercice précédent
6561111382	IVG - Forfait - Médicament
65611113820	IVG - Forfait - Médicament - exercice courant
65611113829	IVG - Forfait - Médicament - exercice précédent
6561111383	Permanences pharmaceutiques
65611113830	Permanences pharmaceutiques - exercice courant
65611113839	Permanences pharmaceutiques - exercice précédent
65611114	Autres prescriptions
656111141	Produits humains
6561111410	Produits humains - Exercice courant
6561111419	Produits humains - Exercice précédent
656111142	Appareils et matériels de traitement
6561111420	Appareils et matériels de traitement - Exercice courant
6561111429	Appareils et matériels de traitement - Exercice précédent
656111143	Optique médicale
6561111432	Optique médicale
65611114320	Optique médicale - Exercice courant
65611114329	Optique médicale - Exercice précédent
6561111433	Optique médicale - Forfaits CMU (en gestion MF6 - Bénéficiaires CMU parts complémentaires)
65611114330	Optique médicale - Forfaits CMU (en gestion MF6 - Bénéficiaires CMU parts complémentaires) - Exercice courant

65611114339	Optique médicale - Forfaits CMU (en gestion MF6 - Bénéficiaires CMU parts complémentaires) - Exercice précédent
656111144	Orthèses et prothèses externes
6561111442	Orthèses et prothèses externes
65611114420	Orthèses et prothèses externes - Exercice courant
65611114429	Orthèses et prothèses externes - Exercice précédent
6561111443	Prothèses auditives - Forfaits CMU
65611114430	Prothèses auditives - Forfaits CMU - Exercice courant
65611114439	Prothèses auditives - Forfaits CMU - Exercice précédent
656111145	Prothèses internes
6561111450	Prothèses internes - Exercice courant
6561111459	Prothèses internes - Exercice précédent
656111146	Véhicules pour handicapés physiques
6561111460	Véhicules pour handicapés physiques - Exercice courant
6561111469	Véhicules pour handicapés physiques - Exercice précédent
656111147	CMU
6561111472	CMUC Migrants
65611114720	CMUC Migrants - Exercice courant
65611114729	CMUC Migrants - Exercice précédent
656111148	Autres frais
6561111480	Autres frais - Exercice courant
6561111489	Autres frais - Exercice précédent
65611115	Transports
656111151	Véhicules sanitaires
6561111510	Véhicules sanitaires - Exercice courant
6561111519	Véhicules sanitaires - Exercice précédent
656111152	Taxis
6561111520	Taxis - Exercice courant
6561111529	Taxis - Exercice précédent
656111153	Indemnité de garde ambulancière (avenant du n° 1 du 24/03/2003 - JO du 25/07/2003)
6561111530	Indemnité de garde ambulancière - Exercice courant
6561111539	Indemnité de garde ambulancière - Exercice précédent
656111154	Contrats des transporteurs
6561111541	Contrats des transporteurs - CBP
65611115410	Contrats des transporteurs - CBP exercice courant
65611115419	Contrats des transporteurs - CBP exercice précédent
656111158	Autres transports
6561111580	Autres transports - Exercice courant
6561111589	Autres transports - Exercice précédent
65611116	Autres prestations en nature
656111161	Cures thermales
6561111610	Cures thermales - Exercice courant
6561111619	Cures thermales - Exercice précédent
656111168	Diverses prestations en nature
6561111681	Autres prestations en nature - Frais d'expertise

65611116810	Autres prestations en nature - Frais d'expertise - Exercice courant
65611116819	Autres prestations en nature - Frais d'expertise - Exercice précédent
6561111682	Autres prestations en nature - soins à l'étranger
65611116820	Autres prestations en nature - soins à l'étranger exercice courant
65611116829	Autres prestations en nature - soins à l'étranger exercice précédent
6561111683	Autres prestations en nature – VIH
65611116830	Autres prestations en nature – VIH Exercice courant
65611116839	Autres prestations en nature – VIH Exercice précédent
6561111684	Autres prestations en nature – MST
65611116840	Autres prestations en nature – MST Exercice courant
65611116849	Autres prestations en nature – MST Exercice précédent
6561111685	Articles 71-4 et 71-4-1 hors ex DG
65611116850	Articles 71-4 et 71-4-1 hors ex DG – Exercice courant
65611116859	Articles 71-4 et 71-4-1 hors ex DG – Exercice précédent
6561111686	Pandémie exceptionnelle
65611116860	Pandémie exceptionnelle – Exercice courant
65611116869	Pandémie exceptionnelle – Exercice précédent
6561111688	Autres prestations en nature - Diverses autres prestations en nature
65611116880	Autres prestations en nature - Diverses autres prestations en nature - Exercice courant
65611116889	Autres prestations en nature - Diverses autres prestations en nature - Exercice précédent
65611117	Prestations en espèces
656111170	Prestations en espèces - Exercice courant
656111179	Prestations en espèces - Exercice précédent
65611118	Soins de ville-conventions internationales
656111180	Soins de ville-conventions internationales exercice courant
656111189	Soins de ville-conventions internationales exercice précédent
6561112	Exécutées en établissements
65611121	Etablissements sanitaires
656111211	Etablissements de santé publics antérieurement sous dotation globale
6561112111	Dotation Annuelle Financement - DAF (établissements hors T2A)
65611121111	DAF hors USLD
656111211110	DAF hors USLD - Exercice courant
656111211111	DAF hors USLD - régularisation définitive N-1
656111211119	DAF hors USLD - Exercice précédent
65611121112	DAF USLD
656111211120	DAF USLD - Exercice courant
656111211129	DAF USLD - Exercice précédent
6561112112	Dotation Annuelle Complémentaire (DAC)
65611121120	DAC - Exercice courant
65611121121	DAC - régularisation définitive N-1
65611121129	DAC - Exercice précédent
6561112113	Missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation (MIGAC)
65611121130	MIGAC - Exercice courant
65611121131	MIGAC - régularisation définitive N-1
65611121139	MIGAC - Exercice précédent

6561112114	Forfaits Annuels
65611121141	Forfaits Annuels d'Urgence (FAU)
656111211410	FAU - Exercice courant
656111211411	FAU - régularisation définitive N-1
656111211419	FAU - Exercice précédent
65611121142	Forfaits Annuels prélèvements d'organes (FAPO)
656111211420	FAPO - Exercice courant
656111211421	FAPO - régularisation définitive N-1
656111211429	FAPO - Exercice précédent
65611121143	Forfaits Transplantation d'Organes et Greffes moelles osseuses
656111211430	Forfaits transplantation - Exercice courant
656111211431	Forfaits transplantation - régularisation définitive N-1
656111211439	Forfaits transplantation - Exercice précédent
6561112118	Régularisations sur établissements en dotation globale
65611121181	Régularisation de la répartition définitive DG
656111211811	Régularisation de la répartition définitive N-1
65611121182	Autres régularisations sur établissements en dotation globale
656111214	Forfaits journaliers CMU
6561112140	Forfaits journaliers CMU - Exercice courant
6561112149	Forfaits journaliers CMU - Exercice précédent
656111216	Financement à l'activité (MCO)
6561112161	Tarification à l'activité (T2A) - Etablissements publics
65611121610	Tarification à l'activité (T2A) - Etablissements publics - Exercice courant
65611121611	Tarification à l'activité (T2A) - Etablissement publics- régularisation définitive N-1
65611121619	Tarification à l'activité (T2A) - Etablissements publics - Exercice précédent
6561112162	Dispositifs médicaux facturés en sus
65611121620	Dispositifs médicaux facturés en sus - Exercice courant
65611121621	Dispositifs médicaux facturés en sus régularisation définitive N-1
65611121629	Dispositifs médicaux facturés en sus - Exercice précédent
6561112163	Médicaments facturés en sus
65611121630	Médicaments facturés en sus - Exercice courant
65611121631	Médicaments facturés en sus régularisation définitive N-1
65611121639	Médicaments facturés en sus - Exercice précédent
656111217	T2A - Public - Facturation individuelle
6561112171	T2A - Frais de séjour et de soins
65611121711	Hospitalisation
656111217110	Hospitalisation - exercice courant
656111217119	Hospitalisation - exercice précédent
65611121712	HAD
656111217120	HAD - exercice courant
656111217129	HAD - exercice précédent
65611121713	Urgence
656111217130	Urgence - exercice courant
656111217139	Urgence - exercice précédent
65611121714	Dialyses

656111217140 Dialyses - exercice courant  
 656111217149 Dialyses - exercice précédent  
 65611121715 Prélèvements organes  
 656111217150 Prélèvements organes - exercice courant  
 656111217159 Prélèvements organes - exercice précédent  
 65611121716 IVG  
 656111217160 IVG - exercice courant  
 656111217169 IVG - exercice précédent  
 65611121717 Médicaments en sus  
 656111217170 Médicaments en sus - exercice courant  
 656111217179 Médicaments en sus - exercice précédent  
 65611121718 Dispositifs médicaux en sus  
 656111217180 Dispositifs médicaux en sus - exercice courant  
 656111217189 Dispositifs médicaux en sus - exercice précédent  
 6561112172 Soins externes  
 65611121726 IVG  
 656111217260 IVG - exercice courant  
 656111217269 IVG - exercice précédent  
 65611121728 Autres soins externes  
 656111217280 Autres soins externes - exercice courant  
 656111217289 Autres soins externes- exercice précédent  
 6561112173 Forfaits  
 65611121731 FAU  
 656111217310 FAU - exercice courant  
 656111217319 FAU - exercice précédent  
 65611121732 Forfait annuel de prélèvement d'organes  
 656111217320 Forfait annuel de prélèvement d'organes - exercice courant  
 656111217329 Forfait annuel de prélèvement d'organes - exercice précédent  
 65611121733 Forfait annuel de greffes  
 656111217330 Forfait annuel de greffes - exercice courant  
 656111217339 Forfait annuel de greffes - exercice précédent  
 65611121734 MIGAC  
 656111217340 MIGAC - exercice courant  
 656111217349 MIGAC - exercice précédent  
 65611121735 Forfait de haute technicité  
 656111217350 Forfait de haute technicité - exercice courant  
 656111217359 Forfait de haute technicité - exercice précédent  
 6561112178 Autres dépenses T2A publique  
 65611121781 Conventions internationales  
 656111217810 Conventions internationales - exercice courant  
 656111217819 Conventions internationales - exercice précédent  
 65611121782 Scanners et IRMN  
 656111217820 Scanners et IRMN - exercice courant  
 656111217829 Scanners et IRMN - exercice précédent  
 65611121788 Autres

656111217880	Autres - exercice courant
656111217889	Autres - exercice précédent
656111218	Autres frais d'hospitalisation publique, actes et consultations externes et IVG
6561112181	Autres frais d'hospitalisation publique
65611121811	Conventions internationales
656111218110	Conventions internationales - Exercice courant
656111218119	Conventions internationales - Exercice précédent
65611121818	Autres
656111218180	Autres - Exercice courant
656111218189	Autres - Exercice précédent
6561112182	Actes et consultations externes
65611121821	Conventions internationales
656111218210	Conventions internationales - Exercice courant
656111218219	Conventions internationales - Exercice précédent
65611121828	Autres
656111218280	Autres - Exercice courant
656111218289	Autres - Exercice précédent
6561112183	IVG
65611121831	Conventions internationales
656111218310	Conventions internationales - Exercice courant
656111218319	Conventions internationales - Exercice précédent
65611121838	Autres
656111218380	Autres - Exercice courant
656111218389	Autres - Exercice précédent
65611122	Etablissements médico-sociaux
656111221	Enfance inadaptée
6561112211	Enfance inadaptée-IME
65611122110	Enfance inadaptée-IME - exercice courant
65611122119	Enfance inadaptée-IME - exercice précédent
6561112212	Enfance inadaptée-ITEP
65611122120	Enfance inadaptée-ITEP - exercice courant
65611122129	Enfance inadaptée-ITEP - exercice précédent
6561112213	Enfance inadaptée-Etablissements polyhandicapés
65611122130	Enfance inadaptée-Etablissements polyhandicapés exercice courant
65611122139	Enfance inadaptée-Etablissements polyhandicapés exercice précédent
6561112214	IME belges
65611122140	IME belges - exercice courant
65611122149	IME belges - exercice précédent
6561112215	Prestations maladie établissements autres forfaits
65611122150	Prestations maladie établissements autres forfaits - exercice courant
65611122159	Prestations maladie établissements autres forfaits - exercice précédent
6561112218	Enfance inadaptée-Autres établissements
65611122180	Enfance inadaptée-Autres établissements exercice courant
65611122189	Enfance inadaptée-Autres établissements exercice précédent

656111222	Adultes handicapés
6561112221	Adultes handicapés-MAS
65611122210	Adultes handicapés-MAS - exercice courant
65611122219	Adultes handicapés-MAS - exercice précédent
6561112228	Adultes handicapés-Autres établissements
65611122280	Adultes handicapés-Autres établissements - exercice courant
65611122289	Adultes handicapés-Autres établissements - exercice précédent
656111223	Etablissements d'hébergement pour personnes âgées (médicalisés)
6561112231	EHPA
65611122310	EHPA - Exercice courant
65611122319	EHPA - Exercice précédent
6561112232	EHPAD
65611122320	EHPAD - Exercice courant
65611122329	EHPAD - Exercice précédent
656111224	Autres prestations personnes âgées
6561112240	Autres prestations personnes âgées - Exercice courant
6561112249	Autres prestations personnes âgées - Exercice précédent
656111225	Services de soins infirmiers à domicile
6561112251	Services de soins infirmiers à domicile – Personnes âgées
65611122510	SSIAD – Personnes âgées - Exercice courant
65611122519	SSIAD – Personnes âgées Exercice précédent
6561112252	SSIAD – Personnes handicapées
65611122520	SSIAD – Personnes handicapées – Exercice courant
65611122529	SSIAD – Personnes handicapées – Exercice précédent
656111226	Centre d'action médico-social précoce (enfants de - 6 ans)
6561112260	Centre d'action médico-social précoce (enfants de - 6 ans) - Exercice courant
6561112269	Centre d'action médico-social précoce (enfants de - 6 ans) - Exercice précédent
656111227	Autres établissements médico-sociaux
6561112271	Centre de cure ambulatoire en alcoologie
65611122710	Centre de cure ambulatoire en alcoologie - Exercice courant
65611122719	Centre de cure ambulatoire en alcoologie - Exercice précédent
6561112272	Services éducation spécialisée et soins à domicile (enfants de 6 à 16 ans)
65611122720	Services éducation spécialisée et soins à domicile (enfants de 6 à 16 ans) - Exercice courant
65611122729	Services éducation spécialisée et soins à domicile (enfants de 6 à 16 ans) - Exercice précédent
6561112273	Services d'accompagnement médico-social pour adultes handicapés (SAMSAH)
65611122730	Services d'accompagnement médico-social pour adultes handicapés (SAMSAH) - Exercice courant
65611122739	Services d'accompagnement médico-social pour adultes handicapés (SAMSAH) - Exercices précédents
6561112274	Appartements de coordination thérapeutique (ACT)
65611122740	Appartements de coordination thérapeutique (ACT) - Exercice courant
65611122749	Appartements de coordination thérapeutique (ACT) - Exercice précédent
6561112275	Centre de soins spécialisés aux toxicomanes (CSST)
65611122750	Centre de soins spécialisés aux toxicomanes (CSST) - Exercice courant
65611122759	Centre de soins spécialisés aux toxicomanes (CSST) - Exercice précédent
6561112276	Unités d'évaluation, de réentraînement et d'orientation sociale et socio-professionnelle (UEROS)



65611122760	Unités d'évaluation, de réentraînement et d'orientation sociale et socio-professionnelle (UEROS) - Exercice courant
65611122769	Unités d'évaluation, de réentraînement et d'orientation sociale et socio-professionnelle (UEROS) - Exercice précédent
6561112277	Foyers d'accueil médicalisés (FAM)
65611122770	Foyers d'accueil médicalisés (FAM) - Exercice courant
65611122779	Foyers d'accueil médicalisés (FAM) - Exercice précédent
6561112278	Centres de ressources
65611122780	Centres de ressources - Exercice courant
65611122789	Centres de ressources - Exercice précédent
656111228	Autres prestations médico-sociales
6561112281	Autres prestations médico-sociales-conventions internationales
65611122810	Autres prestations médico-sociales-conventions internationales exercice courant
65611122819	Autres prestations médico-sociales-conventions internationales exercice précédent
6561112288	Autres prestations médico sociales-Autres
65611122880	Autres prestations médico sociales-Autres exercice courant
65611122889	Autres prestations médico sociales-Autres exercice précédent
65611123	Cliniques privées
656111231	Cliniques privées ODMCO - MIGAC
6561112316	Tarification à l'activité (T2A) - Cliniques privées - Financement à l'activité
65611123161	Tarification à l'activité (T2A) - Hospitalisation en clinique privée
656111231610	Tarification à l'activité (T2A) - Hospitalisation en clinique privée – Exercice courant
656111231619	Tarification à l'activité (T2A) - Hospitalisation en clinique privée – Exercice précédent
65611123162	Tarification à l'activité (T2A) - Hospitalisation à domicile
656111231620	Tarification à l'activité (T2A) - Hospitalisation à domicile – Exercice courant
656111231629	Tarification à l'activité (T2A) - Hospitalisation à domicile – Exercice précédent
65611123163	Tarification à l'activité (T2A) - Urgences
656111231630	Tarification à l'activité (T2A) - Urgences - Exercice courant
656111231639	Tarification à l'activité (T2A) - Urgences - Exercice précédent
65611123164	Tarification à l'activité (T2A) - Dialyse
656111231640	Tarification à l'activité (T2A) - Dialyse - Exercice courant
656111231649	Tarification à l'activité (T2A) - Dialyse - Exercice précédent
65611123165	Tarification à l'activité (T2A) - Prélèvements d'organes
656111231650	Tarification à l'activité (T2A) - Prélèvements d'organes - Exercice courant
656111231659	Tarification à l'activité (T2A) - Prélèvements d'organes - Exercice précédent
65611123166	Tarification à l'activité (T2A) - IVG
656111231660	Tarification à l'activité (T2A) - IVG - Exercice courant
656111231669	Tarification à l'activité (T2A) - IVG - Exercice précédent
65611123167	Tarification à l'activité (T2A) - Médicaments facturés en sus
656111231670	Tarification à l'activité (T2A) - Médicaments facturés en sus - Exercice courant
656111231679	Tarification à l'activité (T2A) - Médicaments facturés en sus - Exercice précédent
65611123168	Tarification à l'activité (T2A) - Dispositifs médicaux facturés en sus
656111231680	Tarification à l'activité (T2A) - Dispositifs médicaux facturés en sus - Exercice courant
656111231689	Tarification à l'activité (T2A) - Dispositifs médicaux facturés en sus - Exercice précédent
6561112317	Tarification à l'activité (T2A) - Cliniques privées - Financement global

65611123171 Forfaits Annuels d'Urgence (FAU)  
 656111231710 FAU - Exercice courant  
 656111231719 FAU - Exercice précédent  
 65611123172 Forfaits Annuels prélèvements d'organes (FAPO)  
 656111231720 FAPO - Exercice courant  
 656111231729 FAPO - Exercice précédent  
 65611123173 Forfaits Transplantation d'Organes et Greffes moelles osseuses  
 656111231730 Forfaits transplantation - Exercice courant  
 656111231739 Forfaits transplantation - Exercice précédent  
 65611123174 Missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation (MIGAC)  
 656111231740 MIGAC - Exercice courant  
 656111231749 MIGAC - Exercice précédent  
 65611123175 Forfait annuel haute technicité MCO  
 656111231750 Forfait annuel haute technicité MCO – Exercice courant  
 656111231759 Forfait annuel haute technicité MCO – Exercice précédent  
 656111233 Forfaits journaliers CMU  
 6561112330 Forfaits journaliers CMU - Exercice courant  
 6561112339 Forfaits journaliers CMU - Exercice précédent  
 656111236 Cliniques privées OQN psy  
 6561112361 OQN psy - Frais de séjours  
 65611123610 OQN psy - Frais de séjours - Exercice courant  
 65611123619 OQN psy - Frais de séjours - Exercice précédent  
 6561112362 OQN psy - Pharmacie  
 65611123620 OQN psy - Pharmacie - Exercice courant  
 65611123629 OQN psy - Pharmacie - Exercice précédent  
 6561112363 OQN psy - Dispositifs médicaux  
 65611123630 OQN psy - Dispositifs médicaux - Exercice courant  
 65611123639 OQN psy - Dispositifs médicaux - Exercice précédent  
 656111237 Cliniques privées OQN SSR  
 6561112371 OQN SSR - Frais de séjours  
 65611123710 OQN SSR - Frais de séjours - Exercice courant  
 65611123719 OQN SSR - Frais de séjours - Exercice précédent  
 6561112372 OQN SSR - Pharmacie  
 65611123720 OQN SSR - Pharmacie - Exercice courant  
 65611123729 OQN SSR - Pharmacie - Exercice précédent  
 6561112373 OQN SSR - Dispositifs médicaux  
 65611123730 OQN SSR - Dispositifs médicaux - Exercice courant  
 65611123739 OQN SSR - Dispositifs médicaux - Exercice précédent  
 656111238 Autres dépenses des cliniques privées  
 6561112381 Conventions internationales  
 65611123810 Conventions internationales - Exercice courant  
 65611123819 Conventions internationales - Exercice précédent  
 6561112382 USLD privées  
 65611123820 USLD privées - Exercice courant  
 65611123829 USLD privées - Exercice précédent

6561112383	Établissements installés à l'étranger
65611123830	Établissements installés à l'étranger - Exercice courant
65611123839	Établissements installés à l'étranger - Exercice précédent
6561112388	Autres
65611123880	Autres - Exercice courant
65611123889	Autres - Exercice précédent
656112	Prestations « maternité »
6561121	Exécutées en ville
65611211	Honoraires
656112111	des omnipraticiens
6561121110	Honoraires des omnipraticiens - Exercice courant
6561121119	Honoraires des omnipraticiens - Exercice précédent
656112112	des spécialistes
6561121120	Honoraires des spécialistes - Exercice courant
6561121129	Honoraires des spécialistes - Exercice précédent
656112113	des sages-femmes
6561121130	Honoraires des sages-femmes - Exercice courant
6561121139	Honoraires des sages-femmes - Exercice précédent
656112114	des paramédicaux
6561121141	des infirmiers
65611211410	Honoraires des infirmiers - Exercice courant
65611211419	Honoraires des infirmiers - Exercice précédent
6561121142	des masseurs -kinésithérapeutes
65611211420	Honoraires des masseurs - kinésithérapeutes - Exercice courant
65611211429	Honoraires des masseurs - kinésithérapeutes - Exercice précédent
6561121143	des orthophonistes
65611211430	Honoraires des orthophonistes - Exercice courant
65611211439	Honoraires des orthophonistes - Exercice précédent
6561121144	des orthoptistes
65611211440	Honoraires des orthoptistes - Exercice courant
65611211449	Honoraires des orthoptistes - Exercice précédent
6561121145	des pédicures
65611211450	des pédicures - Exercice courant
65611211459	des pédicures - Exercice précédent
6561121146	des sages-femmes
65611211460	Honoraires des sages-femmes - Exercice courant
65611211469	Honoraires des sages-femmes - Exercice précédent
656112115	honoraires dentaires
6561121150	honoraires dentaires - Exercice courant
6561121159	honoraires dentaires - Exercice précédent
656112117	Honoraires Forfaits divers
6561121172	Forfaits dentaires CMU
65611211721	Forfaits prothèses dentaires CMU
656112117210	Forfaits prothèses dentaires CMU - Exercice courant
656112117219	Forfaits prothèses dentaires CMU - Exercice précédent

65611211722	Forfaits orthodontie CMU
656112117220	Forfaits orthodontie CMU - Exercice courant
656112117229	Forfaits orthodontie CMU - Exercice précédent
656112118	Autres professionnels de santé
6561121180	Autres professionnels de santé - Exercice courant
6561121189	Autres professionnels de santé - Exercice précédent
65611212	Biologie et prélèvements
656112121	Actes de laboratoire hors prélèvements
6561121210	Actes de laboratoire hors prélèvements - Exercice courant
6561121219	Actes de laboratoire hors prélèvements - Exercice précédent
656112122	Actes de laboratoire - prélèvements
6561121220	Actes de laboratoire - prélèvements - Exercice courant
6561121229	Actes de laboratoire - prélèvements - Exercice précédent
65611213	Pharmacie
656112131	Médicaments
6561121310	Médicaments exercice courant
6561121319	Médicaments exercice précédent
656112132	Médicaments anti-rétroviraux
6561121320	Médicaments anti-rétroviraux exercice courant
6561121329	Médicaments anti-rétroviraux exercice précédent
656112133	Médicaments d'exception
6561121330	Médicaments d'exception exercice courant
6561121339	Médicaments d'exception exercice précédent
656112134	Hormones de croissance
6561121340	Hormones de croissance exercice courant
6561121349	Hormones de croissance exercice précédent
656112135	Suppléments médicaments
6561121350	Suppléments médicaments exercice courant
6561121359	Suppléments médicaments exercice précédent
656112136	Médicaments rétrocédés
6561121360	Médicaments rétrocédés exercice courant
6561121369	Médicaments rétrocédés exercice précédent
656112137	Vaccins grippe et ROR
6561121370	Vaccins grippe et ROR exercice courant
6561121379	Vaccins grippe et ROR exercice précédent
656112138	Autres pharmacie
6561121381	Maladies rares
65611213810	Maladies rares exercice courant
65611213819	Maladies rares exercice précédent
6561121382	IVG - Forfait - Médicament
65611213820	IVG - Forfait - Médicament exercice courant
65611213829	IVG - Forfait - Médicament exercice précédent
65611214	Autres prescriptions
656112141	Produits humains
6561121410	Produits humains - Exercice courant

6561121419	Produits humains - Exercice précédent
656112142	Appareils et matériels de traitement
6561121420	Appareils et matériels de traitement - Exercice courant
6561121429	Appareils et matériels de traitement - Exercice précédent
656112143	Optique médicale
6561121432	Optique médicale
65611214320	Optique médicale - Exercice courant
65611214329	Optique médicale - Exercice précédent
6561121433	Optique médicale - Forfaits CMU (en gestion MF6 - Bénéficiaires CMU parts complémentaires)
65611214330	Optique médicale - Forfaits CMU (en gestion MF6 - Bénéficiaires CMU parts complémentaires) - Exercice courant
65611214339	Optique médicale - Forfaits CMU (en gestion MF6 - Bénéficiaires CMU parts complémentaires) - Exercice précédent
656112144	Orthèses et prothèses externes
6561121442	Orthèses et prothèses externes
65611214420	Orthèses et prothèses externes - Exercice courant
65611214429	Orthèses et prothèses externes - Exercice précédent
6561121443	Prothèses auditives - Forfaits CMU
65611214430	Prothèses auditives - Forfaits CMU - Exercice courant
65611214439	Prothèses auditives - Forfaits CMU - Exercice précédent
656112145	Prothèses internes
6561121450	Prothèses internes - Exercice courant
6561121459	Prothèses internes - Exercice précédent
656112146	Véhicules pour handicapés physiques
6561121460	Véhicules pour handicapés physiques - Exercice courant
6561121469	Véhicules pour handicapés physiques - Exercice précédent
656112147	CMU
6561121472	CMUC Migrants
65611214720	CMUC Migrants - Exercice courant
65611214729	CMUC Migrants - Exercice précédent
656112148	Autres frais
6561121480	Autres frais - Exercice courant
6561121489	Autres frais - Exercice précédent
65611215	Transports
656112151	Véhicules sanitaires
6561121510	Véhicules sanitaires - Exercice courant
6561121519	Véhicules sanitaires - Exercice précédent
656112152	Taxis
6561121520	Taxis - Exercice courant
6561121529	Taxis - Exercice précédent
656112158	Autres transports
6561121580	Autres transports - Exercice courant
6561121589	Autres transports - Exercice précédent
65611216	Autres prestations en nature
656112161	Cures thermales

6561121610	Cures thermales - Exercice courant
6561121619	Cures thermales - Exercice précédent
656112168	Diverses prestations en nature
6561121681	Autres prestations en nature - Frais d'expertise
65611216810	Autres prestations en nature - Frais d'expertise - Exercice courant
65611216819	Autres prestations en nature - Frais d'expertise - Exercice précédent
6561121682	Autres prestations en nature - soins à l'étranger
65611216820	Autres prestations en nature - soins à l'étranger exercice courant
65611216829	Autres prestations en nature - soins à l'étranger exercice précédent
6561121688	Autres prestations en nature - Diverses autres prestations en nature
65611216880	Autres prestations en nature - Diverses autres prestations en nature - Exercice courant
65611216889	Autres prestations en nature - Diverses autres prestations en nature - Exercice précédent
65611217	Prestations en espèces
656112171	I.J. Maternité
6561121710	I.J. Maternité - Exercice courant
6561121719	I.J. Maternité - Exercice précédent
656112178	Autres prestations - I.J. Congés paternité
6561121780	Autres prestations - I.J. Congés paternité - Exercice courant
6561121789	Autres prestations - I.J. Congés paternité - Exercice précédent
65611218	Soins de ville-conventions internationales
656112180	Soins de ville-conventions internationales exercice courant
656112189	Soins de ville-conventions internationales exercice précédent
6561122	Exécutées en établissements
65611221	Etablissements sanitaires
656112211	Etablissements de santé publics antérieurement sous dotation globale
6561122111	Dotation Annuelle Financement - DAF (établissements hors T2A)
65611221111	DAF hors USLD
656112211110	DAF hors USLD - Exercice courant
656112211111	DAF hors USLD - régularisation définitive N-1
656112211119	DAF hors USLD - Exercice précédent
6561122112	Dotation Annuelle Complémentaire (DAC)
65611221120	DAC - Exercice courant
65611221121	DAC - régularisation définitive N-1
65611221129	DAC - Exercice précédent
6561122113	Missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation (MIGAC)
65611221130	MIGAC - Exercice courant
65611221131	MIGAC - régularisation définitive N-1
65611221139	MIGAC - Exercice précédent
6561122114	Forfaits Annuels
65611221141	Forfaits Annuels d'Urgence (FAU)
656112211410	FAU - Exercice courant
656112211411	FAU - régularisation définitive N-1
656112211419	FAU - Exercice précédent
65611221142	Forfaits Annuels prélèvements d'organes (FAPO)
656112211420	FAPO - Exercice courant

656112211421 FAPO - régularisation définitive N-1  
 656112211429 FAPO - Exercice précédent  
 65611221143 Forfaits Transplantation d'Organes et Greffes moelles osseuses  
 656112211430 Forfaits transplantation - Exercice courant  
 656112211431 Forfaits transplantation - régularisation définitive N-1  
 656112211439 Forfaits transplantation - Exercice précédent  
 656112214 Forfaits journaliers CMU  
 6561122140 Forfaits journaliers CMU - Exercice courant  
 6561122149 Forfaits journaliers CMU - Exercice précédent  
 656112216 Financement à l'activité (MCO)  
 6561122161 Tarification à l'activité (T2A) - Etablissements publics  
 65611221610 Tarification à l'activité (T2A) - Etablissements publics - Exercice courant  
 65611221611 Tarification à l'activité (T2A) - Etablissement publics- régularisation définitive N-1  
 65611221619 Tarification à l'activité (T2A) - Etablissements publics - Exercice précédent  
 6561122162 Dispositifs médicaux facturés en sus  
 65611221620 Dispositifs médicaux facturés en sus - Exercice courant  
 65611221621 Dispositifs médicaux facturés en sus régularisation définitive N-1  
 65611221629 Dispositifs médicaux facturés en sus - Exercice précédent  
 6561122163 Médicaments facturés en sus  
 65611221630 Médicaments facturés en sus - Exercice courant  
 65611221631 Médicaments facturés en sus régularisation définitive N-1  
 65611221639 Médicaments facturés en sus - Exercice précédent  
 656112217 T2A - Public - Facturation individuelle  
 6561122171 T2A - Frais de séjour et de soins  
 65611221711 Hospitalisation  
 656112217110 Hospitalisation - exercice courant  
 656112217119 Hospitalisation - exercice précédent  
 65611221712 HAD  
 656112217120 HAD - exercice courant  
 656112217129 HAD - exercice précédent  
 65611221713 Urgence  
 656112217130 Urgence - exercice courant  
 656112217139 Urgence - exercice précédent  
 65611221714 Dialyses  
 656112217140 Dialyses - exercice courant  
 656112217149 Dialyses - exercice précédent  
 65611221715 Prélèvements organes  
 656112217150 Prélèvements organes - exercice courant  
 656112217159 Prélèvements organes - exercice précédent  
 65611221717 Médicaments en sus  
 656112217170 Médicaments en sus - exercice courant  
 656112217179 Médicaments en sus - exercice précédent  
 65611221718 Dispositifs médicaux en sus  
 656112217180 Dispositifs médicaux en sus - exercice courant  
 656112217189 Dispositifs médicaux en sus - exercice précédent

6561122172	Soins externes
65611221726	IVG
656112217260	IVG - exercice courant
656112217269	IVG - exercice précédent
65611221728	Autres soins externes
656112217280	Autres soins externes - exercice courant
656112217289	Autres soins externes - exercice précédent
6561122178	Autres dépenses T2A publique
65611221781	Conventions internationales
656112217810	Conventions internationales - exercice courant
656112217819	Conventions internationales - exercice précédent
65611221782	Scanners et IRMN
656112217820	Scanners et IRMN - exercice courant
656112217829	Scanners et IRMN - exercice précédent
65611221788	Autres
656112217880	Autres - exercice courant
656112217889	Autres - exercice précédent
656112218	Autres frais d'hospitalisation publique, actes et consultations externes et IVG
6561122181	Autres frais d'hospitalisation publique
65611221811	Conventions internationales
656112218110	Conventions internationales - Exercice courant
656112218119	Conventions internationales - Exercice précédent
65611221818	Autres
656112218180	Autres - Exercice courant
656112218189	Autres - Exercice précédent
6561122182	Actes et consultations externes
65611221821	Conventions internationales
656112218210	Conventions internationales - Exercice courant
656112218219	Conventions internationales - Exercice précédent
65611221828	Autres
656112218280	Autres - Exercice courant
656112218289	Autres - Exercice précédent
6561122183	IVG
65611221831	Conventions internationales
656112218310	Conventions internationales - Exercice courant
656112218319	Conventions internationales - Exercice précédent
65611221838	Autres
656112218380	Autres - Exercice courant
656112218389	Autres - Exercice précédent
65611222	Etablissements médico-sociaux
656112221	Enfance inadaptée
6561122211	Enfance inadaptée-IME
65611222110	Enfance inadaptée-IME exercice courant
65611222119	Enfance inadaptée-IME exercice précédent
6561122212	Enfance inadaptée-ITEP



65611222120	Enfance inadaptée-ITEP exercice courant
65611222129	Enfance inadaptée-ITEP exercice précédent
6561122213	Enfance inadaptée-Etablissements polyhandicapés
65611222130	Enfance inadaptée-Etablissements polyhandicapés exercice courant
65611222139	Enfance inadaptée-Etablissements polyhandicapés exercice précédent
6561122214	IME belges
65611222140	IME belges - exercice courant
65611222149	IME belges - exercice précédent
6561122218	Enfance inadaptée-Autres établissements
65611222180	Enfance inadaptée-Autres établissements exercice courant
65611222189	Enfance inadaptée-Autres établissements exercice précédent
656112222	Adultes handicapés
6561122221	Adultes handicapés-MAS
65611222210	Adultes handicapés-MAS exercice courant
65611222219	Adultes handicapés-MAS exercice précédent
6561122228	Adultes handicapés-Autres établissements
65611222280	Adultes handicapés-Autres établissements exercice courant
65611222289	Adultes handicapés-Autres établissements exercice précédent
656112228	Autres prestations médico-sociales
6561122281	Autres prestations médico-sociales-conventions internationales
65611222810	Autres prestations médico-sociales-conventions internationales exercice courant
65611222819	Autres prestations médico-sociales-conventions internationales exercice précédent
6561122288	Autres prestations médico sociales-Autres
65611222880	Autres prestations médico sociales-Autres exercice courant
65611222889	Autres prestations médico sociales-Autres exercice précédent
65611223	Cliniques privées
656112231	Cliniques privées ODMCO - MIGAC
6561122316	Tarification à l'activité (T2A) - Cliniques privées - Financement à l'activité
65611223161	Tarification à l'activité (T2A) - Hospitalisation en clinique privée
656112231610	Tarification à l'activité (T2A) - Hospitalisation en clinique privée – Exercice courant
656112231619	Tarification à l'activité (T2A) - Hospitalisation en clinique privée – Exercice précédent
65611223162	Tarification à l'activité (T2A) - Hospitalisation à domicile
656112231620	Tarification à l'activité (T2A) - Hospitalisation à domicile – Exercice courant
656112231629	Tarification à l'activité (T2A) - Hospitalisation à domicile – Exercice précédent
65611223163	Tarification à l'activité (T2A) - Urgences
656112231630	Tarification à l'activité (T2A) - Urgences - Exercice courant
656112231639	Tarification à l'activité (T2A) - Urgences - Exercice précédent
65611223164	Tarification à l'activité (T2A) - Dialyse
656112231640	Tarification à l'activité (T2A) - Dialyse - Exercice courant
656112231649	Tarification à l'activité (T2A) - Dialyse - Exercice précédent
65611223165	Tarification à l'activité (T2A) - Prélèvements d'organes
656112231650	Tarification à l'activité (T2A) - Prélèvements d'organes - Exercice courant
656112231659	Tarification à l'activité (T2A) - Prélèvements d'organes - Exercice précédent
65611223167	Tarification à l'activité (T2A) - Médicaments facturés en sus

656112231670 Tarification à l'activité (T2A) - Médicaments facturés en sus - Exercice courant  
 656112231679 Tarification à l'activité (T2A) - Médicaments facturés en sus - Exercice précédent  
 65611223168 Tarification à l'activité (T2A) - Dispositifs médicaux facturés en sus  
 656112231680 Tarification à l'activité (T2A) - Dispositifs médicaux facturés en sus - Exercice courant  
 656112231689 Tarification à l'activité (T2A) - Dispositifs médicaux facturés en sus - Exercice précédent  
 6561122317 Tarification à l'activité (T2A) - Cliniques privées - Financement global  
 65611223172 Forfaits Annuels prélèvements d'organes (FAPO)  
 656112231720 FAPO - Exercice courant  
 656112231729 FAPO - Exercice précédent  
 65611223173 Forfaits Transplantation d'Organes et Greffes moelles osseuses  
 656112231730 Forfaits transplantation - Exercice courant  
 656112231739 Forfaits transplantation - Exercice précédent  
 65611223174 Missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation (MIGAC)  
 656112231740 MIGAC - Exercice courant  
 656112231749 MIGAC - Exercice précédent  
 656112233 Forfaits journaliers CMU  
 6561122330 Forfaits journaliers CMU - Exercice courant  
 6561122339 Forfaits journaliers CMU - Exercice précédent  
 656112236 Cliniques privées OQN psy  
 6561122361 OQN psy - Frais de séjours  
 65611223610 OQN psy - Frais de séjours - Exercice courant  
 65611223619 OQN psy - Frais de séjours - Exercice précédent  
 6561122362 OQN psy - Pharmacie  
 65611223620 OQN psy - Pharmacie - Exercice courant  
 65611223629 OQN psy - Pharmacie - Exercice précédent  
 6561122363 OQN psy - Dispositifs médicaux  
 65611223630 OQN psy - Dispositifs médicaux - Exercice courant  
 65611223639 OQN psy - Dispositifs médicaux - Exercice précédent  
 656112237 Cliniques privées OQN SSR  
 6561122371 OQN SSR - Frais de séjours  
 65611223710 OQN SSR - Frais de séjours - Exercice courant  
 65611223719 OQN SSR - Frais de séjours - Exercice précédent  
 6561122372 OQN SSR - Pharmacie  
 65611223720 OQN SSR - Pharmacie - Exercice courant  
 65611223729 OQN SSR - Pharmacie - Exercice précédent  
 6561122373 OQN SSR - Dispositifs médicaux  
 65611223730 OQN SSR - Dispositifs médicaux - Exercice courant  
 65611223739 OQN SSR - Dispositifs médicaux - Exercice précédent  
 656112238 Autres dépenses des cliniques privées  
 6561122381 Conventions internationales  
 65611223810 Conventions internationales - Exercice courant  
 65611223819 Conventions internationales - Exercice précédent  
 6561122383 Établissements installés à l'étranger  
 65611223830 Établissements installés à l'étranger - Exercice courant  
 65611223839 Établissements installés à l'étranger - Exercice précédent

6561122388	Autres
65611223880	Autres - Exercice courant
65611223889	Autres - Exercice précédent
65612	Prestations légales « accidents du travail - maladies professionnelles »
656121	Prestations d'incapacité temporaire
6561211	Exécutées en ville
65612111	Honoraires
656121111	des omnipraticiens
6561211110	Honoraires des omnipraticiens - Exercice courant
6561211119	Honoraires des omnipraticiens - Exercice précédent
656121112	des spécialistes
6561211120	Honoraires des spécialistes - Exercice courant
6561211129	Honoraires des spécialistes - Exercice précédent
656121113	des sages-femmes
6561211130	Honoraires des sages-femmes - Exercice courant
6561211139	Honoraires des sages-femmes - Exercice précédent
656121114	des paramédicaux
6561211141	des infirmiers
65612111410	Honoraires des infirmiers - Exercice courant
65612111419	Honoraires des infirmiers - Exercice précédent
6561211142	des masseurs -kinésithérapeutes
65612111420	Honoraires des masseurs - kinésithérapeutes - Exercice courant
65612111429	Honoraires des masseurs - kinésithérapeutes - Exercice précédent
6561211143	des orthophonistes
65612111430	Honoraires des orthophonistes - Exercice courant
65612111439	Honoraires des orthophonistes - Exercice précédent
6561211144	des orthoptistes
65612111440	Honoraires des orthoptistes - Exercice courant
65612111449	Honoraires des orthoptistes - Exercice précédent
6561211145	des pédicures
65612111450	des pédicures - Exercice courant
65612111459	des pédicures - Exercice précédent
6561211146	des sages-femmes
65612111460	Honoraires des sages-femmes - Exercice courant
65612111469	Honoraires des sages-femmes - Exercice précédent
656121115	honoraires dentaires
6561211150	honoraires dentaires - Exercice courant
6561211159	honoraires dentaires - Exercice précédent
656121117	Honoraires Forfaits divers
6561211174	Contrats - Honoraires médicaux
65612111741	Contrats de bonne pratique
656121117410	Contrats de bonne pratique - Exercice courant
656121117419	Contrats de bonne pratique - Exercice précédent
65612111742	Contrats de santé publique
656121117420	Contrats de santé publique - Exercice courant

656121117429	Contrats de santé publique - Exercice précédent
65612111743	Accords de bon usage des soins
656121117430	Accords de bon usage des soins - Exercice courant
656121117439	Accords de bon usage des soins - Exercice précédent
65612111744	Contrat amélioration des pratiques individuelles
656121117440	CAPI – Exercice courant
656121117449	CAPI – Exercice précédent
65612111748	Autres contrats
656121117480	Autres contrats - Exercice courant
656121117489	Autres contrats - Exercice précédent
65612111745	Contrats expérimentations de nouveaux modes de rémunérations
656121117450	Contrats expérimentations de nouveaux modes de rémunérations – Exercice courant
656121117459	Contrats expérimentations de nouveaux modes de rémunérations – Exercice précédent
6561211176	Permanence des soins
65612111761	Gardes en établissement
656121117610	Gardes en établissement - Exercice courant
656121117619	Gardes en établissement - Exercices précédents
65612111762	Astreintes en établissement
656121117620	Astreintes en établissement -Exercice courant
656121117629	Astreintes en établissement - Exercices précédents
65612111763	Astreintes en ville
656121117630	Astreintes en ville - Exercice courant
656121117639	Astreintes en ville - Exercices précédents
65612111767	Participation de l'assurance maladie au financement de la régulation
656121117670	Participation de l'assurance maladie au financement de la régulation - Exercice courant
656121117679	Participation de l'assurance maladie au financement de la régulation - Exercice précédent
6561211177	Prestations AT/MP Forfait d'adhésion zone déficitaire
65612111770	Prestations AT/MP Forfait d'adhésion zone déficitaire exercice courant
65612111779	Prestations AT/MP Forfait d'adhésion zone déficitaire exercice précédent
6561211178	Contrats autres
65612111781	Contrats infirmières
656121117810	Contrats infirmières exercice courant
656121117819	Contrats infirmières exercice précédent
65612111782	Contrats masseurs kinésithérapeutes
656121117820	Contrats masseurs kinésithérapeutes exercice courant
656121117829	Contrats masseurs kinésithérapeutes exercice précédent
65612111783	Contrats orthophonistes
656121117830	Contrats orthophonistes exercice courant
656121117839	Contrats orthophonistes exercice précédent
65612111784	Contrats orthoptistes
656121117840	Contrats orthoptistes exercice courant
656121117849	Contrats orthoptistes exercice précédent
65612111787	Contrats dentistes
656121117870	Contrats dentistes exercice courant
656121117879	Contrats dentistes exercice précédent

656121118	Autres professionnels de santé
6561211180	Autres professionnels de santé - Exercice courant
6561211189	Autres professionnels de santé - Exercice précédent
65612112	Biologie et prélèvements
656121121	Actes de laboratoire hors prélèvements
6561211210	Actes de laboratoire hors prélèvements - Exercice courant
6561211219	Actes de laboratoire hors prélèvements - Exercice précédent
656121122	Actes de laboratoire - prélèvements
6561211220	Actes de laboratoire - prélèvements - Exercice courant
6561211229	Actes de laboratoire - prélèvements - Exercice précédent
656121124	Contrats des laboratoires
6561211241	Contrats des laboratoires - CBP
65612112410	Contrats des laboratoires - CBP exercice courant
65612112419	Contrats des laboratoires - CBP exercice précédent
6561211242	Contrats des laboratoires - CSP
65612112420	Contrats des laboratoires - CSP exercice courant
65612112429	Contrats des laboratoires - CSP exercice précédent
65612113	Pharmacie
656121131	Médicaments
6561211310	Médicaments exercice courant
6561211319	Médicaments exercice précédent
656121132	Médicaments anti-rétroviraux
6561211320	Médicaments anti-rétroviraux exercice courant
6561211329	Médicaments anti-rétroviraux exercice précédent
656121133	Médicaments d'exception
6561211330	Médicaments d'exception exercice courant
6561211339	Médicaments d'exception exercice précédent
656121134	Hormones de croissance
6561211340	Hormones de croissance exercice courant
6561211349	Hormones de croissance exercice précédent
656121135	Suppléments médicaments
6561211350	Suppléments médicaments exercice courant
6561211359	Suppléments médicaments exercice précédent
656121136	Médicaments rétrocedés
6561211360	Médicaments rétrocedés exercice courant
6561211369	Médicaments rétrocedés exercice précédent
656121137	Vaccins grippe et ROR
6561211370	Vaccins grippe et ROR exercice courant
6561211379	Vaccins grippe et ROR exercice précédent
656121138	Autres pharmacie
6561211381	Maladies rares
65612113810	Maladies rares exercice courant
65612113819	Maladies rares exercice précédent
6561211382	IVG - Forfait - Médicament
65612113820	IVG - Forfait - Médicament exercice courant

65612113829	IVG - Forfait - Médicament exercice précédent
6561211383	Permanences pharmaceutiques
65612113830	Permanences pharmaceutiques exercice courant
65612113839	Permanences pharmaceutiques exercice précédent
65612114	Autres prescriptions
656121141	Produits humains
6561211410	Produits humains - Exercice courant
6561211419	Produits humains - Exercice précédent
656121142	Appareils et matériels de traitement
6561211420	Appareils et matériels de traitement - Exercice courant
6561211429	Appareils et matériels de traitement - Exercice précédent
656121143	Optique médicale
6561211432	Optique médicale
65612114320	Optique médicale - Exercice courant
65612114329	Optique médicale - Exercice précédent
656121144	Orthèses et prothèses externes
6561211442	Orthèses et prothèses externes
65612114420	Orthèses et prothèses externes - Exercice courant
65612114429	Orthèses et prothèses externes - Exercice précédent
656121145	Prothèses internes
6561211450	Prothèses internes - Exercice courant
6561211459	Prothèses internes - Exercice précédent
656121146	Véhicules pour handicapés physiques
6561211460	Véhicules pour handicapés physiques - Exercice courant
6561211469	Véhicules pour handicapés physiques - Exercice précédent
656121148	Autres frais
6561211480	Autres frais - Exercice courant
6561211489	Autres frais - Exercice précédent
65612115	Transports
656121151	Véhicules sanitaires
6561211510	Véhicules sanitaires - Exercice courant
6561211519	Véhicules sanitaires - Exercice précédent
656121152	Taxis
6561211520	Taxis - Exercice courant
6561211529	Taxis - Exercice précédent
656121153	Indemnité de garde ambulancière (avenant du n° 1 du 24/03/2003 - JO du 25/07/2003)
6561211530	Indemnité de garde ambulancière - Exercice courant
6561211539	Indemnité de garde ambulancière - Exercice précédent
656121154	Contrats des transporteurs
6561211541	Contrats des transporteurs - CBP
65612115410	Contrats des transporteurs - CBP exercice courant
65612115419	Contrats des transporteurs - CBP exercice précédent
656121158	Autres transports
6561211580	Autres transports - Exercice courant
6561211589	Autres transports - Exercice précédent

65612116	Autres prestations en nature
656121161	Cures thermales
6561211610	Cures thermales - Exercice courant
6561211619	Cures thermales - Exercice précédent
656121168	Diverses prestations en nature
6561211681	Autres prestations en nature - Frais d'expertise
65612116810	Autres prestations en nature - Frais d'expertise - Exercice courant
65612116819	Autres prestations en nature - Frais d'expertise - Exercice précédent
6561211682	Autres prestations en nature - soins à l'étranger
65612116820	Autres prestations en nature - soins à l'étranger exercice courant
65612116829	Autres prestations en nature - soins à l'étranger exercice précédent
6561211688	Autres prestations en nature - Diverses autres prestations en nature
65612116880	Autres prestations en nature - Diverses autres prestations en nature - Exercice courant
65612116889	Autres prestations en nature - Diverses autres prestations en nature - Exercice précédent
65612117	Prestations en espèces
656121170	Prestations en espèces - Exercice courant
656121179	Prestations en espèces - Exercice précédent
65612118	Soins de ville-conventions internationales
656121180	Soins de ville-conventions internationales exercice courant
656121189	Soins de ville-conventions internationales exercice précédent
6561212	Exécutées en établissements
65612121	Etablissements sanitaires
656121211	Etablissements de santé publics antérieurement sous dotation globale
6561212111	Dotation Annuelle Financement - DAF (établissements hors T2A)
65612121111	DAF hors USLD
656121211110	DAF hors USLD - Exercice courant
656121211111	DAF hors USLD - régularisation définitive N-1
656121211119	DAF hors USLD - Exercice précédent
6561212112	Dotation Annuelle Complémentaire (DAC)
65612121120	DAC - Exercice courant
65612121121	DAC - régularisation définitive N-1
65612121129	DAC - Exercice précédent
6561212113	Missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation (MIGAC)
65612121130	MIGAC - Exercice courant
65612121131	MIGAC - régularisation définitive N-1
65612121139	MIGAC - Exercice précédent
6561212114	Forfaits Annuels
65612121141	Forfaits Annuels d'Urgence (FAU)
656121211410	FAU - Exercice courant
656121211411	FAU - régularisation définitive N-1
656121211419	FAU - Exercice précédent
65612121142	Forfaits Annuels prélèvements d'organes (FAPO)
656121211420	FAPO - Exercice courant
656121211421	FAPO - régularisation définitive N-1
656121211429	FAPO - Exercice précédent

65612121143 Forfaits Transplantation d'Organes et Greffes moelles osseuses  
 656121211430 Forfaits transplantation - Exercice courant  
 656121211431 Forfaits transplantation - régularisation définitive N-1  
 656121211439 Forfaits transplantation - Exercice précédent  
 656121216 Financement à l'activité (MCO)  
 6561212161 Tarification à l'activité (T2A) - Etablissements publics  
 65612121610 Tarification à l'activité (T2A) - Etablissements publics - Exercice courant  
 65612121611 Tarification à l'activité (T2A) - Etablissement publics- régularisation définitive N-1  
 65612121619 Tarification à l'activité (T2A) - Etablissements publics - Exercice précédent  
 6561212162 Dispositifs médicaux facturés en sus  
 65612121620 Dispositifs médicaux facturés en sus - Exercice courant  
 65612121621 Dispositifs médicaux facturés en sus régularisation définitive N-1  
 65612121629 Dispositifs médicaux facturés en sus - Exercice précédent  
 6561212163 Médicaments facturés en sus  
 65612121630 Médicaments facturés en sus - Exercice courant  
 65612121631 Médicaments facturés en sus régularisation définitive N-1  
 65612121639 Médicaments facturés en sus - Exercice précédent  
 656121217 T2A - Public - Facturation individuelle  
 6561212171 T2A - Frais de séjour et de soins  
 65612121711 Hospitalisation  
 656121217110 Hospitalisation - exercice courant  
 656121217119 Hospitalisation - exercice précédent  
 65612121712 HAD  
 656121217120 HAD - exercice courant  
 656121217129 HAD - exercice précédent  
 65612121713 Urgence  
 656121217130 Urgence - exercice courant  
 656121217139 Urgence - exercice précédent  
 65612121714 Dialyses  
 656121217140 Dialyses - exercice courant  
 656121217149 Dialyses - exercice précédent  
 65612121715 Prélèvements organes  
 656121217150 Prélèvements organes - exercice courant  
 656121217159 Prélèvements organes - exercice précédent  
 65612121716 IVG  
 656121217160 IVG - exercice courant  
 656121217169 IVG - exercice précédent  
 65612121717 Médicaments en sus  
 656121217170 Médicaments en sus - exercice courant  
 656121217179 Médicaments en sus - exercice précédent  
 65612121718 Dispositifs médicaux en sus  
 656121217180 Dispositifs médicaux en sus - exercice courant  
 656121217189 Dispositifs médicaux en sus - exercice précédent  
 6561212172 Soins externes  
 65612121726 IVG



656121217260 IVG - exercice courant  
 656121217269 IVG - exercice précédent  
 65612121728 Autres soins externes  
 656121217280 Autres soins externes - exercice courant  
 656121217289 Autres soins externes - exercice précédent  
 6561212173 Forfaits  
 65612121731 FAU  
 656121217310 FAU - exercice courant  
 656121217319 FAU - exercice précédent  
 65612121732 Forfait annuel de prélèvement d'organes  
 656121217320 Forfait annuel de prélèvement d'organes - exercice courant  
 656121217329 Forfait annuel de prélèvement d'organes - exercice précédent  
 65612121733 Forfait annuel de greffes  
 656121217330 Forfait annuel de greffes - exercice courant  
 656121217339 Forfait annuel de greffes - exercice précédent  
 65612121734 MIGAC  
 656121217340 MIGAC - exercice courant  
 656121217349 MIGAC - exercice précédent  
 65612121735 Forfait de haute technicité  
 656121217350 Forfait de haute technicité - exercice courant  
 656121217359 Forfait de haute technicité - exercice précédent  
 6561212178 Autres dépenses T2A publique  
 65612121781 Conventions internationales  
 656121217810 Conventions internationales - exercice courant  
 656121217819 Conventions internationales - exercice précédent  
 65612121782 Scanners et IRMN  
 656121217820 Scanners et IRMN - exercice courant  
 656121217829 Scanners et IRMN - exercice précédent  
 65612121788 Autres  
 656121217880 Autres - exercice courant  
 656121217889 Autres - exercice précédent  
 656121218 Autres frais d'hospitalisation publique, actes et consultations externes et IVG  
 6561212181 Autres frais d'hospitalisation publique  
 65612121811 Conventions internationales  
 656121218110 Conventions internationales - Exercice courant  
 656121218119 Conventions internationales - Exercice précédent  
 65612121818 Autres  
 656121218180 Autres - Exercice courant  
 656121218189 Autres - Exercice précédent  
 6561212182 Actes et consultations externes  
 65612121821 Conventions internationales  
 656121218210 Conventions internationales - Exercice courant  
 656121218219 Conventions internationales - Exercice précédent  
 65612121828 Autres  
 656121218280 Autres - Exercice courant

656121218289	Autres - Exercice précédent
65612122	Etablissements médico-sociaux
656121221	Enfance inadaptée
6561212211	Enfance inadaptée-IME
65612122110	Enfance inadaptée-IME exercice courant
65612122119	Enfance inadaptée-IME exercice précédent
6561212212	Enfance inadaptée-ITEP
65612122120	Enfance inadaptée-ITEP exercice courant
65612122129	Enfance inadaptée-ITEP exercice précédent
6561212213	Enfance inadaptée-Etablissements polyhandicapés
65612122130	Enfance inadaptée-Etablissements polyhandicapés exercice courant
65612122139	Enfance inadaptée-Etablissements polyhandicapés exercice précédent
6561212214	IME Belges
65612122140	IME Belges – Exercice courant
65612122149	IME Belges – Exercice précédent
6561212218	Enfance inadaptée-Autres établissements
65612122180	Enfance inadaptée-Autres établissements exercice courant
65612122189	Enfance inadaptée-Autres établissements exercice précédent
656121222	Adultes handicapés
6561212221	Adultes handicapés-MAS
65612122210	Adultes handicapés-MAS exercice courant
65612122219	Adultes handicapés-MAS exercice précédent
6561212228	Adultes handicapés-Autres établissements
65612122280	Adultes handicapés-Autres établissements exercice courant
65612122289	Adultes handicapés-Autres établissements exercice précédent
656121228	Autres prestations médico-sociales-conventions internationales
6561212281	Autres prestations médico-sociales-conventions internationales
65612122810	Autres prestations médico-sociales-conventions internationales exercice courant
65612122819	Autres prestations médico-sociales-conventions internationales exercice précédent
6561212288	Autres prestations médico sociales-Autres
65612122880	Autres prestations médico sociales-Autres exercice courant
65612122889	Autres prestations médico sociales-Autres exercice précédent
65612123	Cliniques privées
656121231	Cliniques privées ODMCO - MIGAC
6561212316	Tarification à l'activité (T2A) - Cliniques privées - Financement à l'activité
65612123161	Tarification à l'activité (T2A) - Hospitalisation en clinique privée
656121231610	Tarification à l'activité (T2A) - Hospitalisation en clinique privée – Exercice courant
656121231619	Tarification à l'activité (T2A) - Hospitalisation en clinique privée – Exercice précédent
65612123162	Tarification à l'activité (T2A) - Hospitalisation à domicile
656121231620	Tarification à l'activité (T2A) - Hospitalisation à domicile – Exercice courant
656121231629	Tarification à l'activité (T2A) - Hospitalisation à domicile – Exercice précédent
65612123163	Tarification à l'activité (T2A) - Urgences
656121231630	Tarification à l'activité (T2A) - Urgences - Exercice courant
656121231639	Tarification à l'activité (T2A) - Urgences - Exercice précédent
65612123164	Tarification à l'activité (T2A) - Dialyse

656121231640 Tarification à l'activité (T2A) - Dialyse - Exercice courant  
 656121231649 Tarification à l'activité (T2A) - Dialyse - Exercice précédent  
 65612123165 Tarification à l'activité (T2A) - Prélèvements d'organes  
 656121231650 Tarification à l'activité (T2A) - Prélèvements d'organes - Exercice courant  
 656121231659 Tarification à l'activité (T2A) - Prélèvements d'organes - Exercice précédent  
 65612123167 Tarification à l'activité (T2A) - Médicaments facturés en sus  
 656121231670 Tarification à l'activité (T2A) - Médicaments facturés en sus - Exercice courant  
 656121231679 Tarification à l'activité (T2A) - Médicaments facturés en sus - Exercice précédent  
 65612123168 Tarification à l'activité (T2A) - Dispositifs médicaux facturés en sus  
 656121231680 Tarification à l'activité (T2A) - Dispositifs médicaux facturés en sus - Exercice courant  
 656121231689 Tarification à l'activité (T2A) - Dispositifs médicaux facturés en sus - Exercice précédent  
 6561212317 Tarification à l'activité (T2A) - Cliniques privées - Financement global  
 65612123171 Forfaits Annuels d'Urgence (FAU)  
 656121231710 FAU - Exercice courant  
 656121231719 FAU - Exercice précédent  
 65612123172 Forfaits Annuels prélèvements d'organes (FAPO)  
 656121231720 FAPO - Exercice courant  
 656121231729 FAPO - Exercice précédent  
 65612123173 Forfaits Transplantation d'Organes et Greffes moelles osseuses  
 656121231730 Forfaits transplantation - Exercice courant  
 656121231739 Forfaits transplantation - Exercice précédent  
 65612123174 Missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation (MIGAC)  
 656121231740 MIGAC - Exercice courant  
 656121231749 MIGAC - Exercice précédent  
 65612123175 Forfait annuel haute technicité MCO  
 656121231750 MCO – Exercice courant  
 656121231759 MCO – Exercice précédent  
 656121236 Cliniques privées OQN psy  
 6561212361 OQN psy - Frais de séjours  
 65612123610 OQN psy - Frais de séjours - Exercice courant  
 65612123619 OQN psy - Frais de séjours - Exercice précédent  
 6561212362 OQN psy - Médicaments  
 65612123620 OQN psy - Médicaments - Exercice courant  
 65612123629 OQN psy - Médicaments - Exercice précédent  
 6561212363 OQN psy - Dispositifs médicaux  
 65612123630 OQN psy - Dispositifs médicaux - Exercice courant  
 65612123639 OQN psy - Dispositifs médicaux - Exercice précédent  
 656121237 Cliniques privées OQN SSR  
 6561212371 OQN SSR - Frais de séjours  
 65612123710 OQN SSR - Frais de séjours - Exercice courant  
 65612123719 OQN SSR - Frais de séjours - Exercice précédent  
 6561212372 OQN SSR - Médicaments  
 65612123720 OQN SSR - Médicaments - Exercice courant  
 65612123729 OQN SSR - Médicaments - Exercice précédent  
 6561212373 OQN SSR - Dispositifs médicaux

65612123730	OQN SSR - Dispositifs médicaux - Exercice courant
65612123739	OQN SSR - Dispositifs médicaux - Exercice précédent
656121238	Autres dépenses des cliniques privées
6561212381	Conventions internationales
65612123810	Conventions internationales - Exercice courant
65612123819	Conventions internationales - Exercice précédent
6561212382	USLD privées
65612123820	USLD privées - Exercice courant
65612123829	USLD privées - Exercice précédent
6561212383	Établissements installés à l'étranger
65612123830	Établissements installés à l'étranger - Exercice courant
65612123839	Établissements installés à l'étranger - Exercice précédent
6561212388	Autres
65612123880	Autres - Exercice courant
65612123889	Autres - Exercice précédent
656122	Prestations d'incapacité permanente
6561221	Indemnités en capital
65612211	Transferts en capital
656122110	Transferts en capital - Exercice courant
656122119	Transferts en capital - Exercice précédent
65612212	Rachats
656122120	Rachats - Exercice courant
656122129	Rachats - Exercice précédent
65612213	Majorations pour faute inexcusable
656122130	Majorations pour faute inexcusable - exercice courant
656122139	Majorations pour faute inexcusable - exercice précédent
6561222	Rentes
65612221	Droits propres
656122211	Rentes d'incapacité
6561222110	Rentes d'incapacité - Exercice courant
6561222119	Rentes d'incapacité - Exercice précédent
656122212	Majoration pour tierce personne
6561222120	Majoration pour tierce personne - Exercice courant
6561222129	Majoration pour tierce personne - Exercice précédent
656122213	Majorations cristallisée
6561222130	Majorations cristallisée - Exercice courant
6561222139	Majorations cristallisée - Exercice précédent
656122214	Majorations pour faute inexcusable
6561222140	Majorations pour faute inexcusable - exercice courant
6561222149	Majorations pour faute inexcusable - exercice précédent
65612222	Droits dérivés
656122221	Rentes d'ayants-droit
6561222210	Rentes d'ayants-droit - Exercice courant
6561222219	Rentes d'ayants-droit - Exercice précédent
656122222	Majorations et bonifications

656122220	Majorations et bonifications - Exercice courant
656122229	Majorations et bonifications - Exercice précédent
656122223	Majorations pour faute inexcusable
656122230	Majorations pour faute inexcusable - exercice courant
656122239	Majorations pour faute inexcusable - exercice précédent
656123	Autres charges techniques
6561230	Autres charges techniques - Exercice courant
6561239	Autres charges techniques - Exercice précédent
65613	Prestations légales « famille »
656131	Allocations en faveur de la famille
6561311	Allocations familiales
65613111	Allocations familiales
65613112	Allocations forfaitaires
6561312	Complément familial
6561313	Allocation pour jeune enfant
65613131	Allocation pour jeune enfant : courte
65613132	Allocation pour jeune enfant : longue
6561314	Allocation d'adoption
6561315	Allocation soutien familial
65613151	ASF - récupérable
65613152	ASF - non récupérable
6561316	Allocation de parent isolé
65613161	Allocation de parent isolé - API
65613162	Prime forfaitaire d'intéressement
65613163	Dispositif RSA - Bénéficiaire API
656131631	Allocation de base RSA
656131632	Accompagnement social - RSA
656131633	Chèque de sortie - RSA
6561317	Allocation de présence parentale
65613171	Allocation de présence parentale - APP
65613172	Allocation journalière de présence parentale - AJPP
65613173	Complément de déplacement - AJPP
656132	Allocations et aides pour la garde des jeunes enfants
6561321	allocation parentale d'éducation
65613211	APE de rang 3 et plus
656132111	taux plein
656132112	taux partiel
65613212	APE de rang 2
656132121	taux plein
656132122	taux partiel
6561322	aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée
65613221	complément d'AFEAMA
65613222	cotisations prises en charge
6561323	allocation de garde d'enfant à domicile
65613231	moins de 3 ans

65613232	plus de 3 ans
6561324	PAJE
65613241	Primes
656132411	Prime à la naissance
656132412	Prime à l'adoption
65613242	Allocations
656132421	Allocation de base
656132422	Allocation d'adoption
65613243	Complément de libre choix d'activité
656132431	Rang 1
6561324311	Taux plein
6561324312	Taux partiel
656132432	Rang 2
6561324321	Taux plein
6561324322	Taux partiel
656132433	Rang 3
6561324331	Taux plein
6561324332	Taux partiel
6561324333	Complément optionnel libre choix d'activité - COLCA - Rang 3 et plus - PAJE activité
656132434	Adoption
6561324341	Taux plein
6561324342	Taux partiel
65613244	Complément de libre choix du mode de garde
656132441	Assistante maternelle
6561324411	Cotisations prises en charge
6561324412	Rémunération prise en charge
6561324413	Aide forfaitaire - association - entreprise
656132442	Employé à domicile
6561324421	Enfants de moins de 3 ans
65613244211	Cotisations prises en charge
65613244212	Rémunération prise en charge
65613244213	Aide forfaitaire - association - entreprise
6561324422	Enfants de 3 ans et plus
65613244221	Cotisations prises en charge
65613244222	Rémunération prise en charge
65613244223	Aide forfaitaire - association - entreprise
656133	Allocations en faveur de l'éducation
6561331	Allocation de rentrée scolaire
656134	Allocations en faveur du logement
6561341	Allocation de logement familiale
65613411	ALF - location
65613412	ALF - accession
6561342	Prime de déménagement
656135	allocations en faveur des handicapés
6561351	Allocation adultes handicapés

65613511	prestations
656135111	AAH Art. L821-1 du CSS
656135112	AAH Art. L821-2 du CSS
65613512	Complément
65613513	Complément de ressources - Art.L821-1-1 du CSS
65613514	Majoration pour la vie autonome - Art.L821-1-2 du CSS
6561352	Allocation d'éducation de l'enfant handicapé
65613521	Allocations de base
65613522	compléments
65613523	Majoration - Parent isolé
656136	Frais de tutelle et mandataires judiciaires
6561361	aux prestations sociales adultes
65613611	Dotation globale de financement – frais de tutelle adultes
65613612	Personnes physiques – frais de tutelles adultes
6561362	aux prestations familiales enfants
65613621	Dotation globale de financement – frais de tutelle enfants
65613622	Personnes physiques – frais de tutelles enfants
6561363	Frais de mandataires judiciaires
656137	autres allocations et prestations
6561371	allocations différentielles
6561372	prestations conventions internationales
6561373	prestations payées dans des pays de l'UE
6561374	prestations Etat - Régularisation
6561378	Autres
65614	Prestations légales « vieillesse »
656141	Prestations de base
6561411	Droits propres
65614111	Avantage principal
656141111	Pensions
6561411111	Pension normale
65614111111	Avant 60 ans
65614111112	60 ans et plus
65614111113	Pensions (art. 84 D. 20/12/1990, art. 125 et 127 D. 27/11/1946 modifié)
65614111114	Pensions (art. L.351-1-3 et L.364-3-3 CSS)
6561411112	Pension inaptitude et assimilée
65614111121	Avant 60 ans
65614111122	60 ans et plus
6561411113	Pension invalidité
65614111131	Avant 60 ans
65614111132	60 ans et plus
6561411114	Pension conjoints collaborateurs
6561411118	Autres pensions
656141112	Allocations
6561411121	AC. AFN
6561411122	AVTS.AVTNS. allocation L. 643-1 CSS et art. 1110 CRA
6561411123	Allocation mère de famille

6561411124	AVR –AVRA
6561411125	Allocation spéciale SASPA (article L. 814-1 du CSS)
6561411126	Allocation de solidarité aux personnes âgées (Art.L.815-1 et suivants du CSS)
6561411128	Autres allocation
65614112	Majorations
656141121	Pour conjoint à charge
6561411211	Pour conjoint à charge - art. L. 351-13 du CSS
65614112111	Avant 60 ans
65614112112	60 ans et plus
6561411212	Pour conjoint co-existant
6561411218	Autres
656141122	Pour enfants
6561411221	maj. 10% - art. L. 351-12 du CSS
65614112211	Avant 60 ans
65614112212	60 ans et plus
6561411228	Autres
656141123	Majorations pour tierce personne
656141124	Majorations L. 814-2
656141125	Majorations L. 815-2 ancien (allocation supplémentaire)
6561411251	Avant 60 ans
6561411252	60 ans et plus
656141126	Complément de retraite (Art.L.815-30 du CSS)
656141127	Majoration assurés handicapés (droits propres)
656141128	Autres
6561412	Droits dérivés
65614121	Avantage principal
656141211	Pensions de réversion
6561412111	Pensions de réversion sans condition de ressources
6561412112	Pensions de réversion - art. L. 353-1 du CSS (art. 31-I à IV L. 21/08/2003)
65614121121	Pensions de réversion sous conditions de ressources régime unique
65614121122	Pensions de réversion sous conditions de ressources régimes multiples (Art. R.173-17 du CSS)
6561412113	Allocation de réversion (art. 21 du décret n° 66-248 du 31/03/66)
6561412114	Pensions conjoints collaborateurs
656141212	Pensions vieillesse de veuf ou de veuve
656141213	Secours viagers
656141214	Allocations d'orphelin (art. 114. D. 20/12/90)
656141218	Autres droits dérivés
65614122	Majorations
656141221	Pour enfants
6561412211	Maj. 10% L. 351-12 du CSS
6561412212	Maj. forfaitaire - art. L. 353-5 du CSS
6561412218	Autres
656141222	Majorations L. 814-2
656141223	Majorations L. 815-2 ancien (allocation supplémentaire)
656141224	Majorations L. 815-3 ancien (FSI - RG)



656141225	Majorations L.353-6
656141226	Allocation de solidarité aux personnes âgées (Art.L.815-1 et suivants du CSS)
656141228	Autres
6561413	Divers
65614131	frais de tutelle et mandataires judiciaires
656141311	Dotation globale de financement – frais de tutelle
656141312	Personnes physiques – frais de tutelle
656141313	Frais de mandataires judiciaires
65614132	Versement forfaitaire unique
65614133	Frais de contrôle médical
65614138	Autres
656142	Prestations complémentaires des régimes de non salariés
6561421	Obligatoires
65614211	Droits propres
656142111	Pensions
656142112	Dispenses de cotisations
656142113	Majorations
656142118	Divers
65614212	Droits dérivés
656142121	Pensions
656142122	Majorations
656142128	Divers
6561422	Facultatifs
65614221	Droits propres
656142211	Pensions
656142218	Divers
65614222	Droits dérivés
656142221	Pensions
656142228	Divers
6561423	PL - Régime ASV
65614231	Droits propres
656142311	Pensions
656142312	Dispenses de cotisations
656142313	Majorations
656142318	Divers
65614232	Droits dérivés
656142321	Pensions
656142323	Majorations
656142328	Divers
656143	Prestations complémentaires des régimes de salariés
656144	Prestations IEG
6561441	Rente garantie - Droits propres
6561442	Rente garantie - Droits propres - Majoration pour enfants
6561443	Rente garantie - Droits dérivés
6561444	Rente garantie - Droits dérivés - Majoration pour enfants

6561445	Flux - Droits propres
6561446	Flux - Droits propres - Majoration pour enfants
656145	Prestations CRPRATP
6561451	Rente garantie - Droits propres
6561452	Rente garantie - Droits propres - Majoration pour enfants
6561453	Rente garantie - Droits dérivés
6561454	Rente garantie - Droits dérivés - Majoration pour enfants
6561455	Flux - Droits propres
6561456	Flux - Droits dérivés
656148	Divers
6561481	Prestations complémentaires des régimes spéciaux
6561488	Autres
65615	Prestations légales « veuvage »
656151	Allocation de veuvage
656152	Autres allocations
65616	Prestations légales « invalidité »
656161	Droits propres
6561611	Avantage principal
65616111	Pension d'invalidité
65616118	Autres avantages
6561612	Majorations
65616121	Tierce personne
65616122	Allocation supplémentaire d'invalidité (Art. L.815-24 du CSS / ancien art. L.815-3 du CSS)
65616128	Autres
656162	Droits des survivants
6561621	Avantage principal
65616211	Pension de veuf ou de veuve
65616218	Autres avantages
6561622	Majorations
65616221	Majorations pour enfants
65616222	Allocation supplémentaire d'invalidité (Art. L.815-24 du CSS / ancien art. L.815-3 du CSS)
65616228	Autres
656163	Allocations temporaires d'invalidité
656168	Divers
6561681	Frais de tutelle et mandataires judiciaires
65616811	Dotation globale de financement – frais de tutelle
65616812	Personnes physiques – frais de tutelle
65616813	Frais de mandataires judiciaires
6561683	Frais de contrôle pour inaptitude
6561688	Autres
65617	Prestations légales « décès »
656177	Capital-décès
656178	Autres prestations versées
6562	Prestations extralégales : action sanitaire et sociale
65621	Action sanitaire et sociale « maladie - maternité »

656211	Actions individualisées d'action sanitaire et sociale « maladie - maternité »
656212	Actions collectives d'action sanitaire et sociale « maladie - maternité »
6562121	Subventions d'investissement
6562122	Subventions de fonctionnement
6562123	Prestations de service
6562128	Autres actions collectives
65622	Action sanitaire et sociale « accidents du travail - maladies professionnelles »
656221	Actions individualisées d'action sanitaire et sociale « accidents du travail - maladies professionnelles »
656222	Actions collectives d'action sanitaire et sociale « accidents du travail - maladies professionnelles »
6562221	Subventions d'investissement
6562222	Subventions de fonctionnement
6562223	Prestations de service
6562228	Autres actions collectives
65623	Action sanitaire et sociale « famille »
656231	Actions individualisées d'action sanitaire et sociale « famille »
656232	Actions collectives d'action sanitaire et sociale « famille »
6562321	Subventions d'investissement
6562322	Subventions de fonctionnement
6562323	Prestations de service
65623231	Prestations de service ordinaires - régime général
65623233	Prestations de service contrats enfance - régime général
65623234	Prestations de service temps libre - régime général
6562328	Autres actions collectives
65624	Action sanitaire et sociale « vieillesse »
656241	Actions individualisées d'action sanitaire et sociale « vieillesse »
656242	Actions collectives d'action sanitaire et sociale « vieillesse »
6562421	Subventions d'investissement
6562422	Subventions de fonctionnement
6562423	Prestations de service
6562428	Autres actions collectives
656243	Diverses actions expérimentales
65626	Action sanitaire et sociale « invalidité »
656261	Actions individualisées d'action sanitaire et sociale « invalidité »
656262	Actions collectives d'action sanitaire et sociale « invalidité »
6562621	Subventions d'investissement
6562622	Subventions de fonctionnement
6562628	Autres actions collectives
65627	Action sanitaire et sociale « décès »
656271	Actions individualisées d'action sanitaire et sociale « décès »
656272	Actions collectives d'action sanitaire et sociale « décès »
6562721	Subventions d'investissement
6562722	Subventions de fonctionnement
6562728	Autres actions collectives
6563	Actions de prévention

65631	Actions de prévention « maladie - maternité »
656311	Actions individualisées de prévention « maladie - maternité »
6563111	Analyses et examens de santé
6563112	Vaccinations
6563113	Actions d'information, d'éducation et de sensibilisation
6563114	Actions de dépistage et de prévention
6563115	Hygiène
6563118	Autres actions individualisées de prévention
656312	Actions collectives de prévention « maladie - maternité »
6563121	Analyses et examens de santé
6563122	Vaccinations
6563123	Actions d'information, d'éducation et de sensibilisation
6563124	Actions de dépistage et de prévention
6563125	Hygiène
6563126	Subventions d'investissement, d'équipement et de fonctionnement
6563127	Contributions ARS
6563128	Autres actions collectives de prévention
65632	Actions de prévention « accidents du travail - maladies professionnelles »
656321	Actions individualisées de prévention « accidents du travail - maladies professionnelles »
6563211	Analyses et examens de santé
6563212	Vaccinations
6563213	Actions d'information, d'éducation et de sensibilisation
6563214	Actions de dépistage et de prévention
6563215	Hygiène
6563218	Autres actions individualisées de prévention
656322	Actions collectives de prévention « accidents du travail - maladies professionnelles »
6563221	Analyses et examens de santé
6563222	Vaccinations
6563223	Actions d'information, d'éducation et de sensibilisation
6563224	Actions de dépistage et de prévention
6563225	Hygiène
6563226	Subventions d'investissement, d'équipement et de fonctionnement
6563227	Contributions ARS
6563228	Autres actions collectives de prévention
6564	Prestations spécifiques à certains régimes
6565	Prestations : conventions internationales
6568	Autres prestations
657	Charges techniques
6571	Transferts entre organismes de sécurité sociale et assimilés
65710	Transferts entre organismes de sécurité sociale et assimilés « hors branches »
657103	Transferts : prises en charge de cotisations
657106	Transferts divers entre organismes de sécurité sociale
6571068	Autres
65710681	Transferts FNGA - ACOSS
65711	Transferts entre organismes de sécurité sociale et assimilés « branche maladie - maternité »

657111	Compensations
6571111	Compensation généralisée
65711111	compensation généralisée : acomptes versés aux régimes créanciers
65711112	compensation généralisée : régularisation définitive
6571112	Compensations bilatérales (assurance maladie)
65711121	compensations bilatérales : acomptes versés aux régimes créanciers
657111211	SNCF / CNAMTS
657111212	Gens de mer / CNAMTS
657111213	Régime minier / CNAMTS
657111214	RATP / CNAMTS
657111216	Clercs de notaires / CNAMTS
65711122	compensations bilatérales : régularisation définitive
657111221	SNCF / CNAMTS
657111222	Gens de mer / CNAMTS
657111223	Régime minier / CNAMTS
657111224	RATP / CNAMTS
657111226	Clercs de notaires / CNAMTS
6571114	Compensations internes au sein d'un même régime
6571115	Compensations intégrales
65711151	Compensation RG - CNMSS
65711152	Compensation RG - CAVIMAC
65711153	Compensation RG – Régime agricole
657111531	Salariés
657111532	Non salariés
65711154	Compensation RG - ENIM
65711155	Compensation RG - Régime étudiants
65711156	Compensation RG - CPS St-Pierre et Miquelon
65711157	Compensation RG - BDF et CNAM
65711158	Autres
6571118	Autres compensations entre organismes
657113	Transferts : prises en charge de cotisations
6571131	Prises en charge de cotisations - régimes d'assurance maladie
65711311	Cotisations dues pour les PAM
657113111	Cotisations maladie des PAM
657113112	Cotisations vieillesse des PAM
65711312	Cotisations dues pour certains professionnels de santé
657113121	Participations au MICA
657113122	Cotisations famille des médecins
657113123	Cotisations maladie des biologistes
657113124	Cotisations vieillesse des biologistes (D. 81-1046 du 24/11/81)
6571132	Prises en charge de cotisations non assises sur un revenu spécifique
65711322	Cotisations d'assurance personnelle
6571134	Transferts : prises en charge de cotisations à la CNSA
657114	Transferts : prises en charge de prestations
6571144	Prise en charge de prestations par la CNSA

657115	Transferts : contributions diverses
6571155	Contributions versées à la CNSA
657116	Transferts divers entre organismes de sécurité sociale
6571161	Remboursement déficit régime étudiant
6571162	Remboursement - dépenses connexes - activité médicale
6571164	Versement DGH - Mayotte
6571165	Participations dépenses au FIQCS
6571166	Participations dépenses du FAC
6571167	Financement des travailleuses familiales
6571168	Autres
65711681	Transferts FNGA - ACOSS maladie - maternité
65711682	Transferts FNGA - UCANSS maladie - maternité
657118	Autres transferts
65712	Transferts entre organismes de sécurité sociale et assimilés « branche accidents du travail - maladies professionnelles »
657121	Compensations
6571215	Compensations intégrales
65712153	Compensation RG – Régime agricole
657121531	Salariés
657121532	Non salariés
65712154	Compensation RG - ENIM
65712156	Compensation RG - CPS St-Pierre et Miquelon
65712157	Compensation RG - BDF et CNAM
65712158	Autres
6571216	Compensation AT - Salariés agricoles
6571217	Compensation AT - Mines
6571218	Autres compensations entre organismes
657123	Transferts : prises en charge de cotisations
6571234	Transferts : prises en charge de cotisations à la CNSA
657124	Transferts : prises en charge de prestations
6571243	Transferts : prises en charge de prestations par divers régimes
65712431	Reversement au FCAT par la CNAMTS
65712432	Reversement au FCATA par la CCMSA
6571244	Prise en charge de prestations par la CNSA
657125	Transferts : contributions diverses
6571255	Contributions versées à la CNSA
657126	Transferts divers entre organismes de sécurité sociale
6571265	Participations dépenses au FIQCS
6571268	Autres
65712681	Transferts FNGA - ACOSS accidents du travail - maladies professionnelles
65712682	Transferts FNGA - UCANSS accidents du travail - maladies professionnelles
657128	Autres transferts
65713	Transferts entre organismes de sécurité sociale et assimilés « branche famille »
657133	Transferts : prises en charge de cotisations
6571332	Prises en charge de cotisations non assises sur un revenu spécifique

65713321	AVPF
6571334	Transferts : prises en charge de cotisations à la CNSA
657134	Transferts : prises en charge de prestations
6571342	Prise en charge de prestations par la CNAF
65713421	Majorations pour enfants
65713422	Congés de paternité
6571344	Prise en charge de prestations par la CNSA
657135	Transferts : contributions diverses
6571355	Contributions versées à la CNSA
657136	Transferts divers entre organismes de sécurité sociale
6571368	Autres
65713681	Transferts FNGA - ACOSS famille
65713682	Transferts FNGA - UCANSS famille
657138	Autres transferts
65714	Transferts entre organismes de sécurité sociale et assimilés « branche vieillesse »
657141	Compensations
6571411	Compensation généralisée
65714111	compensation généralisée : acomptes versés aux régimes créanciers
65714112	compensation généralisée : régularisation définitive
6571413	Compensation spécifique entre régimes spéciaux pour le risque vieillesse
65714131	compensation spécifique : acomptes versés aux régimes créanciers
65714132	compensation spécifique : régularisation définitive
6571414	Compensations internes au sein d'un même régime
6571415	Compensations intégrales
65714152	Compensation RG - CAVIMAC
65714153	Compensation RG – Régime agricole
657141531	Salariés
657141532	Non salariés
65714154	Compensation RG - ENIM
6571416	Compensations partielles
65714161	Reversement de cotisations à la CAMR
657141611	par la CNAVTS
657141612	par la CARCEPT
657143	Transferts : prises en charge de cotisations
6571433	Prises en charge de cotisations par le FSV
65714331	Au titre du service national
657143311	Exercice courant
657143312	Régularisations - Exercices précédents
65714332	Au titre du chômage
657143321	Régimes de base
6571433211	Exercice courant
6571433212	Régularisations - Exercices précédents
657143322	Régimes complémentaires
6571433221	Exercice courant
6571433222	Régularisations - Exercices précédents

65714333	Au titre des anciens combattants
657143331	Exercice courant
657143332	Régularisations - Exercices précédents
65714334	Au titre des revenus de remplacement (accords - Art. L. 352-3 du CT)
657143341	Exercice courant
657143342	Régularisations - Exercices précédents
65714335	Au titre des périodes mentionnées au 1° de l'article L.351-3 du CSS
657143351	Exercice courant
657143352	Régularisations - Exercices précédents
6571434	Transferts : prises en charge de cotisations à la CNSA
657144	Transferts : prises en charge de prestations
6571441	Prises en charge de prestations par le FSV
65714411	Au titre du minimum vieillesse
657144111	AVTS / AVTNS, art. L. 643-1 du CSS et 1110 CRA
6571441111	Exercice courant
6571441112	Régularisations - Exercices précédents
657144112	Majoration art. L. 814-2
6571441121	Exercice courant
6571441122	Régularisations - Exercices précédents
657144113	Allocation spéciale SASPA
6571441131	Exercice courant
6571441132	Régularisations - Exercices précédents
657144114	Allocation vieillesse supplémentaire L. 815-2 ancien
6571441141	Exercice courant
6571441142	Régularisations - Exercices précédents
657144115	AVRA
6571441151	Exercice courant
6571441152	Régularisations - Exercices précédents
657144116	AC - AFN
6571441162	Régularisations - Exercices précédents
657144117	Allocation mère de famille
6571441171	Exercice courant
6571441172	Régularisations - Exercices précédents
65714412	Au titre des majorations de pensions
657144121	Majoration pour enfants
6571441211	Exercice courant
6571441212	Régularisations - Exercices précédents
657144122	Majoration pour conjoint à charge
6571441221	Exercice courant
6571441222	Régularisations - Exercices précédents
65714413	Au titre de l'action sociale
657144131	Action sociale du SASPA
6571441311	Exercice courant
6571441312	Régularisations - Exercices précédents
65714414	Allocation de solidarité aux personnes âgées (Art.L.815-1 et suivants du CSS)



657144141	Exercice courant
657144142	Régularisations - Exercices précédents
6571444	Prise en charge de prestations par la CNSA
6571448	Autres prises en charge de prestations
657145	Transferts : contributions diverses
6571455	Contributions versées à la CNSA
657146	Transferts divers entre organismes de sécurité sociale
6571463	Remboursement de prestations dans les DOM
6571468	Autres
65714681	Transferts FNGA - ACOSS vieillesse
65714682	Transferts FNGA - UCANSS vieillesse
657147	Transferts spécifiques à certains régimes
6571471	Transferts - CNIEG
6571472	Contribution de l'article 56-I-3° de la LFSS pour 2005
6571473	Transferts CNRACL – Art 59 de la loi 2009-1673 du 30 décembre 2009
65714731	Reversements de cotisations
657147311	Exercice courant
657147312	Régularisations – Exercices précédents
65714732	Remboursements de prestations
657147321	Exercice courant
657147322	Régularisations – Exercices précédents
65714733	Ajustement de la compensation
657147331	Exercice courant
657147332	Régularisations – Exercices précédents
657148	Autres transferts
6572	Autres charges techniques
65721	Autres charges techniques « maladie - maternité »
657211	Subventions
657214	Contributions
6572141	FMESPP
6572142	Diverses contributions
6572148	Autres Fonds
657216	Participations
6572162	Diverses participations (FASTIF, UNAF,...)
6572163	Participations divers établissements (EFS, ANAES, Agence de biomédecine, INTS...)
6572164	Participations - ONIAM
6572165	Participations diverses de la CNSA
65721651	Participations diverses de la CNSA Handicap
657216511	Prestations Compensatoires Handicapés (PCH)
657216512	Maisons Départementales Personnes Handicapées (MDPH)
65721658	Autres participations diverses de la CNSA
6572168	Autres participations
65722	Autres charges techniques « accidents du travail - maladies professionnelles »
657221	Subventions
657224	Contributions

6572241	FMESPP
6572242	Diverses contributions
6572243	FCAATA
6572244	FCAT
6572245	FCATA
6572246	FIVA
6572248	Autres Fonds
657226	Participations
6572262	Diverses participations (FASTIF, UNAF,...)
6572263	Participations divers établissements (EFS, ANAES, Agence de biomédecine, INTS...)
6572264	Participations - ONIAM
6572265	Participations diverses de la CNSA
65722658	Autres participations diverses de la CNSA
6572268	Autres participations
65723	Autres charges techniques « famille »
657232	Remboursement de prestations
657236	Participations
6572361	Financement FNH-FNAL
6572362	Diverses participations (FASTIF, UNAF,...)
6572363	Participations divers établissements (EFS, ANAES, Agence de biomédecine, INTS...)
6572365	Participations diverses de la CNSA
65723651	Participations diverses de la CNSA Handicap
657236511	Prestations Compensatoires Handicapés (PCH)
657236512	Maisons Départementales Personnes Handicapées (MDPH)
65723652	Participations diverses de la CNSA Vieillesse
657236521	Allocations Personnalisées d'Autonomie
65723658	Autres participations diverses de la CNSA
6572368	Autres participations
65724	Autres charges techniques « vieillesse »
657241	Subventions
657244	Contributions
6572448	Autres Fonds
657246	Participations
6572462	Diverses participations (FASTIF, UNAF,...)
6572463	Participations divers établissements (EFS, ANAES, Agence de biomédecine, INTS...)
6572465	Participations diverses de la CNSA
65724652	Participations diverses de la CNSA Vieillesse
657246521	Allocations Personnalisées d'Autonomie
65724658	Autres participations diverses de la CNSA
6572468	Autres participations
65726	Autres charges techniques « invalidité »
657266	Participations
6574	Charges spécifiques à des entités publiques autres que l'Etat
65740	Charges spécifiques à des entités publiques autres que l'Etat « hors branches »
657402	Remboursement de prestations

657403	Remboursement de contributions
658	Diverses charges techniques
6581	Dotations de gestion technique
6582	Contributions de gestion technique
6583	Subventions de gestion technique
6584	Charges techniques : pertes sur créances irrécouvrables (cotisations, impôts et produits affectés)
65841	Charges techniques : pertes sur créances irrécouvrables (cotisations, impôts et produits affectés) « maladie - maternité »
658411	Admissions en non valeur « maladie - maternité »
658412	Remises sur créances « maladie - maternité »
658413	Annulations de créances « maladie - maternité »
658414	Exonérations de cotisations (art. L. 161-1-1 et R. 723-20 du CSS) « maladie - maternité »
658415	Charges pour apurement exceptionnel des créances prescrites
65842	Charges techniques : pertes sur créances irrécouvrables (cotisations, impôts et produits affectés) « accidents du travail - maladies professionnelles »
658421	Admissions en non valeur « accidents du travail - maladies professionnelles »
658422	Remises sur créances « accidents du travail - maladies professionnelles »
658423	Annulations de créances « accidents du travail - maladies professionnelles »
658425	Charges pour apurement exceptionnel des créances prescrites
65843	Charges techniques : pertes sur créances irrécouvrables (cotisations, impôts et produits affectés) « famille »
658431	Admissions en non valeur « famille »
658432	Remises sur créances « famille »
658433	Annulations de créances « famille »
658434	Exonérations de cotisations (art. L. 161-1-1 R. 723-20 du CSS) « famille »
658435	Charges pour apurement exceptionnel des créances prescrites
65844	Charges techniques : pertes sur créances irrécouvrables (cotisations, impôts et produits affectés) « vieillesse »
658441	Admissions en non valeur « vieillesse »
658442	Remises sur créances « vieillesse »
658443	Annulations de créances « vieillesse »
658444	Exonérations de cotisations (art. L. 161-1-1 R. 723-20 du CSS) « vieillesse »
658445	Charges pour apurement exceptionnel des créances prescrites
65845	Charges techniques : pertes sur créances irrécouvrables (cotisations, impôts et produits affectés) « veuvage »
658451	Admissions en non valeur « veuvage »
658452	Remises sur créances « veuvage »
658453	Annulations de créances « veuvage »
658455	Charges pour apurement exceptionnel des créances prescrites
65846	Charges techniques : pertes sur créances irrécouvrables (cotisations, impôts et produits affectés) « invalidité »
658461	Admissions en non valeur « invalidité »
658462	Remises sur créances « invalidité »
658463	Annulations de créances « invalidité »
658464	Exonérations de cotisations (art. L. 161-1, D. 635-35, D. 635-46 et R. 723-20 du CSS) « invalidité » - RSI

658465	Charges pour apurement exceptionnel des créances prescrites
65847	Charges techniques : pertes sur créances irrécouvrables (cotisations, impôts et produits affectés) « décès »
658471	Admissions en non valeur « décès »
658472	Remises sur créances « décès »
658473	Annulations de créances « décès »
658474	Exonérations de cotisations (art. L. 161-1, D. 635-35, D. 635-46 et R. 723-20 du CSS) « décès »
658475	Charges pour apurement exceptionnel des créances prescrites
65849	Charges techniques : pertes sur créances irrécouvrables (cotisations, impôts et produits affectés) « vieillesse (dans la limite d'un plafond ou d'un forfait) »
658491	Admissions en non valeur
658492	Remises sur créances
658493	Annulations de créances
658494	Exonérations de cotisations (art. L. 161-1, D. 635-35, D. 635-46 et R. 723-20 du CSS)
658495	Charges pour apurement exceptionnel des créances prescrites
6585	Charges techniques : pertes sur créances irrécouvrables (prestations)
65851	Charges techniques : pertes sur créances irrécouvrables (prestations) « maladie - maternité »
658511	Admissions en non valeur « maladie - maternité »
6585111	ANV – Indus cas général
6585117	ANV – Indus frauduleux
658512	Remises sur créances « maladie - maternité »
658513	Annulations de créances « maladie - maternité »
658515	Charges pour apurement exceptionnel des créances prescrites
65852	Charges techniques : pertes sur créances irrécouvrables (prestations) « accidents du travail - maladies professionnelles »
658521	Admissions en non valeur « accidents du travail - maladies professionnelles »
6585211	ANV – Indus cas général
6585217	ANV – Indus frauduleux
658522	Remises sur créances « accidents du travail - maladies professionnelles »
658523	Annulations de créances « accidents du travail - maladies professionnelles »
658525	Charges pour apurement exceptionnel des créances prescrites
65853	Charges techniques : pertes sur créances irrécouvrables (prestations) « famille »
658531	Admissions en non valeur « famille »
6585311	ANV – indus cas général
6585317	ANV – Indus frauduleux
658532	Remises sur créances « famille »
658533	Annulations de créances « famille »
658535	Charges pour apurement exceptionnel des créances prescrites
65854	Charges techniques : pertes sur créances irrécouvrables (prestations) « vieillesse »
658541	Admissions en non valeur « vieillesse »
6585411	ANV – Indus cas général
6585417	ANV – Indus frauduleux
658542	Remises sur créances « vieillesse »
658543	Annulations de créances « vieillesse »
658545	Charges pour apurement exceptionnel des créances prescrites

65855	Charges techniques : pertes sur créances irrécouvrables (prestations) « veuvage »
658551	Admissions en non valeur « veuvage »
6585511	ANV – Indus cas général
6585517	ANV – Indus frauduleux
658552	Remises sur créances « veuvage »
658553	Annulations de créances « veuvage »
658555	Charges pour apurement exceptionnel des créances prescrites
65856	Charges techniques : pertes sur créances irrécouvrables (prestations) « invalidité »
658561	Admissions en non valeur « invalidité »
6585611	ANV – Indus cas général
6585617	ANV – Indus frauduleux
658562	Remises sur créances « invalidité »
658563	Annulations de créances « invalidité »
658565	Charges pour apurement exceptionnel des créances prescrites
65857	Charges techniques : pertes sur créances irrécouvrables (prestations) « décès »
658571	Admissions en non valeur « décès »
6585711	ANV – Indus cas général
6585717	ANV – Indus frauduleux
658572	Remises sur créances « décès »
658573	Annulations de créances « décès »
658575	Charges pour apurement exceptionnel des créances prescrites
6586	Charges techniques pour l'annulation d'ordres de recettes des exercices antérieurs
6587	Participations diverses
65871	Participation régime de base vieillesse (article 11-4° de la loi n° 2004-626 du 30/06/2004)
6588	Diverses autres charges techniques
65880	Diverses autres charges techniques « hors branches »
658807	Charges techniques ACOSS
65881	Diverses autres charges techniques « maladie - maternité »
658811	Frais d'assiette et de recouvrement des impôts, droits, taxes et contributions
658818	Autres charges techniques
65882	Diverses autres charges techniques « accidents du travail - maladies professionnelles »
658821	Frais d'assiette et de recouvrement des impôts, droits, taxes et contributions
658828	Autres charges techniques
65883	Diverses autres charges techniques « famille »
658831	Frais d'assiette et de recouvrement des impôts, droits, taxes et contributions
658835	Frais de gestion - IJ Congés paternité
658838	Autres charges techniques
65884	Diverses autres charges techniques « vieillesse »
658841	Frais d'assiette et de recouvrement des impôts, droits, taxes et contributions
658842	Remises et frais de gestion - FSV
658843	Frais de gestion FSV/CDC
658844	Frais et remise de gestion FSV du L815-1
658847	Frais de gestion RSTA
658848	Autres charges techniques
65886	Diverses autres charges techniques « invalidité »

658868	Autres charges techniques
65887	Diverses autres charges techniques « décès »
658878	Autres charges techniques
65889	Diverses autres charges techniques « vieillesse plafonnée » - CNAVTS
66	<b>CHARGES FINANCIÈRES</b>
661	Charges d'intérêts
6611	Intérêts des emprunts et dettes
6615	Intérêts des comptes courants et des dépôts créditeurs
6616	Intérêts bancaires et sur opérations de financement (escomptes, etc.)
6617	Intérêts des obligations cautionnées
6618	Intérêts des autres dettes
664	Pertes sur créances liées à des participations
665	Escomptes accordés
666	Pertes de change
667	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement
668	Autres charges financières
67	<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>
671	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion courante
6711	Pénalités sur marchés (et débits payés sur achats et ventes)
6712	Pénalités, amendes fiscales et pénales
6713	Dons, libéralités
6714	Créances de gestion courante devenues irrécouvrables dans l'exercice
6715	Subventions de gestion courante accordées
6716	Déficits ou débits admis en décharge ou en remise gracieuse
6717	Intérêts sur débits admis en remise gracieuse
6718	Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion courante
67181	Rappels d'impôts (autres qu'impôts sur les bénéfices)
67182	Charges exceptionnelles provenant de l'annulation d'ordres de recettes des exercices antérieurs
67183	Charges exceptionnelles sur titres immobilisés
67187	Diverses charges sur opérations de gestion courante
674	Charges exceptionnelles sur opérations techniques
6743	Annulations de frais de poursuites (art. L. 243-5 du CSS - dernier alinéa)
6744	Créances de gestion technique devenues irrécouvrables dans l'exercice
6745	Charges exceptionnelles - branche famille
67451	Charges exceptionnelles : fonds d'investissement pour les structures d'accueil de la petite enfance (art. 23 de la LFSS pour 2001)
67452	Charges exceptionnelles : programme exceptionnel - accueil jeunes enfants - équipements assistance maternelle
67453	Charges exceptionnelles : programme exceptionnel - accueil jeunes enfants - équipements assistance maternelle (avenant n° 2 COG 2001-2004)
67454	Charges exceptionnelles : 4ème plan crèche
67455	Charges exceptionnelles : 5ème plan crèche
67456	Charges exceptionnelles : PCIP (plan crèche pluriannuel d'investissement)
6748	Charges exceptionnelles sur opérations techniques
67481	Charges exceptionnelles sur opérations techniques « maladie - maternité »

674811	Pour prestations légales
674812	Pour prestations extra-légales
674813	Pour actions de prévention
674814	Pour prestations spécifiques à certains régimes
674815	Pour cotisations, impôts et produits affectés
674818	Pour autres charges techniques
67482	Charges exceptionnelles sur opérations techniques « accidents du travail - maladies professionnelles »
674821	Pour prestations légales
674822	Pour prestations extra-légales
674823	Pour actions de prévention
674824	Pour prestations spécifiques à certains régimes
674825	Pour cotisations, impôts et produits affectés
674828	Pour autres charges techniques
67483	Charges exceptionnelles sur opérations techniques « famille »
674831	Pour prestations légales
674832	Pour prestations extra-légales
674834	Pour prestations spécifiques à certains régimes
674835	Pour cotisations, impôts et produits affectés
674838	Pour autres charges techniques
67484	Charges exceptionnelles sur opérations techniques « vieillesse »
674841	Pour prestations légales
674842	Pour prestations extra-légales
674844	Pour prestations spécifiques à certains régimes
674845	Pour cotisations, impôts et produits affectés
674848	Pour autres charges techniques
67485	Charges exceptionnelles sur opérations techniques « veuvage »
674851	Pour prestations légales
674852	Pour prestations extra-légales
674854	Pour prestations spécifiques à certains régimes
674858	Pour autres charges techniques
67486	Charges exceptionnelles sur opérations techniques « invalidité »
674861	Pour prestations légales
674862	Pour prestations extra-légales
674864	Pour prestations spécifiques à certains régimes
674868	Pour autres charges techniques
67487	Charges exceptionnelles sur opérations techniques « décès »
674871	Pour prestations légales
674872	Pour prestations extra-légales
674874	Pour prestations spécifiques à certains régimes
674878	Pour autres charges techniques
67489	Sur opérations techniques « vieillesse plafonnée »
675	Valeurs comptables des éléments d'actif cédés
6751	Immobilisations incorporelles
6752	Immobilisations corporelles

6756	Immobilisations financières
6758	Autres éléments d'actif
678	Autres charges exceptionnelles
6781	Malis provenant de clauses d'indexation
6788	Charges exceptionnelles diverses
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DEPRECIATIONS ET PROVISIONS
681	Dotations aux amortissements dépréciations et provisions - Charges de gestion courante et de gestion technique
6811	Dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles
68111	Immobilisations incorporelles
68112	Immobilisations corporelles
6812	Dotations aux amortissements des charges d'exploitation à répartir
6814	Dotations aux provisions pour charges techniques
68141	Dotations aux provisions pour prestations sociales « maladie - maternité »
681411	Pour prestations légales
6814111	pour prestations maladie
68141111	Exécutées en ville
681411111	Honoraires
6814111111	des omnipraticiens
6814111112	des spécialistes
6814111113	des sages-femmes
6814111114	des paramédicaux
68141111141	des infirmiers
68141111142	des masseurs - kinésithérapeutes
68141111143	des orthophonistes
68141111144	des orthoptistes
68141111145	des pédicures
68141111146	des sages-femmes
6814111115	honoraires dentaires
6814111117	Honoraires Forfaits divers
68141111172	Forfaits dentaires CMU
68141111174	Contrats
68141111175	IVG
68141111176	Permanence des soins
68141111177	Dotations aux provisions maladie - Forfait d'adhésion zone déficitaire
68141111178	Dotations aux provisions maladie - Contrats autres
6814111118	Autres professionnels de santé
681411112	Biologie et prélèvements
681411113	Pharmacie
681411114	Autres prescriptions
681411115	Transports
681411116	Autres prestations en nature
681411117	Prestations en espèces
681411118	Dotations aux provisions maladie - conventions internationales
68141112	Exécutées en établissements



681411121	Etablissements sanitaires
6814111211	Etablissements de santé publics antérieurement sous dotation globale
68141112111	Dotation Annuelle Financement - DAF (établissements hors T2A)
681411121111	DAF hors USLD
681411121112	DAF USLD
68141112112	Dotation Annuelle Complémentaire (DAC)
68141112113	Missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation (MIGAC)
68141112114	Forfaits Annuels
681411121141	Forfaits Annuels d'Urgence (FAU)
681411121142	Forfaits Annuels prélèvements d'organes (FAPO)
681411121143	Forfaits Transplantation d'Organes et Greffes moelles osseuses
6814111214	Forfaits journaliers CMU
6814111216	Financement à l'activité (MCO)
68141112161	Tarification à l'activité (T2A) - Etablissements publics
68141112162	Dispositifs médicaux facturés en sus
68141112163	Médicaments facturés en sus
6814111217	T2A - Public- Facturation individuelle
68141112171	frais de séjour
681411121711	frais de séjour et de soins
681411121717	Médicaments en sus
681411121718	Dispositif médicaux en sus
68141112173	Forfaits
681411121731	Forfaits annuels
681411121734	MIGAC
68141112178	Autres Dépenses T2A publique
6814112217	Facturation individuelle
68141122171	Frais séjour
681411221711	Frais séjour et de soins
681411221717	Médicaments en sus
681411221718	Dispositifs médicaux en sus
68141122178	Autres dépenses T2A publique
6814211217	T2A Public Facturation individuelle
68142112171	Frais séjour
681421121711	Frais séjour et de soins
681421121717	Médicaments en sus
681421121718	Dispositifs médicaux en sus
68142112173	Forfaits
681421121731	Forfaits annuels
681421121734	MIGAC
68142112178	Autres dépensesT2A publiques
6814111218	Dotations aux provisions maladie - Autres frais d'hospitalisation publique, actes et consultations externes et IVG
681411122	Etablissements médico-sociaux
6814111221	Enfance inadaptée
6814111222	Adultes handicapés

6814111223	Etablissements d'hébergement pour personnes âgées (médicalisés)
68141112231	EHPA
68141112232	EHPAD
6814111224	Autres prestations personnes âgées
6814111225	Services de soins infirmiers à domicile
6814111226	Centre d'action médico-social précoce (enfants de - 6 ans)
6814111227	Autres établissements médico-sociaux
68141112271	Centre de cure ambulatoire en alcoologie
68141112272	Services éducation spécialisée et soins à domicile (enfants de 6 à 16 ans)
68141112273	Services d'accompagnement médico-social pour adultes handicapés (SAMSAH)
68141112274	Appartements de coordination thérapeutique (ACT)
68141112275	Centre de soins spécialisés aux toxicomanes (CSST)
68141112276	Unités d'évaluation, de réentraînement et d'orientation sociale et socio-professionnelle (UEROS)
68141112277	Foyers d'accueil médicalisés (FAM)
68141112278	Centres de ressources
6814111228	Autres prestations médico-sociales
681411123	Cliniques privées
6814111231	Clinique sous OQN hors consommations intermédiaires
68141112316	Tarification à l'activité (T2A) - Cliniques privées - Financement à l'activité
681411123161	Tarification à l'activité (T2A) - Hospitalisation en clinique privée
681411123167	Tarification à l'activité (T2A) - Médicaments facturés en sus
681411123168	Tarification à l'activité (T2A) - Dispositifs médicaux facturés en sus
68141112317	Tarification à l'activité (T2A) - Cliniques privées - Financement global
681411123171	Forfaits Annuels d'Urgence (FAU)
681411123174	Missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation (MIGAC)
6814111233	Forfaits journaliers CMU
6814111236	Cliniques privées OQN psy
6814111237	Cliniques privées OQN SSR
6814111238	Dotations aux provisions maladie - Autres dépenses des cliniques privées
68141118	Réseaux de santé (art. L.162-44 et L. 162-45 du CSS)
681411181	Règlement forfaitaire
681411182	Dérogation à la participation de l'assuré
6814112	pour prestations « maternité »
68141121	Exécutées en ville
681411211	Honoraires
6814112111	des omnipraticiens
6814112112	des spécialistes
6814112113	des sages-femmes
6814112114	des paramédicaux
68141121141	des infirmiers
68141121142	des masseurs -kinésithérapeutes
68141121143	des orthophonistes
68141121144	des orthoptistes
68141121145	des pédicures
68141121146	des sages-femmes

6814112115	honoraires dentaires
6814112117	Honoraires Forfaits divers
6814112118	Autres professionnels de santé
681411212	Biologie et prélèvements
681411213	Pharmacie
681411214	Autres prescriptions
681411215	Transports
681411216	Autres prestations en nature
681411217	Prestations en espèces
681411218	Dotations aux provisions maternité - conventions internationales
68141122	Exécutées en établissements
681411221	Etablissements sanitaires
6814112211	Etablissements de santé publics antérieurement sous dotation globale
68141122111	Dotation Annuelle Financement - DAF (établissements hors T2A)
681411221111	DAF hors USLD
68141122112	Dotation Annuelle Complémentaire (DAC)
68141122113	Missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation (MIGAC)
68141122114	Forfaits Annuels
681411221141	Forfaits Annuels d'Urgence (FAU)
681411221142	Forfaits Annuels prélèvements d'organes (FAPO)
681411221143	Forfaits Transplantation d'Organes et Greffes moelles osseuses
6814112214	Forfaits journaliers CMU
6814112216	Financement à l'activité (MCO)
68141122161	Tarification à l'activité (T2A) - Etablissements publics
68141122162	Dispositifs médicaux facturés en sus
68141122163	Médicaments facturés en sus
6814112218	Dotations aux provisions maternité - Autres frais d'hospitalisation publique, actes et consultations externes et IVG
681411222	Etablissements médico-sociaux
6814112221	Enfance inadaptée
6814112222	Adultes handicapés
6814112225	Services de soins infirmiers à domicile
6814112227	Autres établissements médico-sociaux
68141122271	Centre de cure ambulatoire en alcoologie
68141122272	Services éducation spécialisée et soins à domicile (enfants de 6 à 16 ans)
68141122273	Services d'accompagnement médico-social pour adultes handicapés (SAMSAH)
68141122274	Appartements de coordination thérapeutique (ACT)
68141122275	Centre de soins spécialisés aux toxicomanes (CSST)
68141122276	Unités d'évaluation, de réentraînement et d'orientation sociale et socio-professionnelle (UEROS)
68141122277	Foyers d'accueil médicalisés (FAM)
68141122278	Centre de ressources
6814112228	Autres prestations médico-sociales
681411223	Cliniques privées
6814112231	Cliniques sous OQN hors consommations intermédiaires
68141122316	Tarification à l'activité (T2A) - Cliniques privées - Financement à l'activité

681411223161	Tarification à l'activité (T2A) - Hospitalisation en clinique privée
681411223167	Tarification à l'activité (T2A) - Médicaments facturés en sus
681411223168	Tarification à l'activité (T2A) - Dispositifs médicaux facturés en sus
68141122317	Tarification à l'activité (T2A) - Cliniques privées - Financement global
681411223172	Forfaits Annuels prélèvements d'organes (FAPO)
681411223174	Missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation (MIGAC)
6814112233	Forfaits journaliers CMU
6814112236	Cliniques privées OQN psy
6814112237	Cliniques privées OQN SSR
6814112238	Dotations aux provisions maternité - Autres dépenses des cliniques privées
68141128	Réseaux de santé (art. L.162-44 et L. 162-45 du CSS)
681411281	Règlement forfaitaire
681411282	Dérogation à la participation de l'assuré
681412	Pour prestations extralégales
681413	Pour actions de prévention
681414	Pour prestations spécifiques à certains régimes
681418	Dotations aux provisions pour autres charges techniques
68142	Dotations aux provisions pour prestations sociales « accidents du travail - maladies professionnelles »
681421	Pour prestations légales
6814211	pour prestations d'incapacité temporaire
68142111	Exécutées en ville
681421111	Honoraires
6814211111	des omnipraticiens
6814211112	des spécialistes
6814211113	des sages-femmes
6814211114	des paramédicaux
68142111141	des infirmiers
68142111142	des masseurs -kinésithérapeutes
68142111143	des orthophonistes
68142111144	des orthoptistes
68142111145	des pédicures
68142111146	des sages-femmes
6814211115	honoraires dentaires
6814211117	Honoraires Forfaits divers
68142111174	Contrats
68142111176	Permanence des soins
68142111177	Dotations aux provisions AT - Forfait d'adhésion zone déficitaire
68142111178	Dotations aux provisions AT - Contrats autres
681421112	Biologie et prélèvements
681421113	Pharmacie
681421114	Autres prescriptions
681421115	Transports
681421116	Autres prestations en nature
681421117	Prestations en espèces

681421118	Dotations aux provisions AT - conventions internationales
68142112	Exécutées en établissements
681421121	Etablissements sanitaires
6814211211	Etablissements de santé publics antérieurement sous dotation globale
68142112111	Dotation Annuelle Financement - DAF (établissements hors T2A)
681421121111	DAF hors USLD
68142112112	Dotation Annuelle Complémentaire (DAC)
68142112113	Missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation (MIGAC)
68142112114	Forfaits Annuels
681421121141	Forfaits Annuels d'Urgence (FAU)
681421121142	Forfaits Annuels prélèvements d'organes (FAPO)
681421121143	Forfaits Transplantation d'Organes et Greffes moelles osseuses
6814211216	Financement à l'activité (MCO)
68142112161	Tarification à l'activité (T2A) - Etablissements publics
68142112162	Dispositifs médicaux facturés en sus
68142112163	Médicaments facturés en sus
6814211218	Dotations aux provisions AT -Autres frais d'hospitalisation publique, actes et consultations externes et IVG
681421122	Etablissements médico-sociaux
6814211221	Enfance inadaptée
6814211222	Adultes handicapés
681421123	Cliniques privées
6814211231	Cliniques privées sous OQN ( hors consommations intermédiaires )
68142112316	Tarification à l'activité (T2A) - Cliniques privées - Financement à l'activité
681421123161	Tarification à l'activité (T2A) - Hospitalisation en clinique privée
681421123167	Tarification à l'activité (T2A) - Médicaments facturés en sus
681421123168	Tarification à l'activité (T2A) - Dispositifs médicaux facturés en sus
68142112317	Tarification à l'activité (T2A) - Cliniques privées - Financement global
681421123171	Forfaits Annuels d'Urgence (FAU)
681421123174	Missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation (MIGAC)
6814211236	Cliniques privées OQN psy
6814211237	Cliniques privées OQN SSR
6814211238	Dotations aux provisions AT - Autres dépenses des cliniques privées
6814212	pour prestations d'incapacité permanente
68142121	Indemnités en capital
681421211	Transferts en capital
681421212	Rachats
681421213	Majorations pour fautes inexcusables
68142122	Rentes
681421221	Droits propres
6814212211	Rentes d'incapacité
6814212212	Majoration pour tierce personne
6814212213	Majorations cristallisée
6814212214	Majorations pour fautes inexcusables
681421222	Droits dérivés

6814212221	Rentes d'ayants-droit
6814212222	Majorations et bonifications
6814212223	Majorations pour fautes inexcusables
6814213	Autres charges techniques
681422	Pour prestations extralégales
681423	Pour actions de prévention
681424	Pour prestations spécifiques à certains régimes
681428	Dotations aux provisions pour autres charges techniques
68143	Dotations aux provisions pour prestations sociales « famille »
681431	pour prestations légales « famille »
681432	Pour prestations extralégales
681434	Pour prestations spécifiques à certains régimes
681438	Dotations aux provisions pour autres charges techniques
68144	Dotations aux provisions pour prestations sociales « vieillesse »
681441	pour prestations légales « vieillesse »
681442	Pour prestations extralégales
681444	Pour prestations spécifiques à certains régimes
681448	Dotations aux provisions pour autres charges techniques
68145	Dotations aux provisions pour prestations sociales « veuvage »
681451	pour prestations légales « veuvage »
68146	Dotations aux provisions pour prestations sociales « invalidité »
681461	pour prestations légales « invalidité »
681462	Pour prestations extralégales
681464	Pour prestations spécifiques à certains régimes
681468	Dotations aux provisions pour autres charges techniques
68147	Dotations aux provisions pour prestations sociales « décès »
681471	pour prestations légales « décès »
681472	Pour prestations extralégales
681474	Pour prestations spécifiques à certains régimes
681478	Dotations aux provisions pour autres charges techniques
68149	Dotations aux provisions pour prestations « vieillesse plafonnée »
681498	Dotations aux provisions pour autres charges techniques
6815	Dotations aux provisions pour risques et charges courantes
6816	Dotations aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles
68161	Immobilisations incorporelles
68162	Immobilisations corporelles
6817	Dotations aux dépréciations des actifs circulants
68170	Dotations aux dépréciations des actifs circulants « hors branches »
681703	Stocks et en-cours
681704	Créances
6817041	Créances sur clients
6817047	Créances diverses
68171	Dotations aux dépréciations des actifs circulants « maladie - maternité »
681713	Stocks et en-cours
681714	Créances

6817141	Créances sur clients
6817144	Créances sur cotisations « maladie - maternité »
6817145	Créances sur prestations et allocations indues à récupérer « maladie - maternité »
68171451	Créances sur indus – Cas général
68171457	Créances d'indus frauduleux
6817146	Créances sur recours contre les tiers et les employeurs
6817147	Créances diverses
68172	Dotations aux dépréciations des actifs circulants « accidents du travail - maladies professionnelles »
681723	Stocks et en-cours
681724	Créances
6817241	Créances sur clients
6817244	Créances sur cotisations « accidents du travail - maladies professionnelles »
6817245	Créances sur prestations et allocations indues à récupérer « accidents du travail - maladies professionnelles »
68172451	Créances sur indus – Cas général
68172457	Créances d'indus frauduleux
6817246	Créances sur recours contre les tiers et les employeurs
6817247	Créances diverses
68173	Dotations aux dépréciations des actifs circulants « famille »
681733	Stocks et en-cours
681734	Créances
6817341	Créances sur clients
6817344	Créances sur cotisations « famille »
6817345	Créances sur prestations et allocations indues à récupérer « famille »
68173451	Créances sur indus – Cas général
68173457	Créances d'indus frauduleux
6817346	Créances sur recours contre les tiers et les employeurs
6817347	Créances diverses
68174	Dotations aux dépréciations des actifs circulants « vieillesse »
681743	Stocks et en-cours
681744	Créances
6817441	Créances sur clients
6817444	Créances sur cotisations « vieillesse »
6817445	Créances sur prestations et allocations indues à récupérer « vieillesse »
68174451	Créances sur indus – Cas général
68174457	Créances d'indus frauduleux
6817446	Créances sur recours contre les tiers et les employeurs
6817447	Créances diverses
68175	Dotations aux dépréciations des actifs circulants « veuvage »
681754	Créances
6817544	Créances sur cotisations « veuvage »
6817545	Créances sur prestations et allocations indues à récupérer « veuvage »
68175451	Créances sur indus – Cas général
68175457	Créances d'indus frauduleux
6817546	Créances sur recours contre les tiers et les employeurs

68176	Dotations aux dépréciations des actifs circulants « invalidité »
681764	Créances
6817644	Créances sur cotisations « invalidité »
6817645	Créances sur prestations et allocations indues à récupérer « invalidité »
68176451	Créances sur indus – Cas général
68176457	Créances d'indus frauduleux
6817646	Créances sur recours contre les tiers et les employeurs
6817647	Créances diverses
68177	Dotations aux dépréciations des actifs circulants « décès »
681774	Créances
6817744	Créances sur cotisations « décès »
6817745	Créances sur prestations et allocations indues à récupérer « décès »
68177451	Créances sur indus – Cas général
68177457	Créances d'indus frauduleux
6817746	Créances sur recours contre les tiers et les employeurs
6817747	Créances diverses
68179	Dotations aux dépréciations des actifs circulants « vieillesse (dans la limite d'un plafond ou d'un forfait) »
681794	Créances
6817941	Créances sur cotisations « vieillesse (dans la limite d'un plafond ou d'un forfait) »
6817944	Créances sur cotisations « vieillesse (dans la limite d'un plafond ou d'un forfait) »
686	Dotations aux amortissements dépréciations et provisions - Charges financières
6865	Dotations aux provisions financières
6866	Dotations aux dépréciations des éléments financiers
68662	Immobilisations financières
68665	Valeurs mobilières de placement
6868	Autres dotations
687	Dotations aux amortissements dépréciations et provisions - Charges exceptionnelles
6871	Dotations aux amortissements exceptionnels des immobilisations
6872	Dotations aux provisions réglementées (immobilisations)
68725	Amortissements dérogatoires
6873	Dotations aux provisions réglementées (stocks)
6874	Dotations aux autres provisions réglementées
6875	Dotations aux provisions exceptionnelles
6876	Dotations aux dépréciations exceptionnelles
69	<b>IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES ET ASSIMILÉS</b>
695	Impôts sur les bénéfices



## Classe 7 - *Comptes de produits*

70	VENTES DE PRODUITS FABRIQUES, PRESTATIONS DE SERVICES, MARCHANDISES
701	Ventes de produits finis
7011	Produits finis (ou groupe) A
7012	Produits finis (ou groupe) B
702	Ventes de produits intermédiaires
703	Ventes de produits résiduels
704	Travaux
7041	Travaux de catégorie (ou activité) A
7042	Travaux de catégorie (ou activité) B
705	Études
706	Prestations de services
707	Ventes de marchandises
7071	Marchandises (ou groupe) A
7072	Marchandises (ou groupe) B
708	Produits des activités annexes
7081	Produits des services exploités dans l'intérêt du personnel
7082	Commissions et courtages
7083	Locations diverses
7084	Mise à disposition de personnel facturée
7085	Ports et frais accessoires facturés
7086	Bonis sur reprises d'emballages consignés
7087	Bonifications obtenues de clients et primes sur ventes
7088	Autres produits d'activités annexes
709	Rabais, remises et ristournes accordés par l'organisme
7091	Sur ventes de produits finis
7092	Sur ventes de produits intermédiaires
7093	Sur ventes de produits résiduels
7094	Sur travaux
7095	Sur études
7096	Sur prestations de services
7097	Sur ventes de marchandises
7098	Sur produits des activités annexes
71	PRODUCTION STOCKÉE (OU DESTOCKAGE)
713	Variation des stocks (en-cours de production, produits)
7133	Variation des en-cours de production de biens
71331	Produits en cours
71335	Travaux en cours
7134	Variation des en-cours de production de services
71341	Études en cours
71345	Prestations de services en cours
7135	Variation des stocks de produits
71351	Produits intermédiaires
71355	Produits finis

71358	Produits résiduels
72	PRODUCTION IMMOBILISÉE
721	Immobilisations incorporelles
722	Immobilisations corporelles
74	SUBVENTIONS D'EXPLOITATION
741	Reçues de l'Etat
742	Reçues des régions
743	Reçues des départements
744	Reçues des communes
745	Reçues des établissements publics nationaux
746	Reçues des établissements publics locaux
747	Reçues d'entreprises et d'organismes privés
748	Reçues d'autres entités publiques
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE ET PRODUITS DE GESTION TECHNIQUE
751	Redevances pour concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires
7511	Redevances pour concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels
7516	Droits d'auteur et de reproduction
7518	Autres droits et valeurs similaires
752	Revenus des immeubles non affectés à des activités professionnelles
753	Jetons de présence et rémunérations d'administrateurs, gérants...
755	Autres produits de gestion courante
7551	Dotations de gestion courante
7552	Contributions de gestion courante
7553	Subventions de gestion courante
7554	Divers transferts de gestion courante
7555	Produits de gestion courante pour l'annulation d'ordres de dépenses des exercices antérieurs
7558	Divers autres produits de gestion courante
75581	Domage et intérêts, dépens
75588	Autres produits de gestion courante
756	Cotisations, impôts et produits affectés
7561	Cotisations sociales
75611	Cotisations sociales « maladie - maternité »
756111	cotisations des actifs
7561111	cotisations des salariés
75611111	cotisations patronales
756111111	cotisations
756111112	majorations
756111113	pénalités
75611112	cotisations salariales
756111121	cotisations
756111122	rachats
7561112	cotisations des non salariés
75611121	régimes de base
756111211	cotisations

756111212	régularisation
756111213	rachats
756111214	majorations
756111215	pénalités
75611123	régime des artistes auteurs
756111231	cotisations assurés
756111232	contributions des diffuseurs
7561112321	contributions des diffuseurs
7561112322	Majorations
7561112323	Pénalités
75611124	régime des praticiens et auxiliaires médicaux
756111241	cotisations (art. L. 722.4 du CSS)
75611125	cotisations de certains médecins
756111251	Cotisations pour cessation anticipée des médecins
7561112511	cotisations
7561112512	Majorations de retard
756112	cotisations des inactifs
7561121	cotisations sur les revenus de remplacement
75611211	retraites et préretraites
756112111	retraites
7561121111	cotisations
7561121112	majorations
756112112	préretraites
7561121121	cotisations
7561121122	majorations
75611212	chômeurs
756112121	cotisations
756112122	majorations
75611213	Allocations amiante
7561122	autres cotisations des inactifs (à subdiviser en distinguant, le principal, les majorations et les pénalités éventuelles)
756113	autres cotisations sociales
7561131	cotisations des étudiants
7561132	cotisations C.M.U. (art. L. 380-1 et 2 CSS)
75611321	cotisations
75611322	Majorations
7561133	cotisations des assurés volontaires
7561135	cotisations assurance personnelle
756115	cotisations spécifiques
7561151	cotisations sur les émoluments des notaires
75612	Cotisations sociales « accidents du travail - maladies professionnelles »
756121	cotisations des actifs
7561211	cotisations des salariés
75612111	cotisations patronales
756121111	cotisations

756121112	majorations
756121113	pénalités
7561212	cotisations des non salariés
75612121	régimes de base
756121211	cotisations
756121212	régularisations
756121214	majorations
756121215	pénalités
756123	autres cotisations sociales
7561233	cotisations des assurés volontaires
75613	Cotisations sociales « famille »
756131	cotisations des actifs
7561311	cotisations des salariés
75613111	cotisations patronales
756131111	cotisations
756131112	majorations
756131113	pénalités
7561312	cotisations des non salariés
75613121	régimes de base
756131211	cotisations
756131212	régularisation
756131213	rachats
756131214	majorations
756131215	pénalités
75613123	régime des artistes auteurs
756131232	contributions des diffuseurs
7561312321	contributions des diffuseurs
7561312322	Majorations
7561312323	Pénalités
75614	Cotisations sociales « vieillesse »
756141	cotisations des actifs
7561411	cotisations des salariés
75614111	cotisations patronales
756141111	cotisations
756141112	majorations
756141113	pénalités
75614112	cotisations salariales
756141121	cotisations
756141122	rachats
75614113	anciens mineurs convertis - CANSSM
7561412	cotisations des non salariés
75614121	régimes de base
756141211	cotisations
756141212	régularisation
756141213	rachats

756141214	majorations
756141215	pénalités
75614122	régimes complémentaires
756141221	obligatoires
7561412211	cotisations
7561412212	régularisation
7561412213	rachats
7561412214	majorations
7561412215	pénalités
756141222	facultatifs
7561412221	cotisations
7561412223	rachats
75614123	régime des artistes auteurs
756141231	cotisations assurés
756141232	contributions des diffuseurs
7561412321	contributions des diffuseurs
7561412322	Majorations
7561412323	Pénalités
7561413	Cotisations IEG
7561414	Cotisations CRPRATP
75614141	Cotisations
75614142	Rachats
756141421	Validation du temps partiel avant 01/07/08
756141422	Validation du temps partiel après 01/07/08
756141428	Autres rachats
756142	cotisations des inactifs
7561421	cotisations sur les revenus de remplacement
75614211	retraites et préretraites
756142112	préretraites
7561421121	cotisations
7561421122	majorations
756143	autres cotisations sociales
7561433	cotisations des assurés volontaires
75614331	Cotisations assurés volontaires
75614332	cotisations amiante
75614333	rachats
75614334	assurés volontaires CFE
75614338	autres
7561434	versements de cotisations (loi n° 2003-775 du 21/08/2003)
75614341	pour les périodes d'études (art. L. 351-14-1 1° et L. 634-2-2 1° du CSS)
75614342	pour les « faibles revenus » (art. L. 351-14-1 2° et L. 634-2-2 2° du CSS)
75614343	pour les périodes d'activité accomplies en qualité d'aide familial (art. L. 732-35-1 2ème et 3ème alinéa du CR)
756144	Cotisations de solidarité (art. L.622-1 CSS) non salariés agricoles
756145	cotisations spécifiques

7561451	cotisations sur les émoluments des notaires
7561452	cotisations des huissiers
7561453	droit d'option Mayotte
75615	Cotisations sociales « veuvage »
756151	cotisations des actifs
7561511	cotisations des salariés
75615112	cotisations salariales
756151121	cotisations
7561512	cotisations des non-salariés
75615121	régimes de base
756151211	cotisations
756151212	régularisation
756151214	majorations
756151215	pénalités
75615123	régime des artistes auteurs
756151231	cotisations assurés
756151232	contributions des diffuseurs
7561512321	contributions des diffuseurs
7561512322	Majorations
7561512323	Pénalités
756153	autres cotisations sociales
7561533	cotisations des assurés volontaires
75616	Cotisations sociales « invalidité »
756161	cotisations des actifs
7561611	cotisations des salariés
75616111	cotisations patronales
756161111	cotisations
756161112	majorations
756161113	pénalités
75616112	cotisations salariales
756161121	cotisations
756161122	rachats
7561612	cotisations des non salariés
75616121	régimes de base
756161211	cotisations
756161212	régularisations
756161213	rachats
756161214	majorations
756161215	pénalités
75616122	régimes complémentaires
756161221	obligatoires
7561612211	cotisations
7561612212	régularisation
7561612213	rachats
7561612214	majorations

7561612215	pénalités
75616124	régime des praticiens et auxiliaires médicaux
756161241	cotisations (art. L. 722.4 du CSS)
7561613	Cotisations conjoints collaborateurs
75616131	Régimes de base
756161311	Cotisations
756161312	Régularisations
756161313	Rachats
756161314	Majorations
756161315	Pénalités
75616132	Régimes complémentaires
756161321	Cotisations
756161322	Régularisations
756161323	Rachats
756161324	Majorations
756161325	Pénalités
756162	cotisations des inactifs
7561621	cotisations sur les revenus de remplacement
75616211	retraites et préretraites
756162111	retraites
7561621111	cotisations
7561621112	majorations
756163	autres cotisations sociales
7561633	cotisations des assurés volontaires
75616331	Cotisations assurés volontaires
75616332	Cotisations amiante
75616333	Rachats de cotisations
75616334	Cotisations assurés volontaires CFE
75616338	Cotisations autres
75617	Cotisations sociales « décès »
756171	cotisations des actifs
7561711	cotisations des salariés
75617111	cotisations patronales
756171111	cotisations
756171112	majorations
756171113	pénalités
75617112	cotisations salariales
756171121	cotisations
756171122	rachats
7561712	cotisations des non salariés
75617121	régimes de base
756171211	cotisations
756171212	régularisations
756171213	rachats
756171214	majorations

756171215	pénalités
75617122	régimes complémentaires
756171221	obligatoires
7561712211	cotisations
7561712212	régularisation
7561712213	rachats
7561712214	majorations
7561712215	pénalités
7561713	Cotisations conjoints collaborateurs
75617131	Régimes de base
756171311	Cotisations
756171312	Régularisations
756171313	Rachats
756171314	Majorations
756171315	Pénalités
75617132	Régimes complémentaires
756171321	Cotisations
756171322	Régularisations
756171323	Rachats
756171324	Majorations
756171325	Pénalités
756173	autres cotisations sociales
7561733	cotisations des assurés volontaires
75617331	Cotisations assurés volontaires
75617332	Cotisations amiante
75617333	Rachats de cotisations
75617334	Cotisations assurés volontaires CFE
75617338	Cotisations autres
75619	Cotisations sociales « vieillesse (dans la limite d'un plafond ou d'un forfait) »
756191	cotisations des actifs
7561911	cotisations des salariés
75619111	cotisations patronales
756191111	cotisations
756191112	majorations
756191113	pénalités
75619112	cotisations salariales
756191121	cotisations
756191122	rachats
7561912	cotisations des non salariés
75619121	régimes de base
756191211	cotisations
756191212	régularisation
756191213	rachats
756191214	majorations
756191215	pénalités



75619122	régimes complémentaires
756191221	obligatoires
7561912211	cotisations
7561912212	régularisation
7561912213	rachats
7561912214	majorations
7561912215	pénalités
756191222	facultatifs
7561912221	cotisations
7561912222	régularisation
7561912223	rachats
7561912224	majorations
7561912225	pénalités
75619123	régime des artistes auteurs
756191231	cotisations assurés
756191232	Contributions des diffuseurs
7561912321	contributions des diffuseurs
7561912322	majorations
7561912323	pénalités
75619126	Cotisations - régime ASV
756191261	cotisations
756191262	régularisations
756191263	Rachats
756191264	Majorations
756191265	Pénalités
7561913	Cotisations conjoints collaborateurs
75619131	Régimes de base
756191311	Cotisations
756191312	Régularisations
756191313	Rachats
756191314	Majorations
756191315	Pénalités
75619132	Régimes complémentaires
756191321	Cotisations
756191322	Régularisations
756191323	Rachats
756191324	Majorations
756191325	Pénalités
756193	autres cotisations sociales
7561933	cotisations des assurés volontaires
75619331	cotisations des assurés volontaires
75619332	cotisations amiante
75619333	rachats de cotisations
75619334	assurés volontaires CFE
75619338	autres

7561934	versements de cotisations (loi n° 2003-775 du 21/08/2003)
75619341	pour les périodes d'études (art. L. 351-14-1 1° et L. 634-2-2 1° du CSS)
75619342	pour les « faibles revenus » (art. L. 351-14-1 2° et L. 634-2-2 2° du CSS)
7562	Transferts de charges opérés entre l'Etat et les organismes de sécurité sociale
75620	Transferts de charges opérés entre l'Etat et les organismes de sécurité sociale « hors branches »
756204	Réduction ou abattement de l'assiette des cotisations et contributions (art. L. 131-7 du CSS)
7562041	Sportifs professionnels - Loi n°2004-1366 du 15 décembre 2004
7562043	Contrat volontariat insertion
7562044	Volontariat associatif
7562045	Aide du comité d'entreprise ou de l'entreprise pour le financement d'activités de service à domicile
7562046	Attribution d'actions gratuites
7562047	Indemnités versées dans le cadre d'un accord de Gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC)
7562048	Aide à domicile employée par une association ou une entreprise auprès d'une personne non fragile
75621	Transferts de charges opérés entre l'Etat et les organismes de sécurité sociale « branche maladie - maternité »
756211	Prises en charge de cotisations en faveur de certaines catégories de salariés
7562111	Apprentissage
7562112	Porteurs de presse
7562113	Parcours d'accès aux carrières de la fonction publique territoriale, hospitalière et de l'Etat (PACTE)
7562114	CIE
7562117	Contrats de professionnalisation
7562118	Autres (dont RBS avantages en nature)
756212	Prises en charge de cotisations en faveur de zones géographiques
7562121	ZRR
7562122	ZRU
7562123	Zone de restructuration de la défense
7562124	ZFU
7562125	Bassin d'emploi à redynamiser
7562126	Exo DOM
75621261	Loi Perben
75621262	CAE
75621263	Exo. Loi du 13/12/2000 - Orientation Outre-Mer
7562127	CAE hors champ exo DOM
7562128	Autres (dont RBS avantages en nature)
756213	Prises en charge de cotisations en faveur de divers secteurs économiques
7562131	RBS - Transports routiers
7562132	RBS - HCRB
7562133	RBS - Mines
7562134	Jeunes entreprises innovantes
7562135	Exonérations pôles de compétitivité
7562136	Secteur agricole
75621361	Contrat emploi formation agricole
75621362	Embauche de salariés sous CDI par des groupements d'employeurs
75621363	Transformation de CDD en CDI

75621364	Extension du dispositif travailleurs occasionnels / Demandeurs d'emploi
75621365	Emploi de travailleurs occasionnels de moins de 26 ans
75621366	Jeunes agriculteurs - prolongation 2009 de l'exonération en faveur des chefs d'exploitation ou d'entreprises agricoles
7562138	Autres (dont RBS avantages en nature)
756214	Réduction ou abattement de l'assiette des cotisations et contributions (art. L. 131-7 du CSS)
7562141	Catégories socio professionnelles
75621411	Sportifs professionnels - Loi n°2004-1366 du 15 décembre 2004
7562142	Indemnités versées dans le cadre d'accords d'entreprises
75621421	Accord de Gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC)
7562143	Volontariat
75621431	Contrat volontariat insertion
75621432	Volontariat associatif
75621433	Service civique
7562144	Au profit des salariés
75621441	Attribution d'actions gratuites
75621442	Chèques transport
7562145	Employés à domicile
75621451	Aide du comité d'entreprise ou de l'entreprise pour le financement d'activités de service à domicile
75621452	Aide à domicile employée par une association ou une entreprise auprès d'une personne non fragile
75621453	Exonérations des cotisations patronales de sécurité sociale en application de l'article L. 133-7 du CSS
7562148	Autres
756217	Prises en charge de cotisations en faveur de certaines catégories de cotisants
7562171	rapatriés
7562172	détenus
7562173	Formation professionnelle des non salariés
7562174	Créateurs ou repreneurs d'entreprises (art. L. 161-1-2 et L. 161-1-3 du CSS)
7562175	Régime "Micro social"
7562176	Contribution diffuseur MDA
7562178	Autres (dont RBS avantages en nature)
756218	Autres prises en charge de cotisations par l'Etat
75622	Transferts de charges opérés entre l'Etat et les organismes de sécurité sociale « branche accidents du travail - maladies professionnelles »
756221	Prises en charge de cotisations en faveur de certaines catégories de salariés
7562211	Apprentissage
7562213	Parcours d'accès aux carrières de la fonction publique territoriale, hospitalière et de l'Etat (PACTE)
7562214	CIE
7562217	Contrats de professionnalisation
7562218	Autres (dont RBS avantages en nature)
756222	Prises en charge de cotisations en faveur de zones géographiques
7562221	ZRR
7562222	ZRU
7562223	Zone de restructuration de défense
7562224	ZFU

7562225	Bassin d'emploi à redynamiser
7562226	Exo DOM
75622261	Loi Perben
75622262	CAE
75622263	Exo. Loi du 13/12/2000 - Orientation Outre-Mer
7562227	CAE hors champ exo DOM
7562228	Autres (dont RBS avantages en nature)
756223	Prises en charge de cotisations en faveur de divers secteurs économiques
7562231	RBS - Transports routiers
7562232	RBS - HCRB
7562233	RBS - Mines
7562234	Jeunes entreprises innovantes
7562235	Exonérations pôles de compétitivité
7562236	Secteur agricole
75622361	Contrat emploi formation agricole
75622362	Embauche de salariés sous CDI par des groupements d'employeurs
75622363	Transformation de CDD en CDI
75622364	Extension du dispositif travailleurs occasionnels / Demandeurs d'emploi
75622365	Emploi de travailleurs occasionnels de moins de 26 ans
7562238	Autres (dont RBS avantages en nature)
756224	Réduction ou abattement de l'assiette des cotisations et contributions (art. L. 131-7 du CSS)
7562241	Catégories socio professionnelles
75622411	Sportifs professionnels - Loi n°2004-1366 du 15 décembre 2004
7562242	Indemnités versées dans le cadre d'accords d'entreprises
75622421	Accord de Gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC)
7562243	Volontariat
75622431	Contrat volontariat insertion
75622432	Volontariat associatif
7562244	Au profit des salariés
75622441	Attribution d'actions gratuites
75622442	Chèques transport
7562245	Employés à domicile
75622451	Aide du comité d'entreprise ou de l'entreprise pour le financement d'activités de service à domicile
75622452	Aide à domicile employée par une association ou une entreprise auprès d'une personne non fragile
75622453	Exonérations des cotisations patronales de sécurité sociale en application de l'article L. 133-7 du CSS
7562248	Autres
756227	Prises en charge de cotisations en faveur de certaines catégories de cotisants
7562274	Créateurs ou repreneurs d'entreprises (art. L. 161-1-2 et L. 161-1-3 du CSS)
7562275	Régime "Micro social"
756228	Autres prises en charge de cotisations par l'Etat
75623	Transferts de charges opérés entre l'Etat et les organismes de sécurité sociale « branche famille »
756231	Prises en charge de cotisations en faveur de certaines catégories de salariés
7562311	Apprentissage
7562312	Porteurs de presse

7562313	Parcours d'accès aux carrières de la fonction publique territoriale, hospitalière et de l'Etat (PACTE)
7562314	CIE
7562317	Contrats de professionnalisation
7562318	Autres (dont RBS avantages en nature)
756232	Prises en charge de cotisations en faveur de zones géographiques
7562321	ZRR
7562322	ZRU
7562323	Zone de restructuration de la défense
7562324	ZFU
7562325	Bassin d'emploi à redynamiser
7562326	Exo DOM
75623261	Loi Perben
75623262	CAE
75623263	Exo. Loi du 13/12/2000 - Orientation Outre-Mer
7562327	CAE hors champ exo DOM
7562328	Autres (dont RBS avantages en nature)
756233	Prises en charge de cotisations en faveur de divers secteurs économiques
7562331	RBS - Transports routiers
7562332	RBS - HCRB
7562333	RBS - Mines
7562334	Jeunes entreprises innovantes
7562335	Exonérations pôles de compétitivité
7562336	Secteur agricole
75623361	Contrat emploi formation agricole
75623362	Embauche de salariés sous CDI par des groupements d'employeurs
75623363	Transformation de CDD en CDI
75623364	Extension du dispositif travailleurs occasionnels / Demandeurs d'emploi
75623365	Emploi de travailleurs occasionnels de moins de 26 ans
75623366	Jeunes agriculteurs - prolongation 2009 de l'exonération en faveur des chefs d'exploitation ou d'entreprises agricoles
7562338	Autres (dont RBS avantages en nature)
756234	Réduction ou abattement de l'assiette des cotisations et contributions (art. L. 131-7 du CSS)
7562341	Catégories socio professionnelles
75623411	Sportifs professionnels - Loi n°2004-1366 du 15 décembre 2004
7562342	Indemnités versées dans le cadre d'accords d'entreprises
75623421	Accord de Gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC)
7562343	Volontariat
75623431	Contrat volontariat insertion
75623432	Volontariat associatif
75623433	Service civique
7562344	Au profit des salariés
75623441	Attribution d'actions gratuites
75623442	Chèques transport
7562345	Employés à domicile
75623451	Aide du comité d'entreprise ou de l'entreprise pour le financement d'activités de service à domicile

75623452	Aide à domicile employée par une association ou une entreprise auprès d'une personne non fragile
75623453	Exonérations des cotisations patronales de sécurité sociale en application de l'article L. 133-7 du CSS
7562348	Autres
756237	Prises en charge de cotisations en faveur de certaines catégories de cotisants
7562374	Créateurs ou repreneurs d'entreprises (art. L. 161-1-2 et L. 161-1-3 du CSS)
7562375	Régime "Micro social"
7562376	Contribution diffuseur MDA
7562378	Autres
756238	Autres prises en charge de cotisations par l'Etat
75624	Transferts de charges opérés entre l'Etat et les organismes de sécurité sociale « branche vieillesse »
756241	Prises en charge de cotisations en faveur de certaines catégories de salariés
7562411	Apprentissage
7562412	Porteurs de presse
7562413	Parcours d'accès aux carrières de la fonction publique territoriale, hospitalière et de l'Etat (PACTE)
7562414	CIE
7562417	Contrats de professionnalisation
7562418	Autres (dont RBS avantages en nature)
756242	Prises en charge de cotisations en faveur de zones géographiques
7562421	ZRR
7562422	ZRU
7562423	Zone de restructuration de la défense
7562424	ZFU
7562425	Bassin d'emploi à redynamiser
7562426	Exo DOM
75624261	Loi Perben
75624262	CAE
75624263	Exo. Loi du 13/12/2000 - Orientation Outre-Mer
7562427	CAE hors champ exo DOM
7562428	Autres (dont RBS avantages en nature)
756243	Prises en charge de cotisations en faveur de divers secteurs économiques
7562431	RBS - Transports routiers
7562432	RBS - HCRB
7562433	RBS - Mines
7562434	Jeunes entreprises innovantes
7562435	Exonérations pôles de compétitivité
7562436	Secteur agricole
75624361	Contrat emploi formation agricole
75624362	Embauche de salariés sous CDI par des groupements d'employeurs
75624363	Transformation de CDD en CDI
75624364	Extension du dispositif travailleurs occasionnels / Demandeurs d'emploi
75624365	Emploi de travailleurs occasionnels de moins de 26 ans
75624366	Jeunes agriculteurs - prolongation 2009 de l'exonération en faveur des chefs d'exploitation ou d'entreprises agricoles
7562438	Autres (dont RBS avantages en nature)

756244	Réduction ou abattement de l'assiette des cotisations et contributions (art. L. 131-7 du CSS)
7562441	Catégories socio professionnelles
75624411	Sportifs professionnels - Loi n°2004-1366 du 15 décembre 2004
7562442	Indemnités versées dans le cadre d'accords d'entreprises
75624421	Accord de Gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC)
7562443	Volontariat
75624431	Contrat volontariat insertion
75624432	Volontariat associatif
75624433	Service civique
7562444	Au profit des salariés
75624441	Attribution d'actions gratuites
75624442	Chèques transport
7562445	Employés à domicile
75624451	Aide du comité d'entreprise ou de l'entreprise pour le financement d'activités de service à domicile
75624452	Aide à domicile employée par une association ou une entreprise auprès d'une personne non fragile
75624453	Exonérations des cotisations patronales de sécurité sociale en application de l'article L. 133-7 du CSS
7562448	Autres
756247	Prises en charge de cotisations en faveur de certaines catégories de cotisants
7562471	rapatriés
7562473	Formation professionnelle des non salariés
7562474	Créateurs ou repreneurs d'entreprises (art. L. 161-1-2 et L. 161-1-3 du CSS)
7562475	Régime "Micro social"
7562476	Contribution diffuseur MDA
7562478	Autres
756248	Autres prises en charge de cotisations par l'Etat
75629	Transferts de charges opérés entre l'Etat et les organismes de sécurité sociale « vieillesse plafonnée »
756291	Prises en charge de cotisations en faveur de certaines catégories de salariés
7562911	Apprentissage
7562912	Porteur de presse
7562913	Parcours d'accès aux carrières de la fonction publique territoriale, hospitalière et de l'Etat (PACTE)
7562914	CIE
7562917	Contrats de professionnalisation
7562918	Autres (dont RBS avantages en nature)
756292	Prises en charge de cotisations en faveur de zones géographiques
7562921	ZRR
7562922	ZRU
7562923	Zone de restructuration de la défense
7562924	ZFU
7562925	Bassin d'emploi à redynamiser
7562926	Exo DOM
7562927	CAE hors champ exo DOM
7562928	Autres (dont RBS avantages en nature)
756293	Prises en charge de cotisations en faveur de divers secteurs économiques

7562934	Jeunes entreprises innovantes
7562935	Jeunes entreprises secteur enseignement
756294	Réduction ou abattement de l'assiette des cotisations et contributions (art. L. 131-7 du CSS)
7562941	Catégories socio professionnelles
75629411	Sportifs professionnels - Loi n°2004-1366 du 15 décembre 2004
7562942	Indemnités versées dans le cadre d'accords d'entreprises
75629421	Accords de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC)
7562945	Employés à domicile
75629452	Aide à domicile employée par une association ou une entreprise auprès d'une personne non fragile
75629453	Exonérations des cotisations patronales de sécurité sociale en application de l'article L. 133-7 du CSS
756297	Prises en charge de cotisations en faveur de certaines catégories de cotisants
7562974	Créateurs ou repreneurs d'entreprises (art. L. 161-1-2 et L. 161-1-3 du CSS)
756298	Autres prises en charge de cotisations par l'Etat
7563	Cotisations prises en charge par la sécurité sociale
75631	Prise en charge de cotisations - organismes d'assurance maladie - maternité
756311	par la CNAMTS
756312	par le régime des salariés agricoles
756315	Cotisations prises en charge par divers régimes pour la cessation anticipée d'activité des médecins - CNAMTS
75632	Prise en charge de cotisations - branche accidents du travail et maladies professionnelles
75633	Prise en charge de cotisations - branche famille
75634	Prise en charge de cotisations - organismes d'assurance vieillesse
756341	par la CNAMTS
756342	par le régime des salariés agricoles
756343	par le régime des exploitants agricoles
756344	par le RSI
7564	Produits versés par une entité publique autre que l'Etat
75641	Produits versés par une entité publique autre que l'Etat « branche maladie - maternité »
756411	Remboursement de cotisations
756412	Remboursement de prestations
756413	Remboursement de contributions
75642	Produits versés par une entité publique autre que l'Etat « branche accidents du travail - maladies professionnelles »
756422	Remboursement de prestations
75643	Produits versés par une entité publique autre que l'Etat « branche famille »
756432	Remboursement de prestations
75644	Produits versés par une entité publique autre que l'Etat « branche vieillesse »
756442	Remboursement de prestations
7565	Impôts : contribution sociale généralisée
75651	Contribution sociale généralisée maladie
756511	Contribution sociale généralisée déductible
7565111	Sur les revenus d'activité et de remplacement
75651111	Sur les revenus d'activité
75651112	Sur les revenus de remplacement



75651114	Sur les revenus de diverses catégories de personnes rattachées au régime général
7565112	Sur les revenus du patrimoine et des placements
75651121	Sur le patrimoine
75651122	Sur les placements
7565113	Sur les jeux
756512	Contribution sociale généralisée non déductible
7565121	Sur les revenus d'activité et de remplacement
75651211	Sur les revenus d'activité
75651212	Sur les revenus de remplacement
7565122	Sur les revenus du patrimoine et des placements
75651221	Sur les revenus du patrimoine
75651222	Sur les revenus des placements
7565123	Sur les jeux
756513	Contribution sociale généralisée : majorations et pénalités de retard
7565131	Contribution sociale généralisée déductible
75651311	Majorations
75651312	Pénalités
7565132	Contribution sociale généralisée non déductible
75651321	Majorations
75651322	Pénalités
75653	Contribution sociale généralisée famille
756532	Contribution sociale généralisée non déductible
7565321	Sur les revenus d'activité et de remplacement
75653211	Sur les revenus d'activité
75653212	Sur les revenus de remplacement
75653213	Sur les revenus de diverses catégories de personnes rattachées au régime général
7565322	Sur les revenus du patrimoine et des placements
75653221	Sur les revenus du patrimoine
75653222	Sur les revenus des placements
7565323	Sur les jeux
756533	Contribution sociale généralisée : majorations et pénalités de retard
7565332	Contribution sociale généralisée non déductible
75653321	Majorations
75653322	Pénalités
75654	Contribution sociale généralisée vieillesse
756542	Contribution sociale généralisée non déductible
7565421	Sur les revenus d'activité et de remplacement
75654211	Sur les revenus d'activité
75654212	Sur les revenus de remplacement
75654213	Sur les revenus de diverses catégories de personnes rattachées au régime général
7565422	Sur les revenus du patrimoine et des placements
75654221	Sur les revenus du patrimoine
75654222	Sur les revenus des placements
7565423	Sur les jeux
756543	Contribution sociale généralisée : majorations et pénalités de retard

7565432	Contribution sociale généralisée non déductible
75654321	Majorations
75654322	Pénalités
7566	Impôts et taxes affectés
75660	Impôts et taxes affectés « hors branches »
756601	Impôts et taxes liés à la consommation
7566011	Taxes et droits sur les alcools et les boissons non alcoolisées
75660111	Art. 402bis du CGI : droits de consommation des produits intermédiaires (16° à 22°)
75660112	Art. 438 du CGI : droits de circulation (vins, cidres, poirés, hydromels)
75660113	Art. 520 A du CGI : droits sur les bières et les eaux
75660114	Art. 403 du CGI : droits de consommation sur les alcools (+ de 22°)
75660115	Cotisations sur les boissons alcooliques
756601151	Art. L. 245-7 du CSS : cotisations sur les boissons alcooliques de plus de 25°
7566012	Taxes sur les tabacs
75660121	Art. 575 A du CGI
75660123	TVA brute collectée par les fournisseurs de tabac
7566013	Cotisations et contributions sur les primes d'assurance automobile
75660131	Art. R. 137-1 du CSS : cotisations visées à l'art. R. 213-1 du code des assurances
75660132	Art. L. 137-6 du CSS
7566015	Taxe sur les contributions à la prévoyance
75660151	Art. L. 137-1 du CSS
756601511	Taxe - Art. L. 137-1 du CSS
756601512	Majorations
756601513	Pénalités
7566016	Taxe sur les conventions d'assurance (art. 991 du CGI)
756602	Impôts, taxes et contributions acquittés par les personnes morales
7566021	Contribution sociale de solidarité des sociétés (CSSS)
7566022	Contribution additionnelle à la CSSS (article L. 245-13 du CSS)
7566023	Contribution pour la cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante
7566024	Taxe sur les véhicules de sociétés (art. 1010 DU CGI)
7566025	Taxe sur les salaires
756603	Impôts et taxes liés à des activités économiques ou professionnelles
7566031	Taxe sur les activités de préparation et de commercialisation de médicaments
75660318	TVA brute collectée par les commerçants de gros en produits pharmaceutiques
7566032	Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) (art. 266 sexies à 266 terdecies du code des douanes)
75661	Impôts et taxes affectés « branche maladie - maternité »
756611	Impôts et taxes liés à la consommation
7566111	Taxes et droits sur les alcools et les boissons non alcoolisées
75661111	Art. 402bis du CGI : droits de consommation des produits intermédiaires (16° à 22°)
75661112	Art. 438 du CGI : droits de circulation (vins, cidres, poirés, hydromels)
75661113	Art. 520 A du CGI : droits sur les bières et les eaux
75661114	Art. 403 du CGI : droits de consommation sur les alcools (+ de 22°)
75661115	Cotisations et taxes sur les boissons alcoolisées
756611151	Art. L 245-7 du CSS - Cotisations sur les boissons alcoolisées à +25°

756611155	TVA brute producteurs de boissons alcoolisées
75661116	Art. 1615bis du CGI : prélèvement sur le droit de consommation sur les alcools affecté au régime des non salariés agricoles
75661117	Taxe sur les prémix
7566112	Taxes sur les tabacs
75661121	Art. 575 A du CGI
75661122	Art. 1609 unvicies du CGI : taxe sur les tabacs fabriqués affectée au régime des non salariés agricoles
75661123	TVA brute collectée par les fournisseurs de tabac
75661124	Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs ART 568 CGI
7566113	Cotisations sur les primes d'assurance automobile
75661131	Art. R. 137-1 du CSS : cotisations visées à l'article R. 213-1 du code des assurances
75661132	Art. L. 137-6 du CSS
7566115	Taxe sur les contributions à la prévoyance
75661151	Art. L. 137-1 du CSS
756611511	Taxe - Art. L. 137-1 du CSS
7566117	Taxes sur les produits alimentaires affectées au régime des non salariés agricoles
75661171	Art. 1618 septies du CGI : taxe sur les farines affectée au au régime des non salariés agricoles
75661172	Art. 1609 vicies du CGI : taxe sur les corps gras alimentaires affectée au régime des non salariés agricoles
756612	Impôts, taxes et contributions acquittés par les personnes morales
7566121	Contribution sociale de solidarité des sociétés (CSSS)
7566122	Contribution additionnelle à la CSSS (article L. 245-13 du CSS)
7566124	Taxe sur les véhicules de société ART 1010 CGI
7566125	Taxe sur les salaires
7566126	Contribution sociale sur les bénéfices ART 235 ter ZC CGI
7566127	Taxe sur les jeux
75661271	Taxes sur les appels téléphoniques Art. L.137-19 du CSS
75661272	Paris hippiques Art. L.137-20 du CSS
75661273	Paris sportifs Art. L.137-21 du CSS
75661274	Jeux de cercle en ligne Art. 137-22 du CSS
756613	Impôts et taxes liés à des activités économiques ou professionnelles
7566131	Taxe sur les activités de préparation et de commercialisation de médicaments
75661311	Contributions grossistes répartiteurs (L. 138-1 CSS)
75661312	Contribution ventes directes (L. 245-6-1 CSS)
75661313	Contributions sur les dépenses publicité (L. 245-1 CSS)
75661314	Contribution à la charge des laboratoires non conventionnés (L. 138-10 CSS)
75661315	Contribution exceptionnelle à la charge des laboratoires pharmaceutiques (article 12-VII LFSS pour 2004)
75661316	Contribution sur la promotion des dispositifs médicaux (L. 245-5-1 CSS)
75661317	Contribution sur le chiffre d'affaires de l'article L. 245-6 du CSS
75661318	TVA brute collectée par les commerçants de gros en produits pharmaceutiques
756614	Contributions diverses
7566146	Contributions sur les attributions d'options de souscription ou d'achat d'actions et sur les attributions d'actions gratuites
75661461	Contribution patronale (art. L.137-13 du CSS)

75661462	Contribution salariale (art. L.137-14 du CSS)
7566147	Contribution 4% forfait social (art. L.137-15 et L.137-16 du CSS)
756618	Excédent ITAF
75662	Impôts et taxes affectés « branche accidents du travail - maladies professionnelles »
756621	Impôts et taxes liés à la consommation
7566211	Taxes et droits sur les alcools et les boissons non alcoolisées
75662111	Art. 402bis du CGI : droits de consommation des produits intermédiaires (16° à 22°)
75662112	Art. 438 du CGI : droits de circulation (vins, cidres, poirés, hydromels)
75662113	Art. 520 A du CGI : droits sur les bières et les eaux
75662114	Art. 403 du CGI : droits de consommation sur les alcools (+ de 22°)
75662115	Cotisations et taxes sur les boissons alcoolisées
756621151	Art. L 245-7 du CSS - Cotisations sur les boissons alcoolisées - CNAMTS
756621155	TVA brute producteurs de boissons alcoolisées
7566212	Taxes sur les tabacs
75662121	Art. 575 A du CGI
75662123	TVA brute collectée par les fournisseurs de tabac
75662124	Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs ART 568 CGI
7566213	Cotisations et contributions sur les primes d'assurance automobile
75662132	Art. L. 137-6 du CSS
7566214	Taxes sur les primes d'assurance agricole
75662141	Art. L. 1203 du CRA
7566215	Taxe sur les contributions à la prévoyance
75662151	Art. L. 137-1 du CSS
756621511	Taxe - Art. L. 137-1 du CSS
756622	Impôts, taxes et contributions acquittés par les personnes morales
7566223	Contribution pour la cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante
7566224	Taxe sur les véhicules de société ART 1010 CGI
7566225	Taxe sur les salaires
7566226	Contribution sociale sur les bénéfices ART 235 ter ZC CGI
756623	Impôts et taxes liés à des activités économiques ou professionnelles
7566231	Taxe sur les activités de préparation et de commercialisation de médicaments
75662318	TVA brute collectée par les commerçants de gros en produits pharmaceutiques
756624	Contributions diverses
7566243	Contribution - Art. 1622 du CGI
75663	Impôts et taxes affectés « branche famille »
756631	Impôts et taxes liés à la consommation
7566311	Taxes et droits sur les alcools et les boissons non alcoolisées
75663111	Art. 402bis du CGI : droits de consommation des produits intermédiaires (16° à 22°)
75663112	Art. 438 du CGI : droits de circulation (vins, cidres, poirés, hydromels)
75663113	Art. 520 A du CGI : droits sur les bières et les eaux
75663114	Art. 403 du CGI : droits de consommation sur les alcools (+ de 22°)
75663115	Cotisations et taxes sur les boissons alcoolisées
756631151	Art. L 245-7 du CSS - Cotisations sur les boissons alcoolisées
756631155	TVA brute producteurs de boissons alcoolisées
7566312	Taxes sur les tabacs

75663121	Art. 575 A du CGI
75663123	TVA brute collectée par les fournisseurs de tabac
75663124	Droit de licence sur la rémunération des débiteurs de tabacs ART 568 CGI
7566313	Cotisations et contributions sur les primes d'assurance automobile
75663132	Art. L. 137-6 du CSS
7566315	Taxe sur les contributions à la prévoyance
75663151	Art. L. 137-1 du CSS
756631511	Taxe - Art. L. 137-1 du CSS
756632	Impôts, taxes et contributions acquittés par les personnes morales
7566324	Taxe sur les véhicules de société ART 1010 CGI
7566325	Taxe sur les salaires
7566326	Contribution sociale sur les bénéfices ART 235 ter ZC CGI
756633	Impôts et taxes liés à des activités économiques ou professionnelles
7566331	Taxe sur les activités de préparation et de commercialisation de médicaments
75663318	TVA brute collectée par les commerçants de gros en produits pharmaceutiques
75664	Impôts et taxes affectés « branche vieillesse »
756641	Impôts et taxes liés à la consommation
7566411	Taxes et droits sur les alcools et les boissons non alcoolisées
75664111	Art. 402bis du CGI : droits de consommation des produits intermédiaires (16° à 22°)
75664112	Art. 438 du CGI : droits de circulation (vins, cidres, poirés, hydromels)
75664113	Art. 520 A du CGI : droits sur les bières et les eaux
75664114	Art. 403 du CGI : droits de consommation sur les alcools (+ de 22°)
75664115	Cotisations et taxes sur les boissons alcoolisées
756641151	Art. L 245-7 du CSS - Cotisations sur les boissons alcoolisées
756641155	TVA brute producteurs de boissons alcoolisées
75664116	Art. 1615bis du CGI : prélèvement sur le droit de consommation sur les alcools affecté au régime des non salariés agricoles
7566412	Taxes sur les tabacs
75664121	Art. 575 A du CGI
75664123	TVA brute collectée par les fournisseurs de tabac
75664124	Droit de licence sur la rémunération des débiteurs de tabacs ART 568 CGI
7566413	Cotisations et contributions sur les primes d'assurance automobile
75664132	Art. L. 137-6 du CSS
7566415	Taxe sur les contributions à la prévoyance
75664151	Art. L. 137-1 du CSS
756641511	Taxe - Art. L. 137-1 du CSS
7566417	Taxes sur les produits alimentaires affectées au régime des non salariés agricoles
75664171	Art. 1618 septies du CGI : taxe sur les farines affectée au régime des non salariés agricoles
75664172	Art. 1609 vicies du CGI : taxe sur les corps gras alimentaires affectée au régime des non salariés agricoles
756642	Impôts, taxes et contributions acquittés par les personnes morales
7566421	Contribution sociale de solidarité des sociétés (CSSS)
7566424	Taxe sur les véhicules de société ART 1010 CGI
7566425	Taxe sur les salaires
7566426	Contribution sociale sur les bénéfices ART 235 ter ZC CGI

756643	Impôts et taxes liés à des activités économiques ou professionnelles
7566431	Taxe sur les activités de préparation et de commercialisation de médicaments
75664318	TVA brute collectée par les commerçants de gros en produits pharmaceutiques
7566433	Droits de plaidoirie
7566434	Redevance sur les hydrocarbures
75664341	Art. 31 du code minier
7566435	Contribution - Art. L. 137-5-1° du CSS
7566436	Contribution tarifaire d'acheminement
756644	Contributions diverses
7566441	Contribution de l'article L. 137-10 du CSS
75664411	Contribution
75664412	Majorations
75664413	Pénalités
7566442	Contribution de l'article L. 137-11 1° du CSS
75664421	Contribution
75664422	Majorations
75664423	Pénalités
7566444	Contribution sur les indemnités versées en cas de mise à la retraite d'un salarié art. L. 137-12 du CSS
75664441	Contribution
75664442	Majorations
75664443	Pénalités
7566445	Pénalité pour les entreprises
75664451	Pénalité pour défaut de production de déclaration relative aux départs en préretraite ou cessation anticipée
75664452	Pénalités au titre de l'article L.138-24
7566448	Autres contributions
75664481	Contributions de l'article L.137-11 II° bis du CSS
756644811	Contributions
756644812	Majorations
756644813	Pénalités
7567	Autres impôts et taxes affectés
75671	Autres impôts et taxes affectés « branche maladie - maternité »
756711	Prélèvement social de 2 % sur les revenus du capital
7567111	Sur le patrimoine
7567112	Sur les placements
756718	Autres impôts et taxes affectés à la sécurité sociale
75672	Autres impôts et taxes affectés « branche accidents du travail - maladies professionnelles »
756728	Autres impôts et taxes affectés à la sécurité sociale
75673	Autres impôts et taxes affectés « branche famille »
756738	Autres impôts et taxes affectés à la sécurité sociale
75674	Autres impôts et taxes affectés « branche vieillesse »
756741	Prélèvement social de 2 % sur les revenus du capital
7567411	Sur le patrimoine

7567412	Sur les placements
756748	Autres impôts et taxes affectés à la sécurité sociale
7568	Autres cotisations et contributions affectées
75680	Autres cotisations et contributions affectées « hors branches »
756803	Contribution de l'article L.310-12-4 du Code des assurances
756804	Contributions exceptionnelles des OC au financement de la mobilisation nationale contre la pandémie grippale
75681	Autres cotisations et contributions affectées « branche maladie - maternité »
756812	Contributions de l'article L.862 4 II-CSS
756814	Contributions exceptionnelles des OC au financement de la mobilisation nationale contre la pandémie grippale
75684	Autres cotisations et contributions affectées « branche vieillesse »
757	Produits techniques
7571	Transferts entre organismes de sécurité sociale et assimilés
75710	Transferts entre organismes de sécurité sociale et assimilés « hors branches »
757106	Transferts divers entre organismes de sécurité sociale
7571068	Autres
75710681	Transferts - FNGA
75711	Transferts entre organismes de sécurité sociale et assimilés « branche maladie - maternité »
757111	Compensations
7571111	Compensation généralisée
75711111	compensations généralisées : acomptes reçus des régimes débiteurs
75711112	compensations généralisées : régularisation définitive
7571112	Compensations bilatérales (assurance maladie)
75711121	Compensations bilatérales : acomptes reçus des régimes débiteurs
757111211	SNCF / CNAMTS
757111212	Gens de mer / CNAMTS
757111213	Régime minier / CNAMTS
757111214	RATP / CNAMTS
757111216	Clercs de notaires / CNAMTS
75711122	compensations bilatérales : régularisation définitive
757111221	SNCF / CNAMTS
757111222	Gens de mer / CNAMTS
757111223	Régime minier / CNAMTS
757111224	RATP / CNAMTS
757111226	Clercs de notaires / CNAMTS
7571114	Compensations internes au sein d'un même régime
7571115	Compensations intégrales
75711151	Compensation RG - CNMSS
75711152	Compensation RG - CAVIMAC
75711153	Compensation RG – Régime agricole
757111531	Salariés
757111532	Non salariés
75711154	Compensation RG - ENIM
75711155	Compensation RG - Régime étudiants

75711156	Compensation RG - CPS St-Pierre et Miquelon
75711157	Compensation RG - BDF et CNAM
75711158	Autres
7571116	Compensations partielles
7571118	Autres compensations entre organismes
757113	Transferts : prises en charge de cotisations
7571131	Prises en charge de cotisations par les régimes d'assurance maladie
7571132	Prises en charge de cotisations non assises sur un revenu spécifique
757114	Transferts : prises en charge de prestations
7571142	Prise en charge de prestations par la CNAF
75711422	Congés de paternité
7571144	Prise en charge de prestations par la CNSA
757115	Transferts : contributions diverses
7571155	Contributions versées à la CNSA
757116	Transferts divers entre organismes de sécurité sociale
7571161	Participations divers régimes - déficit étudiants
7571162	Remboursement dépenses connexes - activité médicale
7571164	Versement DGH Mayotte
7571165	Participations dépenses du FIQCS
7571166	Participations dépenses du FAC
7571168	Autres
75711681	Transferts - FNGA maladie - maternité
757118	Autres transferts
75712	Transferts entre organismes de sécurité sociale et assimilés « branche accidents du travail - maladies professionnelles »
757121	Compensations
7571215	Compensations intégrales
75712154	Compensation RG - ENIM
75712156	Compensation RG - CPS St-Pierre et Miquelon
75712157	Compensation RG - BDF et CNAM
75712158	Autres
7571216	Compensation AT - Salariés agricoles
7571217	Compensation risque AT - Mines
7571218	Autres compensations entre organismes
757123	Transferts : prises en charge de cotisations
757124	Transferts : prises en charge de prestations
7571243	Transferts : prises en charge de prestations par divers régimes
75712431	Contributions CNAMTS au FCAT
75712432	Contributions CCMSA au FCATA
7571244	Prise en charge de prestations par la CNSA
757125	Transferts : contributions diverses
7571255	Contributions versées à la CNSA
757126	Transferts divers entre organismes de sécurité sociale
7571262	Remboursement dépenses connexes - activité médicale
7571265	Participations dépenses du FIQCS



7571267	Contribution au financement des travailleuses familiales
7571268	Autres
75712681	Transferts - FNGA accidents du travail - maladies professionnelles
757128	Autres transferts
75713	Transferts entre organismes de sécurité sociale et assimilés « branche famille »
757131	Compensations
7571315	Compensations intégrales
75713153	Compensation RG – Régime agricole
757131531	Salariés
757131532	Non salariés
7571318	Autres compensations entre organismes
757133	Transferts : prises en charge de cotisations
757134	Transferts : prises en charge de prestations
7571344	Prise en charge de prestations par la CNSA
757135	Transferts : contributions diverses
7571355	Contributions versées à la CNSA
757136	Transferts divers entre organismes de sécurité sociale
7571363	Remboursement de prestations dans les DOM
7571367	Contribution au financement des travailleuses familiales
7571368	Autres
75713681	Transferts - FNGA famille
757138	Autres transferts
75714	Transferts entre organismes de sécurité sociale et assimilés « branche vieillesse »
757141	Compensations
7571411	Compensation généralisée
75714111	compensations généralisées : acomptes reçus des régimes débiteurs
75714112	compensations généralisées : régularisation définitive
7571413	Compensation spécifique entre régimes spéciaux pour le risque vieillesse
75714131	Compensation spécifique : acomptes reçus des régimes
75714132	Compensation spécifique : régularisation définitive débiteurs
7571414	Compensations internes au sein d'un même régime
7571415	Compensations intégrales
75714152	Compensation RG - CAVIMAC
75714153	Compensation RG – Régime agricole
757141531	Salariés
757141532	Non salariés
75714154	Compensation RG - ENIM
7571416	Compensations partielles
75714161	Produits de cotisations - CAMR
757141611	par la CNAVTS
757141612	par la CARCEPT
757143	Transferts : prises en charge de cotisations
7571432	Prises en charge de cotisations non assises sur un revenu spécifique
75714321	AVPF
75714322	Reversement de cotisations (CP - Côte d'Ivoire)

7571433	Prises en charge de cotisations par le FSV
75714331	Au titre du volontariat civil
757143311	Exercice courant
757143312	Régularisations - Exercices précédents
75714332	Au titre du chômage
757143321	Régimes de base
7571433211	Exercice courant
7571433212	Régularisations - Exercices précédents
757143322	Régimes complémentaires
7571433221	Exercice courant
7571433222	Régularisations - Exercices précédents
75714333	Au titre des anciens combattants
757143331	Exercice courant
757143332	Régularisations - Exercices précédents
75714334	Au titre des revenus de remplacement (accords - Art. L. 352-3 du CT)
757143341	Exercice courant
757143342	Régularisations - Exercices précédents
75714335	Au titre des périodes mentionnées au 1° de l'article L.351-3 du CSS
757143351	Exercice courant
757143352	Régularisations - Exercices précédents
757144	Transferts : prises en charge de prestations
7571441	Prises en charge de prestations par le FSV
75714411	Au titre du minimum vieillesse
757144111	AVTS / AVTNS allocation L. 643-1 CSS et art. 1110 CRA
7571441111	Exercice courant
7571441112	Régularisations - Exercices précédents
757144112	Majoration art. L. 814-2
7571441121	Exercice courant
7571441122	Régularisations - Exercices précédents
757144113	Allocation spéciale SASPA
7571441131	Exercice courant
7571441132	Régularisations - Exercices précédents
757144114	Allocation vieillesse supplémentaire L. 815-2 ancien
7571441141	Exercice courant
7571441142	Régularisations - Exercices précédents
757144115	AVRA
7571441151	Exercice courant
7571441152	Régularisations - Exercices précédents
757144116	AC - AFN
7571441162	Régularisations - Exercices précédents
757144117	Allocation mère de famille
7571441171	Exercice courant
7571441172	Régularisations - Exercices précédents
75714412	Au titre des majorations de pensions
757144121	Majoration pour enfants

7571441211	Exercice courant
7571441212	Régularisations - Exercices précédents
757144122	Majoration pour conjoint à charge
7571441221	Exercice courant
7571441222	Régularisations - Exercices précédents
75714413	Au titre de l'action sociale
757144131	Action sociale du SASPA
7571441311	Exercice courant
7571441312	Régularisations - Exercices précédents
75714414	Allocation de solidarité aux personnes âgées (Art.L.815-1 et suivants du CSS)
757144141	Exercice courant
757144142	Régularisations - Exercices précédents
7571442	Prise en charge de prestations par la CNAF
75714421	Majorations pour enfants
7571444	Prise en charge de prestations par la CNSA
757145	Transferts : contributions diverses
7571455	Contributions versées à la CNSA
757146	Transferts divers entre organismes de sécurité sociale
7571468	Autres
75714681	Transferts - FNGA vieillesse
757147	Transferts spécifiques à certains régimes
7571471	Transferts - CNIEG
75714711	Rente garantie - Droits propres
75714712	Rente garantie - Droits propres - Majoration pour enfants
75714713	Rente garantie - Droits dérivés
75714714	Rente garantie - Droits dérivés - Majoration pour enfants
75714715	Flux - Droits propres
75714716	Flux - Droits propres - Majoration pour enfants
7571472	Contribution de l'article 56-I-3° de la LFSS pour 2005
7571473	Transferts CNRACL – Article 59 de la loi 2009-1673 du 30 décembre 2009
75714731	Reversements de cotisations
757147311	Exercice courant
757147312	Régularisations – Exercices précédents
75714732	Remboursements de prestations
757147321	Exercice courant
757147322	Régularisations – Exercices précédents
75714733	Ajustement de la compensation
757147331	Exercice courant
757147332	Régularisations – Exercices précédents
757148	Autres transferts
7572	Contributions publiques
75721	Contributions publiques « maladie - maternité »
757211	Remboursements de cotisations
757212	Remboursements de prestations
7572128	Autres

757213	Subventions d'équilibre
757214	Participations
7572141	Participation - prestations de service
757215	Subventions
757218	Autres contributions publiques
7572181	GIG
7572182	Contribution de la CNSA (article 12-I-2° de la loi n° 2004-626 du 30/06/04)
7572184	Contribution des régimes à la CNSA
7572188	Divers
75722	Contributions publiques « accidents du travail - maladies professionnelles »
757221	Remboursements de cotisations
757222	Remboursements de prestations
757223	Subventions d'équilibre
757224	Participations
7572241	Participation - prestations de service
757225	Subventions
757228	Autres contributions publiques
7572282	Contribution de la CNSA
7572284	Contribution des régimes à la CNSA
7572288	Divers
75723	Contributions publiques « famille »
757232	Remboursements de prestations
7572322	Remboursement de l'AAH
7572323	Remboursement de l'API
7572328	Autres
757234	Participations
7572341	Participation - prestations de service
757235	Subventions
757238	Autres contributions publiques
7572382	Contribution de la CNSA
7572384	Contribution des régimes à la CNSA
75724	Contributions publiques « vieillesse »
757241	Remboursements de cotisations
7572411	Versements rétroactifs
7572418	Autres remboursements
757242	Remboursements de prestations
7572428	Autres
757243	Subventions d'équilibre
7572431	Subventions d'équilibre versée par l'Etat
757244	Participations
7572441	Participation - prestations de service
757245	Subventions
757248	Autres contributions publiques

7572482	Contribution de la CNSA
7572484	Contribution des régimes à la CNSA
7572488	Divers
75726	Contributions publiques « invalidité »
757262	Remboursements de prestations
7572624	Allocation supplémentaire d'invalidité du FSI
757268	Autres contributions publiques
7572681	GIG
7572688	Divers
7574	Contributions spécifiques à des entités publiques autres que l'Etat
75741	Dotations
75742	Contribution solidarité autonomie (article 11-1° de la loi n° 2004-626 du 30/06/04)
75743	Subventions
7575	Autres contributions
75751	Contributions équivalentes aux droits de plaidoirie
7578	Contributions diverses
75781	Contributions diverses « branche maladie - maternité »
757818	Autres contributions diverses
75783	Contributions diverses « branche famille »
757831	Prestations familiales Etat - Régularisations
75784	Contributions diverses « branche vieillesse »
757848	Autres contributions diverses
758	Divers produits techniques
7581	Dotations de gestion technique
7582	Contributions de gestion technique
7583	Subventions de gestion technique
7584	Recours contre tiers
75841	Recours contre tiers « maladie - maternité »
75842	Recours contre tiers « accidents du travail - maladies professionnelles »
75843	Recours contre tiers « famille »
75844	Recours contre tiers « vieillesse »
75845	Recours contre tiers « veuvage »
75846	Recours contre tiers « invalidité »
75847	Recours contre tiers « décès »
7585	Produits techniques pour l'annulation d'ordres de dépenses des exercices antérieurs
7586	Prestations indues à récupérer
75861	Prestations indues à récupérer « maladie - maternité »
758611	Principales
7586111	Dépenses soins de ville
7586112	Dépenses établissements de santé tarifés à l'activité
75861121	ODMCO
758611211	Public
758611212	Privé
75861122	MIGAC
758611221	Public

758611222	Privé
7586113	Dépenses relatives aux établissements de santé
75861131	OQN (Privé)
75861132	ODAM (Public)
75861138	Autres
7586114	Contribution de l'assurance maladie aux dépenses pour personnes âgées
7586115	Contribution de l'assurance maladie aux dépenses pour personnes handicapées
7586118	Dépenses relatives aux autres modes de prise en charge
758612	Majorations
758618	Autres
75862	Prestations indues à récupérer « accidents du travail - maladies professionnelles »
758621	Principales
7586211	Dépenses soins de ville
7586212	Dépenses établissements de santé tarifés à l'activité
75862121	ODMCO
758621211	Public
758621212	Privé
75862122	MIGAC
758621221	Public
758621222	Privé
7586213	Autres dépenses relatives aux établissements de santé
75862131	OQN (Privé)
75862132	ODAM (Public)
75862138	Autres
7586214	Contribution de l'assurance maladie aux dépenses pour personnes âgées
7586215	Contribution de l'assurance maladie aux dépenses pour personnes handicapées
7586218	Dépenses relatives aux autres modes de prise en charge
758622	Majorations
758628	Autres
75863	Prestations indues à récupérer « famille »
75864	Prestations indues à récupérer « vieillesse »
75865	Prestations indues à récupérer « veuvage »
75866	Prestations indues à récupérer « invalidité »
75867	Prestations indues à récupérer « décès »
7587	Autres produits techniques
75871	Remise conventionnelle (entreprises pharmaceutiques)
758711	Remises au titre de l'article L.162-18
758712	Remises au titre de l'article L.162-16-5-1
758713	Remise au titre de l'article L.165-4
75872	Pénalités (entreprises de médicaments)
758721	Pénalités de l'article L. 162-17-4 du CSS
758722	Pénalités de l'article L. 162-17-7 du CSS
758723	Pénalités au titre de l'article L.162-17-2-1
758724	Pénalités au titre de l'article L.165-5 du CSS
75873	Récupérations sur successions

7588	Divers autres produits techniques
75880	Divers autres produits techniques « hors branches »
758807	Produits techniques ACOSS
75881	Divers autres produits techniques « maladie - maternité »
758811	Frais de poursuite et de contentieux
758813	Frais de gestion FSI
758815	Frais de gestion - IJ Congés paternité
758816	Pénalités et sanctions
758818	Divers
75882	Divers autres produits techniques « accidents du travail - maladies professionnelles »
758821	Frais de poursuite et de contentieux
758826	Pénalités et sanctions
758828	Divers
75883	Divers autres produits techniques « famille »
758831	Frais de poursuite et de contentieux
758834	Frais de gestion - Branche famille
758836	Pénalités et sanctions (Art. L. 114-17 du CSS)
758838	Divers
75884	Divers autres produits techniques « vieillesse »
758841	Frais de poursuite et de contentieux
758842	Remises et frais de gestion - FSV
758843	Frais de gestion FSI
758844	Remises et frais de gestion FSV art L815-1
758846	Pénalités et sanctions (Art. L. 114-17 du CSS)
758847	Frais de gestion RSTA
758848	Divers
75885	Divers autres produits techniques « veuvage »
758851	Frais de poursuite et de contentieux
758858	Divers
75886	Divers autres produits techniques « invalidité »
758861	Frais de poursuite et de contentieux
758863	Frais de gestion FSI
758868	Divers
75887	Divers autres produits techniques « décès »
758878	Divers
75889	Divers autres produits techniques « vieillesse plafonnée »
76	PRODUITS FINANCIERS
761	Produits de participations
7611	Revenus des titres de participation
7616	Revenus sur autres formes de participation
7617	Revenus des créances rattachées à des participations
762	Produits des autres immobilisations financières
7621	Revenus des titres immobilisés
7626	Revenus des prêts
7627	Revenus des créances immobilisées

763	Revenus des autres créances
7631	Revenus des créances commerciales
7638	Revenus des créances diverses
764	Revenus des valeurs mobilières de placement
765	Escomptes obtenus
766	Gains de change
767	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement
768	Autres produits financiers
77	<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>
771	Produits exceptionnels sur opérations de gestion courante
7711	Dédits et pénalités perçus sur achats et sur ventes
7712	Condamnations pécuniaires prononcées par le juge des comptes
7713	Libéralités reçues
7714	Rentrées sur créances amorties
7715	Subventions d'équilibre
7716	Recouvrement sur créances irrécouvrables
7717	Dégrèvements d'impôts autres qu'impôts sur les bénéfices
7718	Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion courante
* 77181	Intérêts issus d'arrêtés de débits
77182	Produits exceptionnels provenant de l'annulation d'ordres de dépenses des exercices antérieurs
77183	Produits exceptionnels sur titres immobilisés
77187	Divers produits sur opérations de gestion courante
774	Produits exceptionnels sur opérations de gestion technique
7741	Recouvrement sur créances irrécouvrables
7748	Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion technique
775	Produits des cessions d'éléments d'actif
7751	Immobilisations incorporelles
7752	Immobilisations corporelles
7756	Immobilisations financières
7758	Autres éléments d'actif
* 776	Produits issus de la neutralisation des amortissements
777	Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice
778	Autres produits exceptionnels
78	<b>REPRISES SUR AMORTISSEMENTS DEPRECIATIONS ET PROVISIONS</b>
781	Reprises sur amortissements dépréciations et provisions - Produits de gestion courante et de gestion technique
7811	Reprises sur amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles
78111	Immobilisations incorporelles
78112	Immobilisations corporelles
7814	Reprises sur provisions pour charges techniques
78141	Reprises sur provisions pour prestations sociales « maladie - maternité »
781411	Pour prestations légales
7814111	pour prestations maladie
7814112	pour prestations « maternité »
781412	Pour prestations extralégales



781413	Pour actions de prévention
781414	Pour prestations spécifiques
781418	Reprises sur provisions pour autres charges techniques
78142	Reprises sur provisions pour prestations sociales « accidents du travail - maladies professionnelles »
781421	Pour prestations légales
781422	Pour prestations extralégales
781423	Pour actions de prévention
781424	Pour prestations spécifiques
781428	Reprises sur provisions pour autres charges techniques
78143	Reprises sur provisions pour prestations sociales « famille »
781431	Pour prestations légales
781432	Pour prestations extralégales
781434	Pour prestations spécifiques
781438	Reprises sur provisions pour autres charges techniques
78144	Reprises sur provisions pour prestations sociales « vieillesse »
781441	Pour prestations légales
781442	Pour prestations extralégales
781444	Pour prestations spécifiques
781448	Reprises sur provisions pour autres charges techniques
78145	Reprises sur provisions pour prestations sociales « veuvage »
781451	Pour prestations légales
78146	Reprises sur provisions pour prestations sociales « invalidité »
781461	Pour prestations légales
781462	Pour prestations extralégales
781464	Pour prestations spécifiques
781468	Reprises sur provisions pour autres charges techniques
78147	Reprises sur provisions pour prestations sociales « décès »
781471	Pour prestations légales
781472	Pour prestations extralégales
781474	Pour prestations spécifiques
781478	Reprises sur provisions pour autres charges techniques
78149	Reprises sur provisions pour prestations sociales « vieillesse plafonnées »
781498	Reprises sur provisions pour autres charges techniques
7815	Reprises sur provisions pour risques et charges courantes
7816	Reprises sur dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles
78161	Immobilisations incorporelles
78162	Immobilisations corporelles
7817	Reprises sur dépréciations des actifs circulants
78170	Reprises sur dépréciations des actifs circulants « hors branches »
781703	Stocks et en-cours
781704	Créances
7817041	Créances sur clients
7817047	Créances diverses
78171	Reprises sur dépréciations des actifs circulants « maladie - maternité »

781713	Stocks et en-cours
781714	Créances
7817141	Créances sur clients
7817144	Créances sur cotisations « maladie - maternité »
7817145	Créances sur prestations et allocations indues à récupérer « maladie - maternité »
78171451	Créances sur indus – Cas général
78171457	Créances sur indus frauduleux
7817146	Créances sur recours contre les tiers et les employeurs
7817147	Créances diverses
78172	Reprises sur dépréciations des actifs circulants « accidents du travail - maladies professionnelles »
781723	Stocks et en-cours
781724	Créances
7817241	Créances sur clients
7817244	Créances sur cotisations « accidents du travail - maladies professionnelles »
7817245	Créances sur prestations et allocations indues à récupérer « accidents du travail - maladies professionnelles »
78172451	Créances sur indus – Cas général
78172457	Créances sur indus frauduleux
7817246	Créances sur recours contre les tiers et les employeurs
7817247	Créances diverses
78173	Reprises sur dépréciations des actifs circulants « famille »
781733	Stocks et en-cours
781734	Créances
7817341	Créances sur clients
7817344	Créances sur cotisations « famille »
7817345	Créances sur prestations et allocations indues à récupérer « famille »
78173451	Créances sur indus – Cas général
78173457	Créances sur indus frauduleux
7817346	Créances sur recours contre les tiers et les employeurs
7817347	Créances diverses
78174	Reprises sur dépréciations des actifs circulants « vieillesse »
781743	Stocks et en-cours
781744	Créances
7817441	Créances sur clients
7817444	Créances sur cotisations « vieillesse »
7817445	Créances sur prestations et allocations indues à récupérer « vieillesse »
78174451	Créances sur indus – Cas général
78174457	Créances sur indus frauduleux
7817446	Créances sur recours contre les tiers et les employeurs
7817447	Créances diverses
78175	Reprises sur dépréciations des actifs circulants « veuvage »
781754	Créances
7817544	Créances sur cotisations « veuvage »
7817545	Créances sur prestations et allocations indues à récupérer « veuvage »
78175451	Créances sur indus – Cas général

78175457	Créances sur indus frauduleux
7817546	Créances sur recours contre les tiers et les employeurs
78176	Reprises sur dépréciations des actifs circulants « invalidité »
781764	Créances
7817641	Créances sur clients
7817644	Créances sur cotisations « invalidité »
7817645	Créances sur prestations et allocations indues à récupérer « invalidité »
78176451	Créances sur indus – Cas général
78176457	Créances sur indus frauduleux
7817646	Créances sur recours contre les tiers et les employeurs
7817647	Créances diverses
78177	Reprises sur dépréciations des actifs circulants « décès »
781774	Créances
7817744	Créances sur cotisations « décès »
7817745	Créances sur prestations et allocations indues à récupérer « décès »
78177451	Créances sur indus – Cas général
78177457	Créances sur indus frauduleux
7817746	Créances sur recours contre les tiers et les employeurs
7817747	Créances diverses
78179	Reprises sur dépréciations des actifs circulants « vieillesse (dans la limite d'un plafond ou d'un forfait) »
781794	Créances
7817944	Créances sur cotisations « vieillesse (dans la limite d'un plafond ou d'un forfait) »
786	Reprises sur dépréciations et provisions - Produits financiers
7865	Reprises sur provisions financières
7866	Reprises sur dépréciations des éléments financiers
78662	Immobilisations financières
78665	Valeurs mobilières de placements
787	Reprises sur dépréciations et provisions - Produits exceptionnels
7872	Reprises sur provisions réglementées (immobilisations)
78725	Amortissements dérogatoires
78726	Provision spéciale de réévaluation
7873	Reprises sur provisions réglementées (stocks)
7874	Reprises sur autres provisions réglementées
7875	Reprises sur provisions exceptionnelles
7876	Reprises sur dépréciations exceptionnelles
79	TRANSFERTS DE CHARGES
791	Transferts de charges d'exploitation
796	Transferts de charges financières
797	Transferts de charges exceptionnelles

Classe 8. - *Comptes spéciaux*

80	ENGAGEMENTS HORS BILAN
801	Engagements donnés par l'organisme
8011	Avals, cautions, garanties
8016	Redevances crédit-bail restant à courir
80161	Crédit-bail mobilier
80165	Crédit-bail immobilier
8018	Autres engagements donnés
802	Engagements reçus par l'organisme
8021	Avals, cautions, garanties
8026	Engagements reçus pour utilisation en crédit-bail
80261	Crédit-bail mobilier
80265	Crédit-bail immobilier
8028	Autres engagements reçus
803	Autorisations d'engagement
804	Engagements juridiques
805	Crédits de paiement
806	Engagements comptables annuels
807	Mandatements
809	Contrepartie des engagements
8091	Contrepartie des engagements donnés par l'organisme
8092	Contrepartie des engagements reçus par l'organisme
81	Comptes spécifiques aux organismes de sécurité sociale
82	Comptes spécifiques aux organismes de sécurité sociale
83	Comptes spécifiques aux organismes de sécurité sociale
84	Comptes spécifiques aux organismes de sécurité sociale
85	Comptes spécifiques aux organismes de sécurité sociale
86	VALEURS INACTIVES
861	Comptes de position : titres et valeurs en portefeuille
862	Comptes de position : titres et valeurs chez les correspondants ou régisseurs
863	Comptes de prise en charge
88	RÉSULTAT EN INSTANCE D'AFFECTATION (facultatif)
89	BILAN (facultatif)
890	Bilan d'ouverture
891	Bilan de clôture
9999	Cotisations supplétives des employeurs (compte spécifique aux régimes spéciaux d'entreprise)

### 3.2. Contenu et fonctionnement des comptes

Dans le présent chapitre, la convention typographique suivante est appliquée:

- Dispositions du Plan comptable général, version consolidée de décembre 2007 (PCG) : caractères droits entre guillemets. Les caractères [...] sont insérés dans le texte du PCG lors de la suppression de dispositions ne trouvant par nature pas d'application dans les organismes de sécurité sociale (quotas d'émission de gaz par exemple)
- Dispositions et précisions spécifiques à la sécurité sociale : texte en italique

## **CLASSE 1 - Comptes de capitaux**

Article 434-1 du PCG

"Les comptes de la classe 1 regroupent :

- les capitaux propres [...]

Au sein des capitaux propres, la situation nette est établie après affectation du résultat de l'exercice. Elle exclut les subventions d'investissement et les provisions réglementées ;

- les autres fonds propres qui comprennent le montant des émissions de titres participatifs, les avances conditionnées et les droits du concédant ;
- les provisions ;
- les emprunts et dettes assimilées ;
- les dettes rattachées à des participations ;
- les comptes de liaison des établissements et sociétés en participation."

*Dans les organismes de sécurité sociale, le montant des capitaux propres correspond à la somme algébrique :*

- 1 - des dotations : dotation initiale et compléments de dotation, dons et legs en capital, affectation ;*
- 2 - des résultats excédentaires ; réserves, report à nouveau créditeur, excédent de l'exercice ;*
- 3 - des pertes : report à nouveau débiteur, perte de l'exercice ;*
- 4 - des subventions d'investissement reçues ;*
- 5 - des écarts de réévaluation ;*
- 6 - des provisions réglementées.*

### **10 - Dotation et réserves**

#### **102 - Dotation – apport**

*Le compte 102 constate la contrepartie de l'intégration des immobilisations ou, éventuellement, des valeurs mobilières reçues par un organisme de sécurité sociale pour lui permettre d'assurer ses missions de solidarité nationale.*

#### **1021 - Dotation**

*Le compte 1021 est crédité du montant de la contrepartie des biens patrimoniaux qu'un organisme a reçu, lors de sa création, à titre de première dotation, par le débit des comptes intéressés :*

- de la classe 2, lorsqu'il s'agit d'immobilisations ;*
- ou de la classe 5, lorsqu'il s'agit de valeurs mobilières de placement.*

## **1022 - Compléments de dotation (État)**

*Le compte 1022 enregistre les subventions reçues de l'État ayant le caractère de complément de dotation, lorsque ce caractère a été précisé de façon formelle par l'autorité qui les a versées.*

*A défaut d'une telle qualification, sont assimilées à des compléments de dotation, les subventions d'investissement non affectées destinées à financer globalement les dépenses d'investissement d'un organisme.*

*Par contre, les subventions d'investissement reçues, destinées à l'acquisition de biens nettement individualisés, sont imputées aux subdivisions concernées du compte 13 - Subventions d'investissement, et font l'objet d'une reprise dans le résultat.*

*Le compte 1022 est crédité par le débit du compte 4411 - Entités publiques : subventions d'investissement à recevoir.*

## **1023 - Complément de dotation (entités publiques autres que l'État)**

*Le compte 1023 constate les subventions d'investissement reçues d'entités publiques autres que l'État, et répondant aux mêmes critères que ceux définis au compte 1022.*

## **1025 - Dons et legs en capital**

*Le compte 1025 enregistre les dons et legs en immobilisations physiques ou financières ainsi que les dons et legs en espèces affectés à des opérations d'investissement ou à employer en achats de valeurs.*

*Le compte 1025 est crédité :*

- du montant des dons et legs en nature, par le débit du compte intéressé de la classe 2 ou du compte 50 - Valeurs mobilières de placement ;*
- du montant des dons et legs en espèces affectés à des opérations d'investissement ou à employer en achats de valeurs, par le débit du compte financier intéressé.*

*A la fin de l'affectation, au retour des biens, le compte 1025 est débité par le crédit du compte 775.*

## **1026 - Dotations provenant de subventions d'investissement versées par d'autres organismes de sécurité sociale**

*Le compte 1026 enregistre les subventions non affectées accordées par des organismes de sécurité sociale à d'autres organismes pour financer globalement leurs dépenses d'investissement.*

## **1027 - Droits de l'affectant (chez l'organisme bénéficiaire)**

*Le compte 1027 retrace la contrepartie nette des biens reçus en affectation par un organisme de sécurité sociale.*

*Le compte 1027 est crédité de la valeur brute des immobilisations, par le débit des subdivisions intéressées du compte 22 - Immobilisations mises en concession; il est débité du montant des amortissements et des emprunts éventuellement transférés par le crédit des comptes 28 et 16.*

*Le compte 1027 représente ainsi la contrepartie nette des éléments d'actif et de passif reçus en affectation.*

*A la fin de l'affectation, au retour des biens, le compte 1027 est débité par le crédit du compte 775.*

*D'une manière générale, les biens reçus en affectation sont amortis par l'organisme bénéficiaire. Toutefois, lorsque ce dernier a le statut d'établissement public national et lorsqu'il est expressément précisé que la charge de renouvellement incombe aux propriétaires des dits biens, les dispositions spécifiques de neutralisation des amortissements prévus par l'instruction M 9-1 relative à la réglementation financière et comptable des établissements publics nationaux à caractère administratif s'appliquent.*

## **103 - Biens remis en pleine propriété aux organismes**

*Le compte 103 retrace les moyens généraux remis à l'organisme en pleine propriété pour assurer sa mission, soit sous la forme de subventions en espèces, soit sous la forme de dons et legs.*

### **1031 - Fonds propres**

*Le compte 1031 retrace les fonds versés à l'organisme par caisse ou banque ou exceptionnellement par remise de valeurs mobilières de placement, dans le cadre de la dotation initiale effectuée par l'État.*

### **1032 - Autres compléments de dotation - État**

*Le compte 1032 retrace les subventions en espèces de l'État ayant le caractère de subventions d'investissement non renouvelables accordées comme mises de fonds initiales pour l'acquisition ou la création de biens dont la charge de renouvellement incombe de ce fait à l'organisme et qui doivent normalement être considérées comme des apports en capital à maintenir durablement au bilan. Dans le cas où il serait prévu, lors de l'acquisition, que l'immobilisation ne sera pas remplacée (exemple : équipement spécifique à une opération), les subventions sont imputables au compte 13.*

*Le compte 1032 est crédité pour le montant des subventions d'investissement en espèces ayant le caractère de complément de dotations reçues par le débit du compte 441 - Entités publiques : subventions et contributions à recevoir ou à verser. Il est débité par le crédit du compte 441 pour le montant des subventions en espèces ayant le caractère de complément de dotation à reverser. Les comptes de tiers sont soldés par les comptes d'actif concernés.*

### **1033 - Autres compléments de dotation - autres organismes**

*Le compte 1033 retrace les subventions en espèces des entités autres que l'État, ayant le caractère de subventions d'investissement non renouvelables accordées comme mises de fonds initiales pour l'acquisition ou la création de biens dont la charge de renouvellement incombe de ce fait à l'organisme et qui doivent normalement être considérées comme des apports en capital à maintenir durablement au bilan. Dans le cas où il serait prévu, lors de l'acquisition, que l'immobilisation ne sera pas remplacée (exemple : équipement spécifique à une opération), les subventions sont imputables au compte 13.*

*Le compte 1033 est crédité pour le montant des subventions d'investissement en espèces ayant le caractère de complément de dotations reçues par le débit du compte 441 - Entités publiques : subventions et contributions à recevoir ou à verser. Il est débité par le crédit du compte 441 pour le montant des subventions en espèces ayant le caractère de complément de dotation à reverser. Les comptes de tiers sont soldés par les comptes d'actif concernés.*

### **1034 – Dotation d'apurement**

*Le compte 1034 retrace l'opération de couverture des déficits par la Caisse d'amortissement de la dette sociale (CADES) constatés sur les années précédentes. Ce compte vise à apurer l'antériorité sans impacter le résultat des organismes bénéficiaires.*

*Ce compte de dotation est soldé sur le même exercice, par le report à nouveau. Les opérations effectuées au sein du compte 1034 font l'objet d'une information précise et documentée dans l'annexe.*

### **1035 - Dons et legs en capital**

*Sont retracés au compte 1035 les dons et legs en nature ainsi que les dons et legs en espèces affectés à des opérations d'investissement ou à employer en achats de valeurs.*

*Le compte 1035 est crédité du montant des dons et legs en nature par le débit du compte de classe 2 intéressé ou exceptionnellement par le débit du compte 50 - Valeurs mobilières de placement.*

*Le compte 1035 est crédité du montant des dons et legs en espèces affectés à des opérations d'investissement ou à employer en achats de valeurs, par le débit du compte financier intéressé.*

*A la fin de l'affectation, au retour des biens, le compte 1035 est débité par le crédit du compte 775.1036 – **Autres compléments de dotations non encore affectées***

*Le compte 1036 enregistre les dotations accordées à des organismes de sécurité sociale en attente d'affectation comptable par une entité autre que l'Etat et un organisme de Sécurité sociale.*



## **105 - Écarts de réévaluation**

*Le compte 105 enregistre les écarts constatés à l'occasion d'opérations de réévaluation. Le compte 105 est ouvert sur autorisation expresse du ministère de tutelle.*

## **106 - Réserves**

Article 441-10 du PCG :

"Les réserves à inscrire au compte 106 « Réserves » sont des bénéfices affectés durablement à l'entité jusqu'à décision contraire des organes compétents. Ce compte est crédité, lors de l'affectation des bénéfices, des montants destinés :

- à la réserve légale ;
- aux réserves indisponibles, par exemple : réserves pour actions propres et parts propres ;
- aux réserves statutaires ou contractuelles ;
- aux réserves réglementées, telles que plus-values nettes à long terme, réserves consécutives à l'octroi de subventions d'investissement ;
- aux autres réserves qui comprennent notamment les réserves de propre assureur.

Le compte 106 est débité des prélèvements sur les réserves concernées pour les incorporer au capital, les distribuer aux associés et amortir les pertes."

## **1063 - Réserves réglementaires**

*Le compte 1063 est utilisé dès lors qu'une disposition, législative ou réglementaire, impose une obligation particulière en matière d'affectation des résultats. Ainsi en est-il notamment du fonds de réserve de l'assurance maladie institué par l'article R. 251-4 du C.S.S. (compte 10631), du fonds de réserve de la branche famille (compte 10632), institué par l'article 23 de la LFSS pour 2001 concernant le fonds d'investissement pour le développement des structures d'accueil de la petite enfance (106321), des réserves des CMSA prévues par l'article 2 du décret n° 71-550 du 21 juin 1971 modifié (compte 10633) ou des réserves spécifiques aux organismes de non salariés vieillesse (compte 10634 et 10635).*

## **1068 - Autres réserves**

*Les réserves à inscrire au compte 1068 sont des résultats excédentaires affectés durablement à l'organisme par décision du conseil d'administration ou de l'assemblée générale.*

### **10681 - Réserves de propre assureur**

*Le compte 10681 est réservé aux organismes de sécurité sociale ayant le statut d'établissements publics administratifs. La réserve de propre assureur est destinée à couvrir la part de risque non couverte par une assurance lorsque ce risque n'est pas rattachable aux exercices clos. Lorsque le risque est rattachable aux exercices clos, la part de risques, non couverts par une assurance, est portée en provisions au compte 1518 - Autres provisions pour risques.*

### **10682 - Réserves facultatives**

*Le compte 10682 enregistre la part des excédents affectés en réserve par le conseil d'administration ou l'assemblée générale. Il est crédité par le débit de la subdivision intéressée du compte 11 - Report à nouveau ou du compte 12 - Résultat de l'exercice. Il est débité, le cas échéant, des prélèvements effectués pour l'apurement des déficits.*

## 10688 - Réserves diverses

*Le compte 10688 est utilisé pour retracer des réserves particulières, propres à certains régimes ou organismes de sécurité sociale.*

### 11 - Report à nouveau

Article 441-11 du PCG:

"Le compte 11 « Report à nouveau » peut être subdivisé afin de distinguer le report à nouveau bénéficiaire au compte 110 « Report à nouveau (solde créditeur) » et le report à nouveau déficitaire au compte 119 « Report à nouveau (solde débiteur) ». [...]"

*Les comptes 110 et 119 sont, respectivement crédités ou débités à leur subdivision intéressée, par le débit ou le crédit des comptes 120 - Résultat de l'exercice - solde créditeur ou 129 - Résultat de l'exercice - solde débiteur.*

### 12 - Résultat de l'exercice

Article 441-12 du PCG:

"Le compte 12 « Résultat de l'exercice » enregistre pour solde les comptes de charges et les comptes de produits de l'exercice.

Le solde créditeur du compte 12 représente un bénéfice, les produits étant supérieurs aux charges. Le solde débiteur du compte 12 représente une perte, les charges étant supérieures aux produits.

Le compte 12 est soldé après décision d'affectation du résultat. Dans les sociétés, les montants non distribués et non affectés à un compte de réserves sont virés au compte 11 « Report à nouveau » : au compte 110, en cas de report bénéficiaire, et au compte 119, en cas de report déficitaire, si ces comptes sont ouverts. A l'ouverture des comptes de l'exercice suivant, les entités ont la possibilité d'utiliser un compte spécial 88 « Résultat en instance d'affectation ». [...].

Les entités peuvent utiliser le compte 120 « Résultat de l'exercice (bénéfice) » pour enregistrer le bénéfice et le compte 129 « Résultat de l'exercice (perte) » pour enregistrer la perte. [...]"

### 13 - Subventions d'investissement

Article 441-13 du PCG:

"Le compte 131 « Subventions d'équipement » ou 138 « Autres subventions d'investissement » est crédité de la subvention par le débit d'un compte de tiers ou d'un compte financier.

- Les subventions d'équipement dont bénéficie l'entité pour acquérir ou créer des immobilisations sont inscrites au compte 131.
- Les autres subventions d'investissement dont bénéficie l'entité pour financer des activités à long terme sont inscrites au compte 138.

Le compte 139 « Subventions d'investissement inscrites au compte de résultat » est débité par le crédit du compte 777 « Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice ».

Les comptes 131 ou 138 et 139 sont soldés l'un par l'autre, lorsque le crédit du premier est égal au débit du deuxième."

*Les subventions d'investissement sont les subventions reçues par un organisme en vue d'acquérir ou de créer des valeurs immobilisées (subventions d'équipement) ou de financer des activités à long terme.*

*Le compte 13 enregistre les subventions d'investissement renouvelables, par opposition aux subventions ayant le caractère de complément de dotation inscrites aux comptes 1022, 1032 et 1033.*

## 14 - Provisions réglementées (compte ouvert sur autorisation expresse)

*Les provisions réglementées ne sont utilisées par un organisme de sécurité sociale que si une disposition législative ou réglementaire l'autorise ou l'exige.*

Article 441-14 du PCG:

"Les provisions réglementées sont des provisions qui ne correspondent pas à l'objet normal d'une provision. Elles sont comptabilisées en application de dispositions légales.

Elles sont créées suivant un mécanisme analogue à celui des provisions proprement dites.

Ont le caractère de provisions réglementées les provisions :

- pour investissement relative à la participation des salariés ;
- pour hausse des prix ;
- pour fluctuation des cours ;
- autorisées spécialement pour certaines professions, par exemple pour la reconstitution de gisements minier et pétrolier.

Sont assimilés, du point de vue de leur fonctionnement comptable, à des provisions réglementées :

- les amortissements dérogatoires ;
- la provision spéciale de réévaluation consécutive à l'application de la loi n°77-1467 du 30 décembre 1977 ;
- les plus-values réinvesties dans des actifs encore au bilan.

Le fonctionnement des comptes de provisions réglementées est identique à celui des comptes de provisions décrit ci-dessous.

Le montant de la dotation de l'exercice aux comptes de provisions réglementées est enregistré par le débit de la subdivision correspondante du compte 68 « Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions » au crédit de l'un des comptes suivants : 142 « Provisions réglementées relatives aux immobilisations », 143 « Provisions réglementées relatives aux stocks », 144 « Provisions réglementées relatives aux autres éléments d'actif », 145 « Amortissements dérogatoires », 146 « Provision spéciale de réévaluation », 147 « Plus-values réinvesties » et 148 « Autres provisions réglementées ».

Les subdivisions concernées du compte 78 « Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions » enregistrent à leur crédit les reprises sur provisions réglementées par le débit de l'un des comptes 142 à 148.

Ainsi à la clôture de l'exercice au cours duquel les fonds relatifs à la participation des salariés aux résultats sont utilisés, la provision pour investissement est dotée par le débit du compte 6872 « Dotations aux provisions réglementées (immobilisations) » au crédit de la subdivision du compte 142 intitulée « Provisions pour investissement (participation des salariés) ».

Elle est rapportée au résultat au crédit du compte 7872 « Reprises sur provisions réglementées (immobilisations) » soit au cours de l'exercice où elle est définitivement libérée d'impôt, soit à la clôture de l'exercice au cours duquel le délai d'utilisation a expiré, dans l'hypothèse où l'investissement n'a pas été réalisé."

## 15 - Provisions

*Les provisions sont constituées soit suivant une méthode globale, soit par opération. Les provisions concernant des dossiers individuels sont ajustées en fonction de l'évolution du dossier. Les provisions globales non employées font l'objet d'une reprise à la fin de l'exercice au titre duquel elles ont été constituées.*

*Lors de la constitution d'une provision, le compte de provisions est crédité par le débit :*

- du compte 681 « Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions - Charges d'exploitation », lorsqu'elle concerne l'exploitation ;
- du compte 686 « Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions - Charges financières » lorsqu'elle affecte l'activité financière de l'entité ;
- du compte 687 « Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions - Charges exceptionnelles » lorsqu'elle a un caractère exceptionnel.

*Il est réajusté à la fin de chaque exercice par :*

- *le débit des comptes de dotations correspondants 681, 686 ou 687, lorsque le montant de la provision est augmenté ;*
- *le crédit du compte 781 « Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (à inscrire dans les produits d'exploitation) », du compte 786 « Reprises sur dépréciations et provisions (à inscrire dans les produits financiers) » ou du compte 787 « Reprises sur dépréciations et provisions (à inscrire dans les produits exceptionnels) », lorsque le montant de la dépréciation doit être diminué ou annulé, la dépréciation étant devenue, en tout ou partie, sans objet.*

*Lors de la réalisation du risque ou de la survenance de la charge, la provision antérieurement constituée est soldée par le crédit des comptes 781, 786 ou 787. Corrélativement, la charge intervenue est inscrite au compte intéressé de la classe 6.*

## **151 - Provisions pour risques (gestion courante)**

Article 441-15 du PCG:

"Le compte 151 « Provisions pour risques » enregistre toutes les provisions destinées à couvrir les risques identifiés inhérents à l'activité de l'entité [...]".

## **152 - Provisions pour risques (gestion technique)**

*1 - Le compte 152 est utilisé pour constater les provisions pour prestations qui sont constituées dès lors que des événements survenus ou en cours, nettement précisés quant à leur objet, mais dont la réalisation est incertaine, sont susceptibles de se produire et que le montant des prestations ne peut être évalué avec exactitude.*

*Le montant de ces provisions peut être apprécié à l'aide de méthodes forfaitaires ou statistiques. Dans ce dernier cas, leur évaluation doit se référer à des données historiques précises.*

*La comptabilisation des provisions pour prestations est justifiée par un état fixant le montant des provisions.*

*2 - Le cinquième chiffre du compte 152 permet d'identifier le risque ou la branche intéressé. Les organismes doivent aménager les subdivisions du compte 152 de manière à pouvoir opérer un rapprochement des provisions avec les prestations concernées.*

*Le compte 152 est crédité, lors des écritures d'inventaire, par le débit du compte 6814 - Dotations aux provisions pour charges techniques, du montant de la provision correspondant aux prestations afférentes à l'exercice écoulé et non encore liquidées et traitées au début de l'exercice, à l'issue de la période d'inventaire.*

*Le compte 152 est débité régulièrement par le crédit du compte 7814 - Reprises sur provisions pour charges techniques au vu des différents états faisant apparaître le montant des prestations traitées, afférentes aux exercices antérieurs*

## **154 - Provisions pour restructurations**

Article 441-15 du PCG:

"[...] Le compte 154 « Provisions pour restructurations » (Règlement n°2000-06 du CRC) enregistre les provisions relatives aux charges que peuvent engendrer des opérations de restructurations telles que l'arrêt d'une branche d'activité ou la fermeture d'un site. [...]"

## **155 - Provisions pour impôts**

Article 441-15 du PCG:

"[...] Le compte 155 « Provisions pour impôts » enregistre les provisions pour impôts qui correspondent à la charge probable d'impôts rattachable à l'exercice mais différée dans le temps et dont la prise en compte définitive dépend des résultats futurs. [...]"

## **157 - Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices**

Article 441-15 du PCG:

"[...] Le compte 157 « Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices » enregistre les provisions destinées à couvrir des charges prévisibles, importantes, ne présentant pas un caractère annuel, telles que les frais de grosses réparations et qui en conséquence, ne sauraient être supportées par le seul exercice au cours duquel elles sont engagées.

Lors de la constitution d'une provision, le compte de provisions est crédité par le débit :

- du compte 681 « Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions – Charges d'exploitation », lorsqu'elle concerne l'exploitation ;
- du compte 686 « Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions – Charges financières » lorsqu'elle affecte l'activité financière de l'entité ;
- du compte 687 « Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions – Charges exceptionnelles » lorsqu'elle a un caractère exceptionnel.

Il est réajusté à la fin de chaque exercice par :

- le débit des comptes de dotations correspondants 681, 686 ou 687, lorsque le montant de la provision est augmenté ;
- le crédit du compte 781 « Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (à inscrire dans les produits d'exploitation) », du compte 786 « Reprises sur dépréciations et provisions (à inscrire dans les produits financiers) » ou du compte 787 « Reprises sur dépréciations et provisions (à inscrire dans les produits exceptionnels) », lorsque le montant de la dépréciation doit être diminué ou annulé, la dépréciation étant devenue, en tout ou partie, sans objet.

Lors de la réalisation du risque ou de la survenance de la charge, la provision antérieurement constituée est soldée par le crédit des comptes 781, 786 ou 787. Corrélativement, la charge intervenue est inscrite au compte intéressé de la classe 6. [...]"

## **16 - Emprunts et dettes assimilées**

Article 441-16 du PCG:

"Le compte 16 « Emprunts et dettes assimilées » enregistre d'une part les emprunts, d'autre part les dettes financières assimilées à des emprunts, à l'exception de celles enregistrées au compte 17 « Dettes rattachées à des participations ».

Les comptes 161 « Emprunts obligataires convertibles », 163 « Autres emprunts obligataires », 164 « Emprunts auprès des établissements de crédit », 165 « Dépôts et cautionnements reçus », 166 « Participation des salariés aux résultats », 167 « Emprunts et dettes assorties de conditions particulières » et 168 « Autres emprunts et dettes assimilées » peuvent être subdivisés pour identifier :

- les emprunts et dettes assimilées contractés en France et à l'étranger, en monnaie nationale ou en devises ;
- la partie des emprunts et dettes assimilées dont les échéances sont à long terme, à moyen terme ou à court terme.

Les intérêts courus sur emprunts et dettes sont regroupés dans une subdivision du compte 168.

Les entités peuvent également subdiviser les comptes d'emprunts pour identifier les emprunts contractés auprès d'entités liées ou avec lesquelles elles ont un lien de participation. [...]"

Les concours bancaires courants ne sont pas inscrits dans le compte 164 « Emprunts auprès des établissements de crédit ». Ils sont enregistrés dans un compte spécifique : 519 « Concours bancaires courants ». [...]"

Le compte 167 regroupe les emprunts et dettes assortis de conditions particulières. [...] Les avances conditionnées de l'Etat sont enregistrées au compte 1674. [...]"

*Le compte 1688 joue en contrepartie avec la subdivision intéressée du compte 661 - Charges d'intérêts.*

## **17 - Dettes rattachées à des participations - Dettes entre organismes de sécurité sociale**

*Pour financer des opérations d'investissement ou l'octroi de prêts, des organismes de sécurité sociale peuvent recevoir d'autres organismes de sécurité sociale, généralement des caisses nationales, des avances sans intérêt remboursables annuellement à concurrence soit du montant de la dotation aux amortissements se rapportant aux investissements réalisés, soit du montant des amortissements des prêts octroyés au moyen des avances reçues (compte 1751). Les autres avances sont imputées au compte 1758.*

*Les subdivisions du compte 175 jouent en contrepartie avec les subdivisions concernées du compte 45 - Organismes et autres régimes de sécurité sociale.*

Article 441-17 du PCG :

"Les droits des coparticipants, non gérants, sur les immobilisations acquises ou créées dans le cadre d'une société en participation sont enregistrés, dans la comptabilité du gérant, propriétaire des biens, au crédit du compte 178 - Dettes rattachées à des sociétés en participation par le débit du compte [...] 4673 - Groupes et associés.

Le compte 178 est débité par le crédit d'une subdivision du compte" 4673 "pour constater la consommation des biens immobilisés."

## **18 - Comptes de liaison**

*L'affectation par un organisme de sécurité sociale de certains éléments de son patrimoine à un service doté de l'autonomie comptable se traduit par un transfert d'éléments d'actif, et, le cas échéant, d'éléments du passif.*

*Dans la comptabilité de l'organisme affectant, le compte 182 - Affectation à un service doté d'une comptabilité autonome est débité par le crédit de la subdivision intéressée du compte 21 - Immobilisations corporelles, après réintégration à ce compte des amortissements pratiqués ; il est crédité par le débit du compte 16 en cas de transfert d'emprunt.*

*Dans le service doté de l'autonomie comptable, les immobilisations sont enregistrées au débit du compte 21 par le crédit du compte 182.*

*Les montants de l'emprunt et de l'amortissement éventuellement transférés sont respectivement comptabilisés à la subdivision intéressée du compte 16 et du compte 282.*

*Le compte 182 représente donc, dans chacune des comptabilités, la contrepartie des éléments d'actif et de passif transférés.*

## **CLASSE 2 - Comptes d'immobilisations**

Article 442 du PCG :

"Les comptes d'immobilisations sont débités, à la date d'entrée des biens dans le patrimoine de l'entité :

- de la valeur d'apport ;
- du coût d'acquisition ;
- du coût de production du bien ;

par le crédit, suivant le cas :

[...]

- du compte 404 « Fournisseurs d'immobilisations » ou autres comptes concernés ;
- du compte 72 « Production immobilisée ».

Les amortissements et les dépréciations des immobilisations sont à porter aux subdivisions des comptes 28 « Amortissements des immobilisations » et 29 « Dépréciations des immobilisations ».

Lors des cessions, la valeur d'entrée des éléments cédés et les amortissements correspondants sont sortis des comptes où ils figurent. Le montant net en résultant est porté au débit du compte 675 « Valeurs comptables des éléments d'actifs cédés ». Simultanément, le compte 775 « Produits des cessions d'éléments d'actif » est crédité par le débit du compte 462 « Créances sur cessions d'immobilisations »."

### **20 - Immobilisations incorporelles**

*Les immobilisations incorporelles comprennent les immobilisations qui ne sont ni corporelles ni financières.*

#### **201 - Frais d'établissement**

Article 442-20 du PCG :

"Le compte 201 « Frais d'établissement » enregistre les frais d'établissement soit directement, soit par l'intermédiaire du compte 72 « Production immobilisée »."

*Ils sont amortis systématiquement dans un bref délai qui ne peut, en tout état de cause, excéder cinq ans.*

*Le compte 201 comprend notamment les frais de prospection et de publicité qui concernent des activités nouvelles ou des perfectionnements d'activité et qui ne sauraient être normalement inscrits dans les comptes de la classe 6, en raison de leur importance et des conditions dans lesquelles ils ont été engagés.*

#### **203 - Frais de recherche et de développement**

Article 442-20 du PCG :

"Le compte 203 « Frais de recherche et de développement » enregistre les frais de recherche appliquée et de développement qui peuvent être inscrits dans les immobilisations incorporelles. Il est débité par le crédit du compte 72 « Production immobilisée ». En cas d'échec des projets, les frais correspondants sont immédiatement amortis par le débit de la subdivision du compte 687 intitulée « Dotations aux amortissements exceptionnels sur immobilisations »."

Lorsque la prise de brevet est consécutive à des recherches liées à la réalisation de projets, le compte 205 « Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires » est débité du montant retenu comme valeur d'entrée du brevet par le crédit du compte 203."

## 205 - Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires

Article 442-20 du PCG :

"Le compte 205 enregistre les dépenses faites pour l'obtention de l'avantage que constitue la protection accordée, sous certaines conditions, au titulaire d'une concession, à l'inventeur, à l'auteur ou au bénéficiaire du droit d'exploitation d'un brevet, d'une licence, d'une marque, d'un procédé, de droits de propriété littéraire ou artistique.

« (Règlement n°2004-08 du CRC) - Le compte 205 enregistre également :

- les dépenses d'acquisition ou de création de logiciels qui peuvent être inscrites en immobilisations incorporelles ;
- [...]"

*Étant destinés à tomber dans le domaine public à l'expiration d'un certain nombre d'années, les brevets d'invention doivent être amortis sur la durée correspondante.*

*Le compte 205 enregistre également les dépenses d'acquisition ou de création de logiciels qui peuvent être inscrits en immobilisations incorporelles.*

*La comptabilisation des logiciels diffère selon qu'ils sont « indissociés » ou « dissociés ».*

*Les logiciels dits « indissociés », parce que leur prix ne peut être distingué de celui du matériel informatique, suivent l'imputation comptable du matériel auquel ils sont rattachés. Ils sont comptabilisés au compte 2183 - Matériel de bureau et matériel informatique lorsque l'organisme en est propriétaire ou au compte 612 - Redevances de crédit-bail dans le cadre d'un contrat de crédit-bail.*

*Les logiciels « dissociés », c'est-à-dire ceux dont le prix peut être distingué du matériel informatique, sont traités différemment selon qu'ils sont acquis ou créés.*

*- Logiciels acquis en vue de leur utilisation*

*Le coût d'acquisition, obtenu en additionnant le prix convenu et les frais accessoires (charges liées à la mise en état d'utilisation du logiciel et à sa mise en exploitation, à l'exclusion notamment des frais de saisie des données de tels logiciels), est comptabilisé au compte 205, dès leur acquisition, par le crédit du compte 4041 - Fournisseurs : achats d'immobilisations ou du compte 4042 - Fournisseurs : achats d'immobilisations - exercice précédent*

*- Logiciels créés pour l'usage interne*

*Les logiciels destinés à un usage interne sont enregistrés en immobilisations si les conditions suivantes sont simultanément remplies :*

- le projet doit avoir de sérieuses chances de réussite technique ;
- l'organisme doit manifester sa volonté de produire le logiciel, il indique la durée d'utilisation minimale estimée compte tenu de l'évolution prévisible des connaissances techniques en matière de conception et de production de logiciels et précise l'impact attendu sur le compte de résultats.

*En pratique, le traitement comptable des dépenses, étape par étape, est le suivant :*

- les dépenses engagées lors de l'étude préalable doivent être inscrites dans les charges de l'exercice au cours duquel elles sont engagées et ne sont pas rattachées au coût de production ;
- les frais d'analyse fonctionnelle (décomposition du traitement pour permettre sa mise en application informatique) sont exclus du coût de production du projet en cours.

*En revanche, sous réserve des rares exceptions dues à la non viabilité du projet à ce stade, les frais d'analyse organique (application à l'analyse fonctionnelle des contraintes informatiques liées au matériel et au langage de programmation) y sont inclus.*

*Par ailleurs, les frais de programmation, de tests et jeux d'essais sont toujours compris dans le coût de production du projet en cours.*

*Les dépenses liées à la production du logiciel et qui ont été comptabilisées aux comptes de charges par nature, sont, à l'exception des dépenses engagées lors de l'étude préalable et de l'analyse fonctionnelle, portées au débit du compte 232 - Immobilisations incorporelles en cours, par le crédit du compte 721 - Immobilisations incorporelles.*

*L'amoindrissement de la valeur d'un projet comptabilisé au compte 232, et qui résulte de causes dont les effets ne sont pas jugés irréversibles, est constaté par une provision pour dépréciation. Le compte 2932 - Provisions pour dépréciation des immobilisations incorporelles en cours est crédité par le débit du compte 6876 - Dotations aux provisions pour dépréciation exceptionnelle.*



*En cas d'échec définitif du projet après reprise, le cas échéant, de la provision pour dépréciation, le compte 232 est soldé par le débit du compte 675 - Valeurs comptables des éléments d'actif cédés.*

*Un organisme peut confier à un tiers tout ou partie des travaux liés à la création d'un logiciel à usage interne, en assurant seul la responsabilité de la conception finale du projet. Les dépenses liées à l'acquisition de ces travaux confiés à des tiers sont comptabilisées selon la méthode énoncée en matière de logiciel créé.*

*Lorsque le logiciel est achevé, son coût est viré du compte 232 au compte 205 et fait l'objet d'un amortissement.*

*L'amortissement donne lieu à un débit au compte 6811 - Dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles, par le crédit du compte 2805 - Amortissements des concessions et droits similaires, brevets, licences, logiciels et droits similaires.*

## **206 - Droit au bail**

Article 442-20 du PCG :

"Le compte 206 « Droit au bail » enregistre le montant versé ou dû au locataire précédent en considération du transfert à l'acheteur des droits résultant tant des conventions que de la législation sur la propriété commerciale."

*Le droit au bail est un droit d'entrée.*

*Lorsque ce droit correspond à l'acquisition d'un élément d'actif, il doit être comptabilisé au compte 206. En revanche, lorsque le droit au bail a le caractère d'un supplément de loyer, il doit être comptabilisé au compte 613 - Locations.*

## **21 - Immobilisations corporelles**

*Conformément aux dispositions du règlement n°2004-06 du CRC, repris à l'article 211-1 du PCG, une immobilisation corporelle est un actif physique détenu, soit pour être utilisé dans la production ou la fourniture de biens ou de services, soit pour être loué à des tiers, soit à des fins de gestion interne et dont l'entité attend qu'il soit utilisé au-delà de l'exercice en cours. Les articles 311-1 et 311-2 du PCG s'appliquent également pour la comptabilisation des immobilisations corporelles.*

*De façon générale, tout bien corporel destiné à rester durablement dans un organisme doit être immobilisé avec les conséquences qui en résultent : tenue d'un fichier des immobilisations avec suivi des amortissements.*

*Le compte 21 est débité, en règle générale, par le crédit du compte 404 – Fournisseurs d'immobilisations.*

### **211 - Terrains**

Article 442-21 du PCG :

"Le compte 211 enregistre la valeur des terrains. Sont distingués :

- les terrains nus qui ne supportent pas de construction ;
- les terrains aménagés qui sont viabilisés ;
- les sous-sols et les sur-sols. Ce compte est utilisé lorsque l'entité n'est pas propriétaire des trois éléments rattachables à une même parcelle de terrain : sol, sous-sol, sur-sol. Ainsi, le compte sur-sol enregistre la valeur du droit de construction ou d'utilisation de l'espace situé au-dessus d'un sol dont l'entité n'est pas propriétaire ;
- les terrains de gisement tels que les carrières ;
- les terrains bâtis qui supportent une construction propre ;
- les terrains bâtis qui supportent une construction d'autrui."

## **212 - Agencements et aménagements de terrains**

Article 442-21 du PCG :

"Les dépenses faites en vue de l'aménagement des terrains, par exemple : clôtures, mouvements de terres, sont inscrites sous le compte 212 « Agencements et aménagements de terrains »."

*Le compte 212 est subdivisé avec les mêmes ventilations que celles du compte 211.*

## **213 - Constructions**

Article 442-21 du PCG :

"Le compte 213 « Constructions » comprend :

- les bâtiments ;
- les installations, agencements, aménagements ;
- les ouvrages d'infrastructure."

Concernant la décomposition des actifs par composants, la méthode retenue pour les organismes de sécurité sociale est celle de la réallocation des valeurs nettes comptables. Les organismes de sécurité sociale ont retenu de 5 à 8 composants pour effectuer le reclassement (cf. annexe 12 du présent document).

## **214 - Constructions sur sol d'autrui**

Article 442-21 du PCG :

"Le compte 214 enregistre la valeur des constructions édifiées sur le sol d'autrui. Il comprend les mêmes subdivisions que le compte 213."

## **215 - Installations techniques, matériel et outillages industriels**

*Les organismes de sécurité sociale peuvent utiliser le compte 215 pour enregistrer des installations "complexes spécialisées", des installations à caractère spécifique, des matériels et outillages industriels, des agencements et aménagements des matériels et outillages industriels. »*

*Le compte 2151 « Installations complexes spécialisées » comptabilise les installations complexes spécialisées, c'est-à-dire, composées de différents éléments techniquement interdépendants, et justifiant, de ce fait, un même rythme d'amortissement.*

*Le compte 2153 « Installations à caractère spécifique » comptabilise les installations à usage spécifique et dont l'importance justifie une gestion comptable distincte.*

*Le compte 2154 « Matériels industriels » comptabilise l'ensemble des équipements et machines utilisés pour l'extraction, la transformation, le façonnage, el conditionnement des matières ou fournitures, ou des prestations e services.*

*Le compte 2155 « Outillages industriels » comptabilise les instruments (outils, machine, matrices, etc.) dont l'utilisation, concurremment avec un matériel, spécialise ce matériel dans un emploi.*

*Le compte 2157 « Agencements et aménagements des matériels et outillages industriels » enregistre les dépenses présentant des difficultés pratiques de ventilation entre les éléments de l'ensemble concerné.*

## **218 - Autres immobilisations corporelles**

Article 442-21 du PCG :

"Le compte 218 « Autres immobilisations corporelles » enregistre le montant des installations générales, agencements et aménagements divers financés par l'entité lorsqu'elle n'est pas propriétaire de ces éléments, c'est-à-dire, lorsqu'ils sont incorporés dans des immobilisations dont elle n'est pas propriétaire ou sur lesquelles elle ne dispose d'aucun autre droit réel."

*Les autres subdivisions du compte 218 permettent d'enregistrer notamment le matériel de transport, de bureau, informatique détenu par l'entité.*

## **22 - Immobilisations mises en concession**

Article 442-22 du PCG :

"Les immobilisations incorporelles ou corporelles mises en concession par le concédant ou par le concessionnaire sont inscrites au compte 22 ; les immobilisations corporelles sont ventilées dans les mêmes conditions que celles inscrites au compte 21. [...]"

*L'intitulé initial de ce compte était "Immobilisations reçues en affectation". Son libellé a été modifié conformément à celui du PCG.*

*Le compte 22 est subdivisé avec les mêmes ventilations que celles du compte 21.*

*Les subdivisions intéressées du compte 22 sont débitées du montant de la valeur brute des immobilisations reçues en affectation, par le crédit du compte 1027 - Droits de l'affectant.*

*A la fin de l'affectation, au retour des biens, le compte 22 est crédité par le débit du compte 28 du montant des amortissements réintégrés. Il est ensuite soldé par le débit du compte 675.*

## **23 - Immobilisations en cours**

Article 442-23 du PCG :

"Le compte 23 « Immobilisations en cours » a pour objet de faire apparaître la valeur des immobilisations non terminées à la fin de chaque exercice.

Du point de vue de leur origine, les immobilisations inscrites aux comptes 231 et 232 se répartissent en deux groupes :

- celles qui sont créées par les moyens propres de l'entité ;
- celles qui résultent des travaux de plus ou moins longue durée confiés à des tiers.

Le coût des immobilisations créées par l'entité est porté au débit du compte 231 « Immobilisations corporelles en cours » ou à celui du compte 232 « Immobilisations incorporelles en cours » par le crédit du compte 72 « Production immobilisée ».

Lorsque les travaux sont confiés à des tiers, le compte 237 ou le compte 238 sont débités des avances à la commande et des acomptes représentant les règlements partiels effectués par l'entité au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

Le coût d'une immobilisation est viré du compte 23 au compte 20 ou au compte 21 lorsque l'immobilisation est terminée.

Les avances et acomptes versés par l'entité à des tiers pour des opérations en cours sont portés :

- au compte 237 lorsqu'ils ont pour objet l'acquisition d'une immobilisation incorporelle ;
- au compte 238 lorsqu'ils ont pour objet l'acquisition d'une immobilisation corporelle.

En cours d'exercice, les entités ont la faculté de comptabiliser toutes les avances et acomptes visés ci-dessus dans le compte 4091 « Fournisseurs - Avances et acomptes versés sur commandes », mais en fin d'exercice, elles virent au compte 237 ou 238 les avances et acomptes concernant les commandes d'immobilisations.

Les avances et les acomptes peuvent être enregistrés séparément dans des subdivisions appropriées des comptes 237 et 238."

*Les avances sont des sommes versées avant tout commencement d'exécution de commandes ou en dépassement de la valeur des fournitures déjà faites ou des travaux déjà exécutés. Les acomptes sont les sommes versées sur justification d'exécution partielle.*

## **24 - Immobilisations mises à disposition**

*Toutes les immobilisations appartenant à un organisme de sécurité sociale, mais affectées ou mises à disposition d'un autre organisme ou d'une autre entité doté ou non de la personnalité morale, sont comptabilisées au compte 24. Le compte 24 est subdivisé avec les mêmes ventilations que celles du compte 21.*

## **26 - Participations et créances rattachées à des participations - créances entre organismes de sécurité sociale**

*Constituent des participations, les titres dont la possession durable est jugée utile par l'organisme.*

*Le compte 261 - Titres de participation et parts dans des associations, syndicats et organismes de droit privé est débité de la valeur d'apport ou du coût d'acquisition, par le crédit, suivant le cas :*

- du compte 102 - Dotation - apport ;*
- des subdivisions concernées du compte 40 - Fournisseurs, intermédiaires sociaux, prestataires et comptes rattachés ;*
- du compte 45 - Organismes et autres régimes de sécurité sociale ;*
- ou des comptes de la classe 5 - Comptes financiers.*

*Il est crédité, en cas de cession des titres, par le débit du compte 675 - Valeurs comptables des éléments d'actif cédés, le compte 775 étant crédité par le débit du compte 462 - Créances sur cessions d'immobilisations.*

*Le compte 265 - Créances entre organismes de sécurité sociale enregistre notamment les versements d'avances par un organisme de sécurité sociale, généralement des caisses nationales, à un autre organisme de sécurité sociale. Le montant des avances versées est porté au débit du compte 265, par le crédit de la subdivision concernée du compte 45 (voir chez l'organisme bénéficiaire, le compte 175).*

*Le compte 266 - Autres formes de participation est débité du montant de la souscription ou de l'acquisition des parts d'un G.I.E (groupement d'intérêt économique) ou d'un G.I.P. (groupement d'intérêt public). Si le groupement n'a pas de capital, le compte 266 est débité pour mémoire avec la valeur zéro.*

*Le compte 267 - Créances rattachées à des participations regroupe les créances nées à l'occasion de prêts octroyés à des entités dans lesquelles le prêteur détient une participation.*

*Dans le cas où la souscription à une partie du capital d'une société entraîne ultérieurement, pour le souscripteur, des versements obligatoires de fonds supplémentaires qui ne sont pas inscrits au capital de cette société, lesdits versements sont enregistrés au compte 267. Il en est ainsi, par exemple, en matière immobilière.*

*Le compte 268 - Créances rattachées à des sociétés en participation est débité par le crédit d'une subdivision du compte 4673 - Groupes et associés, des droits que l'entité coparticipante non gérante détient sur les biens acquis ou créés par le gérant de la société en participation.*

*Les intérêts courus à la fin de l'exercice sont inscrits dans des subdivisions des comptes 267 et 268.*

*Le compte 269 - Versements restant à effectuer sur les titres de participation non libérés est crédité du montant des versements restant à effectuer sur les titres de participation non libérés par le débit du compte 261 - Titres de participation et parts dans des associations, syndicats et organismes de droit privé.*

## **27 - Autres immobilisations financières**

*Le compte 27 comprend :*

- les titres, autres que les titres de participation ;*
- les prêts ;*
- les dépôts et cautionnements versés, etc.*

*Il permet d'identifier la partie de ces prêts et créances qui sera récupérée à long, moyen et court terme, ainsi que les intérêts courus.*

**Article 442-27 du PCG :**

**"Les titres conférant un droit de propriété donnés en nantissement ou faisant l'objet d'un blocage temporaire supérieur à un an sont inscrits sous le compte 271 « Titres immobilisés autres que les titres immobilisés de l'activité de portefeuille (droit de propriété) ».**

Le compte 279 « Versements restant à effectuer sur titres immobilisés non libérés » est crédité du montant des versements restant à effectuer sur les titres immobilisés non libérés, par le débit du compte 271.

Le compte 271 et le compte 272 « Titres immobilisés (droit de créance) » sont crédités, en cas de cession, par le débit du compte 675 « Valeurs comptables des éléments d'actif cédés » pour la valeur comptable des titres cédés. Simultanément, le compte 462 « Créances sur cessions d'immobilisations » ou un compte de trésorerie sont débités par le crédit du compte 775 « Produits des cessions d'éléments d'actif ».

Lorsqu'une créance à immobiliser est acquise à un coût différent de sa valeur nominale, cette dernière peut néanmoins être inscrite dans la subdivision du compte 27 intéressée, en enregistrant l'écart entre la valeur nominale et le coût dans un compte à régulariser selon les conditions contractuelles."

## **274 - Prêts**

*Le compte 274 enregistre les prêts, c'est à dire les fonds versés à des tiers en vertu de dispositions contractuelles autorisées par un texte législatif ou réglementaire, par lesquelles l'organisme transmet à des personnes physiques ou morales, l'usage de moyens de paiement durant un certain temps.*

*Quelle que soit la catégorie de bénéficiaire du prêt, les écritures retraçant les prêts sont exclusivement celles précisées ci-après.*

*Le compte 274 est débité lors du versement des prêts, par le crédit du compte de tiers intéressé et inversement, lors du remboursement du prêt.*

*Le compte 274 est subdivisé de manière à distinguer les prêts versés aux différents partenaires d'un organisme (compte 2742), de ceux qui sont attribués à son personnel (compte 2743) ou à ses assurés et prestataires (compte 2744).*

*Les prêts enregistrés dans les subdivisions du compte 274 font l'objet d'une description détaillée dans une comptabilité développée décrite dans l'arrêté PCUOSS (Voir comptabilité des prestations extralégales : A.S.S. paragraphe 3.2.4.1.).*

*Lors des écritures d'inventaire, les organismes peuvent identifier de façon extracomptable les éléments à long terme (plus de 5 ans), à moyen terme (de 1 à moins de 5 ans) ou à court terme (moins de 1 an).*

### **2742 - Prêts aux partenaires**

*Le compte 2742 enregistre les prêts versés à des entités publiques, par exemple, des collectivités ou des établissements publics locaux, ou à des intermédiaires sociaux (par exemple, des associations) qui prolongent l'action d'un organisme auprès de ses bénéficiaires.*

### **2743 - Prêts au personnel**

*Le compte 2743 enregistre tous les prêts versés au personnel d'un organisme quel que soit son statut, de droit privé ou de droit public.*

### **2744 - Prêts aux assurés et aux allocataires**

*Le compte 2744 enregistre les différents prêts que les organismes versent à leurs bénéficiaires (cf. rappel des écritures à passer ci-dessus).*

## **2748 - Autres prêts**

*Le compte 2748 enregistre les prêts qui n'ont pu être imputés aux autres subdivisions du compte 274.*

## **275 - Dépôts et cautionnements versés**

*Les dépôts et cautionnements versés sont des sommes versées à des tiers à titre de garantie ou de cautionnement, indisponibles jusqu'à la réalisation d'une condition suspensive.*

*Le compte 275 est débité des versements. Il est crédité des remboursements, par le débit et le crédit des comptes de tiers intéressés.*

## **276 - Autres créances immobilisées**

### **2761 - Créances diverses**

*Le compte 2761 enregistre notamment les créances résultant d'engagements contractuels (par exemple, à la suite de la mise en jeu de garanties).*

### **2768 - Intérêts courus**

*Le compte 2768 est destiné à recevoir les intérêts courus non échus sur prêts et créances. Il est débité, en fin d'exercice, du montant des intérêts courus non échus, par le crédit du compte 762 - Produits des autres immobilisations financières ou 764 - Revenus des valeurs mobilières de placement.*

*Il est crédité, soit, à l'échéance, par le débit du compte de tiers intéressé, du montant des intérêts afférents à l'exercice précédent, l'autre partie étant normalement imputée au compte 762 ou 764, soit, à l'ouverture de l'exercice suivant, par le débit du compte de régularisation mouvementé lors du rattachement (méthode de contre-passation ou d'extourne).*

## **28 - Amortissements des immobilisations**

Article 442-28 du PCG :

"Les comptes d'amortissements des immobilisations sont crédités par le débit du compte 681 « Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions - Charges d'exploitation », du compte 686 « Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions - Charges financières », ou du compte 687 « Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions » - Charges exceptionnelles », notamment pour des immobilisations non encore complètement amorties et mises au rebut."

*Le montant amortissable d'un actif est sa valeur brute sous déduction de sa valeur résiduelle.*

*L'amortissement d'un actif est la répartition systématique de son montant amortissable en fonction de son utilisation. Le plan d'amortissement est la traduction de la répartition de la valeur amortissable d'un actif selon le rythme de consommation des avantages économiques attendus en fonction de son utilisation probable. Le mode d'amortissement est la traduction du rythme de consommation des avantages économiques attendus de l'actif par l'entité.*

*A la clôture de l'exercice, une dotation aux amortissements est comptabilisée conformément au plan d'amortissement pour chaque actif amortissable même en cas d'absence ou d'insuffisance de bénéfice.*

*L'amortissement d'un actif commence à la date de début de consommation des avantages économiques qui lui sont attachés. Cette date correspond généralement à la mise en service de l'actif.*

*L'amortissement est déterminé par le plan d'amortissement propre à chaque actif amortissable tel qu'il est arrêté par la direction de l'entité.*

*Lorsque l'utilisation, estimée lors de l'acquisition de l'actif comme indéterminable, devient déterminable au regard d'un des critères cités à l'article 322-1-2 du PCG, l'actif est amorti sur l'utilisation résiduelle.*

Art. 322-1-2 du PCG :

"L'utilisation pour une entité se mesure par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif. Elle peut être déterminable en termes d'unités de temps ou d'autres unités d'œuvre lorsque ces dernières reflètent plus correctement le rythme de consommation des avantages économiques attendus de l'actif. L'utilisation d'un actif est déterminable lorsque l'usage attendu de l'actif par l'entité est limité dans le temps. Cet usage est limité dès lors que l'un des critères suivants, soit à l'origine, soit en cours d'utilisation, est applicable : physique, technique, juridique. Ces critères ne sont pas exhaustifs. Si plusieurs critères s'appliquent, il convient de retenir l'utilisation la plus courte résultant de l'application de ces critères."

*Le mode d'amortissement doit permettre de traduire au mieux le rythme de consommation des avantages économiques attendus de l'actif par l'entité. Il est appliqué de manière constante pour tous les actifs de même nature ayant des conditions d'utilisation identiques.*

*Le mode linéaire est appliqué à défaut de mode mieux adapté.*

*Le plan d'amortissement est défini à la date d'entrée du bien à l'actif. Toutefois, toute modification significative de l'utilisation prévue, par exemple durée ou rythme de consommation des avantages économiques attendus de l'actif, entraîne la révision prospective de son plan d'amortissement. De même, en cas de dotation ou de reprise de dépréciations résultant de la comparaison entre la valeur actuelle d'un actif immobilisé et sa valeur nette comptable, il convient de modifier de manière prospective la base amortissable.*

## **29 - Dépréciations des immobilisations**

Article 442-29 du PCG :

Lors de la constitution de dépréciations ou de l'augmentation de dépréciations déjà constituées, le compte de dépréciations concerné est crédité par le débit du compte 681 « Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions - Charges d'exploitation », du compte 686 « Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions - Charges financières », ou du compte 687 « Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions - Charges exceptionnelles ».

Lors de l'annulation d'une dépréciation ou d'une provision devenue sans objet ou de leur diminution, le compte de dépréciation ou de provision est débité par le crédit des subdivisions appropriées du compte 78 « Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions ».

A la date de cession de l'immobilisation, la dépréciation antérieurement constituée est soldée par le crédit d'une subdivision appropriée du compte 78.





### CLASSE 3 - Comptes de stocks et en-cours

*Les critères de définition et de comptabilisation des stocks ont été introduits par le règlement CRC n° 2004-06 sur les actifs applicable depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005 (article 211-1-4 du PCG). Compte tenu de ces dispositions et de celles du Code de commerce, un stock est :*

**a.** *Un actif ; en tant qu'actif, un stock est un élément qui doit respecter les critères cumulatifs suivants :*

- *il s'agit d'un élément identifiable ;*
- *il est porteur d'avantages économiques futurs ;*
- *il est contrôlé ;*
- *son coût est évalué avec une fiabilité suffisante.*

**b.** *Destiné :*

- *soit à être vendu dans le cours normal de l'activité (ou en-cours de production pour une telle vente),*
- *soit à être consommé dans le processus de production ou de prestation de services, sous forme de matières premières ou de fournitures.*

*En principe, les stocks portés à l'actif du bilan sont tous les biens qui respectent les critères cumulés de définition et de comptabilisation d'un stock, introduits par le règlement CRC n° 2004-06 sur les actifs.*

*La date de comptabilisation d'un stock intervient donc, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005, non plus au transfert de propriété, mais au transfert de contrôle, c'est-à-dire à la date à laquelle l'essentiel des risques et avantages afférents aux biens sont transférés.*

Article 443 du PCG :

"Les entités établissent la nomenclature qui correspond le mieux à leurs besoins internes de gestion. Il est recommandé que les entités établissent cette nomenclature en se référant à la nomenclature des activités françaises, de telle sorte qu'à son niveau le plus regroupé la nomenclature interne puisse être : soit identique à la nomenclature officielle, soit une simple subdivision de la nomenclature officielle afin que cette dernière puisse être reconstituée par simple addition ; dans le cas exceptionnel où des produits ne pourraient pas être répartis suivant les postes de la nomenclature officielle, ils pourront figurer sur une ligne « non ventilés ».

Lorsque l'entité utilise concurremment et indistinctement une matière achetée et un produit intermédiaire ou fini, fabriqué par elle, en tous points semblables et ne se distinguant que par leur origine, elle peut n'ouvrir qu'un seul compte pour cette matière ou ce produit. Il en est de même lorsqu'une marchandise et un produit fini en tous points semblables sont destinés à la vente.

Les comptes 31 « Matières premières (et fournitures) », 32 « Autres approvisionnements » et 37 « Stocks de marchandises » sont crédités du montant du stock initial par le débit des comptes 6031 « Variation des stocks de matières premières (et fournitures) », 6032 « Variation des stocks des autres approvisionnements », 6037 « Variation des stocks de marchandises ».

Les comptes 33 « En-cours de production de biens », 34 « En-cours de production de services » et 35 « Stocks de produits » sont crédités du montant du stock initial par le débit des comptes 7133 « Variation des en-cours de production de biens », 7134 « Variation des en-cours de production de services », 7135 « Variation des stocks de produits ».

Après avoir procédé à l'inventaire extracomptable, c'est-à-dire au recensement et à l'évaluation des existants en stocks :

- les comptes 31, 32 et 37 sont débités du montant du stock final par le crédit des comptes 6031, 6032 et 6037 ;
- les comptes 33, 34 et 35 sont débités du montant du stock final par le crédit des comptes 7133, 7134 et 7135.

Le compte 36 « Stocks provenant d'immobilisations » peut enregistrer en cours d'exercice les entrées en stocks d'éléments démontés ou récupérés sur des immobilisations corporelles. Il est débité par le crédit du compte 21 « Immobilisations corporelles ». En fin d'exercice, le compte 36 est soldé par le débit du compte 603 « Variation des stocks (approvisionnements et marchandises) ». Si des éléments de stocks visés ci-dessus subsistent à cette date, ils sont inscrits au débit des comptes appropriés de la classe 3 par le crédit du compte 603.

L'inventaire permanent peut être tenu en comptabilité générale dans les comptes correspondants de la classe 3 suivant les modalités définies ci-après.

1- En ce qui concerne les stocks d'approvisionnements et de marchandises, les comptes 601 « Achats stockés – Matières premières (et fournitures) », 602 « Achats stockés – Autres approvisionnements » et 607 « Achats et marchandises » sont débités par le crédit des comptes intéressés des classes 4 et 5.

En cours d'exercice, les comptes de stocks 31, 32 et 37 fonctionnent comme des comptes de magasin ; ils sont débités des entrées par le crédit des comptes 6031, 6032 et 6037 et crédités des sorties par le débit de ces mêmes comptes.

En fin d'exercice, les soldes des comptes 601, 602, 607 et 6031, 6032, 6037 sont virés au compte 120 « Résultat de l'exercice (bénéfice) » ou 129 « Résultat de l'exercice (perte) ».

2- En ce qui concerne les stocks de produits, le compte 35 fonctionne comme un compte de magasin ; il est débité des entrées par le crédit du compte 7135 et crédité des sorties par le débit de ce même compte. Ces mouvements sont valorisés conformément aux méthodes de calcul des coûts utilisées par l'entité.

Les en-cours de production valorisés à la fin de l'exercice sont inscrits au débit des comptes 33 et 34 par le crédit des comptes 7133 et 7134 après annulation des en-cours de production du début de l'exercice. En fin d'exercice, le solde du compte 71 « Production stockée (ou déstockage) » est viré au compte 120 ou 129.

En ce qui concerne les stocks dont l'entité est déjà propriétaire mais qui sont en voie d'acheminement, c'est-à-dire non encore réceptionnés, ou en ce qui concerne les stocks mis en dépôt ou en consignation, le compte 38 peut être utilisé pour comptabiliser les stocks jusqu'à réception dans les magasins de l'entité ou dans ceux du dépositaire ou consignataire. Dès réception, ces stocks sont ventilés dans les comptes correspondant à leur nature. En fin de période si le compte 38 n'est pas soldé, les entités donnent le détail des stocks ainsi comptabilisés."

Article 443-39 du PCG :

" Les subdivisions du compte 39 « Dépréciations des stocks et en-cours » sont créditées par les subdivisions concernées du compte 68 « Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions » du montant des dépréciations, ou de leur augmentation, affectant les stocks et en-cours.

Elles sont débitées par le crédit des subdivisions concernées du compte 78 « Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions » du montant des provisions ou de leur quote-part devenues sans objet."

## **CLASSE 4 - Comptes de Tiers**

### ***Fonctionnement général des comptes de tiers***

*Les comptes de la classe 4 enregistrent des opérations faites avec les tiers, les dettes et créances à venir se rapportant à l'exercice et, par extension, les écritures de régularisation des charges et des produits. Les dettes et créances vis à vis d'un même tiers doivent être constatées distinctement en comptabilité, même si le règlement est contracté du fait de la compensation légale.*

*Les comptes de tiers fonctionnent soit entre eux, soit en contrepartie de comptes de capitaux (classe 1), d'immobilisations (classe 2), de charges (classe 6), de produits (classe 7) ou de comptes financiers (classe 5).*

*D'une manière générale, les comptes de tiers sont :*

- débités par le crédit des comptes des classes 7 ou 1, lors de l'enregistrement d'un produit ou de l'augmentation des capitaux ;*
- crédités par le débit des comptes des classes 6 ou 2, lors de l'enregistrement des charges ou des acquisitions d'immobilisations ;*
- soldés lors des encaissements des créances ou des règlements des dettes.*

*Les règles de rattachement des charges et des produits à l'exercice conditionnent leur inscription dans les comptes de tiers, notamment pour les charges à payer, les produits à recevoir et les charges et produits constatés d'avance. Les charges à payer et les produits à recevoir sont enregistrés en fin d'exercice dans chacun des comptes de tiers avec, comme identifiant, le chiffre 8 en troisième position (par exemple, compte 4286 - Personnel - charges à payer). Les charges et produits constatés d'avance sont enregistrés dans les subdivisions du compte 48 - Comptes de régularisation (comptes 486 et 487).*

### **40 - Fournisseurs, intermédiaires sociaux, prestataires et comptes rattachés**

Le compte 40 enregistre les dettes d'un organisme liées :

- aux achats de biens ou aux prestations de services effectués auprès des fournisseurs ;
- aux versements de remises de gestion, de contributions, d'aides ou de subventions à des intermédiaires sociaux qui agissent pour le compte d'un organisme de sécurité sociale (par exemple, des mutuelles) ou qui prolongent son action auprès de ses prestataires (par exemple, des associations) ;
- au paiement des prestations sociales et assimilées.

#### **401 - Fournisseurs et intermédiaires sociaux**

##### **4011 - Fournisseurs : achats de biens et de prestations de services**

*Le compte 4011 est crédité du montant des factures d'achats de biens ou de prestations de services relatives à la gestion courante (déduction faite des rabais, remises et ristournes obtenus sur facture), par le débit :*

- des comptes concernés de la classe 6, pour le montant toutes taxes ou hors taxes récupérables par l'organisme ;*
- du compte 4096 - Fournisseurs : créances pour emballages et matériels à rendre ;*
- du compte 4466 - T.C.A. déductible, pour le montant des taxes récupérables par l'organisme.*

*Le compte 4011 est débité par le crédit :*

- d'un compte de trésorerie, lors des règlements effectués par l'organisme à ses fournisseurs ;*
- d'un compte de la classe 6, pour le montant des factures d'avoirs reçues à l'occasion de retours de marchandises aux fournisseurs ;*
- du compte 403 - Fournisseurs : effets à payer, lors de l'acceptation d'une lettre de change ou de la remise d'un billet à ordre ;*

- du compte 609 - Rabais, remises et ristournes obtenus sur achats, pour le montant des rabais, remises et ristournes obtenus hors factures ;
- du compte 4091 - Fournisseurs et intermédiaires sociaux : avances et acomptes versés sur commandes, contributions et subventions pour le montant des avances et acomptes versés sur commandes d'exploitation, pour solde de ce dernier.

#### **4012 - Fournisseurs : achats de biens ou de prestations de services - Exercice précédent<sup>(1)</sup>**

*Le compte 4012 enregistre les mêmes opérations que le compte 4011 au titre des opérations de l'exercice précédent.*

#### **4013 - Intermédiaires sociaux : mutuelles (remises de gestion)**

*Le compte 4013 est crédité du montant des remises de gestion à verser aux mutuelles pour le service des prestations qu'elles assurent pour le compte d'un organisme de sécurité sociale, par le débit du compte 611 - Sous-traitance générale. Il est débité par le crédit d'un compte de trésorerie.*

#### **4014 - Intermédiaires sociaux : contributions et subventions à verser à des personnes morales de droit privé**

*Le compte 4014 est crédité du montant des aides, subventions et assimilées versées par un organisme à une personne morale de droit privé( ex : associations d'aide ménagère à domicile, travailleuses familiales...), par le débit des comptes de charges concernés. Il est débité par le crédit d'un compte de trésorerie.*

*Les contributions versées par un organisme de sécurité sociale à l'État, à un fonds national, à un établissement public national, etc. doivent être retracées dans les subdivisions concernées du compte 441 - Entités publiques : subventions et contributions à recevoir ou à verser.*

#### **4017 - Fournisseurs et intermédiaires sociaux : retenues de garantie et oppositions**

*Le compte 4017 est crédité, jusqu'à l'échéance du terme de garantie prévu, du montant des retenues effectuées sur le prix convenu en gage de la qualité des prestations fournies ou de leur bonne fin. Il est également crédité des retenues sur oppositions à paiement, notamment des saisies - attributions, des oppositions du Trésor public et des cessions de créances de type mobilisation de créance, par le débit des comptes de charges concernés ou le débit du compte de tiers initialement crédité.*

*Le compte 4017 est débité par le crédit d'un compte de trésorerie, lors des règlements effectués aux fournisseurs ou aux tiers saisissants. Il peut être également débité par le crédit d'un compte de classe 7 lorsque la retenue n'est pas restituée aux fournisseurs.*

#### **4018 - Intermédiaires sociaux : autres contributions et subventions à verser**

*Le compte 4018 enregistre notamment les opérations liées aux caisses autonomes de retraite et à Mayotte.*

---

<sup>(1)</sup> Comptes spécifiques EPN

### **403 - Fournisseurs : effets à payer**

*Lorsqu'un organisme est autorisé à utiliser ce mode de règlement, le compte 403 enregistre la remise d'effets de commerce à un fournisseur. Il est crédité par le débit des comptes 401 et 404 lors de l'acceptation de la lettre de change par le fournisseur ou de la remise du billet à ordre. Il est débité lors du paiement des effets par le crédit d'un compte de trésorerie.*

### **404 - Fournisseurs d'immobilisations**

Article 444-40 du PCG :

"Lors de l'acquisition d'immobilisations, le compte 404 « Fournisseurs d'immobilisations » est crédité par le débit :

- des comptes d'immobilisations concernés pour leur montant hors taxes récupérables par l'entité ;
- du compte " 4466 - Taxes sur le chiffre d'affaires déductibles " pour le montant des taxes récupérables.

Le compte 404 - Fournisseurs d'immobilisations est débité par le crédit, notamment :

- d'un compte de trésorerie lors des règlements effectués par l'entité à ses fournisseurs ;
- du compte 405 « Fournisseurs d'immobilisations - Effets à payer » lors de l'acceptation d'une lettre de change ou de remise d'un billet à ordre."

### **4041 - Fournisseurs : achats d'immobilisations**

*Le compte 4041 enregistre les opérations effectuées au titre de l'exercice courant.*

### **4042 - Fournisseurs : achats d'immobilisations - Exercice précédent<sup>(1)</sup>**

*Le compte 4042 enregistre les opérations au titre des opérations de l'exercice précédent.*

### **4047 - Fournisseurs d'immobilisations : retenues de garantie et oppositions**

*Le fonctionnement du compte 4047 est identique à celui du compte 4017.*

### **405 - Fournisseurs d'immobilisations : effets à payer**

*Lorsqu'un organisme est autorisé à utiliser ce mode de règlement, le fonctionnement du compte 405 est identique à celui du compte 403.*

### **406 - Prestataires : versements directs aux assurés et aux allocataires**

*Le compte 406 enregistre les dettes liées aux versements directs de prestations sociales aux assurés sociaux ou aux allocataires ; le créancier de l'organisme, dans cette hypothèse, est l'assuré ou l'allocataire.*

*Le compte 406 est crédité du montant des prestations sociales dues, par le débit des comptes de charges techniques concernés (subdivisions du compte 656).*

*Il est débité :*

- par le crédit d'un compte de trésorerie lors du règlement des prestations ;
- par le crédit du compte 4667 « Oppositions » lors de la notification de l'opposition à l'organisme.

---

<sup>(1)</sup> Comptes spécifiques EPN

#### **407 - Prestataires : versements à des tiers**

*Le compte 407 enregistre les dettes liées au versement de prestations sociales à des créanciers autres que les assurés sociaux. Il en est ainsi des professionnels de santé, des établissements de soins, des bailleurs ou des gérants de tutelle ou tout autre tiers substitué à l'assuré ou l'allocataire.*

*Le compte 407 est crédité du montant des prestations sociales à payer à des tiers, par le débit des comptes de charges techniques concernés. Il est débité :*

- par le crédit d'un compte de trésorerie lors du règlement des prestations aux tiers ;*
- par le crédit du compte "4667 – Oppositions" lors de la notification de l'opposition à l'organisme.*

#### **408 - Fournisseurs et prestataires : factures non parvenues**

Article 444-40 du PCG :

*"Le compte 408 « Fournisseurs - Factures non parvenues » est crédité, à la clôture de la période comptable, du montant, taxes comprises, des factures imputables à la période close mais non encore parvenues, dont le montant est suffisamment connu et évaluable, par le débit des comptes concernés des classes 4 et 6.*

*A l'ouverture de la période suivante, ces écritures sont contre-passées. Les entités peuvent également débiter directement le compte 408 par le crédit du compte 401 à réception de la facture, les ajustements nécessaires étant enregistrés aux comptes intéressés."*

*Le compte 408 est également crédité des prestations sociales « ...nettement précisées quant à leur objet mais dont l'incertitude porte soit sur le montant, en l'absence de pièces justificatives fixant de manière définitive celui-ci, soit sur l'échéance... ».*

*Les charges techniques faisant l'objet d'un rattachement à l'exercice sont justifiées par un état fixant leur montant.*

#### **409 - Fournisseurs, intermédiaires sociaux et prestataires débiteurs (compte d'actif)**

*Le compte 409, qui figure à l'actif du bilan, est subdivisé de manière à distinguer la nature :*

- des avances et des acomptes versés aux fournisseurs, aux intermédiaires sociaux et aux prestataires ;*
- des créances diverses liées au règlement de contributions ou de prestations, notamment les recours contre les tiers et les versements indus à récupérer.*

#### **4091 - Fournisseurs et intermédiaires sociaux : avances et acomptes versés sur commandes, contributions et subventions (actif du bilan)**

*Le compte 4091 est débité du montant des avances ou des acomptes sur les commandes passées auprès des fournisseurs, ou sur les contributions ou les subventions à verser à des personnes morales de droit privé, par le crédit d'un compte de trésorerie.*

*Il est crédité par le débit des subdivisions concernées du compte 401 et éventuellement du compte 404 après réception de la facture ou versement de l'aide par l'organisme. Les avances et acomptes sur commandes d'immobilisations inscrites en cours d'exercice au compte 4091 sont virés, en fin d'exercice, aux comptes 237 ou 238.*

#### **4092 - Prestataires débiteurs : prestations et allocations indues à récupérer (actif du bilan)**

*Le compte 4092 enregistre les créances à recouvrer (précompte sur prestations...) auprès des bénéficiaires qui ont perçu indûment des prestations ou des allocations.*

*Un groupe de travail avec la Délégation nationale à la lutte contre la fraude (DNLF) s'est formé pour étudier les modalités de mise en place de détection de la fraude, et notamment à préciser le fait générateur. Le PCUOSS a créé en janvier 2010 des comptes distincts afin de différencier les indus relevant de la fraude de l'indu cas général.*

*Le compte 40921 précisera les indus cas général, et le 40927 les indus frauduleux. Tous les comptes en relation avec le compte d'indus seront à distinguer de la même manière (49092, 6585x1, 6817x45) avec le 1 pour les indus-cas général et 7 pour les indus frauduleux.*

*Le compte 4092 est débité :*

- par le crédit des subdivisions des comptes de prestations initialement débités à tort ;*
- par le crédit du compte 7586 - Prestations indues à récupérer pour les indus à récupérer auprès des professionnels de santé ;*
- par le crédit du compte 442 - Opérations faites par un organisme de sécurité sociale pour le compte d'une entité publique, s'il s'agit de prestations ou d'allocations versées pour le compte de l'État ou d'une collectivité publique ;*
- par le crédit du compte 461 - Opérations effectuées pour le compte d'un tiers, s'il s'agit d'opérations effectuées pour le compte de tiers autres qu'une entité publique.*

*Il est crédité par :*

- le débit d'un compte de trésorerie, en cas de remboursement direct ;*
- le débit du compte de charges techniques concerné (ou des comptes 442 et 461), en cas de retenue sur prestations ;*
- le débit du compte 6585 - Charges techniques : pertes sur créances irrécouvrables-prestations (ou 442 et 461), en cas d'admission en non valeur, de remises sur créances ou d'annulation de créances.*

#### **4093 - Prestataires : recours contre les tiers et les employeurs (actif du bilan)**

*Le compte 4093 enregistre les créances liées aux recours engagés par un organisme de sécurité sociale contre un tiers pour obtenir le remboursement de prestations versées à un assuré.*

*Le compte 4093 est débité par le crédit du compte 7584 - Recours contre tiers. Il est crédité lors du règlement par le débit d'un compte de trésorerie.*

#### **4094 - Prestataires : créances diverses liées aux prestations (actif du bilan)**

*Le compte 4094 enregistre les créances autres que celles inscrites dans les comptes 4092 et 4093. Y figurent notamment les frais de contentieux à récupérer, les dommages et intérêts à recevoir, etc.*

#### **4095 - Prestataires : avances et acomptes versés sur prestations (actif du bilan)**

*Les comptes 40956 et 40957 enregistrent le versement d'avances ou d'acomptes (hors D.G.H.) sur des prestations et assimilées. Les avances ou les acomptes sont ensuite récupérés lors du paiement des prestations.*

*Les comptes 40956 et 40957 sont débités, lors du paiement par l'organisme, du montant des avances ou des acomptes sur prestations, par le crédit d'un compte de trésorerie. Il est crédité lors de la récupération de l'acompte ou de l'avance, par le débit des comptes 406 et 407 concernés.*

*Le compte 40958 est réservé au versement des acomptes de dotation de financement par les caisses-pivot aux établissements. Le compte 40958 est débité lors du paiement des acomptes par le crédit d'un compte de trésorerie. Il est soldé par le débit d'une subdivision du compte 45 - Organismes et autres régimes de sécurité sociale pour la part imputable aux autres régimes d'assurance maladie.*

#### **4096 - Fournisseurs : créances pour emballages et matériel à rendre (actif du bilan)**

*Le compte 4096 est débité par le crédit du compte 4011, lors de la consignation par les fournisseurs à l'organisme d'emballages ou de matériel, pour le montant de la consignation.*

*Il est crédité :*

- par le débit du compte 401, lorsque l'entité rend les emballages ou le matériel au prix de la consignation ;*
- par le débit du compte 602 - Achats stockés - autres approvisionnements, lorsque l'entité décide de conserver les emballages ou le matériel consignés ;*
- par le débit du compte 401 (pour le montant de la reprise) et de la subdivision du compte 613 intitulée "Malis sur emballages" (pour la différence entre le prix de la reprise et celui de la consignation) si la reprise se fait pour un montant inférieur à celui de la consignation.*

#### **4097 - Fournisseurs : autres avoirs**

*Le compte 4097 est débité par le crédit du compte 609 - Rabais, remises, et ristournes obtenus sur achats, du compte 619 - Rabais, remises et ristournes obtenus sur services extérieurs ou du compte 629 - Rabais, remises et ristournes obtenus sur autres services extérieurs.*

*Il est crédité par le débit d'un compte de trésorerie ou du compte 4011 ou 4012.*

#### **4098 - Fournisseurs : rabais, remises, ristournes à obtenir et autres avoirs non encore reçus (actif du bilan)**

*Le compte 4098 est débité à la clôture de l'exercice, par le crédit du compte 609, 619 ou 629 en cas de rabais, remises et ristournes à obtenir ou encaissés à la clôture de l'exercice, ou par le crédit du compte de charge approprié en cas de retour sur achat.*

*Il est crédité, au cours de l'exercice suivant, par le débit des subdivisions concernées du compte 401 ou par le débit d'un compte de trésorerie.*

#### **41 - Clients, cotisants et comptes rattachés**

*Le compte 41 enregistre les créances liées :*

- aux activités de nature commerciale effectuées par un organisme de sécurité sociale ;*
- au recouvrement des cotisations sociales et assimilées.*

*Ces différentes catégories de créances sont enregistrées dans les comptes 411 à 418.*

*Le compte 418 - Clients, cotisants : produits à recevoir- permet de rattacher à la clôture de l'exercice le montant des créances relatives aux produits de gestion courante non encore facturés et aux produits techniques dont le fait générateur se rattache à la période close, et pour lesquelles les pièces justificatives n'ont pas encore été établies.*

*Le compte 419 - Clients et cotisants créditeurs, dont le solde est créditeur, enregistre, au passif du bilan, les dettes de l'organisme à l'égard de ses clients et de ses cotisants.*

#### **411 - Clients**

*Le compte 411 enregistre les créances de nature commerciale d'un organisme liées à la vente de biens ou la fourniture de services par un organisme de sécurité sociale.*

*Ce compte est débité du montant des factures de ventes de biens ou de prestations de services, par le crédit :*

- de l'une des subdivisions du compte 70 « Ventes de produits fabriqués, prestations de services, marchandises » pour le montant hors taxes collectées ;*
- du compte 4196 - Clients : dettes pour emballages et matériel consignés ;*
- du compte 4467 - Taxe sur le chiffre d'affaires collectée par l'organisme.*

*Le compte 411 est crédité par le débit :*



- d'un compte de trésorerie lors des règlements reçus des clients ;
- de l'une des subdivisions du compte 70, pour le montant des factures d'avoirs établies par l'organisme lors du retour de marchandises par les clients ;
- du compte 413 - Clients et cotisants : effets à recevoir, lors de l'acceptation par les clients d'une lettre de change ou de la réception d'un billet à ordre (seulement si l'organisme est autorisé à accepter ce mode de règlement) ;
- du compte 709 - Rabais, remises et ristournes accordées par un organisme, pour le montant des réductions sur ventes accordées aux clients hors factures ;
- du compte 4191 - Clients : avances et acomptes reçus sur commandes, pour solde de ce dernier.

#### **4111 - Clients : vente de biens ou de prestations de services**

*Le compte 4111 enregistre les créances sur des personnes morales de droit privé, des particuliers, des entreprises, des mutuelles, des compagnies d'assurances, etc., issues d'une vente de biens ou de prestations de services.*

#### **4112 - Clients : vente de biens ou de prestations de services - Exercice précédent<sup>(1)</sup>**

*Le compte 4112 enregistre les mêmes opérations que le compte 4111 au titre de l'exercice précédent.*

#### **4113 - Entités publiques**

*Le compte 4113 enregistre les créances de nature commerciale sur des entités publiques.*

#### **4117 - Clients : retenues de garantie**

*Le compte 4117 est débité, le cas échéant, du montant des retenues effectuées par les clients sur le prix convenu, jusqu'à l'échéance du terme de garantie prévu ; en contre partie, le compte du client est crédité.*

*Le compte 4117 est crédité, lors de la restitution de la retenue, par le débit d'un compte de trésorerie.*

#### **4118 - Autres clients**

*Le compte 4118 enregistre les créances qui ne sont pas classées dans les comptes précédents. Il fonctionne de façon identique.*

#### **413 - Clients, cotisants : effets à recevoir**

*Lorsqu'un organisme est autorisé à recevoir ce mode de règlement, le compte 413 est débité par le crédit du compte 411 au moment de l'entrée des effets en portefeuille. Le compte 413 est crédité à l'échéance de l'effet ou à la date de l'escompte, par le débit :*

- du compte 5114 - Effets à l'escompte ;
- du compte 6616 - Intérêts bancaires et sur opérations de financement (escomptes, etc.).

*En cas de renvoi de l'effet par l'établissement de crédit, pour non-paiement ou toute autre cause, notamment réclamation, refus d'acceptation ou irrégularité de l'effet de commerce, le remboursement du crédit d'escompte entraîne :*

- une inscription au crédit du compte de l'établissement prêteur ;

---

<sup>(1)</sup> \* Comptes spécifiques EPN

- le rétablissement à l'actif de la créance initiale et, le cas échéant, la constitution d'une provision pour dépréciation à concurrence du montant de la perte probable.

*Dans le cas où le remettant reçoit un avis de non-paiement et que l'établissement de crédit conserve l'effet, les écritures ne sont pas nécessairement contre-passées dans les comptes de cet établissement. S'il y a contre-passation, l'opération symétrique est effectuée dans les comptes de l'entité. En l'absence de contre-passation, une provision pour risques est constituée par l'entité.*

## **414 - Cotisants**

*Le compte 414 enregistre toutes les créances liées au recouvrement des cotisations, contributions sociales et assimilées qu'il s'agisse de produits propres à l'organisme ou de contributions au bénéfice de tiers.*

*Il est débité lors de la mise en recouvrement ou du recouvrement des cotisations (principal, majorations de retard, pénalités, etc.), par le crédit des comptes de produits techniques (subdivisions du compte 756 - Cotisations et contributions sociales et des comptes de tiers concernés : le compte 442 - Opérations faites par un organisme de sécurité sociale pour le compte d'une entité publique ; le compte 45 - Organismes et autres régimes de sécurité sociale ; le compte 461 - Opérations effectuées pour le compte d'un tiers.*

*Il est crédité par le débit :*

- des comptes de trésorerie pour le montant des cotisations recouvrées ;*
- du compte 4164 - Cotisants douteux ou litigieux ;*
- des subdivisions concernées du compte 6584 - Charges techniques : pertes sur créances irrécouvrables (ou 442, ou 461 dans le cadre des opérations pour le compte de tiers), en cas d'admission en non valeur, de remises de majorations de retard ou de pénalités et d'abandon de créances.*

## **416 - Clients et cotisants douteux ou litigieux**

*Le compte 416 est débité par le crédit du compte 411 pour le montant total des créances que l'organisme possède à l'encontre de clients ou de cotisants dont la solvabilité apparaît douteuse ou avec lesquels l'organisme est en litige.*

### **4161 - Clients douteux ou litigieux**

*Le compte 4161 est débité par le crédit du compte 411 - Clients. Il est crédité par le débit d'un compte de trésorerie en cas de règlement et / ou par le débit d'un compte de charges exceptionnelles en cas de non paiement ou de paiement partiel.*

### **4164 - Cotisants douteux ou litigieux**

*Le transfert des comptes 414 - Cotisants au compte 4164 - Cotisants douteux ou litigieux intervient après examen de la situation des débiteurs. Il concerne plus particulièrement les cotisants dont les difficultés laissent à penser qu'un recouvrement rapide des cotisations restant dues est incertain. Il peut s'agir notamment :*

- des débiteurs ayant sollicité des délais de paiement, et dont la situation financière apparaît dégradée durablement ;*
- des débiteurs avec lesquels une procédure contentieuse est en cours ;*
- des débiteurs faisant l'objet d'une procédure collective, etc.*

*Les créances inscrites au sous-compte « Cotisants douteux ou litigieux » doivent ensuite faire l'objet de provisions pour dépréciation dès lors qu'apparaît une perte probable.*

*Le compte 4164 est débité par le crédit du compte 414 - Cotisants.*

*Le compte 4164 est crédité par le débit d'un compte de trésorerie en cas de règlement et / ou par le débit :*

- du compte 6584 - Charges techniques - pertes sur créances irrécouvrables en cas de non paiement ou de paiement partiel ;*
- du compte 442 - Opérations faites par un organisme de sécurité sociale pour le compte d'une entité publique ;*
- du compte 461 - Opérations effectuées pour le compte de tiers.*

## **418 - Clients et cotisants : produits à recevoir**

*Le compte 418 enregistre en produits à recevoir, à la fin de l'exercice comptable, le montant des créances certaines acquises par un organisme, imputables à cet exercice, mais dont les justificatifs n'ont pas été produits au cours de cet exercice.*

*L'évaluation forfaitaire des produits de gestion technique à recevoir est justifiée par un état établi par l'organisme valant pièce justificative.*

*Les comptes 4181 - Clients : produits non encore facturés et 4184 - Cotisants : droits acquis sur cotisations sont débités, à la clôture de la période comptable, par le crédit des comptes de produits concernés des classes 4 et 7.*

*A l'ouverture de la période suivante, les écritures sont contre-passées. Les organismes de sécurité sociale peuvent également créditer directement les subdivisions du compte 418, par les subdivisions des comptes 411 et 414 lors de l'établissement des pièces justificatives, les ajustements nécessaires étant enregistrés aux comptes intéressés.*

## **419 - Client et cotisants créditeurs (compte de passif)**

*Le compte 419 enregistre au passif du bilan, les dettes d'un organisme vis à vis de ses clients ou de ses cotisants.*

### **4191 - Clients : avances et acomptes reçus sur commandes (passif du bilan)**

Article 444-41 du PCG :

"Le compte 4191 « Clients – Avances et acomptes reçus sur commandes » enregistre les avances et acomptes reçus par l'entité sur les commandes à livrer, les travaux à exécuter ou les services à rendre. Il est crédité par le débit d'un compte de trésorerie du montant des avances et acomptes reçus des clients. Il est débité, après l'établissement de la facture, du montant de ces avances et acomptes par le crédit du compte 411."

### **4192 à 4195 - Cotisants créditeurs (passif du bilan)**

*Les comptes 4192 à 4195 sont réservés pour retracer les situations créditrices d'un cotisant vis-à-vis d'un organisme. Il en est ainsi notamment des trop-perçus de cotisations ou de sommes reçues à tort ou à reverser. En revanche, le montant des cotisations reçues qui ne peuvent être définitivement imputées dans les comptes de produits concernés par manque d'informations suffisantes, ne doit pas être constaté dans ces comptes, mais inscrit dans les subdivisions concernées du compte 47 - Comptes transitoires ou d'attente avant d'être porté dans les moindres délais possibles dans les comptes d'imputation définitive.*

*Les comptes 4192 à 4195 sont crédités par le débit d'un compte de trésorerie du montant des cotisations reçues. Ils sont débités par le crédit des subdivisions concernées des comptes des classes 4 et 7.*

### **4196 - Clients : dettes sur emballages et matériels consignés (passif du bilan)**

Article 444-41 du PCG :

"Le compte 4196 « Clients - Dettes pour emballages et matériel consignés » est crédité des sommes facturées par l'entité à ses clients au titre des consignations d'emballages ou de matériel par le débit du compte 411.

Il est débité du même montant :

- par le crédit du compte 411 en cas de restitution de l'emballage ;
- par le crédit des comptes intéressés de la classe 7 dans le cas où l'emballage est conservé par le client ; il peut s'agir d'une cession d'immobilisation ou d'une cession d'approvisionnement selon le mode de comptabilisation retenu pour les emballages ;
- par le crédit du compte 411 et de la subdivision du compte 708 intitulée « Bonis sur reprises d'emballages consignés », lorsque la reprise est effectuée pour un prix inférieur à celui de la consignation."

## **4198 - Rabais, remises, ristournes à accorder et autres avoirs à établir (passif du bilan)**

*Le compte 4198 est crédité, à la clôture de l'exercice, du montant des rabais, remises, ristournes à accorder et autres avoirs à établir, par le débit du compte 709 - Rabais, remises, ristournes accordés par un organisme, ou par le débit d'un compte de produit en cas d'annulation de la facturation. Il est débité au cours de l'exercice suivant par le crédit du compte 411 ou par le crédit d'un compte de trésorerie.*

## **42 - Personnel et comptes rattachés**

### **421 - Personnel : rémunérations dues**

Article 444-42 du PCG :

"Le compte 421 « Personnel - Rémunérations dues » est crédité des rémunérations brutes à payer au personnel par le débit des comptes de charges intéressés.

Il est débité :

- du montant des avances et acomptes versés au personnel par le crédit du compte 425 « Personnel – Avances et acomptes » ;
- du montant des oppositions notifiées à l'entité à l'encontre des membres de son personnel par le crédit du compte 427 « Personnel – Oppositions » ;
- de la quote-part des charges sociales incombant au personnel par le crédit du compte 43 « Sécurité sociale et autres organismes sociaux » ;
- du montant des règlements effectués au personnel par le crédit d'un compte de trésorerie."

### **422 - Comité d'entreprise et d'établissement**

Article 444-42 du PCG :

"Le compte 422 « Comités d'entreprise, d'établissement, ... » est crédité du montant des sommes mises à la disposition des comités d'entreprise, d'établissement ou autres, par le débit des subdivisions du compte 647 intitulées « Versements aux comités d'entreprise et d'établissement », « Versements aux comités d'hygiène et de sécurité ». Il est débité du montant des versements effectués à ces comités par le crédit d'un compte de trésorerie."

### **423 - Œuvres sociales**

*Le compte 423 est ouvert dans les organismes qui ne disposent pas d'un comité d'entreprise ou d'établissement. Le compte 423 est débité du montant des sommes dues, par le crédit d'un compte de trésorerie. Il est crédité du montant :*

- *des aides financières et des subventions versées, par le débit de la subdivision concernée du compte 64 ;*
- *et, si l'organisme est autorisé à le faire, des prêts consentis au personnel, par le débit de la subdivision concernée du compte 27.*

### **425 - Personnel : avances et acomptes**

Article 444-42 du PCG :

"Le compte 425 « Personnel – Avances et acomptes » est débité du montant des avances et acomptes versés au personnel, par le crédit d'un compte de trésorerie. Il est crédité, pour solde, par le débit du compte 421."

### **426 - Personnel : dépôts**

Article 444-42 du PCG :

"Le compte 426 « Personnel – Dépôts » est crédité du montant des sommes confiées en dépôt à l'entité par les membres de son personnel, par le débit d'un compte de trésorerie. Il est débité, lors du remboursement au personnel des sommes ainsi déposées, par le crédit d'un compte de trésorerie."

#### **427 - Personnel : oppositions**

Article 444-42 du PCG :

"Le compte 427 « Personnel – Oppositions » est crédité du montant des sommes faisant l'objet d'oppositions obtenues par des tiers à l'encontre de membres du personnel de l'entité, par le débit du compte 421 « Personnel – Rémunérations dues ». Il est débité du montant des dites sommes, lors de leur versement aux tiers bénéficiaires de l'opposition, par le crédit d'un compte de trésorerie."

#### **428 - Personnel : charges à payer et produits à recevoir**

Article 444-42 du PCG :

A la fin de l'exercice, au moment des écritures d'inventaire qui ont notamment pour objet l'enregistrement des charges et des produits afférents à la gestion de l'exercice clos, l'entité :

- crédite les subdivisions du compte 428 « Personnel – Charges à payer et produits à recevoir » correspondant notamment au montant des dettes potentielles relatives aux congés à payer et à la participation des salariés aux résultats par le débit de la subdivision du compte 641 intitulée « Congés payés » et du compte 691 « Participation des salariés aux résultats » ;
- débite les subdivisions éventuelles du compte 428 par le crédit des comptes de produits intéressés.

#### **4282 - Dettes provisionnées pour congés à payer**

*A la fin de l'exercice, au moment des écritures d'inventaire, l'organisme crédite les subdivisions du compte 4282, par le débit du compte 6412 - Congés payés. Lors de l'exercice suivant, l'organisme peut soit contrepasser les écritures soit procéder à l'apurement du compte de tiers au fur et à mesure de la réalisation des opérations.*

#### **4286 - Personnel : charges à payer**

*Le compte 4286 est crédité du montant des sommes dues au personnel à la clôture de l'exercice, par le débit des comptes de charges concernés. A l'ouverture de l'exercice suivant, ces écritures sont contre-passées.*

#### **4287 - Personnel : produits à recevoir**

*Le compte 4287 est débité des sommes à recevoir à la clôture de l'exercice, par le crédit des comptes de produits concernés. A l'ouverture de l'exercice suivant, ces écritures sont contre-passées.*

#### **429 - Déficits et débets des comptables et régisseurs**

*Les organismes qui ont le statut d'E.P.N. appliquent les dispositions contenues dans l'instruction M 9-1 et mouvementent les subdivisions du compte 429 prévues par cette nomenclature :*

#### **4291 - Déficits constatés**

*Ce compte retrace tout déficit découvert, quelle qu'en soit l'origine.*

*Lors de la constatation du déficit, il est débité par le crédit du compte intéressé en fonction de la nature du déficit.  
Le déficit est apuré par les règlements effectués par l'agent comptable ou le régisseur, par l'émission d'un ordre de versement (compte 4292) ou par l'émission d'un arrêté de débet (compte 4294).*

#### **4292 - Ordres de versement émis suite à constatation de déficit**

*Ce compte retrace les opérations afférentes aux ordres de versement émis par le ministre intéressé après constatation d'un déficit.*

*L'apurement de l'ordre de versement suite à décharge de responsabilité ou remise gracieuse est constaté au compte 6716 - Déficit ou débet admis en décharge ou en remise gracieuse.*

*L'apurement de l'ordre de versement par émission d'un arrêté de débet est constaté par le débit du compte 4294.*

#### **4294 - Débets émis par arrêté du ministre**

*Ce compte retrace les opérations relatives aux débet émis par arrêté du ministre, soit à l'issue d'une procédure amiable, soit directement dès la constatation du déficit lorsque ce dernier est dû à un détournement ou à une malversation.*

*L'apurement de l'arrêté de débet suite à décharge de responsabilité ou remise gracieuse est constaté au compte 6716 - Déficit ou débet admis en décharge ou en remise gracieuse.*

*L'apurement de l'arrêté de débet suite à admission en non-valeur est constaté au compte 6714 - Créances de gestion courante devenues irrécouvrables dans l'exercice.*

#### **4295 - Débets émis par jugement ou arrêt du juge des comptes**

*Ce compte retrace les opérations afférentes aux jugements ou arrêts de débet prononcés par les chambres régionales des comptes ou la Cour des comptes lors du jugement du compte financier.*

*Ce compte est débité par le crédit du compte intéressé en fonction de la nature du déficit*

*L'apurement du jugement ou arrêt de débet suite à décharge de responsabilité ou remise gracieuse est constaté au compte 6716 - Déficit ou débet admis en décharge ou en remise gracieuse. En cas d'admission en non-valeur, l'apurement est constaté au compte 6714 - Créances de gestion courante devenues irrécouvrables dans l'exercice.*

#### **4296 - Redevables d'intérêts sur débet**

*Ce compte retrace les opérations afférentes aux intérêts calculés sur débet.*

*Le montant définitif des intérêts n'est connu que lorsque le débet a fait l'objet d'un règlement.*

*Dans le cas où le règlement n'intervient qu'après plusieurs années, l'établissement doit émettre à la fin de chaque exercice un titre de recettes pour le montant des intérêts liquidés au titre de l'exercice par la trésorerie générale des créances spéciales du Trésor.*

*La prise en charge des intérêts est constaté au compte 77181 - Intérêts issus d'arrêtés de débet*

*L'apurement suite à remise gracieuse est constaté au compte 6717 - Intérêts sur débet admis en remise gracieuse. Dans le cas d'un apurement par admission en non-valeur, le compte 6714 - Créances de gestion courante devenues irrécouvrables dans l'exercice est utilisé.*

## **4297 - Déficits et débits des comptables et régisseurs (hors E.P.N.)**

*Le compte 4297 est utilisé par les organismes n'ayant pas le statut d'établissement public national (E.P.N.).*

### **42971 - Déficits constatés (hors E.P.N.)**

*Le compte 42971 est :*

- débité par le crédit du compte intéressé (4672 « Autres comptes créditeurs », ou d'un compte de trésorerie) pour les déficits constatés ;*
- crédité par le débit d'un compte de trésorerie pour les sommes mises à la charge de l'agent comptable ou du régisseur et réglées par l'intéressé ;*
- crédité soit par le débit du compte 6714 - Créances de gestion courante devenues irrécouvrables dans l'exercice, soit par le débit du compte 6744 - Créances de gestion technique devenues irrécouvrables dans l'exercice en cas de décharge de responsabilité ou de remise gracieuse obtenue ;*
- crédité par le débit du compte 42972 (voir commentaires du compte 42972).*

### **42972 - Débits (hors E.P.N.)**

*Le compte 42972 est :*

- débité par la subdivision intéressée du compte 42971 sur autorisation des autorités qualifiées à cet effet, du montant des débits dont l'agent comptable ou le régisseur est dispensé de faire provisoirement l'avance ;*
- crédité soit par le débit du compte 6714 - Créances de gestion courante devenues irrécouvrables dans l'exercice, soit par le débit du compte 6744 - Créances de gestion technique devenues irrécouvrables dans l'exercice, du montant des décharges de responsabilité ou des remises gracieuses obtenues ;*
- crédité par le débit d'un compte de trésorerie des sommes mises à la charge du comptable ou du régisseur et réglées par l'intéressé.*

## **43 - Sécurité sociale et autres organismes sociaux**

Article 444-43 du PCG :

"Les comptes 431 « Sécurité sociale » et 437 « Autres organismes sociaux » sont crédités respectivement du montant :

- des sommes dues par l'entité à la Sécurité sociale ainsi qu'aux différents organismes sociaux au titre des cotisations patronales d'assurances sociales, d'allocations familiales, d'accidents du travail, de retraites du personnel par le débit des comptes de charges par nature intéressés ;
- des sommes à régler aux organismes susvisés pour le compte du personnel par le débit du compte 421 « Personnel - Rémunérations dues ».

Ils sont débités des règlements effectués à ces organismes par le crédit d'un compte de trésorerie.

Dans l'hypothèse où, conformément aux dispositions de certains accords de salaires, conventions collectives ou contrats de travail individuels, l'entité a réglé à ses employés tout ou partie de leur rémunération en cas de maladie, d'accident ou de maternité, le compte 4387 « Produits à recevoir » est débité du montant des diverses prestations qu'elle a ainsi avancées à ses salariés pour le compte de la Sécurité sociale et des autres organismes sociaux par le crédit du compte 641 « Rémunérations du personnel »."

### **431 - Sécurité sociale**

*Le compte 431 enregistre les contributions (CSG, CRDS, etc.) et les cotisations salariales et patronales dues par l'organisme à la sécurité sociale. Il est crédité par le débit des subdivisions du compte 64 - Charges de personnel pour le montant des cotisations patronales, et du compte 421 pour le montant des cotisations salariales. Il est débité des règlements effectués par le crédit d'un compte de trésorerie.*



## **432 - Autres cotisations de sécurité sociale**

*Le compte 432 enregistre notamment les cotisations maladie et vieillesse spécifique au régime des clercs et employés de notaires (compte 4321) au régime des mines ou à celui de la Caisse nationale militaire de sécurité sociale.*

## **437 - Autres organismes sociaux**

*Le compte 437 enregistre les cotisations patronales et salariales, y compris le prélèvement pour pension civile des fonctionnaires détachés dans les EPN, à verser à divers organismes de retraite, de prévoyance, de chômage, à l'administration pour les fonctionnaires, ainsi qu'aux mutuelles. Sont également à imputer à ce compte les opérations sur titre restaurant ainsi que les chèques vacances.*

*Le compte 437 est crédité du montant des différentes cotisations salariales et patronales à verser aux organismes de prévoyance et de retraite complémentaire ainsi qu'aux ASSEDIC, par le débit du compte 421, pour les cotisations salariales, et des subdivisions du compte 64, pour les cotisations patronales, ou du compte 647 pour la part restant à la charge de l'organisme relative aux titres restaurant. Le compte 437 est débité des règlements effectués par le crédit d'un compte de trésorerie.*

## **438 - Sécurité sociale et autres organismes sociaux : charges à payer et produits à recevoir**

*Le compte 438 distingue les charges à payer et les produits à recevoir.*

### **4382 - Charges sociales sur congés à payer**

*Le compte 4382 retrace les charges sociales sur les congés à payer.*

*Il est crédité du montant des charges qui n'ont pas été constatées avant la clôture de l'exercice, par le débit du compte 6455 - Charges sociales sur congés à payer et compte épargne temps.*

*Lors de l'exercice suivant, l'organisme peut soit contrepasser les écritures soit procéder à l'apurement du compte de tiers au fur et à mesure de la réalisation des opérations.*

### **4386 - Autres charges à payer**

*Le compte 4386 est crédité en fin d'exercice du montant des cotisations patronales dues à la clôture de l'exercice et restant à payer. A l'ouverture de l'exercice suivant, ces écritures sont contre-passées.*

*Il n'est pas utilisé pour les charges salariales qui ne constituent pas des charges pour l'entreprise. Les cotisations restent inscrites aux comptes 431 ou 437.*

### **4387 - Produits à recevoir**

*Le compte 4387 est notamment utilisé dans le cadre de la subrogation pour enregistrer les cotisations dues à un membre du personnel absent pour maladie, maternité ou accident du travail, et qui a continué à percevoir l'intégralité de son salaire.*

*Le compte 4387 est débité du montant des diverses prestations que l'organisme a ainsi avancées à ses salariés pour le compte de la sécurité sociale et des autres organismes sociaux, par le crédit du compte 641 - Rémunérations du personnel de statut de droit privé.*

*A l'ouverture de l'exercice suivant, ces écritures sont contre-passées.*

## **44 - Entités publiques**

*Le compte 44 enregistre les créances et les dettes avec l'État, les collectivités territoriales, les établissements publics nationaux ou locaux, les États étrangers ou les organismes internationaux. Sont également décrites dans ce compte, les créances et les dettes vis-à-vis de fonds nationaux ayant la personnalité juridique ou l'autonomie financière (par exemple le FNAL, le FNE, etc.).*

*Les différentes catégories d'entités publiques sont identifiées, lorsque cela s'avère nécessaire, au sein du compte 44 au 4ème chiffre pour les comptes 442, 443, 444 et 445 et au 5ème ou 6ème chiffre selon les cas, pour les subdivisions du compte 441, de la façon suivante :*

*1 - État*

*2 - Établissements publics nationaux*

*3 - Fonds nationaux*

*4 - Collectivités territoriales*

*5 - Établissements publics locaux*

*6 - Organismes internationaux*

*8 - Autres entités publiques.*

### **441 - Entités publiques : contributions, dotations et subventions à recevoir ou à verser**

*Dès lors que les opérations entre la sécurité sociale et les entités publiques revêtent un caractère permanent et, ou qu'elles représentent des montants significatifs, les subdivisions du compte 441 doivent être complétées au 5ème ou 6ème chiffre de l'identifiant relatif à l'entité publique concernée.*

#### **4411 - Entités publiques : subventions d'investissement à recevoir**

*Le compte 4411 est débité du montant des subventions d'investissement accordées par une entité publique à un organisme de sécurité sociale et non encore perçues, par le crédit des comptes 102 - Dotation - apport ou 13 - Subventions d'investissement. Il est crédité par le débit d'un compte de trésorerie lors de la réception des subventions susvisées.*

#### **4412 - Entités publiques : subventions d'exploitation à recevoir**

*Le compte 4412 est débité du montant des subventions d'exploitation accordées par une entité publique et non encore perçues, par le crédit du compte 74 - Subventions d'exploitation. Il est crédité par le débit d'un compte de trésorerie lors de la réception des subventions susvisées.*

#### **4413 - Entités publiques : contributions, dotations et subventions d'équilibre à recevoir**

*Le compte 4413 est débité du montant des subventions d'équilibre accordées par une entité publique et non encore perçues, par le crédit du compte 7572x3 « Subventions d'équilibre ». Il est crédité par le débit d'un compte de trésorerie lors de la réception des subventions susvisées. Il s'agit notamment de la dotation d'équilibre versée par l'État au fonds « CMU ».*

#### **4414 - Entités publiques : participations aux frais de gestion à recevoir**

*Le compte 4414 retrace les créances liées aux frais de gestion supportés par un organisme de sécurité sociale à l'occasion du versement de prestations réalisé pour le compte d'une entité publique. Le compte 4414 est débité par le crédit du compte 7088 - Autres produits d'activités annexes. Il est crédité par le débit d'un compte de trésorerie.*

#### **4415 - Entités publiques : subventions d'investissement à verser**

*Le compte 4415 enregistre les subventions d'investissement ou de fonctionnement versées par un organisme de sécurité sociale à une entité publique.*

*Le compte 4415 est crédité du montant de la subvention à verser, par le débit du compte 6572 - Autres charges techniques. Il est débité au moment du versement de la subvention par le crédit d'un compte de trésorerie.*

#### **4416 - Entités publiques : contributions et subventions d'équilibre à verser**

*Le compte 4416 retrace notamment les contributions versées par des organismes de sécurité sociale pour financer des fonds nationaux.*

*Le fonctionnement du compte 4416 est identique à celui du compte 4415.*

#### **4417 – Entités publiques : subventions d'exploitation à verser**

#### **4419 - Entités publiques : avances sur subventions**

##### **44191 - Avances sur subventions à recevoir**

*Le compte 44191 enregistre les avances sur les subventions versées par une entité publique. Il est crédité lorsque l'avance est reçue, par le débit d'un compte de trésorerie. Il est débité par le crédit des comptes 4411, 4412 ou 4413.*

##### **44192 - Avances sur subventions à verser**

*Le compte 44192 enregistre les avances sur les subventions à verser à des entités publiques.*

*Ce compte est débité lors du versement de l'avance, par le crédit d'un compte de trésorerie. Il est crédité par le débit du compte 4414 lorsque la subvention est versée à l'entité publique.*

#### **442 - Opérations faites par un organisme de sécurité sociale pour le compte d'une entité publique**

*Le compte 442 retrace l'ensemble des dettes et des créances résultant d'opérations réalisées par un organisme de sécurité sociale pour le compte d'une entité publique. Par exemple, en matière de recettes, le recouvrement par les URSSAF de la CRDS au profit de la CADES, le fonds CMU, les prestations ASA pour le compte du Fonds de solidarité ; en matière de dépenses, le paiement du RMI pour le compte de l'État ou le versement de l'ALS ou de l'ALT par la CNAF pour le compte du FNAL par exemple....*

*Le compte 442 est subdivisé par catégories d'entités publiques. Ses subdivisions sont aménagées de manière à donner le détail des opérations de recettes ou de dépenses effectuées pour le compte d'une entité publique.*

*Il est précisé que la contribution sociale de solidarité des sociétés (C.S.S.S.) et la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat (T.A.C.A.) sont recouvrées, pour le compte de l'État, par le RSI ; les produits correspondants ainsi que ceux relatifs au FISAC et à l'indemnité de départ sont ensuite reversés aux différents bénéficiaires par cette dernière au vu des arrêtés ou des décisions de reversement pris par l'État. Pour ces raisons, les opérations faites à ce titre par le RSI sont retracées dans les comptes 442 et 4675.*

*Le compte 442 ne fait jouer que des comptes de tiers ou financiers.*

#### **443 - Opérations faites par une entité publique pour le compte de la sécurité sociale**

*Le compte 443 enregistre les dettes d'un organisme vis à vis de l'État ou d'une autre entité publique. Y sont retracées notamment, les prestations familiales servies à leur personnel en activité et en retraite par les administrations de l'État, la S.N.C.F., la R.A.T.P., E.D.F., ou « assimilées » comme France Télécom et La Poste (art. L. 212-1 et L. 712-1 à 13).*

#### **444 - Prestations prises en charge ou remboursées par une entité publique**

*Le compte 444 enregistre les créances d'un organisme vis à vis d'une entité publique du fait de la prise en charge totale ou partielle par cette dernière d'une prestation sociale. Par exemple, la prise en charge par le SASPA (compte 4448 - Autres entités publiques) de l'allocation spéciale vieillesse pour les personnes qui ne relèvent pas d'une organisation autonome de l'allocation vieillesse ou d'un régime vieillesse de sécurité sociale ou les remboursements de prestations.*

*Les organismes peuvent compléter, le cas échéant, les subdivisions du compte 444 pour distinguer la catégorie des prestations prises en charge par une entité publique.*

*Le compte 444 est débité du montant des prestations sociales prises en charge par l'entité publique, par le crédit du compte 7572x2 - Contributions publiques - remboursement de prestations. Il est crédité par le débit d'un compte de trésorerie.*

#### **445 - Entités publiques: cotisations, contributions, impôts et taxes affectés**

*Le compte 445 enregistre les créances d'un organisme vis à vis de l'État (ou d'une autre entité publique) consécutives à la prise en charge totale ou partielle par ce dernier d'une cotisation, d'une contribution sociale, d'une partie d'un salaire (CES...) ou assimilée.*

*Le compte 445 est débité soit par le crédit des comptes 7562 - Transferts de charges opérés entre l'État et les organismes de sécurité sociale ou 7572x1 - Remboursements de cotisations, soit par le crédit du compte 442 – Opérations faites par un organisme de Sécurité Sociale pour le compte d'une entité publique. Il est crédité par le débit d'un compte de trésorerie.*

#### **446 - État : impôts sur les bénéfices et taxes sur le chiffre d'affaires**

*Le compte 446 regroupe toutes les dettes et les créances liées aux impôts dus à l'État, qu'elles concernent les impôts sur les bénéfices ou les taxes sur le chiffre d'affaires.*

*Le compte 4461 - État : impôts sur les bénéfices enregistre les sommes dues par un organisme au titre de l'impôt sur les bénéfices. Ce compte est crédité du montant des impôts sur les bénéfices dus à l'État, par le débit du compte 695 - Impôts sur les bénéfices. Il est débité du montant des acomptes et du solde des règlements effectués au Trésor public par le crédit d'un compte de trésorerie. Le règlement de l'impôt forfaitaire annuel, éventuellement dû par un organisme, est comptabilisé initialement comme une avance sur impôt au débit du compte 4461 par le crédit d'un compte de trésorerie.*

*Les comptes 4462 à 4468 - État : taxes sur le chiffre d'affaires décrivent d'une part, le montant des taxes collectées pour le compte de l'État, et d'autre part, le montant des taxes à récupérer.*

*- La TVA collectée par un organisme constitue une dette envers le Trésor public. Elle est enregistrée au crédit du compte 4467 - TCA collectée par l'organisme.*

*- La TVA déductible sur achats de biens et services constitue une créance sur le Trésor public enregistrée au débit du compte 4466 - TCA déductible. Des sous-comptes peuvent être ouverts pour intégrer des modalités particulières de récupération.*

*- La TVA à verser au Trésor public au titre du mois ou du trimestre est constatée au crédit du compte 4465 - Taxes sur le chiffre d'affaires à décaisser, en débitant le compte 4467 - TCA collectée par l'organisme et en créditant une des subdivisions du compte 4466 - TCA déductible.*

## **447 - Autres opérations avec une entité publique**

*Le compte 4471 retrace les autres impôts et taxes dus par un organisme (utilisé en contrepartie d'un compte de la classe 6) et le compte 4472 retrace les exonérations de cotisation et les impôts et taxes affectés aux organismes de sécurité sociale (utilisé en contrepartie d'un compte de la classe 7).*

## **448 - Entités publiques : charges à payer et produits à recevoir**

*Le compte 448 est utilisé pour rattacher à l'exercice les différentes opérations réalisées avec une entité publique.*

## **45 - Organismes et autres régimes de sécurité sociale**

*Le compte 45 enregistre des opérations mettant exclusivement en relation des organismes de sécurité sociale (ou assimilés)<sup>(1)</sup>.*

*Ce compte retrace les dettes et les créances liées, d'une part, à des opérations effectuées entre un organisme national et les échelons locaux d'une même branche ou d'un même régime, et, d'autre part, aux opérations réalisées entre organismes de sécurité sociale.*

*Le compte 45 est obligatoirement utilisé pour retracer les relations entre organismes à l'exclusion de tout autre compte de la classe 4 ou de la classe 1 (compte 18).*

*Les subdivisions du compte 45 permettent d'identifier les régimes et / ou les organismes de sécurité sociale.*

*Les comptes 451, 452 et 453 regroupent les organismes, unions et fédérations du régime général.*

*Les comptes 454 et 455 regroupent respectivement les organismes des régimes agricoles et des professions indépendantes.*

*Le compte 456 distingue tout d'abord les régimes spéciaux (comptes 4561 à 4565).*

*Le compte 4561 est réservé aux régimes des fonctionnaires civils de l'État et de la caisse nationale militaire de sécurité sociale (CNMSS).*

*Le compte 4562 est réservé aux régimes des entreprises nationales.*

*Sont assimilées pour des raisons historiques aux entreprises nationales, la Poste et France Télécom.*

*Le compte 4563 est utilisé pour suivre les fonds gérés par la Caisse des dépôts et consignations, le compte 4564 pour les divers autres organismes spéciaux et le compte 4565 pour les autres régimes et organismes de sécurité sociale.*

*Le compte 457 retrace les relations avec les organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base.*

*En outre, le compte 458 retrace les diverses opérations entre organismes de sécurité sociale.*

*Dès lors qu'un organisme ou régime effectue des opérations avec d'autres régimes ou organismes identifiés dans les comptes 45, il retrace les opérations de transfert au compte concerné, à l'exception des opérations de transfert de compensation qui sont retracées dans les subdivisions du compte 4581 (cf. ci-après).*

*Figurent dans ce compte :*

- les opérations relatives aux transferts de compensation qui sont des mécanismes destinés à assurer une solidarité financière totale ou partielle entre deux ou plusieurs organismes de sécurité sociale (compte 4581)*
- les opérations relatives à la collecte de la CSG et de la CRDS sur les revenus de remplacement à reverser aux organismes de recouvrement (compte 4582)*
- les opérations relatives à la collecte de la CSG et de la CRDS sur les revenus d'activités par les CMSA à reverser à l'ACOSS (compte 4583)*

---

<sup>(1)</sup> Il est précisé que les cotisations et contributions sociales qu'un organisme de sécurité sociale verse en sa qualité d'employeur sont retracées, dans les conditions de droit commun, dans les subdivisions concernées du compte 43.

- les opérations faites par un organisme de sécurité sociale pour le compte d'un autre organisme de sécurité sociale (compte 4584) ;

A ce titre y sont inscrites les opérations effectuées par un organisme de sécurité sociale agréé agissant pour des personnes rattachées au régime général pour l'ensemble des risques et charges [par exemple, les opérations réalisées par l'AGESSA ou la « maison des artistes » pour les artistes - auteurs, ou les cotisations encaissées par la caisse des français de l'étranger (C.F.E.) virées à l'ACOSS pour le compte de la CNAVTS].

- les opérations faites en commun (compte 4585) est utilisé par exception dès lors que le destinataire de l'opération n'est pas identifié dans l'une des subdivisions du compte 45 ;

- les différentes opérations réalisées avec un autre organisme de sécurité sociale à rattacher à l'exercice (compte 4586 - Charges à payer et 4587 - Produits à recevoir).

## **46 - Débiteurs et créditeurs divers**

Le compte 46 enregistre les dettes et les créances diverses qui ne peuvent être rattachées directement aux comptes précédents de la classe 4.

Ces comptes n'enregistrent pas les dettes et créances d'exploitation.

### **461 - Opérations effectuées pour le compte de tiers**

Le compte 461 enregistre les dettes et les créances liées à des opérations effectuées pour le compte de tiers autres que des entités publiques ou des organismes de sécurité sociale.

Y figurent notamment les recouvrements de contributions effectués par les organismes de sécurité sociale pour le compte des ASSEDIC (IRCEM), pour le reversement transport, pour les unions régionales des médecins, etc.

### **462 - Créances sur cessions d'immobilisations**

Article 444-46 du PCG :

"Lors de la cession d'immobilisations autres que les TIAP, le compte 462 « Créances sur cessions d'immobilisations » est débité du prix de cession des éléments d'actif cédés, par le crédit du compte 775 « Produits des cessions d'éléments d'actif » ; simultanément, le compte d'immobilisations concerné est crédité par le débit du compte 675 « Valeurs comptables des éléments d'actif cédés » ; les amortissements en sont déduits.

Lors de la cession de TIAP, le compte 462 est débité du prix de cession des TIAP, par le crédit :

- du compte 775, lorsque la cession est génératrice d'un profit ; simultanément, le compte 273 « Titres immobilisés de l'activité de portefeuille » est crédité par le débit du compte 775 ;
- du compte 675, lorsque la cession est génératrice d'une perte ; simultanément, le compte 273 est crédité par le débit du compte 675.

Lors de la cession de valeurs mobilières de placement, le compte 465 « Créances sur cessions de valeurs mobilières de placement » est débité, par le crédit :

- du compte 767 « Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement », lorsque la cession est génératrice d'un profit ; simultanément, le compte 50 « Valeurs mobilières de placement » est crédité par le débit du compte 767 ;
- du compte 667 « Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement », lorsque la cession est génératrice d'une perte ; simultanément, le compte 50 « Valeurs mobilières de placement » est crédité par le débit du compte 667."

#### **463 – Autres comptes débiteurs – ordres de recettes ou ordres de reversement à recouvrer<sup>(1)</sup>**

*Sont comptabilisées à ce compte les opérations de l'organisme avec les tiers présentant un solde normalement débiteur lorsqu'elles ne peuvent être comptabilisées à un autre compte de classe 4, ainsi que les opérations relatives aux ordres de reversement.*

#### **464 - Dettes sur acquisitions de valeurs mobilières de placement**

Article 444-46 du PCG :

"Le compte 464 « Dettes sur acquisitions de valeurs mobilières de placement » enregistre à son crédit le montant des dettes relatives à l'acquisition de valeurs mobilières de placement ; le compte 50 « Valeurs mobilières de placement » est débité en contrepartie."

#### **465 - Créances sur cessions de valeurs mobilières de placement**

*Lors de la cession de VMP, le compte 465 est débité :*

- par le crédit du compte 767 - Produits nets sur cessions de VMP, en cas de profit ;*
- par le crédit du compte 667 - Charges nettes sur cessions de VMP, en cas de perte.*

#### **466 - Autres comptes créditeurs**

*Sont comptabilisées à ce compte les opérations effectuées par l'organisme avec des tiers présentant un solde normalement créditeur lorsqu'elles ne peuvent pas être comptabilisées à un autre compte de la classe 4.*

#### **4663 - Virements à réimputer**

*Le compte 4663 enregistre au crédit les rejets, effectués par les établissements financiers, de virements émis au profit de bénéficiaires. Il est débité par le crédit d'un compte de trésorerie lors du règlement définitif.*

#### **4664 - Excédents de versement à rembourser**

*Le compte 4664 enregistre les excédents de versements à rembourser autres que ceux résultant du paiement de cotisations sociales et assimilées (comptes 4192 à 4195 - Cotisants créditeurs).*

*Le compte 4664 est crédité au moment du constat de l'excédent de versement. Il est débité par le crédit d'un compte de tiers ou d'un compte de trésorerie.*

#### **4667 - Oppositions**

*Le compte 4667 est crédité par le débit des comptes de tiers intéressés (prestataires ou fournisseurs) au moment de l'enregistrement de la retenue de l'opposition notifiée à l'organisme. Il est débité lors du versement des sommes dues au tiers bénéficiaire.*

---

<sup>(1)</sup> Comptes spécifiques EPN

## **467 - Autres comptes débiteurs ou créditeurs**

Article 444-46 du PCG :

"Les opérations dont le solde peut être indifféremment soit débiteur, soit créditeur sont comptabilisées à des subdivisions ouvertes sous le compte 467 « Autres comptes débiteurs ou créditeurs »."

*Les opérations effectuées par un organisme de sécurité sociale avec des tiers, lorsqu'elles ne peuvent pas être comptabilisées dans un autre compte de la classe 4, sont inscrites au compte 4671 - Autres comptes débiteurs, si elles présentent un solde normalement débiteur, et au compte 4672 - Autres comptes créditeurs, si elles présentent un solde normalement créditeur.*

*Le compte 4675 - Diverses taxes et contributions enregistre notamment les prises en charge et les opérations liées au recouvrement effectué par le RSI au titre de la TACA ou de la CSSS.*

*Les opérations imputées dans ces comptes doivent faire l'objet d'un apurement dans les plus brefs délais.*

## **468 - Divers : charges à payer et produits à recevoir**

Article 444-46 du PCG :

"La subdivision du compte 468 intitulée « Produits à recevoir » est débitée, notamment, des indemnités à recevoir consécutives à des sinistres ou litiges par le crédit des comptes de produits intéressés."

*Sont constatés dans ce compte les produits à recevoir et charges à payer qui ne peuvent être rattachées directement aux autres comptes de la classe 4.*

## **47 - Comptes transitoires ou d'attente**

Article 444-47 du PCG :

"Les opérations qui ne peuvent pas être imputées de façon certaine à un compte déterminé au moment où elles sont enregistrées ou qui exigent une information complémentaire, sont inscrites provisoirement dans les subdivisions 471 à 475 « Comptes d'attente » du compte 47 « Comptes transitoires ou d'attente ».

Ce procédé de comptabilisation ne sera utilisé qu'à titre exceptionnel. Toute opération portée au compte 47 sera imputée au compte définitif dans les moindres délais possibles.

Les comptes divisionnaires à prévoir, le cas échéant, à l'intérieur du compte 47 seront ouverts sous des intitulés précisant leur objet.

Les opérations inscrites dans ces comptes sont en principe reclassées en fin d'exercice parmi les comptes figurant au modèle de bilan.

Les comptes 476 « Différences de conversion – ACTIF » et 477 « Différences de conversion – PASSIF » enregistrent les différences de conversion résultant de l'actualisation, au taux de change de fin d'exercice, des comptes de créances et de dettes libellées en monnaies étrangères.

Le compte 476 est débité des pertes latentes constatées par le crédit de comptes de créances ou de comptes de dettes, selon qu'elles correspondent à une diminution des créances ou à une augmentation des dettes.

Le compte 477 est crédité des gains latents constatés par le débit de comptes de créances ou de comptes de dettes, selon qu'ils correspondent à une augmentation des créances ou à une diminution des dettes.

Les différences de conversion, lorsqu'elles sont compensées par des contrats de couverture de change, sont enregistrées dans des subdivisions distinctes des comptes 476 et 477."

*Tout compte 47 figurant au bilan doit être justifié par une information dans l'annexe.*



## 48 - Comptes de régularisation

Article 444-48 du PCG :

"(Règlement n°2004-06 du CRC) - En fin d'exercice, le compte 481 « Charges à répartir sur plusieurs exercices » enregistre à son débit les charges à répartir sur plusieurs exercices qui comprennent les frais d'émission des emprunts par le crédit du compte 79 « Transferts de charges ».

Il est crédité, à la clôture de chaque exercice, par le débit du compte 6812 « Dotations aux amortissements des charges d'exploitation à répartir » du montant de la quote-part des charges incombant à cet exercice, également en ce qui concerne l'exercice de transfert.

Le compte 486 « Charges constatées d'avance » enregistre les charges qui correspondent à des achats de biens et de services dont la fourniture ou la prestation interviendra ultérieurement. Il est débité, en fin d'exercice, par le crédit des comptes de charges intéressés. Il est crédité, à l'ouverture de l'exercice suivant, par le débit de ces mêmes comptes. Un autre procédé de comptabilisation consiste, lors de l'enregistrement initial de la facture, à affecter directement au compte de régularisation 486 la quote-part des charges se rapportant à un exercice ultérieur.

Le compte 487 « Produits constatés d'avance » enregistre les produits perçus ou comptabilisés avant que les prestations ou les fournitures les justifiant aient été effectuées ou fournies. Il est crédité, en fin d'exercice, par le débit des comptes de produits intéressés. Il est débité, à l'ouverture de l'exercice suivant, par le crédit de ces mêmes comptes. Un autre procédé de comptabilisation consiste, lors de l'enregistrement initial de la facture, à affecter directement au compte de régularisation 487 la quote-part des produits se rapportant à un exercice ultérieur.

Les comptes 486 et 487 peuvent être subdivisés conformément à la nomenclature des classes 6 et 7. [...]

Le compte 488 « Comptes de répartition périodique des charges et des produits » enregistre les charges et les produits dont le montant peut être connu ou fixé d'avance avec une précision suffisante et qu'on décide de répartir par fractions égales entre les périodes comptables de l'exercice. Il s'agit du système de l'abonnement. En cours d'exercice, l'abonnement est modifié, s'il y a lieu, en plus ou en moins, de manière que le total des sommes inscrites au débit ou au crédit des comptes intéressés des classes 6 ou 7 soit égal, en fin d'exercice, au montant effectif de la charge ou du produit. Le compte 488 est soldé à la fin de l'exercice."

## 49 - Dépréciations des comptes de tiers

*Des provisions pour dépréciation des comptes de tiers doivent être systématiquement constituées dès lors qu'apparaît une perte probable liée aux difficultés de recouvrement d'une créance quelle que soit sa nature : prestations (légales ou extralégales) indues à récupérer, recours contre des tiers, comptes clients et cotisants, etc..*

*Le montant de la provision pour dépréciation est évalué en fonction de la situation particulière des débiteurs. Ce montant peut être calculé à partir d'une estimation forfaitaire, sous réserve que la méthode retenue soit autorisée par la réglementation et qu'elle permette une approximation suffisante, retenant comme référence des créances et des situations de même nature dont les risques de non recouvrement sont identiques.*

*Le calcul du montant des provisions arrêté par un organisme est détaillé dans un état figurant dans l'Annexe.*

Ces comptes sont crédités, en fin d'exercice :

- par le débit du compte 6817 « Dotations aux dépréciations des actifs circulants » (autres que valeurs mobilières de placement) ;
- ou par le débit du compte 6876 « Dotations aux dépréciations exceptionnelles ».

Lorsque la provision est devenue, en tout ou partie sans objet, ou se révèle exagérée, ou lorsque se réalise le risque de non-recouvrement couvert par la provision, ces comptes sont débités :

- par le crédit du compte 7817 « Reprises sur dépréciations des actifs circulants » (autres que valeurs mobilières de placement) ;
- ou par le crédit du compte 7876 « Reprises sur dépréciations exceptionnelles ».

## **496 - Dépréciations des comptes de débiteurs divers**

*Le compte 496 enregistre le montant de la dépréciation des créances comptabilisées aux subdivisions du compte 409  
- Fournisseurs, intermédiaires sociaux et prestataires débiteurs - compte d'actif.*

## CLASSE 5 - Comptes financiers

La classe 5 « Comptes financiers » est essentiellement destinée à retracer les mouvements de trésorerie de l'organisme, c'est à dire les opérations sur les valeurs en espèces, chèques, coupons, etc., ainsi que les relations avec le Trésor public, la Caisse des Dépôts et Consignations, les banques et établissements financiers. Par extension, la classe 5 comprend également les comptes relatifs aux valeurs mobilières de placement.

### 50 - Valeurs mobilières de placement

*Les valeurs mobilières de placement (V.M.P.) sont des titres acquis en vue de réaliser un gain à brève échéance par opposition aux titres immobilisés décrits au compte 27. Le compte 50 qui enregistre les mouvements de titres dont l'organisme possède la libre disposition, est utilisé conformément aux réglementations propres à chaque organisme.*

Article 445-50 du PCG :

"[...] Les comptes 503 - Actions et 504 - Autres titres conférant un droit de propriété sont débités de la valeur d'acquisition des actions et autres titres conférant un droit de propriété, par le crédit du compte 464 - Dettes sur acquisitions de valeurs mobilières de placement ou d'un compte de disponibilités. Lors de la revente de ces actions ou titres, les comptes 503 et 504 sont crédités du montant de la valeur comptable de ces actions ou titres, par le débit :

- du compte 767 - Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement, lorsque la cession des titres est génératrice d'un profit ; simultanément lors de la cession, le prix de cession est porté au crédit du compte 767 ;
- du compte 667 - Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement, lorsque la cession des titres est génératrice d'une perte ; simultanément lors de la cession, le prix de cession est porté au crédit du compte 667.

La valeur d'acquisition des titres conférant un droit de créance est inscrite dans les comptes 506 - Obligations, 507 - Bons du Trésor et bons de caisse à court terme et 508 - Autres valeurs mobilières et créances assimilées.

Les écritures comptables relatives aux opérations d'acquisition, d'annulation ou de cession d'actions sont applicables aux opérations similaires effectuées sur des obligations et des bons du Trésor.

L'acquéreur ou le souscripteur de bons de souscription enregistre la valeur des bons dans le compte 50 - Valeurs mobilières de placement."

### 508 - Autres valeurs mobilières de placement et autres créances assimilées

#### 5081 - Autres valeurs mobilières

*Le compte 5081 enregistre notamment les titres d'emprunts émis ou garantis par l'État, les parts de fonds communs de placement et actions de SICAV autorisées.*

*Les écritures comptables relatives aux opérations d'acquisition ou de cession d'actions sont applicables aux opérations similaires effectuées sur les autres valeurs mobilières (cf. commentaires du compte 503).*

#### 5088 - Intérêts courus sur obligations, bons et valeurs assimilées

*La créance d'intérêts est acquise à la date d'échéance du coupon. Toutefois, les fruits civils s'acquérant jour par jour (code civil, art. 586), les intérêts courus et non échus à la clôture de l'exercice constituent des produits à recevoir rattachés au compte de valeurs mobilières correspondant, en l'occurrence au compte 5088.*

*Le compte 5088 est débité, en fin d'exercice, du montant des intérêts courus non échus, par le crédit du compte 764 - Revenus des valeurs mobilières de placements (V.M.P.).*

*A l'échéance, le compte 4671 - Autres comptes débiteurs est débité par le crédit du compte 5088, pour la part des intérêts courus non échus constatés à la fin de l'exercice, et par le crédit du compte 764 pour la part afférente à l'exercice.*

*Lors de l'encaissement des intérêts, le compte de trésorerie est débité par le crédit du compte 4671.*

## **509 - Versements restant à effectuer sur valeurs mobilières de placement non libérées**

Article 445-50 du PCG :

"Le compte 509 - Versements restant à effectuer sur valeurs mobilières de placement non libérées est crédité du montant des versements restant à effectuer sur les valeurs mobilières de placement non libérées par le débit des subdivisions concernées du compte 50."

## **51 - Banques, établissements financiers et assimilés**

### **511 - Valeurs à l'encaissement**

Article 445-51 du PCG :

"Le compte 511 « Valeurs à l'encaissement » est débité du montant des coupons échus à encaisser, des chèques et des effets remis à l'encaissement ainsi que des effets remis à l'escompte, par le crédit des comptes intéressés."

#### **5112 - Chèques à encaisser**

*Le compte 5112 est débité du montant des chèques remis à l'encaissement, par le crédit des comptes de tiers intéressés. Il est crédité au reçu de l'avis de crédit ou de l'extrait de compte (par exemple, les chèques bancaires ou postaux).*

#### **5113 - Effets à l'encaissement**

*Le compte 5113 retrace notamment la remise à l'encaissement des chèques vacances.*

#### **5115 - Cartes bancaires à l'encaissement**

*Le compte 5115 retrace les encaissements de recettes effectués par cartes bancaires lorsqu'un organisme y est autorisé.*

*Le compte 5115 est débité quotidiennement du montant total des recettes encaissées, par le crédit du compte 4718 - Autres recettes à classer.*

*Le compte 4718 est débité par le crédit du compte de classe 7 concerné pour le montant brut des recettes.*

*A la réception de l'avis de crédit émis par le teneur de compte, et après rapprochement avec le relevé reçu du centre de traitement, le compte 5115 est crédité par le débit des comptes :*

- 4721 - Dépenses payées avant ordonnancement, pour le montant de la commission prélevée par le GIE ; le compte 4721 est crédité par une subdivision du compte 6272- Commissions sur cartes bancaires.*
- 512 - Banques, 513 - Caisse des Dépôts et Consignations, 514 - Chèques postaux ou 515 - Trésor public, pour le montant de la somme portée par l'établissement financier au crédit du compte de l'organisme.*

## **5117 - Chèques impayés**

*Le compte 5117 retrace la constatation et la régularisation des chèques impayés qui doit intervenir dans les meilleurs délais.*

*Au moment de la constatation des effets impayés, le compte 5117 est débité du montant de l'impayé, par le crédit de la subdivision concernée du compte 511 d'effets à encaisser.*

*Si le chèque est représenté en l'état, la régularisation est constatée par le débit d'un compte de trésorerie, par le crédit du compte 5117. Si, par contre, le débiteur établit un nouveau chèque, le compte 5117 est apuré, par le débit du compte 511.*

*S'il n'y a pas de régularisation du chèque impayé, la créance initiale subsiste avec toutes ses garanties et il convient d'annuler l'opération initiale en débitant le compte crédité à tort par le crédit du compte 5117. Cette écriture a pour but de rétablir la créance contentieuse au compte de tiers de l'intéressé et permettre la poursuite du recouvrement à l'issue du délai accordé au tireur pour régulariser son paiement.*

## **512 - Banques, 513 - Caisse des Dépôts et Consignations, 514 - Chèques postaux et 515 - Trésor public**

Article 445-51 du PCG :

" Pour chaque compte bancaire dont elle est titulaire, l'entité utilise une subdivision distincte du compte 512 « Banques ». Aucune compensation ne peut être opérée entre les comptes à solde créditeur et les comptes à solde débiteur."

*Il en est de même pour les comptes 513, 514 et 515.*

## **518 - Intérêts courus**

Le compte 518 constate selon les cas, les intérêts à payer et les intérêts à recevoir.

Lorsqu'il s'agit de produits d'intérêts, le compte 518 est débité par le crédit de la subdivision concernée du compte 76.

Lorsqu'il s'agit de charges d'intérêts, le compte 518 est crédité par le débit de la subdivision concernée du compte 66.

## **519 - Concours bancaires courants**

*Le compte 519 est destiné à recevoir, lorsque l'organisme est autorisé à y recourir, le montant des fonds provenant d'avances de trésorerie et de l'ouverture d'une ligne de crédit dans un établissement financier.*

Article 445-51 du PCG :

" Les effets financiers créés en représentation des crédits consentis à l'entité, dans le cadre d'opérations de mobilisation de créances commerciales (CMCC) ou de mobilisation de créances nées à l'étranger, sont comptabilisés à des subdivisions du compte 519 « Concours bancaires courants ». Les intérêts courus liés à ces moyens de financement sont inscrits dans une subdivision du compte 519."

*Il est crédité par le débit du compte de trésorerie lors de l'encaissement des fonds.*

*Il est débité lors du remboursement de ces fonds, par le crédit du compte de trésorerie, les intérêts étant enregistrés au compte 6615 « Intérêts des comptes courants et de dépôts créditeurs ».*

*En fin d'exercice, les intérêts courus non échus sont portés au débit du compte 6615, par le crédit du compte 5181 - Intérêts courus à payer.*

## 52 - Instruments de trésorerie

Article 445-52 du PCG :

"Le compte 52 « Instruments de trésorerie » est utilisé pour comptabiliser les opérations décrites à l'article 372 – 2 du PCG."

Article 372-2 du PCG :

"Une opération n'est qualifiée de couverture que si elle présente toutes les caractéristiques suivantes :

- les contrats ou options de taux d'intérêt achetés ou vendus ont pour effet de réduire le risque de variation de valeur affectant l'élément couvert ou un ensemble d'éléments homogènes, • l'élément couvert peut être un actif, un passif, un engagement existant ou une transaction future non encore matérialisée par un engagement si cette transaction est définie avec précision et possède une probabilité suffisante de réalisation,
- l'identification du risque à couvrir est effectuée après la prise en compte des autres actifs, passifs et engagements,
- une corrélation est établie entre les variations de valeur de l'élément couvert et celles du contrat de couverture, ou celles de l'instrument financier sous-jacent s'il s'agit d'options de taux d'intérêt, puisque la réduction du risque résulte d'une neutralisation totale ou partielle, recherchée, a priori, entre les pertes éventuelles sur l'élément couvert et les gains sur les contrats négociés, ou l'option achetée, en couverture.

Les opérations réalisées par les vendeurs d'options ne peuvent être qualifiées de couverture que dans des cas exceptionnels.

Les contrats qualifiés de couverture sont identifiés et traités comptablement en tant que tels dès leur origine et conservent cette qualification jusqu'à leur échéance ou dénouement.

Les variations de valeur de ces contrats ou options, constatées sur les marchés organisés, sont enregistrées dans un compte d'attente libellé Instruments de trésorerie puis rapportées au compte de résultat sur la durée de vie résiduelle de l'élément couvert de manière symétrique au mode de comptabilisation des produits et charges sur cet élément.

Lors de la sortie de l'élément couvert, le montant des variations de valeur enregistrées en compte d'attente jusqu'à cette date est intégralement rapporté au compte de résultat et, si l'opération de couverture n'est pas dénouée, les variations ultérieures concernant cette opération sont traitées conformément à l'article 372-3.

Pour les éléments couverts dont les règles d'évaluation imposent de retenir à l'inventaire le coût d'achat ou le prix de marché si celui-ci est inférieur, le montant cumulé des variations de valeur du contrat, enregistrées en compte d'attente, vient en déduction dans le calcul des éventuelles dépréciations."

Article 372-3 du PCG :

(Règlement n°2005-09 du CRC) – Les variations de valeur des contrats négociés sur les marchés organisés, constatées par la liquidation quotidienne des marges débitrices et créditrices, sont portées au compte de résultat en charges ou produits financiers.

Les variations de valeur des options constatées lors de transactions de gré à gré sont inscrites à des comptes transitoires, en attente de régularisation ultérieure.

- à l'actif du bilan pour les variations qui correspondent à une perte latente,
- au passif du bilan pour les variations qui correspondent à un gain latent.

Les gains latents n'interviennent pas dans la formation du résultat.

Lorsque l'ensemble des transactions de gré à gré engendre une perte latente, celle-ci entraîne la constitution d'une provision financière.

## 53 - Caisse

Article 445-53 du PCG :

" Le compte 53 « Caisse » est débité du montant des espèces encaissées par l'entité. Il est crédité du montant des espèces décaissées. Son solde est soit débiteur soit nul."

## 54 - Régies et accréditifs

Article 445-54 du PCG :

Le compte 54 « Régies d'avances et accréditifs » enregistre, le cas échéant, les écritures relatives aux fonds gérés par les régisseurs [...]", *les sections locales mutualistes, les correspondants locaux, les œuvres, les agents comptables secondaires (dans le cas d'un EPN)* " [...] et aux accréditifs ouverts dans les banques au nom d'un tiers ou d'un agent de l'entité.

Ce compte est débité du montant des fonds remis aux régisseurs et aux titulaires d'accréditifs par le crédit d'un compte de trésorerie. Il est crédité :

- du montant des dépenses effectuées pour le compte de l'entité par le débit d'un compte de tiers ou de charges ;
- du montant des versements de fonds avancés, par le débit d'un compte de trésorerie."

*Dans la comptabilité du régisseur, le compte 545 - Régies de recettes traduit ses relations financières avec l'agent comptable. Le fonctionnement du compte 545 obéit aux règles propres définies par chaque organisme.*

## 58 - Virements internes

Article 445-58 du PCG :

"Les comptes 58 « Virements internes » sont des comptes de passage utilisés pour la comptabilisation pratique d'opérations au terme desquelles ils sont soldés.

Ces comptes sont notamment destinés à permettre la centralisation, sans risque de double emploi :

- des virements de fonds d'un compte de caisse ou de banque à un autre compte de banque ou de caisse ;
- et, plus généralement, de toute opération faisant l'objet d'un enregistrement dans plusieurs journaux auxiliaires."

## 59 –Dépréciations des comptes financiers

Article 445-59 du PCG :

"Le compte 590 « Dépréciations des valeurs mobilières de placement » est crédité du montant des dépréciations financières des valeurs mobilières de placement par le débit d'une subdivision du compte 6866 intitulée « Dotations aux dépréciations des valeurs mobilières de placement ».

Ce compte est débité par le crédit d'une subdivision du compte 7866 intitulée « Reprises sur dépréciations des valeurs mobilières de placement », lorsque la dépréciation s'avère, en tout ou partie, sans objet.

A la date de cession des valeurs mobilières de placement, en principe, la dépréciation antérieurement constituée est soldée par le crédit du compte 7866."





## **CLASSE 6 - Comptes de charges**

Article 446 du PCG :

"Les charges d'exploitation normale et courante sont enregistrées sous les comptes 60 « Achats », 61/62 « Autres charges externes », 63 « Impôts, taxes et versements assimilés », 64 « Charges de personnel » et 65 [...] « *Autres charges de gestion courante et charges de gestion technique* ».

*Les comptes de charge d'exploitation comprennent les comptes de charges de gestion courante et les comptes de charges de gestion technique.*

*Les charges de gestion courante sont enregistrées sous les comptes 60 à 655 et 68 (à l'exception du compte 6814 - Dotations aux provisions pour charges techniques), tandis que les comptes 656, 657, 658 et certaines subdivisions du compte 681 retracent les charges techniques.*

Article 446 du PCG :

"Les charges rattachées à la gestion financière figurent sous le compte 66 « Charges financières ».

Les charges relatives à des opérations exceptionnelles sont inscrites sous le compte 67 « Charges exceptionnelles ».

Le compte 68 « Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions » comporte des subdivisions distinguant les charges calculées d'exploitation, financières ou exceptionnelles.

Le compte 69 « Participation des salariés – Impôts sur les bénéfices et assimilés » enregistre les charges de la participation des salariés aux résultats et les impôts sur les bénéfices.

Les charges de la classe 6 sont enregistrées hors taxes récupérables.

Les comptes 60 à 69 n'enregistrent pas les montants affectés à des investissements ou à des placements qui sont à inscrire directement dans les comptes 20 « Immobilisations incorporelles », 21 « Immobilisations corporelles », 23 « Immobilisations en cours », 26 « Participations et créances rattachées à des participations », 27 « Autres immobilisations financières » et 50 « Valeurs mobilières de placement ».

A titre dérogatoire, si les entités ne sont pas en mesure de faire de telles distinctions au moment même où elles passent leurs écritures, soit qu'elles ne connaissent pas, alors, le caractère des sommes à enregistrer, soit qu'elles ignorent encore l'affectation qui sera donnée à ces sommes, l'affectation des dépenses à réimputer sera effectuée, en fin d'exercice, en les inscrivant, selon leur affectation et leur nature :

- ou au débit d'un compte de bilan par le crédit du compte 72 « Production immobilisée » ou par le crédit des subdivisions du compte 79 « Transferts de charges » ;
- ou au débit d'un autre compte de charges par le crédit des subdivisions intéressées du compte 79 « Transferts de charges ».

Les différentes charges sont enregistrées aux comptes de la classe 6 même lorsqu'elles sont déjà couvertes par des provisions. Les provisions antérieurement constituées sont annulées par le crédit du compte 78 « Reprises sur amortissements et provisions »."

*D'une manière générale, les comptes de charges, à l'exclusion notamment des comptes enregistrant les amortissements et les provisions, sont débités par le crédit d'un compte de la classe 4 afin de constater les créances des tiers vis à vis de l'organisme.*

### **60 - Achats (sauf 603)**

Article 446-60 du PCG :

"Comme les stocks, les achats sont classés en fonction d'une nomenclature propre à l'entité dont les modalités d'établissement et la compatibilité avec la nomenclature officielle des biens et services sont identiques à celles déjà énoncées à l'occasion du fonctionnement des comptes de la classe 3 (stocks et en-cours).

Les biens dont la destination est indéterminée à l'entrée dans le patrimoine de l'entité sont enregistrés comme s'il s'agissait de biens destinés à être vendus. Leur affectation éventuelle en immobilisation s'effectuera ultérieurement. Elle sera irréversible.

Les achats sont inscrits au débit des comptes 601 « Achats stockés – Matières premières (et fournitures) », 602 « Achats stockés – Autres approvisionnements », 604 « Achats d'études et prestations de services », 605 « Achats de

matériel, équipements et travaux », 606 « Achats non stockés de matières et fournitures » et 607 « Achats de marchandises » au prix d'achat, droits de douane inclus.

Des subdivisions des comptes d'achat peuvent être ouvertes pour identifier :

- les achats en France et à l'étranger ;
- les achats faits par l'entité auprès d'entités liées ou avec lesquelles elle a un lien de participation.

Les escomptes de règlement sont comptabilisés au crédit du compte 765 « Escomptes obtenus ».

Les entités ont la faculté de comptabiliser directement les frais accessoires d'achat payés à des tiers, par exemple, les commissions et les assurances à l'un des comptes d'achats 601 à 607 et non aux comptes de charges par nature, lorsque ces charges peuvent être affectées de façon certaine à telle ou telle catégorie de marchandises ou d'approvisionnements.

Pour permettre aux entités de fournir plus facilement le détail des frais accessoires incorporés aux achats de l'exercice, le compte 608 peut être utilisé pour regrouper ces frais par catégorie tout en maintenant dans des subdivisions de ce compte leur classement par nature.

Lorsque l'entité a reçu les marchandises ou les approvisionnements sans la facture correspondante, il convient de débiter les comptes d'achats susvisés par le crédit du compte 408 « Fournisseurs - Factures non parvenues ».

Les biens et services sous-traités qui s'intègrent directement dans le cycle de production de l'entité sont inscrits dans ses achats au débit des comptes :

- 604 « Achats d'études et de prestations de services » ;
- 605 « Achats de matériel, équipements et travaux ».

Le compte 606 regroupe tous les achats non stockables, par exemple l'eau et l'énergie, ou non stockés par l'entité tels que ceux afférents à des fournitures qui ne passent pas par un compte de magasin, et dont les existants neufs, en fin d'exercice, sont inscrits au débit du compte 486 « Charges constatées d'avance »."

### **603 – Variation des stocks (approvisionnements et marchandises)**

Article 446-603 du PCG :

"Le compte 603 « Variation des stocks » est réservé à l'enregistrement des variations de stocks d'approvisionnements et de marchandises.

Les soldes des subdivisions 6031 « Variation des stocks de matières premières (et fournitures) », 6032 « Variation des stocks des autres approvisionnements » et 6037 « Variation des stocks de marchandises" du compte 603 représentent la différence existant entre la valeur des stocks d'approvisionnements et de marchandises à la clôture de l'exercice et la valeur desdits stocks à la clôture de l'exercice précédent, c'est-à-dire la différence de valeur entre le stock final, dit stock de sortie, et le stock initial, dit stock d'entrée, compte non tenu des dépréciations.

Ces comptes de variation des stocks sont débités, pour les éléments qui les concernent, de la valeur du stock initial et crédités de la valeur du stock final. En conséquence, le solde du compte 603 représente la variation globale de la valeur du stock entre le début et la fin de l'exercice.

Les soldes des comptes 6037 d'une part, 6031 et 6032 d'autre part, peuvent être créditeurs ou débiteurs. Ils figurent dans le modèle de compte de résultat comme comptes correcteurs en moins ou en plus des achats de marchandises d'une part, des approvisionnements d'autre part."

### **604 - Achats d'études et prestations de services**

*Les achats d'études et de prestations de services sous-traités qui s'intègrent dans le cycle de production de l'organisme sont inscrits au débit de ce compte. Ainsi en est-il notamment dans le cas d'aménagement de terrains pour les études et prestations intégrées au coût de production, ou lorsqu'un organisme fait appel à un tiers pour effectuer une prestation de services, normalement refacturable.*

*La refacturation ou les contributions éventuellement demandées aux bénéficiaires de la prestation de services s'imputent généralement au compte 706 - Prestations de services.*

## **605 - Achats de matériel, équipements et travaux**

*Sont imputés au compte 605, les achats de matériel, équipements et travaux incorporés directement aux travaux réalisés par l'organisme.*

## **606 - Achats non stockés de matières et fournitures**

*Le compte 606 regroupe tous les achats non stockables (eau, énergie) ou non stockés par l'organisme tels que ceux afférents à des fournitures qui ne passent pas par un compte de stocks, et dont les existants neufs à la clôture de l'exercice, sont inscrits au débit du compte 486 - Charges constatées d'avance.*

*Les achats sont inscrits au compte 606 au prix d'achat, par le crédit des comptes 4011 - Fournisseurs : achats de biens ou de prestations de services ou 4012 - Fournisseurs : achats de biens ou de prestations de service - Exercice précédent.*

## **608 - Frais accessoires incorporés aux achats**

*Le compte 608 regroupe, le cas échéant, les frais accessoires à incorporer aux achats. Il peut s'agir des frais financiers externes constatés pendant la durée des travaux ainsi que des frais d'assurances et d'affichage.*

## **609 - Rabais, remises, ristournes obtenus sur achats**

Article 446-60 du PCG :

"Le compte 609 « Rabais, remises et ristournes obtenus sur achats » enregistre à son crédit les rabais, remises et ristournes sur achats obtenus des fournisseurs et dont le montant, non déduit des factures d'achats, n'est connu que postérieurement à la comptabilisation de ces factures."

## **61 - 62 - Autres charges externes**

Article 446-61/62 du PCG :

"Sont comptabilisées dans les comptes 61/62 les charges externes, autres que les achats, en provenance des tiers. Néanmoins, les redevances dues pour concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires sont inscrites au débit du compte 65 « Autres charges de gestion courante »."

*Ces charges externes sont scindées en deux comptes : 61 - Services extérieurs et 62 - Autres services extérieurs.*

## **61 - Services extérieurs**

*Le compte 61 décrit d'une part, les charges de sous-traitance et d'autre part, les charges externes autres que les achats d'approvisionnements et de sous-traitance en relation avec l'investissement.*

## **611 - Sous-traitance générale**

Article 446-61/62 du PCG :

"Sont enregistrées au débit du compte 611 « Sous-traitance générale » les factures de sous-traitance autres que celles inscrites au débit des comptes 604 « Achats d'études et prestations » et 605 « Achats de matériel, équipements et travaux »."

## **612 - Redevances de crédit-bail**

Article 446-61/62 du PCG :

"Sont enregistrées au compte 612 « Redevances de crédit-bail » les factures de redevances ou de loyers concernant l'utilisation de biens en crédit-bail."

*Le crédit-bail mobilier (compte 6122) et immobilier (compte 6125), s'il est autorisé, est un moyen de financement des immobilisations qui donne à l'utilisateur du bien :*

- *d'une part, un droit de jouissance ;*
- *d'autre part, la possibilité d'acquérir le bien concerné moyennant une prime convenue à l'avance tenant compte pour partie au moins des versements effectués à titre de loyers.*

*Les sommes versées par l'utilisateur du bien avant qu'il n'en devienne propriétaire sont dénommées « redevances » ou « loyers ».*

*Le bien ne doit pas figurer à l'actif du bilan de l'organisme qui l'utilise tant qu'il n'a pas levé l'option d'achat.*

*Les sommes dues par l'utilisateur au titre de la période de jouissance constituent des charges de fonctionnement à inscrire à l'un des comptes suivants : 6122 - Crédit-bail mobilier, 6125 - Crédit-bail immobilier.*

*Pour l'établissement de la situation patrimoniale, les redevances ou loyers non acquittés qui concernent la période écoulée doivent figurer au niveau des comptes de tiers concernés, soit à une subdivision du compte 4011 ou 4012, soit à une subdivision du compte 408 - Fournisseurs et prestataires : factures non parvenues.*

*Le cas échéant, les redevances ou loyers qui concernent la période d'utilisation postérieure à la date de clôture du bilan font l'objet d'un rattachement à la période à laquelle ils se rapportent (compte 486 - Charges constatées d'avance).*

*Lorsque l'organisme devient propriétaire du bien en levant l'option d'achat, il doit inscrire cette immobilisation à l'actif de son bilan pour le prix contractuel de cession.*

*Le montant des redevances de crédit-bail restant à courir constitue une information financière à porter au compte 8016, au titre des engagements donnés par l'organisme.*

## **613 - Locations**

*Le compte 613 enregistre les charges relatives aux loyers des baux et des locations verbales, ainsi que les malis sur emballages restitués. Les loyers doivent être rattachés à l'exercice au cours duquel ils sont échus et non à l'un des exercices suivants même lorsqu'ils ont été payés au cours de ces derniers.*

*Ainsi, les loyers échus et non payés à la clôture de l'exercice sont portés au débit du compte de charges, par le crédit du compte 408 – Fournisseurs et prestataires : factures non parvenues.*

*A la clôture de l'exercice, les loyers payés d'avance et correspondant à une période de location à courir sur l'exercice suivant, sont portés au débit du compte 486 - Charges constatées d'avance.*

*Concernant le droit d'entrée versé au propriétaire en début de bail, il convient de se reporter au compte 206.*

*Les locations versées s'imputent au compte 6132 - Locations immobilières ou au compte 6135 - Locations mobilières selon que le bien loué est un immeuble ou un bien meuble. Les loyers versés d'avance à titre de garantie sont comptabilisés au compte 275 - Dépôts et cautionnements versés.*

*Le droit au bail versé par un organisme pour le rachat éventuel d'un fonds de commerce n'est pas imputé au compte 613, mais au compte 206 - Droit au bail.*

## **614 - Charges locatives et de copropriété**

*Sont imputées au compte 614 - Charges locatives et de copropriété les charges résultant du contrat de location et notamment les taxes locatives et les impôts éventuellement remboursés au bailleur.*

## **615 - Entretien et réparations**

*En règle générale, les frais d'entretien et de réparations s'entendent des dépenses qui n'ont d'autre objet que de maintenir un élément de l'actif en état tel que son utilisation puisse être poursuivie jusqu'à la fin de la période servant de base au calcul des annuités d'amortissement ou, en l'absence d'amortissement, sur la durée normale d'utilisation des biens de même catégorie. Les frais d'entretien et de réparations n'ont jamais pour effet d'augmenter la valeur d'une immobilisation ou sa durée probable d'utilisation.*

*Les frais d'entretien et de réparations doivent être rattachés aux exercices au cours desquels les travaux ont été exécutés. Les grosses réparations sur les constructions doivent normalement faire l'objet de provisions.*

*Ne constituent pas des frais d'entretien et de réparations, mais des frais d'investissement ne pouvant donner lieu qu'à amortissement, les dépenses entraînant une augmentation de la valeur d'actif d'un bien immobilisé ou ayant pour effet de prolonger d'une manière notable la durée d'utilisation d'un élément d'actif.*

## **616 - Primes d'assurance**

*Le compte 616 retrace les primes d'assurance des différents types de contrats souscrits par un organisme : assurance multirisques, dommages construction, transport, assurances des administrateurs, etc.*

## **617 - Études et recherches**

*Les frais d'études et de recherches qui ne visent pas à la réalisation d'un investissement doivent être imputés au compte 617.*

## **618 - Divers**

*Le compte 618 retrace les achats de documentation générale (compte 6181), de documentation technique (compte 6183) comme l'abonnement à des publications spécialisées liées aux missions spécifiques de l'organisme.*

*Les frais d'organisation de colloques et de séminaires sont inscrits au compte 6185. Les frais de voyage et d'hébergement des administrateurs et personnels participant à ces colloques et séminaires en qualité d'intervenants sont également inscrits à ce compte tout comme les dépenses engagées pour l'organisation de réunions liées à l'information ou à la formation du personnel de l'organisme.*

*En revanche, les frais exposés par les administrateurs et personnel pour leur propre formation sont respectivement imputés aux comptes 6534, 6251 ou 6256 (voir commentaire du compte 625 ci-après).*

*Par ailleurs, les frais de formation dus aux enseignants extérieurs, pour lesquels des charges sociales sont versées, s'imputent au compte 64 - Rémunérations du personnel.*

## **619 - Rabais, remises et ristournes obtenus sur services extérieurs**

Article 446-61/62 du PCG :

"Le(s) compte(s) 619 « Rabais, remises et ristournes obtenus sur services extérieurs » [...] enregistre(nt) les rabais, remises et ristournes sur services extérieurs dans les conditions déjà définies pour le compte 609 « Rabais, remises et ristournes obtenus sur achats »."

## **62 - Autres services extérieurs**

### **621 - Personnel extérieur a l'organisme**

*Sont inscrites au compte 621, les sommes dues à des entités extérieures en contrepartie de la mise à disposition de personnel, ce dernier n'étant pas directement rémunéré par l'organisme qui l'utilise.*

*Le compte 6211 retrace les sommes versées aux entreprises fournissant du personnel intérimaire. Le compte 6214 vise les dépenses concernant le personnel détaché ou prêté à l'organisme.*

*Il est précisé que le personnel extérieur ne figure pas sur la déclaration annuelle des salaires de l'organisme utilisateur.*

### **622 - Rémunérations d'intermédiaires et honoraires**

*Le compte 622 enregistre notamment les honoraires, indemnités et frais accessoires versés à des personnes n'appartenant pas au personnel de l'organisme et pour lesquelles, il n'y a pas versement de charges sociales par l'organisme. Il s'agit notamment des honoraires d'avocats, experts, architectes, notaires, médecins, conférenciers non salariés, etc.. Les honoraires de conseil en organisation ou gestion sont également inscrits à ce compte.*

*L'imputation au compte « honoraires » est, en principe, effectuée pour les honoraires constituant des charges normales de fonctionnement de l'organisme. Ainsi, les honoraires de notaire englobés avec les droits d'enregistrement et autres frais pouvant être exposés à l'occasion de l'achat d'un immeuble, sont inscrits au compte d'immobilisations dont ils constituent un élément du prix de revient.*

*Les frais d'acte et de contentieux sont imputés au compte 6227 qu'il s'agisse des opérations sur gestion courante (compte 62271) ou sur gestion technique (compte 62272).*

### **623 - Publicité, publications, relations publiques**

*Le compte 623 regroupe notamment les frais d'annonces, d'imprimés, d'insertion, de catalogues et de publications diverses ainsi que les frais engagés pour les foires et expositions, et les divers frais concernant les relations publiques qui n'ont pas fait l'objet d'un compte particulier (compte 6238 – Divers).*

### **624 - Transports de biens et transports collectifs du personnel**

*Le compte 624 enregistre tous les frais de transport, y compris ceux concernant les transports de matières, produits et marchandises que l'organisme n'assure pas par ses propres moyens à l'exception des frais de transport liés à l'acquisition d'une immobilisation qui constitue des frais accessoires du prix de cette immobilisation.*

*Le compte 6247 « Transports collectifs » ne concerne que les frais payés directement au transporteur.*

*Les locations de véhicules sont imputées au compte 6135 - Locations mobilières.*

*Le compte 6248 - Transports divers enregistre notamment le pré paiement des cartes d'abonnement de transport, de péage et de stationnement (dès lors qu'elles ne sont pas nominatives), faisant ainsi bénéficier l'organisme de réductions avantageuses, qu'il met à la disposition du personnel pour les besoins de ses services.*

### **625 - Déplacements, missions et réceptions**

*Le compte 625 retrace les dépenses qui ont trait aux frais de déplacement et de mission du personnel (indemnités kilométriques, frais de séjour, repas,...) ainsi que les frais de déménagement et de réceptions.*

*Le compte 6251 « Voyages et déplacements » concerne exclusivement les frais de transport individuel lorsque ceux-ci font l'objet d'une facture spécifique où lorsqu'ils sont détaillés sur la facture globale émise par l'agence de voyage. Le compte 6256 - Missions retrace tous les autres frais exposés à l'occasion de l'envoi en mission d'un agent. Si les frais de transport ne sont pas identifiables, la totalité de la facture est imputée au compte 6256.*

*Le compte 6254 - Frais d'inscription aux colloques enregistre les frais d'inscription individuels à des colloques ou à des séminaires. La prise en charge des frais de participation au colloque ou au séminaire s'effectue pour le montant facturé par l'organisateur du colloque, englobant généralement l'hébergement et la restauration. Il peut arriver que l'hébergement et /ou la restauration ne soient pas compris dans les frais de participation : dans ce cas, l'agent a droit aux indemnités de mission prévues par la réglementation en vigueur et sont inscrites au compte 6256. Le paiement du montant facturé est effectué directement à l'organisateur du colloque. La prise en charge des frais de transport de l'agent depuis sa résidence administrative ou familiale jusqu'au lieu du colloque ou du séminaire s'effectue selon la réglementation applicable aux frais de mission. Les frais de transport jusqu'au lieu du colloque ou du séminaire sont inscrits au compte 6251 – Voyages et déplacements. Les frais d'organisation de colloque ou de séminaire, quelle que soit leur nature dès lors qu'elles sont effectués pour l'organisation du colloque ou du séminaire, sont comptabilisés dans le compte 6185.*

*Les missions et déplacements des administrateurs sont imputés au compte 6534 - Voyages et déplacements des administrateurs.*

*Le compte 6257 - Réceptions enregistre les frais de réception autres que ceux exposés dans le cadre des fêtes et cérémonies (voir compte 623).*

## **626 - Frais postaux et de télécommunication**

*Le compte 626 enregistre les charges d'affranchissement, de mandatement, d'abonnement de téléphone, de télex, etc. Il en va de même pour les frais de transmission par réseaux ou de télétransmission.*

## **627 - Services bancaires et assimilés**

*Le compte 627 enregistre des charges (frais sur titres, frais sur les émissions d'emprunts, frais sur commissions bancaires, frais sur cartes bancaires, etc.) facturées, en principe, par les établissements bancaires ou assimilés, constituant la rémunération d'un service. De telles charges ne doivent pas être confondues avec les charges financières (agios, intérêts d'emprunts,...) imputées au compte 66 qui constituent une rémunération de l'argent.*

## **628 - Divers**

*Les cotisations à des associations, les frais de gardiennage, les frais de nettoyage des locaux par un prestataire de services extérieurs sont inscrits aux subdivisions 6281 - Concours divers (cotisations), 6282 - Travaux, façons et prestations exécutés par l'extérieur (notamment frais concernant la déclaration commune des revenus – art. R. 115-5 – I du CSS) et 6283 - Formation continue du personnel de l'organisme (lorsqu'il s'agit de charges dues à des prestataires de services extérieurs à l'organisme) et 6286 - contrats de nettoyage.*

*Le compte 6284 - Frais de recrutement du personnel regroupe l'ensemble des frais de recrutement payés à des entités extérieures à l'organisme : examens d'embauche, location de salle, rétribution des examinateurs, frais de déplacement des candidats, etc.*

## **629 - Rabais, remises et ristournes obtenus sur autres services extérieurs**

Article 446-61/62 du PCG :

Le(s) compte(s) [...] 629 « Rabais, remises et ristournes obtenus sur autres services extérieurs » enregistre(nt) les rabais, remises et ristournes sur services extérieurs dans les conditions déjà définies pour le compte 609 « Rabais, remises et ristournes obtenus sur achats ».

## **63 - Impôts, taxes et versements assimilés**

Article 446-63 du PCG :

"Les impôts, taxes et versements assimilés sont des charges correspondant :

- d'une part, à des versements obligatoires à l'Etat et aux collectivités locales pour subvenir aux dépenses publiques ;
- d'autre part, à des versements institués par l'autorité publique, notamment pour le financement d'actions d'intérêt économique ou social.

Les impôts sur les bénéfices ne sont pas comptabilisés sous ce compte. Ils sont inscrits au compte 695 « Impôts sur les bénéfices ». [...]

Lorsque le montant des dépenses libératoires, acquittées ou dues à l'inventaire, est inférieur au montant de la taxe ou de la participation obligatoire, l'entité inscrit le montant du versement restant à effectuer au Trésor au crédit du compte 447 ou de la subdivision du compte 448 intitulée « Etat - Charges à payer » par le débit du compte 631. [...]

Lorsque la législation permet d'imputer à titre de dépenses libératoires les dépenses restant dues à la fin de l'exercice, ces dernières sont comptabilisées au débit des comptes d'actif ou des comptes de charges concernés par le crédit des comptes de tiers intéressés."

### **631 - Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (administration des impôts)**

Article 446-63 du PCG :

"Les versements au Trésor à effectuer au titre des taxes et participations assises sur les salaires sont enregistrés au débit du compte 631 « Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (administration des impôts) » aux diverses subdivisions concernées, intitulées :

- Taxe sur les salaires ;
- Taxe d'apprentissage ;
- Participation des employeurs à la formation professionnelle continue ;
- Cotisation pour défaut d'investissement obligatoire dans la construction.

La contrepartie figure au crédit du compte 4471 « Autres impôts, taxes et versements assimilés »."

### **632 - Charges fiscales sur congés à payer et compte épargne temps**

*Les charges fiscales sur congés à payer sont comptabilisées au compte 632. Ce compte enregistre, en fin d'exercice, le montant des charges fiscales afférentes aux congés payés acquis au 31 décembre et non pris à cette date, qui font l'objet de la constitution d'une provision au compte 4282 - Dettes provisionnées pour congés à payer.*

*Le compte 632 est débité lors des écritures d'inventaire, par le crédit du compte 4486 - Entités publiques : charges à payer. Lors de l'exercice suivant, l'organisme peut soit contrepasser les écritures soit procéder à l'apurement du compte de tiers au fur et à mesure de la réalisation des opérations.*

### **633 - Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (autres organismes)**

Article 446-63 du PCG :

"Les versements à fonds perdus ou subventions au titre des taxes et participations assises sur les salaires sont enregistrés au débit du compte 633 « Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (autres organismes) » aux diverses subdivisions concernées, intitulées :

- Participation des employeurs à l'effort de construction lorsqu'il s'agit de versements à fonds perdus,
- Participation des employeurs à la formation professionnelle continue lorsque les dépenses sont libératoires,
- Versements libératoires ouvrant droit à l'exonération de la taxe d'apprentissage.

Les autres dépenses ayant le caractère de charges figurent dans les comptes de charges concernés de la classe 6."



## **635 - Autres impôts, taxes et versements assimilés (administration des impôts)**

*Le compte 635 enregistre la charge des impôts, contributions et taxes dus au Trésor public, autres que ceux assis sur les rémunérations et imputés à ce titre aux comptes 631, 632 et 633. Exemple : la taxe foncière, la taxe d'habitation, la taxe sur les véhicules de sociétés, les droits d'enregistrement et de timbres, ...*

## **637 - Autres impôts, taxes et versements assimilés (autres organismes)**

*Le compte 637 enregistre les diverses taxes et assimilées instituées au profit de divers organismes nationaux ou internationaux. Exemples : la taxe sur les contributions patronales à la prévoyance, la taxe sur les chèques bancaires et postaux, la contribution handicapés, ...*

## **64 - Charges de personnel**

*Les charges de personnel sont constituées :*

- par l'ensemble des rémunérations du personnel de l'organisme ;*
- par les charges sociales patronales liées à ces rémunérations : cotisations de sécurité sociale, cotisations de congés payés, supplément familial, versements aux mutuelles, caisses de retraite, œuvres sociales.*

*Le compte 641 enregistre toutes les rémunérations du personnel de statut de droit privé, le compte 642, celles du personnel de statut de droit public.*

*Les modalités d'application de la loi n° 2007-1223 du 21 août 2007 sont précisées dans l'annexe 14 du présent document.*

*Les comptes 641 et 642 concernent la rémunération ou le traitement net dû aux personnels et des cotisations sociales ouvrières. Il est débité :*

- soit par le crédit des comptes 421 - Personnel : rémunérations dues pour le montant des rémunérations nettes dues au personnel, 431 - Sécurité sociale (cotisation ouvrière de sécurité sociale précomptée, contribution sociale généralisée, contribution au remboursement de la dette sociale) et 437 - Autres organismes sociaux (cotisation ouvrière précomptée au profit d'autres organismes sociaux) ;*
- soit par le crédit du compte 421 pour le montant des rémunérations brutes dues au personnel. Dans cette hypothèse, le compte 421 est débité par le crédit du compte 43 - Sécurité sociale et autres organismes sociaux ;*
- soit par le crédit du compte 428 – Personnel : charges à payer, produits à recevoir.*

*Le compte 644 – Rémunération du personnel en application de conventions, concerne les personnels recrutés notamment dans le cadre de contrats emplois-solidarité, emplois-jeunes ou objecteurs de conscience.*

*Les charges sociales patronales sont comptabilisées aux comptes 645 et 647.*

*Le compte 6451 - Cotisations à l'URSSAF (cotisations régime général, régime agricole..., CSG, CRDS, versement de transport, etc.) est débité par le crédit du compte 431 - Sécurité sociale.*

*Les comptes 6452, 6453 et 6454 sont débités par le crédit du compte 437 – Autres organismes sociaux.*

*Le compte 6455 - Charges sociales sur congés à payer et compte épargne temps est débité par le crédit du compte 438.*

*Le compte 6458 - Cotisations aux autres organismes sociaux enregistre notamment les cotisations versées par les employeurs à l'APEC.*

## **65 - Autres charges de gestion courante et charges de gestion technique**

*Le compte 65 enregistre :*

- d'une part, aux comptes 651 à 655, diverses charges de gestion courante telles que les redevances pour concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires (compte 651), les frais de conseils, de comités et des assemblées (compte 653) ; le compte 655 retrace notamment toutes les charges de gestion courante qui n'ont pu être imputées dans les comptes 60 à 654 ;
- et d'autre part, aux comptes 656, 657 et 658, les charges techniques.

### **651 - Redevances pour concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires**

*Les redevances versées pour concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels ainsi que les droits et valeurs similaires, ne sont pas inscrits dans les charges externes mais dans les autres charges de gestion courante, au débit du compte 651, à condition qu'elles ne représentent pas en fait le prix d'acquisition d'un élément d'actif ou la contrepartie de l'entrée d'un nouvel élément dans l'actif de l'établissement.*

### **653 - Comités, conseils et assemblées**

*Le compte 653 retrace les seuls frais afférents à l'indemnisation, au déplacement, à l'hébergement et à la restauration des personnalités, membres des comités, conseils et assemblées.*

*Les autres dépenses générées par la réunion de ces instances sont enregistrées dans les comptes de charges par nature correspondants.*

### **654 - Charges courantes : pertes sur créances irrécouvrables**

Article 446-65 du PCG :

" Les pertes sur créances irrécouvrables qui présentent un caractère habituel eu égard notamment à la nature de l'activité ou au volume des affaires traitées sont enregistrées au débit du compte 654 « Pertes sur créances irrécouvrables »."

*Les pertes sur créances irrécouvrables sont enregistrées au débit de ce compte à hauteur des admissions en non-valeur prononcées par l'autorité compétente. Les admissions en non valeur sont des opérations courantes pour un organisme et non étrangères à son activité normale ; c'est pourquoi, elles sont retracées dans le compte 65 et non parmi les charges exceptionnelles (compte 67). Les pertes sur les opérations de gestion technique sont, quant à elles, enregistrées au compte 6584 - Charges techniques : pertes sur créances irrécouvrables.*

### **655 - Autres charges de gestion courante**

#### **6551 - Dotations de gestion courante**

*Le compte 6551 enregistre les versements effectués par des organismes nationaux aux organismes de base pour leur permettre de couvrir leurs charges courantes (par exemple, les charges de personnel, location, électricité, etc.). Le compte 6551 est débité par le crédit des subdivisions concernées du compte 45.*

#### **6552 - Contributions de gestion courante**

*Le compte 6552 enregistre les charges, prescrites par la réglementation à certains organismes, destinées à couvrir les dépenses de fonctionnement supportées par d'autres organismes. Ce compte enregistre notamment les contributions versées par les caisses nationales du régime général à l'ACOSS, les contributions FNGA à l'ACOSS et à l'UCANSS, les dotations ARS...pour permettre aux différents organismes de couvrir leurs charges courantes. . Le compte 6552 est débité par le crédit des subdivisions concernées du compte 45 ou 445 pour les ARS.*

### **6553 - Subventions de gestion courante**

*Le compte 6553 enregistre les subventions de fonctionnement à verser par un organisme à un autre organisme.*

*Le compte 6553 est débité par le crédit des subdivisions concernées du compte 45.*

### **6554 - Divers transferts de gestion courante**

*Ce compte enregistre les transferts et services rendus entre les organismes de sécurité sociale et assimilés.*

*Les transferts entre organismes de sécurité sociale sont des opérations entre organismes qui se neutralisent globalement. Les charges liées aux versements effectués par les uns (compte 6554) correspondant aux produits reçus (compte 7554) par les autres.*

### **6555 - Charges de gestion courante pour l'annulation d'ordres de recettes des exercices antérieurs**

*Le compte 6555 retrace lorsqu'elles interviennent après la clôture de l'exercice, les opérations d'annulation des ordres de recettes relatifs aux produits de gestion courante.*

### **6558 - Diverses autres charges de gestion courante**

*Le compte 6558 enregistre les dommages et intérêts et dépens, les charges liées au service du contrôle médical et autres. Les frais de contrôle médical concernant les assurés sociaux sont à ventiler dans les comptes de prestations concernées (ex : frais de transports pour l'assurance maladie – compte 65611).*

### **656 - Prestations sociales**

*Les prestations sociales sont les versements effectués par les organismes de sécurité sociale en nature ou en espèces au profit de leurs bénéficiaires.*

*Le compte 656 est débité du montant des prestations à payer, notamment par le crédit des comptes 406 - Prestataires : versements aux assurés et aux allocataires et 407 - Prestataires : versements à des tiers.*

*Les comptes 656 - Prestations sociales, 657 - Charges techniques et 658 - Diverses charges techniques retracent les charges de gestion technique correspondant aux dépenses spécifiques dont les organismes de sécurité sociale assurent la charge en vertu de la législation.*

*Le 5ème chiffre des comptes 656, 657 et 658 indique le risque ou la branche concerné.*

**Les différents risques ou branche sont identifiés de la façon suivante :**

*1 - maladie - maternité*

*2 - accidents du travail - maladies professionnelles*

*3 - famille*

*4 - vieillesse*

*5 - veuvage*

*6 - invalidité*

*7 - décès*

*Par exemple, la prestation légale de la branche famille est constatée dans les subdivisions du compte 65613.*

*Le chiffre zéro n'est pas ouvert pour les produits de gestion technique. Il est toutefois réservé pour permettre à l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale de retracer les reprises sur dotations aux amortissements et aux provisions concernant sa gestion courante.*

## **6561 - Prestations légales**

*Les prestations légales correspondent aux prestations ouvertes par le code de la sécurité sociale, le code rural ou par tout autre texte législatif ou réglementaire, et qui sont versées de manière uniforme à tous les assurés ou allocataires qui remplissent les conditions fixées par la réglementation en vigueur.*

*Les prestations légales enregistrées dans le compte 6561 font, pour chacun des risques concernés, l'objet d'une description dans une comptabilité développée dont l'arborescence et les rubriques sont décrites dans le paragraphe 3.3 du présent document.*

## **6562 - Prestations extralégales – action sanitaire et sociale**

*Les prestations extralégales sont des aides financières pour lesquelles un organisme de sécurité sociale dispose d'une marge d'initiative dans la détermination des catégories de bénéficiaires, des critères d'attribution ou des montants alloués.*

*Les prestations extralégales relèvent de l'initiative de l'organisme gestionnaire ou découlent de conventions collectives, d'accords d'entreprise, etc. Elles font l'objet d'un règlement arrêté par le conseil d'administration (définition des critères et conditions d'octroi, etc.).*

*Les prestations extralégales enregistrées dans le compte 6562, pour chacun des risques concernés, "sont ventilées dans un tableau par grandes natures de prestations avec un rapprochement chiffré avec le montant figurant dans le compte de résultat."*

### **6562x1 - Actions individualisées d'ASS**

*Les actions individualisées d'ASS enregistrées au compte 6562x1 concernent à la fois les prestations extralégales versées directement aux bénéficiaires (par exemple, lorsqu'il y a versement d'un secours ou d'une aide) et celles qui sont versées à des structures extérieures à l'organisme agissant indirectement au profit de bénéficiaires précisément individualisés (par exemple, une association d'aide ménagère à domicile).*

### **6562x2 - Actions collectives d'ASS**

*Le compte 6562x2 enregistre les prestations extralégales collectives versées à des entités ayant ou non une personnalité morale dont l'action bénéficie collectivement à une ou plusieurs catégories d'assurés sociaux ou d'allocataires (par exemple, le versement d'une subvention d'équipement à une commune pour la construction d'une crèche ou d'une halte garderie). Ces actions collectives se présentent généralement sous la forme de subventions d'investissement (compte 6562x21) et de fonctionnement (compte 6562x22) ou de prestations de service (compte 6562x23).*

*Les prestations de service, à la différence des subventions de fonctionnement qui ont le plus souvent un caractère ponctuel, constituent des aides pérennes qui ont pour objet de prendre en charge forfaitairement une partie du coût des services rendus ou d'équipements mis à disposition d'allocataires ou d'assurés.*

## **6563 - Actions de prévention**

*Comme pour les autres comptes de prestations, le cinquième chiffre des subdivisions du compte 6563 indique le risque ou la branche concerné par l'action de prévention.*

*Les actions de prévention, enregistrées au compte 6563, présentent soit un caractère individuel (compte 6563x1) lorsqu'elles sont versées directement à un bénéficiaire ou à une structure extérieure à l'organisme agissant indirectement au profit de bénéficiaires précisément individualisés, soit un caractère collectif (compte 6563x2) dans le cas contraire. Ainsi, en est-il, par exemple, d'une campagne nationale de publicité de prévention ou d'éducation.*

## **6564 - Prestations spécifiques à certains régimes**

*Le compte 6564 enregistre notamment les prestations particulières mises à la charge de certains organismes (par exemple, les prestations particulières versées par le régime des mines : chauffage, logement, la prestation accueil restauration scolaire, etc.).*

## **6565 - Prestations : conventions internationales**

*Le compte 6565 enregistre les charges liées aux prestations versées au Centre des Liaisons Européennes et Internationales de Sécurité Sociale (CLEISS), aux prestations versées à des ressortissants français par un organisme de sécurité sociale de l'Union européenne ou de pays ayant passé une convention bilatérale avec la France.*

## **657 - Charges techniques**

*Les subdivisions du compte 657 sont à détailler par type d'opérations et par exercice d'origine.*

## **6571 - Transferts entre organismes de sécurité sociale et assimilés**

*Les transferts entre organismes de sécurité sociale sont des opérations entre organismes qui se contrebalancent globalement, les charges liées aux versements effectués par les uns (compte 6571) correspondant aux produits reçus (compte 7571) par les autres.*

*Il est rappelé que sont assimilés à des organismes de sécurité sociale, tous les organismes qui concourent au financement des régimes obligatoires de base de sécurité sociale (par exemple, le FSV)).*

## **6571x1 - Compensations**

*Les compensations sont des mécanismes destinés à assurer une solidarité financière totale ou partielle entre deux ou plusieurs organismes (ou régimes) de sécurité sociale.*

*Les compensations peuvent prendre différentes formes.*

*Certaines relèvent de l'article L. 134-1 du code de la sécurité sociale. Il s'agit de la compensation généralisée des risques vieillesse et maladie et des compensations bilatérales du risque maladie.*

*Ces compensations donnent généralement lieu à versement d'acomptes et à des régularisations retracés dans les subdivisions des sous-comptes concernés.*

*D'autres compensations visent à faire prendre en charge la totalité du déficit d'un régime pour un ou plusieurs risques (les compensations intégrales) ou au sein d'un même régime. Enfin, il existe diverses compensations dont l'objet est de couvrir partiellement certaines charges financières (les compensations partielles). Sont enregistrées dans les comptes 6571x15 et 6571x16, les charges de compensations intégrales ou partielles supportées par le régime qui compense (essentiellement le régime général). Les organismes qui participent à la couverture (partielle) de ces charges les imputent aux comptes 6571x3, 6571x4 ou 6571x5.*

*Le compte 6571x1 est débité des sommes dues aux régimes créanciers, par le crédit des subdivisions correspondantes du compte 45.*

## **6571x11 - Compensation généralisée**

*La compensation généralisée tend à remédier aux inégalités provenant de déséquilibres démographiques entre les régimes des salariés et ceux des non salariés pour les risques vieillesse, maladie - maternité.*

## **6571112 - Compensations bilatérales**

*Les compensations bilatérales, qui ne concernent que le risque maladie - maternité, s'appliquent généralement entre le régime général des travailleurs salariés et différents régimes spéciaux. Les compensations bilatérales prennent en considération les facultés contributives de chacun des régimes concernés.*

### **6571413 - Compensation spécifique entre régimes spéciaux pour le risque vieillesse**

*Le compte 6571413 enregistre les charges liées à la compensation spécifique instituée par la loi de finances pour 1986 qui ne s'applique qu'aux régimes spéciaux des salariés.*

### **6571x14 - Compensations internes au sein d'un même régime**

*Le compte 6571x14 enregistre les charges liées aux compensations ou transferts internes mises en place dans certains régimes de sécurité sociale, par exemple, les compensations internes à la CNAVPL ou au régime ASV (à subdiviser en tant que de besoin).*

### **6571x15 - Compensations intégrales**

*Le compte 6571x15 enregistre notamment la prise en charge par le régime général de la totalité du déficit du régime des salariés agricoles, de celui de la CAVIMAC, de la CNMSS, de l'ENIM et de Mayotte. Il en va de même pour la prise en charge des charges du régime de la caisse de prévoyance sociale de Saint Pierre et Miquelon. Ce compte est également utilisé par les régimes compensés intégralement dont une branche est excédentaire, lors du reversement de l'excédent.*

### **6571x16 - Compensations partielles**

*Le compte 6571x16 enregistre notamment les charges liées au reversement de cotisations au profit du régime de la CAMR (Caisse autonome mutuelle de retraite des agents des chemins de fer secondaires).*

### **6571217 – Compensation risque AT – Mines**

*Le compte 6571217 enregistre, dans les comptes de la CNAMTS, les charges liées à la compensation intégrale du risque "accidents du travail" dans les mines.*

### **6571x3 - Transferts : prises en charge de cotisations**

*Le compte 6571x3 enregistre les versements effectués par un organisme à un autre organisme au titre de cotisations non perçues par ce dernier.*

*Figurent notamment dans les subdivisions du compte 6571x3 :*

- les cotisations prises en charge par l'assurance maladie pour les cotisations maladie, maternité, décès et vieillesse dues par les praticiens et auxiliaires médicaux (P.A.M.) ;*
- les cotisations prises en charge par l'assurance maladie pour les cotisations d'allocations familiales dues par certains médecins ;*
- les cotisations non assises sur un revenu spécifique pour lesquelles la réglementation substitue un tiers au cotisant comme l'assurance vieillesse des parents au foyer (A.V.P.F.) qui est prise en charge par la CNAF au profit de la CNAVTS ;*
- les prises en charge de cotisations effectuées par le FSV au titre du service national, du chômage et des anciens combattants d'Afrique du Nord (A.F.N.) ;*

*Le compte 6571x3 est débité du montant des cotisations à verser, par le crédit de la subdivision concernée du compte 45.*

*Le compte 6571x3 est à détailler par type d'opérations et par exercice d'origine.*

#### **6571x4 - Transferts : prises en charge de prestations**

*Le compte 6571x4 enregistre les remboursements effectués par un organisme débiteur de prestations à un autre organisme qui a assuré à sa place le versement des dites prestations.*

*Figurent notamment dans les subdivisions du compte 6571x4, les prises en charge de prestations effectuées par le FSV au titre du minimum vieillesse et des majorations de pension et par la CNAF au titre des majorations pour enfants (article L. 223-1 – 5° du CSS) et au titre du congé de paternité (article L. 331-8 du CSS).*

*Le compte 6571x4 fonctionne comme le compte 6571x3.*

*Le compte 6571x4 est à détailler par type d'opérations et par exercice d'origine.*

#### **6571x5 - Transferts : contributions diverses**

*Le compte 6571x5 enregistre notamment les reversements dus par la CNMSS à la CNAMTS (art. L. 713 - 21 - 2ème alinéa CSS), par la CAVIMAC (art. L. –382-18 du CSS) et par la CCMSA pour les salariés agricoles, au régime général (art. L. 134.1 et L. 134.7 du CSS).*

#### **6571x6 - Transferts divers entre organismes de sécurité sociale**

*Le compte 6571x6 enregistre notamment les participations aux charges supportées initialement par la CNAMTS, ainsi en est-il des dépenses connexes à l'activité médicale. Il en va de même du solde du risque accidents du travail - maladies professionnelles des salariés agricoles, de la participation des régimes maladie au régime étudiant ou du versement par la CNAMTS, le RSI et la CCMSA à la caisse de prévoyance sociale de Mayotte (dotation globale de financement des hôpitaux), la participation des régimes au FIQCS et au FAC.*

#### **6571x8 - Autres transferts**

*Figurent au compte 6571x8 les reversements de cotisations en cas de transfert de droits entre régimes d'assurance vieillesse, ainsi que les versements effectués au profit d'actions sanitaires et sociales.*

#### **6572 - Autres charges techniques**

*Le compte 6572 enregistre les charges techniques autres que des prestations sociales (compte 656) et des transferts entre organismes de sécurité sociale (compte 6571).*

*Figurent notamment au compte 6572 :*

- les subventions versées à des organismes autres que des organismes de sécurité sociale (collectivités territoriales, associations, etc.) qui développent des actions répondant aux besoins des assurés ou des prestataires sociaux (compte 6572x1 « Subventions ») ;*
- les contributions versées par des organismes pour financer des fonds nationaux (compte 6572x4 « Contributions ») ;*
- les charges liées aux dotations à l'établissement français du sang (E.F.S.), à l'agence de Biomédecine, à l'INTS, etc... (compte 6572x63 – Participations – divers établissements) ;*
- ou les différentes participations destinées à aider ou à promouvoir des actions de sécurité sociale telles que les versements effectués par la CNAF à l'UNAF ou au FASTIF, au financement du FNH-FNAL avec le régime agricole (compte 6572x6 « Participations »).*

*Le compte 6572 est à détailler par type d'opérations et par exercice.*

#### **6574 - Charges spécifiques à des entités publiques autres que l'État**

*Le compte 6574 enregistre les charges relatives aux prestations et aux contributions supportées par le fonds CMU.*

## **658 - Diverses charges techniques**

*Le compte 658 enregistre les autres charges techniques supportées par un organisme de sécurité sociale du fait de ses relations avec d'autres organismes de sécurité sociale que ces derniers soient d'échelon local ou national.*

*Il est rappelé que le cinquième chiffre des subdivisions du compte 658 indique le risque ou la branche concerné. Si la détermination du risque ou de la branche s'avère impossible, le code zéro est utilisé.*

## **6581 - Dotations de gestion technique**

*Le compte 6581 enregistre les dotations versées ou à verser par les organismes nationaux aux caisses afin de leur permettre d'assurer leurs obligations légales ou extralégales vis à vis de leurs affiliés (par exemple, le versement de prestations, d'aides ou de subventions).*

*Le compte 6581 est débité par le crédit des subdivisions concernées du compte 45.*

## **6582 - Contributions de gestion technique**

*Le compte 6582 enregistre les charges liées aux contributions de gestion technique versées ou à verser par un organisme à un autre organisme de sécurité sociale.*

## **6583 - Subventions de gestion technique**

*Le compte 6583 enregistre les charges liées aux subventions accordées par des organismes de sécurité sociale à d'autres organismes pour leur permettre d'exécuter certaines opérations techniques.*

## **6584 - Charges techniques : pertes sur créances irrécouvrables (cotisations, impôts et produits affectés)**

*Sont notamment imputées au compte 6584x2 – Remises sur créances, les remises sur pénalités et majorations de retard visées par le dernier alinéa de l'article L. 243-5 du code de la sécurité sociale. Les montants des créances de faibles montants visés aux articles L. 133-3 et D. 133-1 du code de la sécurité sociale sont imputés au compte 6584x3. Le compte 6584x4 enregistre les exonérations de cotisations visées par les articles L. 161-1-1, et R. 723-20 du code de la sécurité sociale. Il enregistre les pertes sur créances irrécouvrables sur les opérations techniques relatives aux cotisations, impôts et produits affectés.*

## **6585 - Charges techniques : pertes sur créances irrécouvrables (prestations)**

*Les montants relatifs à l'abandon de la mise en recouvrement des indus de faibles montants visés aux articles L. 133-3 et D. 133-2 du code de la sécurité sociale sont imputés au compte 6585x3.*

*Le compte 6585 enregistre les pertes sur créances irrécouvrables sur les opérations techniques relatives aux prestations.*

*Les pertes sur créances irrécouvrables sont enregistrées au débit de ces comptes à hauteur des admissions en non-valeur prononcées par l'autorité compétente.*

*Lorsqu'une provision a été constituée pour la dépréciation des prestations, la reprise vient atténuer la charge résultant de l'admission en non-valeur, des remises sur créances ou des annulations de créances, etc.*

## **6586 - Charges techniques pour l'annulation d'ordres de recettes des exercices antérieurs**



*Le compte 6586 retrace, lorsqu'elles interviennent après la clôture de l'exercice, les opérations d'annulation des ordres de recettes relatifs à :*

- *des excédents de cotisations notifiés au cours des exercices suivants ;*
- *des répartitions définitives de CSG (pour mémoire) ou de transferts inter-régimes ;*
- *des régularisations sur produits à recevoir.*

## **6588 - Diverses autres charges techniques**

*Le compte 6588 enregistre notamment les charges liées aux frais d'assiette et de recouvrement des impôts et assimilés, aux frais de gestion versés aux entités ou organismes assurant le service d'une prestation. Ainsi en est-il, par exemple, du remboursement par le FSV des frais de gestion supportés par les régimes de vieillesse ou les frais de gestion versés par les organismes au CLEISS (Centre des liaisons européennes et internationales de sécurité sociale).*

## **66 - Charges financières**

*Le compte 66 enregistre les charges rattachées à la gestion financière à l'exclusion des services bancaires qui sont compris dans les « Autres services extérieurs » (voir commentaire du compte 627 « Services bancaires et assimilés »).*

*Toute charge financière est comptabilisée comme telle quel que soit son caractère habituel ou exceptionnel.*

Article 446-66 du PCG :

"Des subdivisions du compte 661 « Charges d'intérêts » permettent d'identifier notamment les intérêts des emprunts et dettes assimilées concernant les entités liées.

Le compte 665 « Escomptes accordés » est débité du montant des escomptes accordés par l'entité à ses clients par le crédit du compte 411 « Clients » ou d'un compte de trésorerie.

Le compte 666 « Pertes de change » enregistre à son débit les pertes de change supportées par l'entité au cours de l'exercice. En outre, les écarts de conversion négatifs constatés à la fin de l'exercice sur les disponibilités en devises sont considérés comme des pertes de change supportées.

Le compte 667 « Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement » est débité de la valeur brute des valeurs mobilières de placement cédées. Il est crédité du prix de cession de ces valeurs mobilières de placement."

## **67 - Charges exceptionnelles**

Article 446-67 du PCG :

"Les charges exceptionnelles sont inscrites au débit :

- du compte 671 « Charges exceptionnelles sur opérations de gestion » lorsqu'elles concernent des opérations de gestion ;"

- du compte 674, lorsqu'elles concernent des opérations de gestion technique ;

- "• des comptes 675 « Valeurs comptables des éléments d'actif cédés » et 678 « Autres charges exceptionnelles » lorsqu'elles concernent des opérations en capital."

*Les charges exceptionnelles sont des charges qui ne correspondent pas à la mission de service public d'un organisme de sécurité sociale, et donc qui ne sont pas amenées à se reproduire régulièrement.*

## **671 - Charges exceptionnelles sur opérations de gestion courante**

*Le compte 671 enregistre les charges exceptionnelles sur les opérations de gestion courante, telles que les intérêts moratoires sur marchés de travaux ou d'entretien (compte 6711), des pénalités (compte 6712), des dons ou des*

*libéralités (compte 6713), les créances autres que celles liées aux cotisations et aux prestations sociales devenues irrécouvrables (compte 6714), etc.*

#### **674 - Charges exceptionnelles sur opérations techniques**

*Le compte 674 enregistre les charges exceptionnelles relatives aux prestations et aux cotisations sociales.*

*Les admissions en non valeur, les remises sur créances, les annulations de créances relevant de l'exercice normal de la mission d'un organisme ne doivent pas être enregistrées au compte 674 mais dans les subdivisions concernées du compte 6584 - Charges techniques : pertes sur créances irrécouvrables ou 6585 - Charges techniques pour l'annulation d'ordres de recettes des exercices antérieurs.*

*Le 5<sup>ème</sup> caractère du compte 6748 est remplacé par le chiffre représentant le risque ou la branche concerné.*

#### **675 - Valeurs comptables des éléments d'actif cédés**

Article 446-67 du PCG :

"Le compte 675 est débité du montant de la valeur brute, le cas échéant diminuée des amortissements, des éléments d'actif cédés par le crédit du compte d'actif intéressé sauf s'il s'agit de TIAP ou de valeurs mobilières de placement.

Le compte 675 est débité de la valeur brute des TIAP cédés lorsque la cession est génératrice d'une perte. Il est alors crédité du prix de cession de ces titres.

La valeur brute des valeurs mobilières de placement cédées est virée au débit du compte 667 « Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement » ou 767 « Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement » selon que la cession est génératrice d'une perte [...] ou d'un profit [...]."

*Le prix de cession est inscrit au compte 775.*

#### **678 - Autres charges exceptionnelles**

*Le compte 678 enregistre toutes les autres charges exceptionnelles qui ne peuvent être inscrites dans les comptes précédents.*

#### **68 - Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions**

Article 446-68 du PCG :

"Les comptes 681 « Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions – Charges d'exploitation », 686 « Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions – Charges financières » et 687 « Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions – Charges exceptionnelles » sont débités du montant respectif des dotations de l'exercice aux amortissements dépréciations et provisions par le crédit des subdivisions, des comptes amortissements dépréciations et provisions concernés.

Les amortissements dérogatoires comptabilisés dans l'exercice sont inscrits au débit du compte 6872 « Dotations aux provisions réglementées (immobilisations) »."

*Les provisions doivent remplir les conditions de fond suivantes :*

- la provision ou la charge doit être nettement précisée quant à sa nature et à son objet, et être évaluée avec une approximation suffisante ;*
- la dépréciation ou la charge doit apparaître comme probable et non pas seulement comme éventuelle ;*
- la probabilité de la dépréciation ou de la charge doit résulter d'un événement survenu au cours de l'exercice.*

*Les provisions sont constituées soit suivant une méthode globale, soit par opération. Les provisions concernant des dossiers individuels sont ajustées en fonction de l'évolution du dossier concerné.*

*Les comptes 6814x1, 6814x2 et 6814x4 retracent les dotations aux provisions sur prestations sociales (légal, extralégal et spécifiques à certains régimes).*

*Les dotations aux provisions sur actions de prévention sont comptabilisées selon les règles comptables de droit commun (CRC 2000-06) et classées dans le compte 6814x3.*

*Les dotations aux provisions pour charges techniques autres que celles sur prestations sociales (litiges sur cotisations payées par exemple..), sont comptabilisées selon les règles comptables de droit commun et classées dans le compte 6814x8.*

*Le compte 6817x retrace les dotations aux dépréciations des actifs circulants.*

*Le 5ème caractère des comptes de dotations aux amortissements et provisions est remplacé par le risque ou la branche concerné.*

*Les comptes 6815 et 6816 sont utilisés, selon les règles comptables du droit commun, respectivement pour les provisions pour risques et charges courantes et pour les dépréciations sur immobilisations.*

## **69 - Impôts sur les bénéfices et assimilés**

Article 446-69 du PCG :

"Le compte 695 « Impôts sur les bénéfices » enregistre à son débit le montant dû au titre des bénéfices imposables en France et à l'étranger. Des subdivisions permettent, le cas échéant, d'identifier les rappels et dégrèvements d'impôts concernant les bénéfices taxables des exercices antérieurs."



## **CLASSE 7 - Comptes de produits**

Article 447 du PCG :

"Les produits d'exploitation normale et courante sont enregistrés dans les comptes 70 « Ventes de produits fabriqués, prestations de services, marchandises », 71 « Production stockée (ou déstockage) », 72 « Production immobilisée », 74 « Subventions d'exploitation » et 75 [...] « *Autres produits de gestion courante et produits de gestion technique* ».

*Les comptes de produits d'exploitation comprennent les comptes de produits de gestion courante et les comptes de produits de gestion technique.*

*Les produits de fonctionnement de gestion courante sont enregistrés sous les comptes 70 à 755 et 78 (à l'exception du compte 7814 - Reprises sur provisions pour charges techniques, tandis que les comptes 756, 757, 758 et certaines subdivisions du compte 781 retracent les produits techniques.*

Article 447 du PCG :

"Les produits liés à la gestion financière sont enregistrés dans le compte 76 « Produits financiers ».

Les produits relatifs à des opérations exceptionnelles sont enregistrés dans le compte 77 « Produits exceptionnels »

Les reprises sur amortissements, dépréciations, et provisions sont enregistrées dans le compte 78 « Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions » en distinguant les reprises sur charges calculées d'exploitation, financières ou exceptionnelles.

Les transferts de charges sont enregistrés dans le compte 79 « Transfert de charges ».

Les produits de la classe 7 sont enregistrés hors taxes collectées. Par exception, les entités, qui enregistrent leurs produits TVA comprise, rétablissent a posteriori leur montant hors taxe collectée en débitant globalement, pour chaque période d'imposition, les comptes de la classe 7 concernés par le crédit du compte 4457 « Taxes sur le chiffre d'affaires collectées par l'entreprise »."

*D'une manière générale, les comptes de produits, à l'exclusion des comptes de reprises sur amortissements et provisions, de transferts de charges et de production immobilière, sont crédités par le débit d'un compte de la classe 4 afin de constater les dettes des tiers vis-à-vis de l'organisme.*

### **A – PRODUITS DE GESTION COURANTE**

#### **70 - Ventes de produits fabriqués, prestations de services, marchandises**

Article 447-70 du PCG :

"Comme les stocks, les ventes sont classées en fonction d'une nomenclature propre à l'entité dont les modalités d'établissement et la compatibilité avec la nomenclature officielle des biens et services sont identiques à celles déjà énoncées à l'occasion du fonctionnement des comptes de la classe 3 (Stocks et en-cours).

Des subdivisions des comptes de ventes peuvent être ouvertes pour identifier :

- les ventes en France et à l'étranger ;
- les ventes faites par l'entité à des entités liées ou avec lesquelles elle a un lien de participation ;
- les cessions à prix coûtant.

Les montants des ventes, des prestations de services, des produits afférents aux activités annexes sont enregistrés au crédit des comptes 701 « Ventes de produits finis », 702 « Ventes de produits intermédiaires », 703 « Ventes de produits résiduels », 704 « Travaux », 705 « Etudes », 706 « Prestations de services », 707 « Ventes de marchandises » et 708 « Produits des activités annexes ».

Les rabais, remises et ristournes accordés hors facture ou qui ne sont pas rattachables à une vente déterminée sont portés au débit du compte 709 « Rabais, remises et ristournes accordés par l'entreprise ».

Même lorsqu'ils sont déduits sur la facture de vente, les escomptes de règlement sont comptabilisés au débit du compte 665 « Escomptes accordés »."

*Le compte 701 - Vente de produits finis enregistre les biens produits qui sont suivis en comptabilité de stocks.*

*Les comptes 704 - Travaux et 705 - Études correspondent aux facturations faites aux tiers pour des travaux et études réalisés, directement ou non, par l'organisme.*

*Le compte 706 - Prestations de services retrace le produit des prestations de services rendues par l'organisme, ainsi que les participations demandées pour accès aux services d'un autre organisme.*

*Le compte 707 - Ventes de marchandises concerne les biens stockés ou non, revendus en l'état.*

*Peuvent notamment être imputées au compte 707 les ventes de publications éditées par les organismes de sécurité sociale.*

*Le compte 708 - Autres produits des activités annexes retrace essentiellement les remboursements des personnels mis à disposition d'autres organismes ou de tiers publics ou privés et les remboursements de frais également effectués par d'autres organismes ou des tiers publics ou privés.*

*Le compte 7088 enregistre notamment les produits pour services rendus, perçus par un organisme en remboursement des charges de gestion administrative qu'il a supportées à l'occasion du versement des prestations payées pour le compte d'un autre organisme ou d'une entité publique (fonds nationaux, etc.).*

## **71 - Production stockée (ou déstockage)**

Article 447-71 du PCG :

"Les subdivisions 7133 « Variation des en-cours de production de biens », 7134 « Variation des encours de production de services » et 7135 « Variation des stocks de produits » du compte 713 « Variation des stocks (en-cours de production, produits) » représentent la différence existant entre la valeur de la production stockée à la clôture de l'exercice et la valeur de la production stockée à la clôture de l'exercice précédent, compte non tenu des dépréciations.

Ces comptes de variation de stocks sont débités, pour les éléments qui les concernent, de la valeur de la production stockée initiale et crédités de la valeur de la production stockée finale. En conséquence, le solde du compte 71 « Production stockée (ou déstockage) » représente la variation globale de la valeur de la production stockée entre le début et la fin de l'exercice. Il peut être créditeur ou débiteur."

## **72 - Production immobilisée**

Article 447-72 du PCG :

"Le compte 72 « Production immobilisée » enregistre le coût des travaux faits par l'entité pour elle-même.

Il est crédité soit par le débit du compte 23 « Immobilisations en cours » du coût de production des immobilisations créées par les moyens propres de l'entité au fur et à mesure de la progression des travaux, soit directement par le débit des comptes d'immobilisations intéressés si le transit par le compte 23 ne s'avère pas nécessaire."

## **74 - Subventions d'exploitation**

Article 447-74 du PCG :

"Le compte 74 « Subventions d'exploitation » est crédité du montant des subventions d'exploitation acquises à l'entité par le débit du compte de tiers ou de trésorerie intéressé."

*Le compte 74 ne retrace que les subventions reçues d'entités autres que des organismes de sécurité sociale, pour leur permettre de faire face à certaines charges de gestion courante.*

*Les subventions de gestion courante ou de gestion technique reçues d'un organisme de sécurité sociale sont retracées dans les subdivisions concernées du compte 75.*

## **75 - Autres produits de gestion courante et produits de gestion technique**

*Le compte 75 enregistre :*

- d'une part, aux comptes 751 à 755, divers produits de gestion courante tels que les redevances pour concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires (compte 751), les revenus des immeubles non affectés aux activités professionnelles (compte 752) ou les revenus distribués des sociétés (compte 753) ; le compte 755 retrace tous les produits de gestion courante qui n'ont pu être imputés dans les autres comptes de produits ;
- et, d'autre part, aux comptes 756, 757 et 758, les produits techniques.

### **751 - Redevances pour concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires**

Article 447-75 du PCG :

"Les redevances acquises pour concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires sont comptabilisées au compte 751 « Redevances pour concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires »."

### **752 - Revenus des immeubles non affectés à des activités professionnelles**

*Le compte 752 enregistre le produit des locations d'immeubles de rapport loués à des tiers autres que des organismes de sécurité sociale.*

## **755 - Autres produits de gestion courante**

### **7551 - Dotations de gestion courante**

*Le compte 7551 enregistre les versements reçus d'organismes nationaux par les organismes de base pour leur permettre de couvrir leurs charges courantes.*

*Le compte 7551 est crédité par le débit des subdivisions concernées du compte 45.*

### **7552 - Contributions de gestion courante**

*Le compte 7552 enregistre les versements reçus d'autres organismes ou entités, pour couvrir leurs dépenses de fonctionnement courant, (frais de gestion du FNAL...).*

*Le compte 7552 est crédité par le débit des subdivisions concernées du compte 45.*

### **7553 - Subventions de gestion courante**

*Le compte 7553 enregistre les produits liés au versement de subventions versées ou à verser par d'autres organismes de sécurité sociale.*

### **7554 - Divers transferts de gestion courante**

*Le compte 7554 enregistre les produits pour services rendus, perçus par un organisme en remboursement des charges de gestion administrative qu'il a supportées à l'occasion d'une prestation diverse.*

*Le compte 7554 est crédité par le débit des subdivisions concernées du compte 45.*

## **7555 - Produits de gestion courante pour l'annulation d'ordre de dépenses des exercices antérieurs**

*Le compte 7555 enregistre les produits provenant de l'annulation totale de charge à payer, comptabilisé par erreur. Dans le cas d'une annulation partielle le compte de charge est crédité pour le montant de la différence.*

## **7558 – Divers autres produits de gestion courante**

*Le compte 7558 enregistre les diverses recettes ne pouvant être imputées dans les autres subdivisions de compte 755 et notamment les produits relatifs aux indemnités perçues au titre de l'article 700, des intérêts moratoires et des dommages et intérêts.*

## **B – PRODUITS DE GESTION TECHNIQUE**

*Les comptes 756, 757 et 758 retracent les produits de gestion technique correspondant aux recettes spécifiques dont les organismes de sécurité sociale bénéficient pour assumer leurs missions de solidarité nationale.*

*Le 5<sup>ème</sup> chiffre des comptes 756 « Cotisations et contributions sociales », 757 « Produits techniques » et 758 « Divers produits techniques » indique les catégories de risques ou de branches concernées à l'exception des comptes suivants :*

*7574 - Contributions spécifiques à des entités publiques autre que l'Etat*

*7575 - Autres contributions*

*7581 - Dotations de gestion technique*

*7582 - Contributions de gestion technique*

*7583 - Subventions de gestion technique*

*7585 - Produits techniques pour l'annulation d'ordres de dépenses des exercices antérieurs*

*7587 - Autres produits techniques*

***Pour le compte 7561 – Cotisations sociales :*** une distinction est opérée pour retracer d'une part, les cotisations non plafonnées et d'autre part, celles calculées dans la limite d'un plafond ou d'un forfait (ex : cotisations vieillesse), quelle que soit la nature de ce plafond (plafond de la sécurité sociale, multiple de SMIC ou tranches de plafonds particulières au régime, à la branche ou au risque). Les codes 1 à 9 sont à positionner au 5<sup>ème</sup> chiffre :

*1 - maladie - maternité*

*2 - accidents du travail - maladies professionnelles*

*3 - famille*

*4 – vieillesse -non plafonnée*

*5 - veuvage*

*6 - invalidité*

*7 - décès*

*9 - vieillesse (régime général) /ou vieillesse – invalidité (dans la limite d'un plafond ou d'un forfait).*

*Le chiffre zéro n'est pas ouvert pour les produits de gestion technique. Il est toutefois réservé pour permettre à l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale de retracer les reprises sur dotations aux amortissements et aux provisions concernant sa gestion courante.*



## **756 - Cotisations, impôts et produits affectés**

*Le compte 756 « Cotisations » regroupe les ressources qui sont affectées au financement des prestations sociales quelle que soit leur assiette ainsi que certaines exonérations de cotisations. Peuvent également être imputées à ce compte, les cotisations de gestion courante lorsque la réglementation propre à l'organisme le prévoit.*

*Le classement des ressources entre cotisations, impôts, taxes et produits affectés est basé sur les appellations retenues ou, lorsqu'ils existent, sur des critères définis par les textes législatifs ou réglementaires à l'origine de la recette.*

*Les cotisations sociales sont des versements à des régimes qui, pour l'assuré, ouvrent des droits à des prestations sociales lors de la réalisation d'un risque couvert par la sécurité sociale.*

*Le versement des cotisations sociales peut être effectué soit par l'assuré lui-même, soit par un tiers : l'employeur, une caisse de retraite, l'ASSEDIC, etc.*

*Le compte 756 est crédité du montant des cotisations recouvrées ou à recouvrer par le débit du compte 414 - Cotisants, d'une subdivision du compte 45 ou du compte 445 - Cotisations prises en charge ou remboursées par une entité publique.*

*Les subdivisions du compte 756 sont à détailler par type d'opérations et par exercice d'origine.*

### **7561 - Cotisations sociales**

*Les produits correspondants aux cotisations sociales sont constatés dans la comptabilité de l'organisme chargé du recouvrement des cotisations au compte 7561x « Cotisations sociales ». L'organisme identifie un risque ou une branche, par le chiffre réservé à cet effet en cinquième position (compte 7561x).*

*Sont enregistrées dans le compte 7561x, toutes les cotisations versées ou à verser par une personne assujettie à un régime de sécurité sociale. Y figurent également les majorations et pénalités de retard.*

*Il convient de noter que lorsque le financement des cotisations est mixte, comme par exemple pour la gestion des régimes ASV et ADR (ou MICA) ou lorsque les cotisations sont acquittées par un tiers qui se substitue totalement ou partiellement, après un appel de cotisations, au débiteur initial, le produit des cotisations figure non au sein du compte 7561 mais dans les subdivisions correspondantes des comptes 7563 - Cotisations prises en charge par la sécurité sociale et 7564 - Produits spécifiques reçus d'entités publiques autre que l'État. Il en est ainsi, par exemple, des exonérations de cotisations patronales dans le cadre des mesures en faveur de l'emploi des jeunes ou de la prise en charge pour partie de cotisations d'allocations familiales par les organismes « maladie » pour les praticiens et auxiliaires médicaux.*

*Les cotisations sociales enregistrées globalement (principal, majoration et pénalités) en comptabilité générale dans le compte 7561x, font l'objet d'une description détaillée dans une comptabilité développée dont l'arborescence et les rubriques sont décrites au paragraphe 3.3 du présent document.*

*Le compte 7561x6 – Régimes complémentaires figure pour mémoire : ce compte n'est pas à servir par les organismes ou régimes de sécurité sociale*

## **7562 - Transferts de charges opérés entre l'État et les organismes de sécurité sociale**

*Figurent notamment dans les subdivisions du compte 7562, les exonérations de cotisations, totales ou partielles et faisant l'objet d'une compensation de la part de l'État. Les exonérations de cotisations sont enregistrées dans le compte 7562, et non dans le compte 7572 - Contributions publiques, car elles correspondent exactement au montant des exonérations dont a bénéficié un cotisant au moment de l'échéance ou à la réception de l'appel à cotisations.*

### **7562x1 - Prises en charge de cotisations en faveur de certaines catégories de salariés**

*Le compte 7562x1 enregistre notamment les produits résultant de la prise en charge de cotisations en faveur de l'embauche de jeunes, de demandeurs d'emploi, etc. Il s'agit, par exemple, des mesures en faveur de l'apprentissage, des emplois jeunes, du PACTE, des contrats retour à l'emploi, des contrats initiative emploi, etc.*

### **7562x2 - Prises en charge de cotisations en faveur de zones géographiques**

*Le compte 7562x2 enregistre notamment les produits résultant de la prise en charge de cotisations dues par des entreprises situées dans certaines zones géographiques comme par exemple des zones de revitalisation rurale, des zones de redynamisation urbaine, etc.*

### **7562x3 - Prises en charge de cotisations en faveur de divers secteurs économiques**

*Le compte 7562x3 enregistre notamment les produits résultant de la prise en charge de cotisations en faveur d'entreprises appartenant à différents secteurs économiques ou industriels. Par exemple, les hôtels, restaurants (H.C.R.B.), le transport routier, etc.*

### **7562x4 - Réduction ou abattement de l'assiette des cotisations et contributions (art. L. 131-7 du CSS)**

*Le compte 7562x4 enregistre les produits résultant de prise en charge, par l'État, de cotisations au titre de la réduction de cotisations (sportifs, volontariat associatif, etc.).*

### **7562x7 - Prises en charge de cotisations en faveur de certaines catégories de cotisants**

*Le compte 7562x7 enregistre notamment les produits résultant de la prise en charge de cotisations des rapatriés d'Algérie, des détenus, de la formation professionnelle des assurés des non salariés.*

## **7563 - Cotisations prises en charge par la sécurité sociale**

*Le compte 7563 enregistre notamment les prises en charge partielles de cotisations maladie, maternité, décès, d'allocations vieillesse et familiales par les caisses d'assurance maladie au profit de certains bénéficiaires ; par exemple, les prises en charge de cotisations pour les praticiens et auxiliaires médicaux, cotisations famille des médecins, vieillesse des médecins conventionnés (cotisations à verser à la CARMF par les OSS maladie).*

## **7564 - Produits versés par une entité publique autre que l'État**

*Le compte 7564 enregistre les remboursements de prestations et de contributions effectués par le fonds « CMU » et ceux effectués par le Centre des Liaisons Européennes et Internationales de Sécurité Sociale (CLEISS) relatif au recouvrement des montants dus par les organismes de sécurité sociale de pays étrangers, dont ceux de l'Union européenne et des pays ayant passé une convention bilatérale.*

## **7565 - Impôts : contribution sociale généralisée**

### **7565x - Contribution sociale généralisée**

*Le compte 7565x enregistre dans les comptes des organismes chargés du recouvrement de la CSG, les produits de la contribution sociale généralisée. Y figurent également les majorations et pénalités de retard (compte 7565x3).*

*Le compte 7565x est subdivisé de manière à :*

- faire apparaître le produit de la CSG « déductible » (compte 7565x1) attribuée aux régimes obligatoires d'assurance maladie et la CSG « non déductible » attribuée à la CNAF et au FSV (compte 7565x2) ;*
- identifier, au sein de ces deux subdivisions, les différentes assiettes de CSG : CSG assise sur les revenus d'activité et de remplacement, CSG assise sur les revenus du patrimoine et des produits de placement et CSG assise sur les jeux.*

*Les organismes maladie imputent au compte 756511 les produits de CSG qui leur sont affectés et transférés par l'ACOSS.*

### **7566 - Impôts et taxes affectés**

*Le compte 7566 enregistre les impôts et taxes que la loi affecte expressément au financement de la sécurité sociale.*

*Le compte 7566 distingue les impôts et taxes liés à la consommation : compte 7566x1 (taxes sur les alcools et les boissons non alcoolisées, le tabac, les hydrocarbures, etc.), les impôts et taxes acquittés par les personnes morales : compte 7566x2 (CSSS, TACA, etc.) et les impôts et taxes liés à des activités économiques et professionnelles : compte 7566x3 (pharmaceutique, activités polluantes, etc.).*

*Tous les comptes 7566x doivent être subdivisés par catégories de produits. Ainsi, par exemple, pour les droits sur les boissons, doivent être isolés les produits afférents aux articles 402 bis, 438, 520 A, 403 du CGI ou L. 245.7 du CSS ; de même, pour les taxes relatives aux médicaments, doivent être individualisés les produits relatifs aux articles L. 138.10, L. 138.1, L. 245.1, L. 245.6 - 1 du CSS.*

### **7567 - Autres impôts et taxes affectés**

*Le compte 7567 enregistre divers impôts et taxes affectés à des organismes de sécurité sociale. Y figure notamment le prélèvement social de 2 % sur les revenus du capital.*

### **7568 - Autres cotisations et contributions affectées**

*Le compte 7568 retrace notamment les cotisations des régimes spéciaux affectés au fonds national des prestations familiales géré par la CNAF (à subdiviser par régimes). Y figure la contribution de l'article L. 862.4 - II du CSS au profit du « fonds CMU ».*

## **757 – Produits techniques**

*Les subdivisions du compte 757 sont à détailler par type d'opérations et par exercice d'origine.*

### **7571 - Transferts entre organismes de sécurité sociale et assimilés**

*Les transferts entre organismes de sécurité sociale sont des opérations entre organismes qui se contrebalancent globalement, les charges liées aux versements effectués par les uns (compte 6571) correspondant aux produits reçus (compte 7571) par les autres.*

#### **7571x1 - Compensations**

*Les compensations sont des mécanismes destinés à assurer une solidarité financière totale ou partielle entre deux ou plusieurs organismes (ou régimes) de sécurité sociale.*

*Les compensations peuvent prendre différentes formes.*

*Certaines relèvent de l'article L. 134-1 du code de la sécurité sociale. Il s'agit de la compensation généralisée des risques vieillesse et maladie et des compensations bilatérales du risque maladie. Ces compensations donnent généralement lieu à versement d'acomptes et à des régularisations retracés dans les subdivisions des sous-comptes concernés.*

*D'autres compensations visent à faire prendre en charge la totalité du déficit d'un régime pour un ou plusieurs risques (les compensations intégrales) ou au sein d'un même régime. Enfin, il existe diverses compensations dont l'objet est de couvrir partiellement certaines charges financières (les compensations partielles). Sont enregistrés dans les comptes 7571x15 et 7571x16, les produits versés au régime qui compense (essentiellement le régime général) par les organismes qui participent à la couverture (partielle) des charges initialement supportées par le régime qui compense.*

*Le compte 7571x1 est crédité des sommes à recevoir des régimes débiteurs, par le débit des subdivisions correspondantes du compte 45.*

#### **7571x11 - Compensation généralisée**

*La compensation généralisée tend à remédier aux inégalités provenant de déséquilibres démographiques entre les régimes des salariés et ceux des non salariés pour les risques vieillesse, maladie, maternité.*

#### **7571112 - Compensations bilatérales**

*Les compensations bilatérales qui ne concernent que le risque « maladie - maternité », s'appliquent généralement entre le régime général des travailleurs salariés et différents régimes spéciaux. Les compensations bilatérales prennent en considération les facultés contributives de chacun des régimes concernés.*

#### **7571413 - Compensation spécifique entre régimes spéciaux pour le risque vieillesse**

*Le compte 7571413 enregistre les produits liés à la compensation spécifique instituée par la loi de finances pour 1986 qui ne s'applique qu'aux régimes spéciaux des salariés.*

## **7571x14 - Compensations internes au sein d'un même régime**

*Le compte 7571x14 enregistre les produits liés aux compensations ou transferts internes mises en place dans certains régimes de sécurité sociale, par exemple, les compensations internes à la CNAVPL ou au régime ASV (à subdiviser en tant que de besoin).*

## **7571x15 - Compensations intégrales**

*Le compte 7571x15 enregistre notamment la compensation versée par le régime général au régime des salariés agricoles, à celui de la CAVIMAC, de la CNMSS, de l'ENIM et de la Caisse de sécurité sociale de Mayotte. La CNAMTS mouvemente également ce compte lorsqu'elle bénéficie d'un reversement effectué par un régime excédentaire. Il en va de même pour le régime de des étudiants et de la caisse de prévoyance sociale de Saint-Pierre et Miquelon.*

## **7571x16 - Compensations partielles**

*Le compte 7571x16 enregistre notamment les produits liés au reversement par la CNAVTS et la CARCEPT des cotisations qu'elles ont encaissées pour le compte du régime de la CAMR, la compensation du risque AT pour les salariés agricoles.*

## **7571217 – Compensation risque AT – Mines**

*Le compte 7571217 enregistre, dans les comptes CANSSM, les produits liés à la compensation intégrale du risque accidents du travail dans les mines couvert par la CNAMTS.*

## **7571x3 - Transferts : prises en charge de cotisations**

*Le compte 7571x3 enregistre les produits liés aux versements reçus par un organisme en provenance d'un autre organisme, au titre de cotisations non perçues.*

*Figurent notamment dans les subdivisions du compte 7571x3 :*

- les cotisations non assises sur un revenu spécifique pour lesquelles la réglementation substitue un tiers au cotisant comme l'assurance vieillesse des parents au foyer (A.V.P.F.) qui est prise en charge par la CNAF au profit de la CNAVTS ou du reversement à la CNAVTS de cotisations par la Caisse de prévoyance de Côte d'Ivoire ;*
- les prises en charge de cotisations effectuées par le FSV au titre du service national, du chômage et des anciens combattants d'Afrique du Nord (A.F.N.) ;*

*Le compte 7571x3 est à détailler par type d'opérations et par exercice d'origine.*

## **7571x4 - Transferts : prises en charge de prestations**

*Le compte 7571x4 enregistre les produits liés aux remboursements perçus par un organisme pour les prestations qu'il a payées au profit de bénéficiaires appartenant à un autre organisme. Figurent notamment dans les subdivisions du compte 7571x4, les prises en charge de prestations effectuées par le FSV au titre du minimum vieillesse et des majorations de pension transférées aux organismes vieillesse qui ont versées les prestations aux bénéficiaires.*

*Le compte 7571x4 est à détailler par type de prestations et par exercice.*

## **7571x5 - Transferts : contributions diverses**

*Le compte 7571x5 enregistre notamment les contributions versées par la CNAMTS à la CNMSS (art. L. 713.21 - 2ème alinéa CSS), par le régime général à la CAVIMAC (art. L. -382-18 CSS), à la CCMSA pour les salariés agricoles (art. L. 134.1 et L. 134.7 du CSS).*

## **7571x6 - Transferts divers entre organismes de sécurité sociale**

*Le compte 7571x6 enregistre notamment parmi les produits, les remboursements de charges supportées initialement par la CNAMTS ; ainsi en est-il, des dépenses connexes à l'activité médicale (feuilles de soins, d'arrêts de travail, frais de formation continue, frais de fonctionnement des commissions paritaires, etc.) ou des charges relatives au régime étudiant et la participation des régimes au FIQCS et au FAC.*

## **7571 x7 – Transferts spécifiques à certains régimes**

*Sont affectés au compte 7571471 les produits affectés au Fonds de réserve des retraites (article L. 135-6 du code de la sécurité sociale).*

## **7571x8 - Autres transferts**

*Figurent au compte 7571x8 les reversements de cotisations en cas de transfert de droits entre régimes d'assurance vieillesse, ainsi que les versements effectués au profit d'actions sanitaires et sociales ou de gestion courante résultant de gestions pour compte de tiers et des paiements pour services rendus entre caisses.*

## **7572 - Contributions publiques**

*Les « contributions publiques » sont des participations financières versées par une entité publique (l'État, un établissement public national, etc.) à certains organismes de sécurité sociale pour leur permettre de combler un déficit ou pour financer certaines charges supplémentaires.*

*Le compte 7572 est crédité par le débit des subdivisions concernées du compte 44 « Entités publiques » ou du compte 45 - Organismes et autres régimes de sécurité sociale.*

*Les comptes 7572x1 et suivants sont subdivisés de manière à identifier chacune des cotisations ou prestations prises en charge par une entité.*

### **7572x1 - Remboursements de cotisations**

*Le compte 7572x1 enregistre les produits liés aux versements faits par l'État ou un de ses établissements publics, à un organisme de sécurité sociale, notamment des versements de cotisations de l'État au profit de la CNAVTS concernant les militaires et les pompiers de Paris sous statut civil, titulaires, partis sans droit à pension ou des versements rétroactifs.*

*Les opérations enregistrées au compte 7572x1 sont à détailler par catégories et par exercice.*

### **7572x2 - Remboursements de prestations**

*Le compte 7572x2 enregistre les produits liés aux divers remboursements de prestations ouvertes au code de la sécurité sociale et au code rural, payées par un organisme de sécurité sociale, mais qu'une autre entité publique prend à sa charge ; par exemple, le remboursement des frais de soins et d'hospitalisation de l'IVG.*

*Ces remboursements sont à détailler par prestations versées et par exercice d'origine.*

## **7572x3 - Subventions d'équilibre**

*Le compte 7572x3 enregistre les produits liés aux subventions versées par l'État (ou d'autres entités publiques) à des organismes de sécurité sociale, afin de leur permettre d'équilibrer leur situation financière.*

## **7572x8 - Autres contributions publiques**

*Le compte 7572x8 enregistre les produits liés à toutes les autres formes de participations financières versées par les pouvoirs publics à des organismes de sécurité sociale. Y figurent notamment ceux relatifs aux invalides de guerre (art. L. 381.23 - 2° CSS).*

## **7574 - Contributions spécifiques à des entités publiques autres que l'État**

*Le compte 7574 enregistre notamment les produits spécifiques reçus par des entités publiques ayant le statut d'établissement public national administratif (généralement appelées « fonds ») dont la mission, fixée par la loi, est d'assurer la couverture de certaines charges, la compensation de certaines exonérations de cotisations ou le remboursement de contributions. La liste des entités autorisées à utiliser ce compte est fixée en annexe 2.*

## **7575 – Autres contributions**

*Le compte 7575 enregistre les contributions versées par des entités privées pour couvrir des charges techniques spécifiques à certains organismes, notamment les contributions équivalentes aux droits de plaidoirie.*

## **7578 – Contributions diverses**

*Les subdivisions du compte 7578 enregistrent les contributions qui n'ont pu être classées dans les autres subdivisions du compte 757.*

## **758 – Divers produits techniques**

*Le compte 758 enregistre les produits techniques d'un organisme de sécurité sociale autres que les cotisations et contributions sociales, les transferts et les contributions publiques.*

*Y figurent notamment :*

- les dotations, contributions et subventions techniques reçues par des organismes locaux de sécurité sociale, aux comptes 7581 à 7583 ;*
- et les recours contre les tiers, au compte 7584.*

*Il est rappelé que le cinquième chiffre des subdivisions des comptes 7584, 7586 et 7588 indique le risque ou la branche concernée.*

## **7581 - Dotations de gestion technique**

*Le compte 7581 enregistre les dotations versées par les organismes nationaux au profit des organismes de base afin de leur permettre d'assurer leurs obligations légales ou extralégales vis à vis de leurs affiliés.*

*Le compte 7581 est crédité par le débit des subdivisions concernées du compte 45.*

## **7582 - Contributions de gestion technique**

*Le compte 7582 enregistre les produits liés aux contributions versées ou à verser par un organisme à un autre organisme de sécurité sociale.*

## **7583 - Subventions de gestion technique**

*Le compte 7583 enregistre les produits liés aux subventions reçues pour faire face à des dépenses techniques.*

## **7584 - Recours contre tiers**

*Le compte 7584 enregistre les produits consécutifs aux recours exercés, en application de la législation, par un organisme contre des tiers ou des employeurs responsables d'un préjudice à l'encontre de la sécurité sociale.*

*Le compte 7584 est débité, lors de la constatation de la créance sur le tiers ou sur l'employeur, du montant du préjudice subi, par le débit du compte 4093 - Prestataires : recours contre les tiers et les employeurs.*

*Le compte 7584 est subdivisé en tant que de besoin.*

## **7585 - Produits techniques pour l'annulation d'ordres de dépenses des exercices antérieurs**

*Le compte 7585 retrace, lorsqu'elles interviennent après la clôture de l'exercice, les annulations ou réductions d'ordres de dépenses relatifs notamment à des répartitions définitives de transferts inter-régimes.*

## **7586 - Prestations indues à récupérer**

*Le compte 7586 enregistre notamment les indus à récupérer auprès des professions de santé du fait de l'application de l'article L. 133 - 4 du code de la sécurité sociale, qu'ils concernent le principal ou les majorations de retard prévues par les textes.*

*Ce compte ne concerne que les risques 1 (maladie) et 2(AT-MP).*

## **7587 - Autres produits techniques**

*Le compte 7587 enregistre notamment le montant de la remise conventionnelle que les entreprises pharmaceutiques peuvent reverser aux organismes d'assurance maladie (Art. L. 162 - 18 et L. 162 - 37 du CSS) ainsi que les pénalités dues par les entreprises de médicaments (art. L. 162-17-4 et L. 162-17-7 du CSS).*

## **7588 - Divers autres produits techniques**

*Le compte 7588 enregistre notamment les produits de la récupération de frais de poursuite et de contentieux ou les produits liés au remboursement par une entité publique, un tiers ou un organisme de frais d'assiette ou de gestion. Ainsi en est-il par exemple, des remboursements effectués par le FSV aux régimes de vieillesse, par le FSI ou le remboursement de frais de gestion au profit de la CNAF.*

## **76 - Produits financiers**

Article 447-76 du PCG :

"Des subdivisions des comptes 761 « Produits de participations », 762 « Produits des autres immobilisations financières » et éventuellement 763 « Revenus des autres créances » permettent d'identifier les produits concernant



des entités liées et provenant de participations ou d'autres immobilisations financières et éventuellement d'autres créances.

Dans la subdivision « Revenus sur autres formes de participation » du compte 761, est enregistrée la part de résultat bénéficiaire d'un GIE au cours de l'exercice de distribution.

Dans la subdivision 7638 « Revenus sur créances diverses », sont comptabilisés les produits provenant des intérêts courus relatifs à la créance sur l'Etat résultant de la suppression du décalage d'un mois.

Le compte 765 « Escomptes obtenus » est crédité du montant des escomptes obtenus par l'entité de ses fournisseurs par le débit du compte de tiers intéressé ou d'un compte de trésorerie.

Le compte 766 « Gains de change » est crédité des gains de change réalisés par l'entité au cours de l'exercice. En outre, les écarts de conversion positifs constatés à la fin de l'exercice sur les disponibilités en devises sont considérés comme des gains de change réalisés.

Le compte 767 « Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement » est débité de la valeur brute des valeurs mobilières de placement cédées. Il est crédité du prix de cession de ces valeurs mobilières de placement.

Le compte 768 « Autres produits financiers » enregistre, le cas échéant, les revenus tirés des comptes en banque."

## **77 - Produits exceptionnels**

Article 447-77 du PCG :

"Les produits exceptionnels sont inscrits au crédit :

- du compte 771 « Produits exceptionnels sur opérations de gestion » lorsqu'ils concernent des opérations de gestion ;"
- du compte 774, lorsqu'ils concernent des opérations de gestion technique ;
- des comptes 775 « Produits des cessions d'éléments d'actifs », 777 « Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice » et 778 « Autres produits exceptionnels » lorsqu'ils concernent les opérations en capital."

*Le champ d'application du compte 77 est défini par le caractère exceptionnel, c'est à dire non courant, inhabituel de ces produits qui ne relèvent pas directement de la mission de service public des organismes de sécurité sociale.*

### **771 - Produits exceptionnels sur opérations de gestion courante**

*Parmi les opérations inscrites au compte 771, figurent essentiellement les libéralités reçues (dons et legs) sans affectation spéciale, les dégrèvements d'impôts, les dommages et intérêts, etc.*

### **774 - Produits exceptionnels sur opérations de gestion technique**

*Le compte 774 enregistre tous les produits exceptionnels se rattachant aux cotisations et aux prestations sociales. Y figurent notamment, au compte 7741, le recouvrement des prestations précédemment admises en non valeur ou devenues irrécouvrables.*

### **775 - Produits des cessions d'éléments d'actif**

Article 447-77 du PCG :

"Le compte 775 est crédité du prix des cessions d'éléments d'actifs cédés par le débit du compte de tiers ou de trésorerie intéressé sauf s'il s'agit de TIAP ou de valeurs mobilières de placement.

Le compte 775 est crédité du prix de cession des TIAP lorsque la cession est génératrice d'un profit.

Il est alors débité de la valeur brute de ces titres.

Le prix de cession des valeurs mobilières de placement cédées est viré au crédit du compte 767 « Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement » ou 667 « Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement » selon que la cession est génératrice d'un profit ou d'une perte.

Le compte 777 « Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice » enregistre, à son crédit, le montant des subventions d'investissement virées au résultat de l'exercice par le débit du compte 139 « Subventions d'investissement inscrites au compte de résultat »."

## **776 – Produits issus de la neutralisation des amortissements**

*Ce compte enregistre des opérations spécifiques aux établissements publics nationaux (cf. instruction codificatrice n° 02-03875-M91 du 30 avril 2002 mise à jour par l'instruction n°03-058-M91 du 13 novembre 2003).*

## **777 - Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice**

*Le compte 777 enregistre, à son crédit, le montant des subventions inscrites en recette aux comptes 131 et 138, viré au résultat de l'exercice, par le débit des subdivisions intéressées du compte 139 - Subventions d'investissement inscrites au compte de résultat.*

## **78 - Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions**

Article 447-78 du PCG :

"Les comptes 781 « Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions » (à inscrire dans les produits d'exploitation) 786 « Reprises sur dépréciations et provisions » (à inscrire en produits financiers) et 787 « Reprises sur dépréciations et provisions » (à inscrire en produits exceptionnels) sont crédités du montant respectif des reprises sur amortissements, dépréciations et provisions par le débit des subdivisions des comptes d'amortissements, de dépréciations et des provisions concernés.

Les amortissements dérogatoires sont réintégrés dans le résultat, en fonction de la durée de vie des immobilisations concernées, par le crédit du compte 7872 « Reprises sur provisions réglementées (immobilisations) ».

Lorsque la charge effective est inférieure à la dépréciation ou à la provision, ces comptes peuvent être subdivisés de façon à permettre de distinguer les reprises qui correspondent aux excédents de dépréciations ou de provisions."

*Les provisions et, dans des cas exceptionnels, les amortissements sont rapportés au résultat quand les raisons qui les ont motivés ont cessé d'exister.*

*Ce rapport est effectué par le crédit du compte 78.*

*En cas de cession d'un bien, en principe, la provision pour dépréciation antérieurement constituée est soldée à la date de cession par le crédit d'une des subdivisions du compte 78.*

*S'agissant de la cession d'une immobilisation amortie, le montant de l'amortissement pour dépréciation enregistré n'est toutefois pas porté au crédit d'un compte de reprise (78), mais soldé par le crédit du compte de l'immobilisation concerné afin de déterminer la valeur comptable de l'élément cédé (voir compte 21).*

*Lors de la réalisation du risque ou de la survenance de la charge, la provision antérieurement constituée est soldée par le crédit des comptes 781, 786 ou 787. Corrélativement, la charge intervenue est inscrite au compte intéressé de la classe 6.*

*Le compte 7814x retrace les reprises sur provisions sur prestations sociales.*

*Le compte 7817x retrace les reprises sur dépréciations des actifs circulants.*

*Le 5<sup>ème</sup> caractère des comptes "reprises sur amortissements dépréciations et provisions" est remplacé par le risque ou la branche concerné correspondant à celui du compte de dotation aux amortissements et aux provisions initialement débité.*

## **79 - Transferts de charges**

Article 447-79 du PCG :

"Le compte 79 « Transferts de charges » enregistre les charges d'exploitation, financières et exceptionnelles à transférer soit à un compte de bilan, autre que les comptes d'immobilisations, soit à un autre compte de charges."

*Le compte 79 est un compte correcteur de charges de la classe 6.*



## **CLASSE 8 - Comptes spéciaux**

Article 448-80 du PCG :

"Les comptes d'engagements enregistrent des droits et obligations susceptibles de modifier le montant ou la consistance du patrimoine de l'entité. Les effets des droits et obligations sur le montant ou la consistance du patrimoine sont subordonnés à la réalisation de conditions ou d'opérations ultérieures."

### **80 - Engagements hors bilan**

Les subdivisions du compte 80 fournissent le détail par nature des divers engagements.

- Les comptes 801 et 802 enregistrent respectivement la situation éventuellement débitrice et créditrice de l'entité vis-à-vis des tiers.

#### 801. Engagements donnés par l'entité

8011. Avals, cautions, garanties.

8014. Effets circulant sous l'endos de l'entité.

8016. Redevances crédit-bail restant à courir.

80161. Crédit-bail mobilier

80165. Crédit-bail immobilier.

8018. Autres engagements donnés.

Sont mentionnés dans les autres engagements donnés les apports à un G.I.E non évalués.

#### 802. Engagements reçus par l'entité

8021. Avals, cautions, garanties.

8024. Créances escomptées non échues.

8026. Engagements reçus pour utilisation en crédit-bail.

80261. Crédit-bail mobilier.

80265. Crédit-bail immobilier.

8028. Autres engagements reçus.

En ce qui concerne les effets, à la date de l'escompte, la comptabilité des engagements enregistre :

- au débit du compte 8024 le montant des créances escomptées non échues ;
- au crédit du compte 8014 le montant des effets circulant sous l'endos de l'entité correspondant au financement obtenu.

Les écritures d'annulation des engagements sont passées à une date postérieure à celle de l'échéance des effets, après l'expiration des délais de recours.

En cas de renvoi de l'effet par l'établissement de crédit pour non-paiement ou toute autre cause, notamment réclamation, refus d'acceptation ou irrégularité de l'effet, le remboursement du crédit d'escompte entraîne la contrepassation des écritures d'engagements afférentes à l'effet retourné.

- Des comptes de contrepartie sont ouverts dans le compte 809.

#### 809. Contrepartie des engagements

8091. Contrepartie 801.

8092. Contrepartie 802. *En ce qui concerne le crédit-bail, les comptes 801 et 802, servis dans les conditions ci-après, tiennent lieu de support à l'information à retracer obligatoirement dans l'annexe.*

*Pour l'évaluation, à la date de clôture du bilan, du montant total des charges restant à supporter en exécution des obligations stipulées dans un ou plusieurs contrats de crédit-bail, les organismes indiquent sous deux rubriques distinctes, l'évaluation des loyers ou redevances concernant le crédit-bail immobilier et le crédit-bail mobilier :*

- TTC ou hors TVA déductible ;
- indexés ;

- actualisés ou non.

En ce qui concerne le crédit-bail immobilier, il est généralement facile et particulièrement utile d'actualiser les charges. En revanche, en présence de contrats de crédit-bail mobilier, l'actualisation se heurte souvent à des difficultés. Toutefois, elle se révèle moins utile eu égard à la durée relativement courte des contrats.

L'information obligatoire à fournir concerne les redevances ou loyers à prendre en considération à compter de l'entrée en jouissance du bien. A la clôture de chaque période comptable, cette information concerne les redevances ou loyers restant à courir jusqu'à la fin du contrat. Elle ne doit pas faire double emploi avec l'information sur les redevances ou loyers échus ou courus afférents à la période comptable écoulée dont le montant est inscrit dans les dettes.

L'information concernant les engagements donnés est présentée sous la forme suivante :

- crédit-bail mobilier : évaluation des redevances ou loyers restant à courir TTC ou hors TVA déductible, indexés, actualisés (ou non)... ;
- crédit-bail immobilier : évaluation des redevances ou loyers restant à courir TTC ou hors TVA déductible, indexés, actualisés (ou non)....

Pour les « engagements reçus », il est nécessaire d'inscrire, hors bilan, les engagements reçus de crédit-bail mobilier ou immobilier en fonction des dispositions des contrats.

La comptabilité des engagements fonctionne de façon autonome. Les mouvements sont enregistrés par des écritures comptables du type « opérations diverses » sur un journal spécifique. Ainsi, par exemple, l'enregistrement du crédit-bail est décrit de la façon suivante :

- l'enregistrement des engagements donnés par l'organisme pour des redevances de crédit-bail est constaté au débit du compte 8091 « Contrepartie des engagements donnés par l'organisme », par le crédit du compte 8016 - Redevances de crédit-bail restant à courir ;
- l'enregistrement des engagements reçus par l'organisme pour utilisation en crédit-bail est constaté au débit du compte 8026 - Engagements reçus pour utilisation en crédit-bail, par le crédit du compte 8092 - « Contrepartie des engagements reçus par l'organisme ».

### **- Comptabilité de programme (comptes 803 à 807) -**

Les comptes 803 à 807 sont utilisés pour la tenue de la comptabilité de programme qui est destinée à décrire l'exécution d'engagements pluriannuels auxquels procède un organisme pour réaliser sa politique sanitaire ou sociale. Elle renseigne à tout moment les responsables de l'organisme sur la situation de ces programmes.

Elle complète également à l'intention des autorités de contrôle les informations contenues dans les comptes.

A partir d'un programme général d'intervention sur plusieurs années, le conseil d'administration arrête les opérations susceptibles d'être engagées.

Chaque opération ainsi décidée constitue un programme qui fait l'objet d'un suivi individualisé. Ce suivi permet de connaître, de sa conception à sa réalisation, les différentes phases d'avancement d'un programme déterminé.

Les comptes 803 à 807 sont utilisés pour la tenue de la comptabilité de programme des organismes de sécurité sociale. Cette comptabilité est servie indépendamment de la description des opérations en comptabilité générale.

La comptabilité de programme est distincte de la comptabilité des engagements retracée aux comptes 801, 802 et 809.

### **803 - Autorisations d'engagement**

Le compte 803 retrace la consommation d'une autorisation d'engagement.

L'autorisation d'engagement est prise en charge au débit du compte 803 - Autorisations d'engagement, par le crédit du compte 805 - Crédits de paiement.

Les engagements juridiques sont constatés au débit du compte 804 - Engagements juridiques, par le crédit du compte 803 - Autorisations d'engagement.

En fin d'exercice, le solde débiteur du compte 803 représente les restes à engager juridiquement.

## **804 - Engagements juridiques**

*Le compte 804 retrace la consommation des engagements juridiques.*

*Les engagements juridiques sont constatés au débit du compte 804 - Engagements juridiques, par le crédit du compte 803 - Autorisations d'engagement.*

*Le mandatement des dépenses engagées est constaté par le débit du compte 807 - Mandatements, par le crédit du compte 804 - Engagements juridiques.*

*En fin d'exercice, le solde débiteur du compte 804 représente les restes à mandater sur les engagements juridiques contractés.*

## **805 - Crédits de paiement**

*Le compte 805 retrace des ouvertures d'enveloppes annuelles de crédits.*

*L'autorisation d'engagement est constatée au débit du compte 803 « Autorisations d'engagement », par le crédit du compte 805 « Crédits de paiement ».*

*L'ouverture des crédits de paiement pour une année donnée est constatée au débit du compte 805 « Crédits de paiement », par le crédit du compte 806 - Engagements comptables annuels.*

*En fin d'exercice, le solde créditeur du compte 805 représente le montant des crédits de paiement restant à ouvrir dans les prochains budgets.*

## **806 - Engagements comptables annuels**

*Le compte 806 retrace la consommation des crédits de paiement annuels.*

*L'ouverture des crédits de paiement pour une année donnée est constatée au débit du compte 805 - Crédits de paiement par le crédit du compte 806 - Engagements comptables annuels.*

*Les engagements comptables annuels sont constatés au débit du compte 806 - Engagements comptables annuels, par le crédit du compte 807 - Mandatements.*

*En fin d'exercice, le solde créditeur du compte 806 représente le montant des crédits de paiement restant à ouvrir dans les prochains budgets.*

## **807 - Mandatements**

*Le compte 807 retrace la consommation effective des crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice.*

*Les engagements comptables annuels sont constatés au débit du compte 806 - Engagements comptables annuels, par le crédit du compte 807 - Mandatements.*

*Le mandatement des dépenses est constaté au compte 807 - Mandatements, par le crédit du compte 804 - Engagements juridiques.*

*En fin d'exercice, le solde créditeur du compte 807 représente ce qui a été engagé et non mandaté au 31 décembre.*

## **81 à 85 - Comptes spécifiques aux organismes de sécurité sociale**

*Les comptes 81 à 85 sont ouverts en tant que de besoin par les organismes de sécurité sociale.*

## **86 - Valeurs inactives**

*Au compte 86, sont suivies les valeurs inactives que les agents comptables des organismes de sécurité sociale sont amenés à détenir dans l'exercice de leurs fonctions.*

*Sont considérées comme valeurs inactives, les valeurs qui ne constituent pas le portefeuille de l'organisme ou qui n'acquièrent leur valeur nominale que lorsqu'elles sont mises en circulation pour la rémunération d'une prestation de service de l'établissement (tickets de cantine, droits d'entrée).*

*Elles sont, suivant leur nature, comptabilisées pour un montant conventionnel. Par exemple :*

- rentes et obligations de l'État : montant nominal correspondant ;*
- obligations, bons du Trésor, bons et actions et valeurs assimilées : capital nominal ;*
- effets de commerce : montant ;*
- billet de loterie et tombola : prix de vente ;*
- timbres, tickets : valeur faciale ou valeur d'émission, etc.*

## **88 - Résultat en instance d'affectation (facultatif)**

Article 448-88 du PCG :

"Le compte 88 « Résultat en instance d'affectation » peut être utilisé par l'entité pour l'affectation du résultat de l'exercice précédent."

## **89 - Bilan (facultatif)**

Article 448-89 du PCG :

Les comptes 890 « Bilan d'ouverture » et 891 « Bilan de clôture » peuvent être utilisés pour la réouverture et la clôture des comptes de l'exercice.

### **890 - Bilan d'ouverture**

*Le compte 890 est débité, à l'ouverture des comptes, par le crédit des comptes dont le solde est créditeur. Il est crédité, à l'ouverture des comptes, par le débit des comptes dont le solde est débiteur.*

### **891 - Bilan de clôture**

*Le compte 891 est débité, à la clôture des comptes, par le crédit des comptes dont le solde est débiteur. Il est crédité, à la clôture des comptes, par le débit des comptes dont le solde est créditeur.*

## **9999 – Cotisations supplétives d'employeurs**

*Ce compte ne concerne que les régimes d'entreprise. Il retrace le montant des cotisations que l'entreprise aurait dû verser si elle était dans le régime de droit commun.*



### 3.3. Principes de la comptabilité développée

#### 3.3.1. Comptabilité développée des prestations légales

##### **Rappel:**

*Les prestations légales correspondent aux prestations ouvertes par le code de la sécurité sociale, le code rural ou par tout autre texte législatif ou réglementaire (loi, décret, arrêté ministériel ou règlement intérieur approuvé par les autorités de tutelle), et qui sont versées de manière uniforme à tous les assurés ou allocataires qui remplissent les conditions fixées par la réglementation en vigueur.*

##### 3.3.1.1. Comptabilité développée des prestations maladie – maternité

*Principaux critères retenus pour la définition des faits générateurs :*

*Prestations en nature*

*Date d'exécution de la prestation.*

- ☐ *Cas général applicable pour*
  - ~ les honoraires (actes médicaux, auxiliaires médicaux, dentaires, biologie) : date d'exécution de l'acte.*
  - ~ les transports : date de déplacement.*
  - ~ les forfaits et prestations associés aux frais de séjour : date des soins.*
  - ~ les prothèses dentaires : date d'achèvement des travaux.*  
*(la notion de prestation correspond à un produit fini)*
  - ~ les cures thermales : date de fin de séjour (la notion de prestation correspond au séjour dans sa globalité)*
  - ~ les produits médicaux (médicaments, prothèses autres que dentaires, optique, appareillage, produits sanguins) : date de délivrance.*
  - ~ les frais de séjour (hors T2A) : date de séjour avec séparation en cas de chevauchement sur deux exercices. Pour les GHS : date de début du séjour.*
  - ~ les soins dentaires conservateurs : date des soins.*
- ☐ *Cas particulier de l'orthodontie*  
*Date de chaque facturation (y compris des acomptes).*

*Indemnités journalières*

*Date de la journée indemnisée.*

*Capitaux décès*

*Date de décès.*

*Pension d'invalidité*

*Cas général*

*Période de référence (nombre de mois concernés) de l'exercice au titre duquel la pension est due.*

- ☐ *Revalorisation parue au J.O.*

*Date de parution de l'arrêté au J.O. avec effet rétroactif sur un ou plusieurs mois de l'exercice N.*

- ☐ *Par ailleurs, la comptabilisation en charges à payer tient compte des paramètres suivants :*
  - ~ Date de réception des dossiers*
  - ~ Date de traitement par le CTI*
  - Date de liquidation*
  - Date de paiement*

□ *Cas des ALD :*

*Conformément au décret N°2008-1440 du 22 décembre 2008, les affections longues durées sont à ventiler par risque dans les comptes de prestations 6561\* en maladie-maternité et AT. Cette comptabilisation concerne aussi bien les ALD 30, que les ALD 31 et 32.*

□ *Cas des charges techniques :*

*Un groupe de travail examine les divergences de comptabilisation des prestations maladie entre les principaux régimes à savoir la CNAMTS, la CCMSA et le RSI. Les divergences ainsi identifiées et ayant obtenu un consensus de comptabilisation (avec la DSS pour des questions spécifiques) doivent faire l'objet d'une régularisation dans les algorithmes comptables par chacun des services comptables et statistiques concernés.*

*La base de travail repose sur un « guide de procédure inter-régimes sur la ventilation statistique et comptable des dépenses » qui consiste en un fichier élaboré par la CNAMTS : il contient pour chaque prestation les codes actes, les numéros de comptes comptables, les intitulés, ainsi que l'environnement dans lequel est effectué l'acte (ex clinique privée, etc.). Ce tableau est mis à jour par la CNAMTS dès que besoin, et diffusé par la MCP à tous.*

*Les régimes doivent encore analyser les dépenses imputées dans le compte « autres autres dépenses de cliniques privées ».*

*Pour améliorer les circuits d'information entre les régimes, des informations (sous forme "d'actions GEF ") sont transmises par le service informatique de la CNAMTS pour communication aux autres régimes, et la MCP assure le lien entre tous les régimes pour les ouvertures de comptes au PCUOSS et les différents questionnements qui peuvent se poser.*

### 3.3.1.1.1 Organisation comptable du risque maladie (compte 656111)

#### 3.3.1.1.1.1 Prestations exécutées en ville

*Les prestations exécutées en ville sont réparties par grandes catégories de dépenses par nature. Sept catégories de dépenses par nature sont ouvertes : les honoraires, les actes de laboratoire, les médicaments, les autres prescriptions, les transports, les autres prestations en nature et enfin, les prestations en espèces.*

##### 3.3.1.1.1.1.1 Honoraires

*Les honoraires correspondent :*

- aux frais d'actes médicaux effectués par les praticiens en clientèle privée (omnipraticiens, spécialistes, sages femmes, paramédicaux, dentistes ou autres professionnels de santé, et différentes rémunérations forfaitaires)*

##### 3.3.1.1.1.1.2 Biologie et prélèvements

*Les dépenses relatives à la biologie et aux prélèvements correspondent aux actes de laboratoire prescrits par ordonnance, effectués par les laboratoires d'analyse, pharmacies d'officine ou mutualistes et les centres de santé.*

##### 3.3.1.1.1.1.3 Médicaments

*Les médicaments correspondent à l'ensemble des prescriptions médicamenteuses délivrées aux assurés sociaux par les pharmacies d'officine, mutualistes et hospitalières.*

##### 3.3.1.1.1.1.4 Autres prescriptions

*Les autres prescriptions correspondent aux différents substituts qui concourent à améliorer la vie de l'assuré tels que, par exemple, les produits humains, les appareillages, l'optique, les prothèses, les véhicules pour handicapés, etc...*

##### 3.3.1.1.1.1.5 Transports

*Les transports correspondent aux frais de transport des assurés effectués par des entreprises agréées, des taxis ou des sociétés de transports en commun.*

##### 3.3.1.1.1.1.6 Autres prestations en nature

*Les autres prestations en nature correspondent aux frais médicaux et assimilés, générés notamment à l'occasion d'un séjour en cure thermale.*

##### 3.3.1.1.1.1.7 Prestations en espèces

*Les prestations en espèces correspondent à l'ensemble des indemnités journalières versées suite à un arrêt de travail ou à une cure thermale.*

##### 3.3.1.1.1.1.1 L'identification des professionnels de santé

*Les professionnels de santé, qu'ils soient exécutants ou prescripteurs, sont classés respectivement par catégories et par spécialités.*

*Les professions de santé sont réparties dans les sept catégories suivantes :*

- omnipraticiens - avec la codification 1*
- spécialistes - avec la codification 2*
- sages femmes - avec la codification 3*
- paramédicaux - avec la codification 4*
- dentaires - avec la codification 5*
- divers - avec la codification 7*
- autres professionnels de santé – avec la codification 8*

#### **3.3.1.1.1.1.2 Les spécialités**

*L'information relative aux professions de santé : paramédicales, dentaires, forfaits divers et autres professionnels de santé, doit être complétée, comme indiqué ci-après, par l'indication de la spécialité concernée.*

*21 - Paramédicaux (code n°4 des catégories des professions de santé)*

*Les professions de santé concernées sont :*

- les infirmiers - avec la codification 1*
- les masseurs kinésithérapeutes - avec la codification 2*
- les orthophonistes - avec la codification 3*
- les orthoptistes - avec la codification 4*
- les pédicures - avec la codification 5*
- les sages femmes - avec la codification 6*

*22 - Dentistes (code n°5 des catégories des professions de santé)*

*23 – Forfaits divers (code n°7 des catégories des professions de santé)*

*Entre dans le champ « forfaits divers » :*

- forfaits option conventionnel – avec la codification 1*
- forfaits dentaires CMU – avec la codification 2*
- Forfaits centre de santé – avec la codification 3*
- Contrats – avec la codification 4*
- IVG – avec la codification 5*
- Permanences de santé – avec la codification 6*
- Prestations maladie forfait adhésion déficitaire – avec la codification 7*
- Contrats autres – avec la codification 8*

*24 – Autres professionnels de santé (code n°8 des catégories des professions de santé)*

#### **3.3.1.1.1.1.2.1 L'activité**

*Les professionnels de santé peuvent exercer leur activité avec le statut libéral ou avec le statut de salarié. Dans ce cas, il convient de mentionner s'il est salarié d'un médecin libéral, d'une sage femme, d'un centre de santé ou d'une autre entité.*

*Par ailleurs, les professionnels de santé sont classifiés par spécialités à partir de la codification à deux caractères retenue par la CNAMTS. Le code spécialités est porté, dans les tableaux sur les croisements de prestations exécutées en ville avec les professionnels de santé, dans les colonnes activités, après l'indication "libéral" ou "salarié".*

#### **3.3.1.1.1.1.2.2 L'exécutant et le prescripteur**

*L'exécutant est le professionnel de santé qui effectue lui-même un acte, le prescripteur est celui qui en a l'initiative. Certains actes ne donnent pas lieu à exécution ; d'autres, en revanche, ne peuvent être exécutés que s'ils ont été prescrits.*

*Il s'agit :*

- des honoraires dus à des professionnels para médicaux ;
- des actes de biologie et de prélèvements ;
- des médicaments ;
- des autres prescriptions ;
- des transports et des autres prestations en nature ;
- et des prestations en espèces.

*Les prestations peuvent être prescrites (cf. codes des catégories des professions de santé) par :*

- un omnipraticien
- un spécialiste
- un dentiste
- une sage femme
- des paramédicaux (infirmier, masseur kinésithérapeute, pédicure...)
- une autre profession de santé

#### **3.3.1.1.1.2 Prestations exécutées en établissement (compte 6561112)**

*Cette rubrique correspond aux prestations réalisées par les établissements sanitaires, les établissements médico-sociaux, les cliniques privées et les centres d'expérimentation.*

##### **3.3.1.1.1.2.1 Établissements sanitaires**

*Les dépenses supportées par les organismes au titre des établissements sanitaires correspondent au remboursement des frais d'hospitalisation publique et aux honoraires du secteur public.*

##### **3.3.1.1.1.2.2 Établissements médico-sociaux**

*La rubrique établissements médico-sociaux regroupe les dépenses d'assurance maladie afférentes à l'enfance inadaptée, aux adultes handicapés, aux personnes âgées, aux services de soins à domicile et aux centres d'action médico-sociale précoce.*

##### **3.3.1.1.1.2.3 Cliniques privées**

*La rubrique "cliniques privées" concerne les établissements sous statut privé et les établissements auparavant sous le régime du prix de journée et qui ont rejoint le champ des établissements privés conventionnés.*

*Les prestations hospitalières concernant les cliniques privées sont subdivisées de manière à distinguer celles concernant la chirurgie, la médecine, la gynécologie, les moyens séjours et la psychiatrie.*

#### **3.3.1.1.2 Organisation comptable du risque maternité (compte 656112)**

*L'organisation de la comptabilité développée des prestations maternité est identique à celle des prestations maladie, sous réserve des observations suivantes :*

- pour les prestations exécutées en ville, la rubrique autres prestations en nature (compte - 65611216) n'est pas détaillée ;
- pour les prestations exécutées en établissements, seuls les établissements sanitaires, les établissements sous expérimentation et les cliniques privées sont concernés, et, au sein de ces dernières, seules sont servies les rubriques chirurgie, médecine et gynécologie.

#### **3.3.1.2. Comptabilité développée des prestations accidents du travail - maladies professionnelles**

- *Principaux critères retenus pour la définition des faits générateurs :*

*Rentes AT*

*Période de référence, mois ou trimestre, de l'exercice au titre duquel la rente est due.*

- ☐ *Pour les Indemnités en Capital (I.C.)*

*Date de consolidation.*

- ☐ *Pour les Rachats Facultatifs*

*Date de notification du rachat.*

- ☐ *Pour les Rentes Suspendues*

*Date de décision de remise en paiement.*

- ☐ *Revalorisation parue au J.O.*

*Date de parution de l'arrêté au J.O. (effet rétroactif sur un ou plusieurs mois).*

- ☐ *Par ailleurs, la comptabilisation en charges à payer tient compte des paramètres suivants :*

- ~ Date de liquidation.*
- ~ Date de traitement par le CTI.*
- ~ Date de paiement.*

➤ **Faute inexcusable de l'employeur :**

Les trois modes de réparation de la faute inexcusable (deux d'entre eux étant une majoration des rentes en fonction de la responsabilité de l'employeur, le troisième étant une indemnisation des préjudices extrapatrimoniaux) se caractérisent par le fait que les caisses d'assurance maladie en assurent le versement aux assurés, la loi prévoyant que la branche AT-MP en récupère le montant auprès des employeurs. Dans le cas de la majoration, celle-ci est enregistrée dans un compte de classe 6, cette charge étant à couvrir par l'ensemble des employeurs par le mécanisme de la majoration tarifaire M2 d'une part, ou directement auprès de ces derniers par l'inscription en compte de classe 7. Dans le cas de l'indemnisation des préjudices extrapatrimoniaux, la comptabilisation se fait en compte de classe 4, à charge pour les caisses d'assurance maladie d'en récupérer le montant auprès de l'employeur concerné. Les comptes de provisions à servir sont en adéquation aux comptes de prestations déjà servis en x 2.

### 3.3.1.2.1 Prestations en nature

*Les prestations en nature peuvent être exécutées en ville ou en établissements.*

#### 3.3.1.2.1.2 Prestations exécutées en ville

*Les prestations exécutées en ville sont réparties entre les rubriques suivantes : honoraires, biologie et prélèvements, pharmacie, autres prescriptions, transports et autres prestations en nature.*

#### 3.3.1.2.2 Prestations exécutées en établissements

*Trois catégories d'établissements sont distinguées : les établissements sanitaires, les établissements médico-sociaux et les cliniques privées.*

### 3.3.1.2.1.1. Prestations en espèces

*Les prestations en espèces peuvent être soit des indemnités journalières, soit une indemnité en capital ou une rente d'incapacité permanente, cette dernière pouvant être majorée lorsque l'assistance d'une tierce personne est indispensable pour effectuer les actes ordinaires de la vie.*

*Les ayants droit d'une victime d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle peuvent également, sous certaines conditions, bénéficier du versement d'une rente.*

### 3.3.1.3. Comptabilité développée des prestations de la branche famille

#### 3.3.1.3.1. Organisation comptable

*La comptabilité développée des prestations légales de la branche famille distingue six rubriques principales de prestations et une rubrique "Autres".*

**- 656131 - Allocations en faveur de la famille**

*Elles ont pour finalité d'aider la cellule familiale, à faire face aux charges d'entretien des enfants.*

*Y figurent notamment :*

- les allocations familiales ;*
- le complément familial ;*
- l'allocation de soutien familial ;*
  
- et l'allocation de présence parentale*

**- 656132 - Allocations et aides pour la garde des jeunes enfants**

*Elles ont pour finalité d'aider les parents à concilier une vie familiale avec une vie professionnelle.*

*Y figurent :*

- la prestation d'accueil du jeune enfant*
- l'allocation pour jeune enfant ;*
- l'allocation d'adoption ;*
- l'allocation parentale d'éducation ;*
- l'aide à la famille pour l'emploi d'une assistance maternelle agréée ;*
- l'allocation de garde d'enfant à domicile.*

*Ces prestations ont été supprimées au profit de la PAJE (prestation accueil des jeunes enfants) pour les enfants nés après le 1<sup>er</sup> janvier 2004. Cependant, elles continuent à courir pour les enfants nés avant cette date.*

**- 656133 - Allocations en faveur de l'éducation**

*Elles ont pour finalité d'aider les familles à compenser les dépenses liées à l'éducation des enfants.*

*Y figure l'allocation de rentrée scolaire, y compris la majoration financée par l'État (à titre transitoire).*

**- 656134 - Allocations en faveur du logement**

*Elles ont pour finalité d'alléger les dépenses de logement des personnes chargées de famille.*

*Y figurent :*

- l'allocation de logement familiale ;*
- la prime de déménagement.*

*N.B. Les prêts à l'amélioration de l'habitat sont enregistrés dans les subdivisions concernées du compte 2744 - Prêts spécifiques à la branche famille. Un tableau détaillant les prêts est joint en annexe au tableau de centralisation des données comptables.*

**- 656135 - Allocations en faveur des handicapés**

*Elles ont pour finalité d'apporter une aide financière aux personnes ou aux familles ayant à supporter des dépenses supplémentaires liées à un handicap.:*

*Ce compte ne fait apparaître que l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé – majoration parent isolé.*

**- 656136 - Frais de tutelle**

*Ils ont pour finalité de couvrir les frais de gestion supportés par des organismes chargés d'une tutelle aux adultes handicapés et aux prestations familiales.*

**- 656137 - Autres allocations et prestations**

*Les allocations et prestations qui ne peuvent pas être rattachées directement à une des six rubriques énumérées précédemment sont enregistrées sous la rubrique - Autres allocations et prestations.*

*Y figurent ainsi les allocations différentielles (ADI) relative à un complément égal à la différence entre les avantages dus au titre de la législation française et ceux perçus au titre de la législation étrangère, les prestations payées hors Union Européenne (pays ayant signé une convention avec la France), les prestations payées à des ressortissants de l'UE (elles ne sont pas ventilées par type de prestations).*

Le compte 6561374 retrace les régularisations provenant de l'État non ventilables (voir également le compte 757831 - Prestations familiales État – régularisations)

#### 3.3.1.4. Comptabilité développée des prestations vieillesse

##### 3.3.1.4.1 Les prestations de base (compte 656141)

*Les prestations de base constituent le premier niveau de la protection vieillesse. Elles résultent des cotisations versées par chaque actif, qu'il soit salarié ou non salarié, à un régime de base de retraite.*

*Les prestations de base sont liquidées soit à l'assuré, au titre des droits propres, soit à ses ayants droit au titre des droits dérivés.*

##### 3.3.1.4.1.1 Droits propres

*Une prestation vieillesse est composée d'un avantage principal et, le cas échéant, d'avantages supplémentaires.*

##### 3.3.1.4.1.1.1 Avantage principal

*L'avantage principal peut prendre la forme d'une pension de retraite ou d'une allocation à personne âgée.*

##### 3.3.1.4.1.1.1.1 Les pensions de retraite

*Les pensions de retraite sont des prestations versées par un régime de base à une personne remplissant certaines conditions d'âge et de durée de cotisations lui permettant de cesser son activité (avantage contributif).*

*Parmi les pensions, sont distinguées :*

- les pensions normales, qui correspondent aux prestations vieillesse de droit commun (art. L. 351-1 du CSS);
- les pensions vieillesse pour inaptitude, qui sont versées à l'âge de la retraite aux assurés inaptes au travail, c'est-à-dire aux assurés ayant une incapacité de travail constatée par le contrôle médical (art. L. 351-7 du CSS) ainsi que les pensions de l'article L. 351-8 du code de la sécurité sociale ;
- les pensions substituées à pensions d'invalidité, qui sont attribuées aux assurés titulaires d'une pension d'invalidité atteignant l'âge de la retraite (art. L. 341-15 du CSS) ;
- les pensions des conjoints collaborateurs ;
- les autres pensions : toutes les pensions qui ne correspondent pas aux critères définis précédemment sont classées sous cette rubrique. Il s'agit notamment des pensions propres à certains régimes, les rentes - conjoints collaborateurs, etc..

##### 3.3.1.4.1.1.1.2 Les allocations aux personnes âgées

*Les allocations correspondent aux différents avantages non contributifs servis aux personnes âgées et qui ne reposent pas sur le versement de cotisations.*

*Parmi les allocations, sont distinguées :*

- les allocations aux anciens combattants d'Afrique du Nord (art. L. 351-7-1) ;
- les allocations aux vieux travailleurs salariés (AVTS), qui sont des allocations instituant un minimum de retraite pour les travailleurs salariés ;
- les allocations aux vieux travailleurs non salariés (AVTNS), qui correspondent :
  - à l'extension de l'AVTS aux personnes non salariées des professions artisanales, industrielles et commerciales ;
  - aux allocations visées au 2ème alinéa de l'article L. 643-1 du code de la sécurité sociale portant l'allocation vieillesse des professions libérales au niveau de l'AVTS, etc.,
- les allocations vieillesse des exploitants agricoles visées aux articles L. 722-15 à L. 722-7 du code rural ;
- les allocations mères de famille, qui sont versées aux mères de famille ayant élevé un nombre minimum d'enfants défini par les textes et ne disposant d'aucun avantage vieillesse à titre personnel ;
- les allocations viagères aux rapatriés (AVR - AVRA) prévue à l'article 14 de la loi de finances rectificative pour 1963 ;
- l'allocation de solidarité aux personnes âgées (art. L. 815-1 du Code de la Sécurité Sociale);
- les autres allocations. Figurent sous cette rubrique, les allocations spécifiques à certains régimes.



#### 3.3.1.4.1.1.2 Majorations et bonifications

*Les majorations et bonifications sont des avantages annexes à une pension ou à une allocation. Il s'agit toujours de compléments ajoutés à un avantage principal.*

*Parmi les majorations et bonifications figurent :*

- les majorations pour conjoint, avec notamment, la majoration pour conjoint à charge (article L. 351-13 du code de la sécurité sociale) et la majoration pour conjoint coexistant ;*
- les majorations enfants qui comprennent la bonification de 10 % pour 3 enfants et plus (article L. 351-12 du code de la sécurité sociale) ;*
- les majorations tierce personne. Ces majorations sont destinées aux personnes incapables d'effectuer seules les gestes élémentaires de la vie courante et qui ont donc recours à une tierce personne (article L. 355-1 du code de la sécurité sociale) ;*
- les majorations pour insuffisances de ressources. Se retrouvent sous cette rubrique :*
- la majoration attribuée sous conditions de ressources, portant au niveau de l'AVTS le montant de la pension ;*
- l'allocation supplémentaire de l'article L. 815-2 ancien qui complète tous les avantages de vieillesse pour toutes les personnes ne disposant pas de ressources suffisantes ;*
- les autres majorations. Cette rubrique rassemble toutes les majorations qui ne correspondent pas aux critères définis précédemment.*

*Concernant les majorations de l'article L. 815-2, si le pensionné bénéficie de droits propres et de droits dérivés, ces majorations sont considérées comme des droits propres.*

#### 3.3.1.4.1.2 Droits dérivés

*Comme pour les droits propres, les droits dérivés comportent un avantage principal et des majorations ou bonifications.*

##### 3.3.1.4.1.2.1 Avantage principal

*Parmi les avantages principaux, figurent :*

- les pensions de réversion, qui sont attribuées aux conjoints ou ex-conjoints survivants, y compris les pensions de réversion ancien régime des professions industrielles, artisanales et commerciales (art. L. 353-1 du CSS) ;*
- les pensions vieillesse de veuf ou de veuve, qui sont attribuées au conjoint survivant et qui se substituent, à l'âge de la retraite, à la pension de veuf attribuée au titre de l'invalidité ;*
- les secours viagers qui sont des avantages attribués au conjoint survivant d'un assuré titulaire d'une allocation aux vieux travailleurs salariés ;*
- les autres droits dérivés.*

##### 3.3.1.4.1.2.2 Majorations

*Parmi les majorations figurent :*

- les majorations enfants (article L. 351-12 et L. 353-5 du CSS)*
- les majorations pour insuffisance de ressources :*
- au titre des majorations de l'article L. 815-2 ancien,*
- au titre des majorations sur les secours viagers.*
- au titre des majorations de l'article L. 815-3 ancien, (FSI – Régime général de sécurité sociale).*

##### 3.3.1.4.1.3 Divers

*Sont imputés dans ces subdivisions notamment le versement forfaitaire unique (art. L. 351-9 du code de la sécurité sociale), les frais de tutelle aux prestations sociales (art. R. 167-26 du CSS) et les frais de contrôle médical des requérants à l'allocation spéciale.*

#### 3.3.1.4.2 Les prestations complémentaires

*Les prestations complémentaires concernent d'une part, les professions indépendantes et d'autre part, les travailleurs salariés.*

*Pour les premiers, les régimes complémentaires (RSI, CNAVPL, etc.) peuvent être soit obligatoires, soit facultatifs. Pour les seconds, ils sont toujours obligatoires, que les salariés soient cadres (AGIRC) ou non (ARRCO).*

#### **3.3.1.4.2.1 Les prestations complémentaires obligatoires**

*Les prestations complémentaires obligatoires constituent le deuxième niveau de la protection vieillesse mis en place par la sécurité sociale, chaque actif cotisant à un régime complémentaire de retraite.*

*Les prestations complémentaires obligatoires comportent des droits propres et des droits dérivés.*

#### **3.3.1.4.2.2 Les prestations complémentaires facultatives**

*Les prestations complémentaires facultatives constituent le troisième niveau de la protection sociale vieillesse. Elles résultent de l'adhésion volontaire à un régime d'assurance vieillesse (exemple : Loi Madelin).*

#### **3.3.1.5. Comptabilité développée des prestations veuvage (compte 65615)**

*La comptabilité développée du risque veuvage se résume au suivi de l'allocation de veuvage. Cette allocation est destinée à aider temporairement le conjoint survivant qui, ayant ou ayant eu des charges de famille, n'a pas encore atteint l'âge requis pour bénéficier d'un avantage vieillesse de réversion.*

#### **3.3.1.6. Comptabilité développée des prestations invalidité (compte 65616)**

*La comptabilité développée des prestations légales du risque invalidité distingue les droits propres et les droits dérivés, chacun de ces droits étant ensuite subdivisé en avantage principal et, majorations et bonifications.*

##### **3.3.1.6.1 Droits propres**

##### **3.3.1.6.1.1 Avantage principal**

*L'avantage principal est constitué de la pension d'invalidité qui a pour objet de compenser la perte de revenus consécutive à la réduction ou la perte de capacité de travail que subit l'assuré du fait de son état d'invalidité (article L. 341-1 du code de la sécurité sociale).*

*L'avantage principal peut être complété par une allocation supplémentaire, qui est fonction des ressources du titulaire de la pension d'invalidité (article L. 815-3 ancien et article L. 815-24).*

##### **3.3.1.6.1.2 Majorations**

*Le bénéficiaire d'une pension d'invalidité qui est obligé d'avoir recours à l'assistance d'une tierce personne pour effectuer les actes ordinaires de la vie peut bénéficier d'une majoration de sa pension (article L.341-4 du code de la sécurité sociale).*

##### **3.3.1.6.2 Droits dérivés**

##### **3.3.1.6.2.1 Avantage principal**

*Le conjoint survivant d'un titulaire d'une pension d'invalidité a droit à une pension de veuf ou de veuve s'il est lui-même atteint d'une invalidité permanente (article L. 342-1 du code de la sécurité sociale).*

##### **3.3.1.6.2.2 Majorations**

*Le titulaire d'une pension de veuf ou de veuve peut bénéficier, s'il a élevé des enfants, d'une majoration (article L. 342-4 du code de la sécurité sociale)*

#### **3.3.1.7. Comptabilité développée des prestations décès**

*La comptabilité développée des prestations légales du risque décès se résume, pour l'essentiel, au suivi du versement d'un capital - décès aux ayants droit de l'assuré décédé.*

### **3.3.2. Valeurs du portefeuille des placements**

*La comptabilité développée des valeurs du portefeuille des placements ne concerne que les organismes autorisés par des dispositions législatives ou réglementaires spécifiques à placer leurs fonds (par exemple le décret n° 2002-1314 du 25 octobre 2002 pour la CRPCEN). Les éléments ci-après rappellent les notions principales sur les placements.*

#### 3.3.2.1. Définition

Sont considérés comme titres :

- les valeurs mobilières de placement émises en France ou à l'étranger ;
- les bons du Trésor et autres titres de créances négociables (T.C.N.) émis en France, ainsi que les instruments de même nature émis à l'étranger ;
- les instruments du marché interbancaire, notamment les billets à ordre négociables (B.O.N.) et les certificats interbancaires, ainsi que les instruments de même nature émis à l'étranger ;
- d'une manière générale, toutes les créances représentées par un titre négociable (T.C.N.) sur un marché.

##### 3.3.2.1.1. Notions de valeurs mobilières

Constituent généralement des valeurs mobilières, les titres émis par les sociétés par actions qui représentent les caractéristiques suivantes :

- titres négociables, constitutifs de droits,
- titres interchangeableables (ou fongibles),
- titres cotés en bourse ou susceptibles de l'être.

Une distinction est à opérer entre les titres à revenu fixe et ceux à revenu variable.

##### 3.3.2.1.2. Valeurs mobilières à revenu fixe

- les obligations à taux fixe, à taux variable ou à taux révisable,
- les obligations convertibles,
- les titres subordonnés, y compris les titres participatifs,
- les parts de fonds communs de créances,
- les titres émis par des gouvernements étrangers,
- les titres émis par des personnes morales étrangères.

##### 3.3.2.1.3. Valeurs mobilières à revenu variable

- les actions qui donnent droit au versement d'un dividende,
- les actions de SICAV,
- les parts de fondateurs,
- les parts bénéficiaires,
- les bons de jouissance,
- les bons de participation,
- les certificats d'actions,
- les certificats d'investissement,
- les parts de fonds communs de placements (F.C.P.),
- les bons de souscriptions d'actions ou d'obligations...

##### 3.3.2.1.4. Notions d'effets publics

Constituent des effets publics, les bons du Trésor et autres titres de créances sur des organismes publics émis en France, ainsi que les instruments de même nature émis à l'étranger, dès lors qu'ils sont éligibles aux interventions de la Banque centrale du ou des pays où se trouve implanté l'établissement.

##### 3.3.2.1.5. Notions de titres de créances négociables (T.C.N)

Les titres de créances négociables sont des titres émis au gré de l'émetteur, négociables sur un marché réglementé, qui présentent chacun un droit de créance pour une durée déterminée. Il s'agit obligatoirement de titres dématérialisés.

Ces titres peuvent être émis par différentes catégories de personnes morales, de droit français ou étranger. Il existe quatre catégories de titres :

- les certificats de dépôts émis par les banques de droit français et la Caisse des dépôts et consignations ;
- les bons des institutions et sociétés financières (B.I.S.F.), émis par les sociétés et institutions financières spécialisées ainsi que par les maisons de titres établies en France ;
- les billets de trésorerie, émis par toute société commerciale et par les banques non établies en France ;
- les bons à moyen terme négociables (B.M.T.N.) susceptibles d'être émis par l'ensemble des émetteurs ci-dessus visés.

#### 3.3.2.1.6. Pensions sur titres

##### 3.3.2.1.6.1. Définition

La mise en pension est une opération par laquelle une personne cède en propriété à une autre personne, des titres, le cédant et le cessionnaire s'engageant respectivement à les reprendre et à les rétrocéder pour un prix et une date convenue. Selon les dispositions de la loi n° 93-1444 du 31 décembre 1993, les intervenants sont les banques et établissements de crédit, les organismes de placement de valeurs mobilières, et les entreprises à l'exception des opérations sur effets privés.

La prise en pension de titres conduit le concessionnaire à livrer en contrepartie des titres reçus en pension, des liquidités qui lui sont rétrocédées à la fin de l'opération lorsque lui-même rend les titres pris en pension.

La pension livrée permet d'apporter au prêteur de liquidités une sécurité appréciable puisqu'il détient les titres en garantie et qu'il peut en disposer librement jusqu'à dénouement.

##### 3.3.2.1.6.2. Caractéristiques des opérations de pensions sur titres

###### 3.3.2.1.6.2.1. *Nature juridique et conditions générales des opérations*

Nature juridique de l'opération : les opérations de pensions sur titres peuvent s'analyser comme des achats et ventes de titres à terme ou des transferts de propriété des titres assortis d'une convention de rétrocession. Cependant, la pension se distingue d'un achat/vente de titres par le fait que, pendant toute la durée de la pension, le cédant continue de bénéficier des fruits de l'actif cédé, le transfert de propriété étant aménagé, et ne portant que sur l'usus et l'abus.

Condition de la mise en pension : le transfert de propriété

Pendant la durée de la mise en pension, le cessionnaire assume la pleine propriété des titres.

Durée de la mise en pension : pas de durée minimum ou maximum.

Livraison de titres : les titres dématérialisés sont dits livrés lorsqu'ils ont fait l'objet d'un virement à un compte ouvert au nom du cessionnaire.

Droits et devoirs des contractants : le cédant paie le prix convenu de la rétrocession au cessionnaire, et le cessionnaire rétrocède au cédant les titres qui lui avaient été délivrés.

###### 3.3.2.1.6.2.2. *Modalités financières relatives aux opérations de pensions*

Prix de cession des titres : les titres sont acquis au prix fixé contractuellement, sachant que l'acheteur a toute latitude pour convenir avec le cédant de la constitution de marges complémentaires.

Rémunération de la pension : en général, la rémunération des espèces se fait à taux variable, plus une marge (spread).

#### 3.3.2.2. Organisation comptable

##### 3.3.2.2.1. La comptabilité des valeurs du portefeuille de placement

La comptabilité des valeurs du portefeuille de placement est retracée en comptabilité développée dans les subdivisions :

- du compte 27 pour des placements à plus ou moins longue échéance ;

- et dans les subdivisions du compte 50 pour les titres acquis en vue de réaliser une réserve de trésorerie.

Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

S'agissant des provisions, en l'absence de réglementation spécifique applicable aux organismes de sécurité sociale, les dispositions du plan comptable général s'appliquent. Les moins-values doivent être inscrites à un compte de provisions pour dépréciation du portefeuille. Ce compte doit être ajusté à la fin de chaque exercice.

Les plus-values ou moins values résultant de l'estimation des titres sont appréciées, pour l'ensemble des titres de même nature, en fonction de la valeur globale de ces titres (par titre de même nature, il faut entendre ceux qui sont émis par une même collectivité et confèrent à leurs détenteurs les mêmes droits au sein de la collectivité émettrice).

Les parts ou actions d'OPCVM (SICAV, FCP...) sont évaluées à leur valeur liquidative à la clôture de chaque exercice.

La valeur d'inventaire à retenir diffère selon que les titres sont cotés ou non cotés :

- titres cotés en France : sont évalués au cours moyen du dernier mois de l'exercice (cours moyens de décembre publiés dans la cote officielle d'Euronext) ;
- titres non cotés : peuvent être évalués sur la base de leur valeur probable de négociation. La valeur probable de négociation des titres non cotés s'apprécie en fonction de tous éléments permettant d'obtenir un chiffre aussi voisin que possible de celui qu'aurait entraîné le jeu de l'offre et de la demande (ex : prix de transactions récentes portant sur les mêmes titres, valeur de rendement, valeur mathématique corrigée le cas échéant).

#### 3.3.2.2.2. Le traitement comptable des opérations de pensions

##### 3.3.2.2.2.1. Traitement chez le cédant (mise en pension des titres)

###### 3.3.2.2.2.1.1. Traitement des titres mis en pension

Les titres donnés en pension sont maintenus au bilan du cédant, mais sont individualisés au sein d'une subdivision du compte de titres d'origine : débit sous-compte du titre initial (27 ou 50) – crédit du compte titre initial (27 ou 50).

Cette écriture ne génère pas de présentation spécifique au bilan. Cependant une information en annexe peut être prévue dès lors que le volume des pensions livrées est significatif.

###### 3.3.2.2.2.1.2. La dette correspondant à la somme reçue du cessionnaire est individualisée dans une rubrique spécifique de la comptabilité du cédant

L'opération de mise en pension : Débit d'un compte de trésorerie, par crédit d'un compte à préciser (voir opérations proposées lors de la mise à jour du règlement 99-03 (PCG))

A chaque arrêté comptable : évaluation des titres donnés en pension selon les règles propres au portefeuille auquel ils appartiennent : constitution de provision pour moins values latentes.

Rémunération versée au cessionnaire : débit 6618-8 – Intérêts des dettes diverses- crédit compte de disponibilités ; pour les intérêts courus afférents à l'exercice : débit 6618-8 – crédit 508-8.

Revenus des titres mis en pension: les revenus des titres mis en pension reviennent de droit au cédant. Les coupons ne sont donc pas détachés pendant la durée des opérations de pensions.

Dénouement de l'opération lors de la restitution des titres : le cédant restitue les fonds qu'il a perçus, et le cessionnaire doit restituer les titres. Il y a contre-passation des écritures enregistrées lors de la mise en pension, et enregistrement du versement de la rémunération totale payée par le cédant. Lorsque la durée de la pension couvre la période de paiement de paiement des produits des titres concernés, le cessionnaire les reverse au cédant qui les comptabilise parmi les autres produits de même nature.

En cas de défaillance de l'une des parties, les titres restent acquis au cessionnaire, le montant de la cession reste acquis au cédant. Les titres sont sortis de l'actif du cédant et la dette correspondant aux fonds versés par le cessionnaire est annulée.

##### 3.3.2.2.2.2. Traitement comptable chez le cessionnaire (prise en pensions des titres)

Les opérations comptables ci-après décrites sont passées par les organismes ou établissements habilités à prendre en pensions des titres conformément aux dispositions qui leurs sont applicables.

###### 3.3.2.2.2.2.1. Lors de la prise en pension des titres

Le traitement comptable de la mise en pension conduit à proposer, pour la prise en pension de constater une sortie de disponibilités relative à l'achat de titres et une créance sur le cédant : débit compte 508 – Autres valeurs mobilières et créances assimilées – crédit compte de disponibilités.

#### 3.3.2.2.2.2 A chaque arrêté ultérieur

Le cessionnaire évalue la créance sur le cédant :

Il ne comptabilise aucune variation des titres reçus en pension.

Il décompte les intérêts courus à recevoir relatifs à sa créance sur le cédant.

La créance peut être inscrite en compte de classe 5 (le même que celui retenu pour les intérêts courus 5088) et les intérêts dans une subdivision du compte 768 – Autres produits financiers.

Éventuellement le cessionnaire reclasse la créance en créance douteuse, et provisionne cette dernière si la valeur de marché des titres en pension a fortement chuté et s'il paraît probable que la contrepartie fera défaut au moment du paiement du prix convenu lors de la rétrocession.

#### 3.3.2.2.2.2. Lors de la restitution des titres

Les écritures enregistrées lors de la prise en pension sont contre-passées. L'encaissement de la rémunération relative à l'opération de la prise en pension est enregistré. Si la durée de pension couvre la période de paiement des produits des titres concernés, il y a reversement de ces produits au cédant.

## **4. Documents de synthèse**

Modèles de documents à intégrer en annexe des états financiers :

Suite aux travaux avec les organismes de sécurité sociale sur les actifs par composants, les modèles de tableaux des immobilisations et d'amortissements ont été modifiés en fonction des normes précisées dans l'annexe 12.

**TABLEAU DES IMMOBILISATIONS ET DES AMORTISSEMENTS**

**Présentation synthétique**

Rubriques et postes	IMMOBILISATIONS				AMORTISSEMENTS				D1 - D2 Valeur nette à la fin de l'exercice
	Valeur brute au début de l'exercice  A	Augmentation s  B	Diminution s  C	Valeurs brutes à la fin de l'exercice  D1	cumulés au début de l'exercice  A2	Dotations de l'exercice  B2	Diminutions  C2	cumulés à la fin de l'exercice  D2	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES									
<b>I – TOTAL</b>									
IMMOBILISATIONS CORPORELLES									
<b>II – TOTAL</b>									
IMMOBILISATIONS FINANCIERES									
<b>III – TOTAL</b>									
<b>TOTAL GÉNÉRAL I + II + III</b>									

Le tableau des immobilisations et des amortissements doit être présenté suivant le niveau de détail ci- après.

Le tableau ci-dessus n'est pas à joindre à l'Annexe.



### **TABLEAU DES IMMOBILISATIONS**

	<b>IMMOBILISATIONS</b>			
	<b>A</b> Valeur brute au début de l'exercice	<b>B</b> Augmentations	<b>C</b> Diminutions	<b>D1</b> Valeur brute à la fin de l'exercice
<b><u>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</u></b> 201 - Frais d'établissement 203 -Frais de recherche et de développement 205 - Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires 2053 - Logiciels 2058 - Autres Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires 206 - Droit au bail 208 - Autres immobilisations incorporelles 232 - Immobilisations incorporelles en cours 237 - Avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations incorporelles				
<b>I - TOTAL DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
<b><u>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</u></b> 211 - Terrains 2111 - Terrains nus 2112 - Terrains aménagés 2113 - Sous sols et sur-sols 2115 - Terrains bâtis 212 - Agencements et aménagements de terrains 213 - Constructions 2131 - Batiments 21315 - Agencements et aménagements intérieurs 2135 - Installations générales, agencements, aménagements des constructions 214 - Constructions sur sol d'autrui 215 - Installations techniques, matériel et outillage industriel 2151 - Installations complexes spécialisées 2153 - Installations à caractère spécifique 2154 - Matériel industriel 2155 - Outillage industriel 218 - Autres immobilisations corporelles 2181 - Installations générales, agencements et aménagements divers 2182 - Matériel de transport 2183 – Matériels bureau et informatique 2185 - Cheptel 2186 - Emballages récupérables 2188 - Autres 231 - Immobilisations corporelles en cours 238 - Avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations corporelles				
<b>II - TOTAL DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
<b>TOTAL DES IMMOBILISATIONS (I + II)</b>				

**TABLEAU DES IMMOBILISATIONS**

Rubriques et postes	Immobilisations			
	A Valeur brute au début de l'exercice	B Augmentations	C Diminutions	D1 Valeurs brutes à la fin de l'exercice
<b><u>Immobilisations financières</u></b>  261 - Titres de participation et parts dans les associations, syndicats et organismes de droit privé 265 - Créances entre organismes de sécurité sociale 2651 - Avances accordées aux organismes de base 2652 - Avances accordées à d'autres organismes de sécurité sociale  266 - Autres formes de participation  267 - Créances rattachées à des participations  271 - Titres immobilisés autres que les titres immobilisés de l'activité de portefeuille (droit de propriété) 272 - Titres immobilisés (droit de créance) 273 - Titres immobilisés de l'activité de portefeuille 274 - Prêts 2742 - Prêts aux partenaires 2743 - Prêts au personnel  2744 - Prêts aux assurés et allocataires  2748 - Autres prêts  275 - Dépôts et cautionnements versés 276 - Autres créances immobilisées 2761- Créances diverses 277 - Contributions exceptionnelles 2768 - Intérêts courus				
<b>III - Total des immobilisations financières</b>				
<b>Total général (I + II + III)</b>				

**TABLEAU DES AMORTISSEMENTS <sup>(1)</sup>**

	<b>A 2 Cumulés au début de l'exercice</b>	<b>B2 Dotations de l'exercice</b>	<b>C2 Diminutions</b>	<b>D2 Cumulés à la fin de l'exercice</b>	<b>D1 - D2 Valeur nette à la fin de l'exercice</b>
<b><u>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</u></b>					
201 - Frais d'établissement					
203 -Frais de recherche et de développement					
205 - Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires					
2053 - Logiciels					
2058 - Autres Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires					
206 - Droit au bail					
208 - Autres immobilisations incorporelles					
232 - Immobilisations incorporelles en cours					
237 - Avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations incorporelles					
<b>I - TOTAL DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>					
<b><u>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</u></b>					
211 - Terrains					
2111 - Terrains nus					
2112 - Terrains aménagés					
2113 - Sous sols et sur-sols					
2115 - Terrains bâtis					
212 - Agencements et aménagements de terrains					
213 - Constructions					
2131 - Batiments					
21315 - Agencements et aménagements intérieurs					
2135 - Installations générales, agencements, aménagements des constructions					
214 - Constructions sur sol d'autrui					
215 - Installations techniques, matériel et outillage industriel					
2151 - Installations complexes spécialisées					
2153 - Installations à caractère spécifique					
2154 - Matériel industriel					
2155 - Outillage industriel					
218 - Autres immobilisations corporelles					
2181 - Installations générales, agencements et aménagements divers					
2182 - Matériel de transport					
2183 – Matériel bureau et informatique					
2185 - Cheptel					
2186 - Emballages récupérables					
2188 - Autres					
231 - Immobilisations corporelles en cours					
238 - Avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations corporelles					
<b>II - TOTAL DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>					
<b>TOTAL DES IMMOBILISATIONS (I + II)</b>					

**TABLEAU DES AMORTISSEMENTS <sup>(1)</sup>**

Rubriques et postes	Amortissements				D1 - D2 Valeur nette à la fin de l'exercice
	A2 cumulés au début de l'exercice	B2 Dotations de l'exercice	C2 Diminutions	D2 cumulés à la fin de l'exercice	
<b><u>Immobilisations financières</u></b>					
261 - Titres de participation et parts dans les associations, syndicats et organismes de droit privé					
265 - Créances entre organismes de sécurité sociale					
2651 - Avances accordées aux organismes de base					
2652 - Avances accordées à d'autres organismes de sécurité sociale					
266 - Autres formes de participation					
267 - Créances rattachées à des participations					
271 - Titres immobilisés autres que les titres immobilisés de l'activité de portefeuille (droit de propriété)					
272 - Titres immobilisés (droit de créance)					
273 - Titres immobilisés de l'activité de portefeuille					
274 - Prêts					
2742 - Prêts aux partenaires					
2743 - Prêts au personnel					
2744 - Prêts aux assurés et allocataires					
2748 - Autres prêts					
275 - Dépôts et cautionnements versés					
276 - Autres créances immobilisées					
2761- Créances diverses					
277 - Contributions exceptionnelles					
2768 - Intérêts courus					
<b>III - Total des immobilisations financières</b>					
<b>Total général (I + II + III)</b>					

<sup>(1)</sup> Les EPN qui ont des biens inscrits au bilan dont la charge de renouvellement ne leur incombe pas doivent procéder à la neutralisation des amortissements (voir commentaires du compte 776 - instruction M 9-1). Le tableau des amortissements, dans ce cas, sera aménagé en fonction du modèle figurant dans l'instruction susvisée.

**TABLEAU DES PROVISIONS (\*)**

Rubriques	Provisions au début de l'exercice	Augmentations dotation de l'exercice	Diminutions reprises de l'exercice	Provision de la fin de l'exercice
<b><u>PROVISIONS POUR RISQUES</u></b>				
1511 – Provisions pour litiges				
1514 – Provisions pour amendes et pénalités				
1515 – Provisions pour perte de change				
1518 - Autres provisions pour risques				
<b><u>PROVISIONS POUR PRESTATIONS</u></b>				
1521 – Provisions pour prestations légales				
1522 – Provisions pour prestations extralégales				
1523 – Provisions pour actions de préventions				
1524 – Provisions pour prestations spécifiques				
1548 – Autre provisions pour risques				
155 - Provisions pour impôts				
<b><u>PROVISIONS POUR CHARGES A REPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES</u></b>				
1572 – Provisions pour grosses réparations				
1578 - Autres provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices				
158 - Autres provisions pour charges				
<b><u>PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES IMMOBILISATIONS</u></b>				
290 - Provisions pour dépréciation des immobilisations incorporelles				
291 - Provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles				
292 - Provisions pour dépréciation des immobilisations reçues en affectation				
293 - Provisions pour dépréciation des immobilisations en cours				
296 - Provisions pour dépréciation des participations des créances rattachées à des participations et des créances entre organismes de sécurité sociale				
297 - Provisions pour dépréciation des autres immobilisations financières				
<b><u>PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES STOCKS</u></b>				
391 - Provisions pour dépréciation des matières premières (et fournitures)				
392 - Provisions pour dépréciation des autres approvisionnements				
393 - Provisions pour dépréciation des en-cours de production de biens				
394 - Provisions pour dépréciation des en-cours de production de services				
395 - Provisions pour dépréciation des stocks de produits				
397 - Provisions pour dépréciation des stocks de marchandises				

(\*) Le tableau doit être accompagné d'un commentaire précisant les méthodes utilisées pour le calcul des provisions

**TABLEAU DES PROVISIONS (\*)**

Rubriques	Provisions au début de l'exercice	Augmentations dotation de l'exercice	Diminutions reprises de l'exercice	Provision de la fin de l'exercice
<b><u>PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES COMPTES DE TIERS</u></b> 490 - Provisions pour dépréciation des comptes de prestataires débiteurs 491 - Provisions pour dépréciation des comptes clients et cotisants 496 - Provisions pour dépréciation des comptes de débiteurs divers  <b><u>PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES COMPTES FINANCIERS</u></b> 590 - Provisions pour dépréciation financière des valeurs mobilières de placement				
<b>TOTAL</b>				

(\*) Le tableau doit être accompagné d'un commentaire précisant les méthodes utilisées pour le calcul des provisions

**ÉTAT DES ECHEANCES DES CREANCES**

<b>CREANCES</b>	<b>Montant net au bilan</b>	<b>Degré de liquidité de l'actif : échéance à un an au plus</b>	<b>Degré de liquidité de l'actif : échéance à plus d'un an</b>
<b><u>CREANCES ENTRE ORGANISMES DE SECURITE SOCIALE</u></b>			
26 – Participations et créances rattachées à des participations - créances entre organismes de sécurité sociale			
<b><u>CREANCES DE L'ACTIF IMMOBILISE</u></b>			
2742 - Prêts aux partenaires			
2743 - Prêts au personnel			
2744 - Prêts aux assurés et allocataires			
2748 - Autres prêts			
<b><u>CREANCES DE L'ACTIF CIRCULANT</u></b>			
40 – Fournisseurs, intermédiaires sociaux, prestataires et comptes rattachés			
41 - Clients, cotisants et comptes rattachés			
42 - Personnel et comptes rattachés			
43 - Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
44 - Entités publiques			
45 - Organismes et autres régimes de sécurité sociale			
46 - Débiteurs et créditeurs divers			
47 - Comptes transitoires ou d'attente			
48 - Comptes de régularisation			
<b>TOTAL GENERAL DES CREANCES</b>			

Les comptes sont à ventiler au niveau des comptes à 3 ou 4 chiffres tels qu'ils sont servis dans la comptabilité de l'organisme.

### ÉTAT DES ECHEANCES DES DETTES

<b>DETTES</b>	<b>Montant net au bilan</b>	<b>Degré d'exigibilité du passif : échéance à un an au plus</b>	<b>Degré d'exigibilité du passif : échéance entre 1 et 5 ans</b>	<b>Degré d'exigibilité du passif : échéance à plus de 5 ans</b>
16 - Emprunts et dettes assimilées 17 - Dettes rattachées à des participations - Dettes entre organismes de sécurité sociale 40 – Fournisseurs, intermédiaires sociaux, prestataires et comptes rattachés 41 - Clients, cotisants et comptes rattachés 42 - Personnel et comptes rattachés 43 - Sécurité sociale et autres organismes sociaux 44 - Entités publiques 45 – Organismes et autres régimes de sécurité sociale 46 - Débiteurs et créiteurs divers 47 - Comptes transitoires ou d'attente 48 - Comptes de régularisation				
<b>TOTAL GENERAL DES DETTES</b>				

Les comptes sont à ventiler au niveau des comptes à 3 ou 4 chiffres tels qu'ils sont servis dans la comptabilité de l'organisme.



**CREDIT-BAIL**

	<b>Installation Matériel Outillage</b>	<b>Autres</b>	<b>Total</b>
Valeurs d'origine			
Amortissement :			
- sur exercices antérieurs			
- sur exercice en cours			
TOTAL			
Redevances payées :			
- sur exercices antérieurs			
- sur exercice en cours			
TOTAL			
Redevances restant à payer :			
- à un an au plus			
- à plus d'un an et cinq ans au plus			
- à plus de cinq ans			
TOTAL			
Valeur résiduelle :			
- à un an au plus			
- à plus d'un an et cinq ans au plus			
- à plus de cinq ans			
TOTAL			

**TABLEAU DES AFFECTATIONS DE RESULTATS**

**- EXERCICE -**

RUBRIQUES	ORIGINES	AFFECTATIONS	
		PROPOSITION S	AFFECTATIO NS
102 - Dotation – apport 106 – Réserves  11 - Report à nouveau 110 - Report à nouveau (solde créditeur) 119 - Report à nouveau (solde débiteur)  12 - Résultat net de l'exercice 120 - Résultat de l'exercice : excédents (solde créditeur) 129 - Résultat de l'exercice : pertes (solde débiteur)  Prélèvement sur les réserves (1)			
Totaux			

(1) Indiquer les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.



**TABLEAU DES EFFECTIFS EN EQUIVALENT TEMPS PLEIN TRAVAILLE (ETPT) AU 31 DECEMBRE**  
**ET VENTILATION PAR CATEGORIE \***  
(toutes gestions confondues)

<b>Catégories **</b>	<b>Contrats à durée indéterminée</b>	<b>Contrats à durée déterminée</b>	<b>Contrats d'intérim</b>	<b>Contrats de qualification</b>	<b>Contrats emplois- solidarité</b>	<b>Contrats emplois-jeunes</b>	<b>Autres contrats aidés</b>
AGENTS DE DIRECTION							
CADRES							
EMPLOYES							
AUTRES PERSONNELS							
TOTAL							

\* Ce tableau doit être transmis aux organismes nationaux et consolidés pour l'ensemble de la branche ou du régime.

\*\* Les catégories de personnels peuvent être ventilées par les organismes suivant la classification du personnel propre à chaque organisme.

**VALEUR ESTIMATIVE DU PORTEFEUILLE  
DE TITRES IMMOBILISES DE L'ACTIVITE DE PORTEFEUILLE**

Exercice	Montant à l'ouverture de l'exercice			Montant à la clôture de l'exercice		
	Valeur comptable brute	Valeur comptable nette	Valeur estimative	Valeur comptable brute	Valeur comptable nette	Valeur estimative
Décomposition de la valeur estimative						
Fractions du portefeuille évaluées :						
- au coût de revient.....						
- au cours de bourse.....						
- d'après la situation nette.....						
- d'après la situation nette réestimée.....						
- d'après une valeur de rendement ou de rentabilité .....						
- d'après d'autres méthodes (à préciser).....						
<b>Valeur estimative du portefeuille.....</b>						

**VARIATION DE LA VALEUR DU PORTEFEUILLE  
DE TITRES IMMOBILISES DE L'ACTIVITE DE PORTEFEUILLE**

Valeur du portefeuille	Valeur comptable nette	Valeur estimative
Mouvements de l'exercice		
Montant à l'ouverture de l'exercice.....		
Acquisition de l'exercice.....		
Cession de l'exercice (en prix de vente).....		
Reprises de provisions sur titres cédés.....		
Plus-values sur cessions de titres :		
- détenus au début de l'exercice.....		
- acquis dans l'exercice.....		
Variation de la provision pour dépréciation du portefeuille.....		
Autres variations de plus-values latentes :		
- sur titres acquis dans l'exercice.....		
- sur titres acquis antérieurement.....		
Autres mouvements comptables (à préciser).....		
<b>Montant à la clôture de l'exercice.....</b>		

## RELEVÉ DÉTAILLÉ DES VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT

Désignations des valeurs (1)	Prix d'achat global	Évaluation globale au 31 décembre	Plus-value	Moins-value
<b>503</b> – Actions				
<b>504</b> - Autres titres conférant un droit de propriété				
<b>506</b> – Obligations				
<b>507</b> - Bons du Trésor et bons de caisse à court terme				
<b>508</b> - Autres valeurs mobilières de placement et autres créances assimilées				

(1) - à détailler par type de valeurs mobilières de placement





**ÉTAT DE DEVELOPPEMENT ET D'ACCORD DE SOLDE**  
**DES COMPTES BANCAIRES OU POSTAUX**

\* du compte externe de disponibilités N°  
du compte spécial d'encaissement N°

Établissement :  
Établissement :

Débit :

Crédit :

Solde :

**Détail des opérations formant le solde du compte**

Date		Débit	Crédit
	<b>Solde du compte dans les écritures de l'organisme :</b>		
	- Dépenses non comptabilisées par l'organisme		
	- Recettes non comptabilisées par l'organisme		
	<b>Solde réel :</b>		
	<b>Solde sur relevé bancaire :</b>		
	- Dépenses non enregistrées par l'établissement financier		
	- Recettes non enregistrées par l'établissement financier		
	<b>Solde réel :</b>		

A , le

Certifié exact,

L'agent comptable

\* Rayer la mention inutile

## **ANNEXES**

<b>ANNEXE 1 ARTICLES D. 114-4-1 ET D. 114-4-3 DU CODE DE LA SECURITE SOCIALE .....</b>	<b>267</b>
<b>ANNEXE 1 BIS CONSEIL DE NORMALISATION DES COMPTES PUBLICS .....</b>	<b>268</b>
<b>ANNEXE 1 TER ARRETE CALENDRIER .....</b>	<b>271</b>
<b>ANNEXE 2 LISTE DES DIFFERENTES ENTITES VISEES DANS LES LOIS DE FINANCEMENT DE LA SECURITE SOCIALE.....</b>	<b>273</b>
<b>ANNEXE 3 SCHEMAS COMPTABLES .....</b>	<b>275</b>
<b>ANNEXE 4 LA GESTION DES INDUS SUR LES CHARGES TECHNIQUES (EXTRAITS DU PLACAIR).....</b>	<b>283</b>
<b>ANNEXE 5 LA CODIFICATION DES OPERATIONS .....</b>	<b>291</b>
<b>ANNEXE 6 COMPTABILISATION DU RECOUVREMENT DE COTISATIONS ET DE CONTRIBUTIONS POUR LE COMPTE DE TIERS PAR DES ORGANISMES DE SECURITE SOCIALE .....</b>	<b>293</b>
<b>ANNEXE 7 LEXIQUE .....</b>	<b>295</b>
<b>ANNEXE 8 TABLE DES SIGLES ET DES ABRÉVIATIONS.....</b>	<b>299</b>
<b>ANNEXE 9 REGLEMENT N°2002-10 DU 12 DECEMBRE 2002 DU COMITE DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE.....</b>	<b>307</b>
<b>ANNEXE 10 REGLEMENT N°2004-6 DU COMITE DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE.....</b>	<b>315</b>
<b>ANNEXE 11 AVIS N°2003 E DU 9 JUILLET 2003 DU COMITE D'URGENCE DU CONSEIL NATIONAL DE LA COMPTABILITE .....</b>	<b>331</b>
<b>ANNEXE 12 NOTE DE PRESENTATION DE L'AVIS N°2003 E DU COMITE D'URGENCE DU CNC.....</b>	<b>347</b>
<b>ANNEXE 13 RAPPORT DES TRAVAUX DU GROUPE LISIBILITE DES COMPTES .....</b>	<b>351</b>
<b>ANNEXE 14 COMPTABILISATION DES EXONERATIONS DE CHARGES SALARIALES DANS LE CADRE DE LA LOI N° 2007-1223 EN FAVEUR DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DU POUVOIR D'ACHAT.....</b>	<b>369</b>
<b>ANNEXE 15 MODELES D'ETATS SPECIFIQUES AUX ETABLISSEMENTS PUBLICS NATIONAUX A CARACTERE ADMINISTRATIF .....</b>	<b>373</b>

## **ANNEXE 1**

### **Articles D. 114-4-1 et D. 114-4-3 du Code de la sécurité sociale**

#### **Article D. 114-4-1**

"Le plan comptable unique des organismes de sécurité sociale mentionné à l'article L. 114-5 est approuvé par arrêté conjoint des ministres chargés du budget, de la sécurité sociale et de l'agriculture."

#### **Article D. 114-4-3**

I. - Il est créé un Haut Conseil interministériel de la comptabilité des organismes de sécurité sociale, placé auprès du ministre chargé de la sécurité sociale et du ministre chargé du budget, chargé notamment de fixer des orientations et de superviser l'ensemble des travaux de la mission visée au II ci-après, de donner un avis sur toute proposition de modification du plan comptable unique des organismes de sécurité sociale, de présenter toutes recommandations nécessaires pour améliorer la lisibilité et la production des comptes des organismes de sécurité sociale. Il élabore un rapport annuel qui est communiqué au Parlement en vue d'améliorer son information sur les principes et les règles qui régissent les comptes des organismes de sécurité sociale.

Ce Haut Conseil est composé des membres suivants :

- 1° Un magistrat de la Cour des comptes ;
- 2° Le secrétaire général de la commission des comptes de la sécurité sociale ;
- 3° Le président du Conseil national de la comptabilité ou son représentant ;
- 4° Le directeur de la sécurité sociale ou son représentant ;
- 5° Le directeur du budget ou son représentant ;
- 6° Le directeur général des finances publiques ou son représentant ;
- 7° Le directeur des exploitations, de la politique sociale et de l'emploi ou son représentant ;
- 8° Un représentant du contrôle général économique et financier ;
- 9° Un membre de l'inspection générale des affaires sociales ;
- 10° Un membre de l'inspection générale des finances ;
- 11° Un directeur régional des affaires sanitaires et sociales ou son représentant ;
- 12° Un trésorier-payeur général ou son représentant ;
- 13° Un chef de service régional de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles ou son représentant ;
- 14° De représentants de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale, de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés, de la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés, de la Caisse nationale des allocations familiales, de la Caisse nationale du régime social des indépendants, de la Caisse centrale de mutualité sociale agricole et du Fonds de solidarité vieillesse ; chaque organisme désigne deux représentants occupant au moins des fonctions égales à celles de directeur adjoint ou d'agent comptable ;
- 15° Trois représentants des autres organismes de sécurité sociale désignés conjointement par les divers régimes ;
- 16° Trois personnes qualifiées, dont une désignée par le ministre chargé du budget et deux désignées par le ministre chargé de la sécurité sociale.

Le président du Haut Conseil est nommé par arrêté conjoint des ministres chargés du budget et de la sécurité sociale. La durée du mandat du président et des personnalités qualifiées est de six ans.

Le vice-président du Haut Conseil est le secrétaire général de la commission des comptes de la sécurité sociale.

Les fonctions de membres du Haut Conseil sont gratuites.

Le Haut Conseil se réunit au moins deux fois par an. Il peut, en outre, se réunir à l'initiative de son président.

Le secrétariat du Haut Conseil est assuré par la mission comptable permanente visée au II ci-après.

II. - Il est créé une mission comptable permanente des organismes de sécurité sociale rattachée pour sa gestion administrative aux services du ministre chargé de la sécurité sociale. Cette mission interministérielle est notamment chargée, en liaison avec les services concernés des ministres chargés du budget, de la sécurité sociale et de l'agriculture, d'organiser les travaux nécessaires aux arrêtés des comptes annuels, de centraliser les comptes annuels et infra-annuels des organismes de sécurité sociale et de s'assurer de leur qualité, de mettre les informations comptables à disposition des destinataires habilités à cet effet, de proposer toute évolution jugée nécessaire du plan comptable unique des organismes de sécurité sociale, de saisir le Conseil national de la comptabilité en tant que de besoin, de veiller à l'exacte application des principes comptables par les organismes de sécurité sociale.

La mission peut faire tout commentaire et porter toute appréciation jugée nécessaire sur la qualité des comptes produits par les organismes de sécurité sociale.

Elle prépare le rapport annuel du Haut Conseil.

Le secrétaire général de la mission est nommé, sur proposition du ministre chargé de la sécurité sociale, par arrêté conjoint des ministres chargés du budget et de la sécurité sociale.

Il reçoit délégation du ministre chargé du budget et du ministre chargé de la sécurité sociale à l'effet de signer tous actes de gestion courante nécessaires à l'exécution de ses missions.

Il est habilité à rédiger et signer des conventions, valant cahier des charges, avec les administrations, services, corps de contrôle ou organismes de sécurité sociale, relatives au contenu des données comptables annuelles et infra-annuelles, leur transmission, leur réception et leur diffusion. Les modalités de contrôles à mettre en œuvre pour s'assurer de la fiabilité des données comptables transmises et de leur confidentialité sont annexées à ces conventions.

Les crédits nécessaires au fonctionnement de la mission sont inscrits au budget du ministre chargé de la sécurité sociale.

## **ANNEXE 1 BIS**

Arrêté du 29 avril 2009 relatif au conseil de normalisation des comptes publics (CNoCP)

### **Article 1**

Le conseil de normalisation des comptes publics est chargé d'émettre des avis préalables sur tous les projets de normes comptables applicables aux personnes publiques et privées exerçant une activité non marchande et financées majoritairement par des ressources publiques et notamment des prélèvements obligatoires. Ces projets sont élaborés et présentés par les ministères compétents. Le conseil peut proposer des normes, des modifications ou des interprétations de normes applicables à ces personnes. Les avis concernant ces propositions sont adressés aux ministres compétents. Le conseil peut également participer en son nom aux

débats internationaux sur la normalisation comptable et répondre aux consultations des organisations internationales. Tous les avis, recommandations et prises de position du conseil sont rendus publics.

## Article 2

Le conseil comprend un collège, les commissions permanentes mentionnées à l'article 5 et un comité consultatif d'orientation. Il dispose d'un secrétariat général.

Il est doté d'un règlement intérieur, adopté par le collège et approuvé par arrêté du ministre chargé du budget et des comptes publics.

## Article 3

Les attributions du conseil sont exercées par le collège, qui arrête le programme de travail et adopte le rapport annuel d'activité. Le collège adopte les avis, recommandations et propositions à la majorité des membres présents ; la voix du président est prépondérante en cas d'égalité des voix. Il est fait état des opinions contraires. Les délibérations ne peuvent être prises que si au moins dix membres sont présents.

## Article 4

Le collège est composé du président du conseil et de dix-huit membres, dont neuf membres de droit et neuf personnalités qualifiées.

Les membres de droit sont :

- le premier président de la Cour des comptes ou un magistrat désigné par celui-ci ;
- le président du comité des finances locales ou son représentant ;
- le secrétaire général de la commission des comptes de la sécurité sociale ou son représentant ;
- le chef du service de l'inspection générale des finances ou son représentant ;
- le directeur général des collectivités locales ou son représentant ;
- le directeur de la sécurité sociale ou son représentant ;
- le directeur général du Trésor et de la politique économique ou son représentant ;
- le directeur général des finances publiques ou son représentant ;
- le directeur du budget ou son représentant.

Les personnalités qualifiées sont :

- le président de l'Autorité des normes comptables ;
- deux membres du collège de la même autorité ;
- trois personnalités qualifiées en matière de comptabilité privée ;
- trois personnalités qualifiées en matière de finances publiques.

Le président et les personnalités qualifiées en matière de comptabilité privée et en matière de finances publiques sont nommés par le ministre chargé du budget et des comptes publics. Les membres du collège de l'Autorité des normes comptables sont désignés par son président.

Le mandat du président et des membres nommés du collège est de trois ans ; il est renouvelable une fois.

## Article 5

Trois commissions permanentes sont chargées de préparer les délibérations du collège :

- la commission « Etat et organismes dépendant de l'Etat » ;
- la commission « collectivités territoriales et établissements publics locaux » ;
- la commission « sécurité sociale et organismes assimilés ».

Les projets soumis au collège sont examinés au préalable par les commissions.

Les travaux des commissions sont rapportés devant le collège par leurs présidents, nommés par le président du conseil parmi les membres du collège et après avis de ce dernier. La composition des commissions est fixée par le règlement intérieur du conseil dans le respect des dispositions suivantes :

- chaque commission comprend comme membres de droit un magistrat de la Cour des comptes désigné par son premier président, un représentant du directeur général des finances publiques, un représentant du directeur du budget et un représentant du chef de service d'inspection du ministère principalement concerné. Sont également membres de droit, pour la commission « collectivités territoriales et établissements publics

locaux », un représentant du président du comité des finances locales et, pour la commission « sécurité sociale et organismes assimilés », un représentant du secrétaire général de la commission des comptes de la sécurité sociale ;

— elle comprend des représentants des ministères et des autres administrations concernées, ainsi que des personnalités qualifiées ;

— elle ne peut comporter plus de vingt membres.

Les membres des commissions sont nommés par le président du conseil. Le président d'une commission peut inviter à participer aux réunions, de manière temporaire, toute personne dont le concours est jugé utile pour éclairer les travaux en cours.

#### Article 6

Le comité consultatif d'orientation est présidé par le président du conseil. Il traite de toutes questions intéressant la stratégie de normalisation comptable et notamment celles qui portent sur la nature et la portée de la convergence des normes des comptes publics avec celles qui s'appliquent aux entreprises. Il donne un avis sur le programme de travail annuel du conseil et sur le rapport d'activité.

Ce comité comprend vingt et un membres nommés par arrêté du ministre chargé du budget et des comptes publics. Six sont issus du comité consultatif de l'Autorité des normes comptables, six sont proposés par le Conseil supérieur de l'ordre des experts-comptables et la Compagnie nationale des commissaires aux comptes, trois représentent l'université et six sont des personnalités qualifiées en matière de finances publiques.

#### Article 7

Le secrétariat général est placé sous l'autorité hiérarchique du président du conseil. Il est dirigé par un secrétaire général nommé par le président. L'organisation du secrétariat général est fixée dans le règlement intérieur.

#### Article 8

L'arrêté du 19 mars 2002 relatif au comité des normes de comptabilité publique et l'arrêté du 21 mai 2004 portant création d'un comité d'interprétation des normes de comptabilité publique sont abrogés.

#### Article 9

Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la République française.

## ANNEXE 1 TER

### Arrêté Calendrier

#### **Arrêté du 3 janvier 2008 portant modification de l'arrêté du 30 décembre 2005 pris en application du décret n° 2005-1771 du 30 décembre 2005 relatif à la validation des comptes par l'agent comptable de la caisse nationale**

**Art. 1<sup>er</sup>.** – L'article 5 de l'arrêté du 30 décembre 2005 pris en application du décret n° 2005-1771 du 30 décembre 2005 relatif à la validation des comptes par l'agent comptable de la caisse nationale est remplacé par les dispositions suivantes :

« *Art. 5.* – Le calendrier de transmission des documents suivants est ainsi défini :

1. Les comptes annuels des organismes de sécurité sociale mentionnés au troisième alinéa de l'article L. 114-6 du code de la sécurité sociale et les comptes combinés annuels des organismes de sécurité sociale mentionnés au quatrième alinéa de l'article L. 114-6 du code de la sécurité sociale sont établis au plus tard le 10 mars suivant la clôture de chaque exercice comptable pour être mis à la disposition des instances chargées de leur certification. Le bilan et le compte de résultat sont établis sous leur forme définitive au plus tard le 31 mars.

2. Les tableaux de centralisation des données comptables, par branche ou régime, issus des comptes annuels mentionnés à l'alinéa précédent, sont transmis par les organismes nationaux au moyen de la voie électronique à la mission comptable permanente, instituée au II de l'article D. 114-4-3 du même code, au plus tard le 15 mars suivant la clôture de chaque exercice comptable. Dans l'hypothèse où lesdits comptes annuels sont modifiés postérieurement à cette date, notamment à la demande des instances en charge de la certification, les tableaux de centralisation des données comptables rectificatifs, cohérents avec les comptes annuels et les comptes combinés annuels modifiés, sont transmis selon les mêmes modalités au plus tard le 31 mars suivant la clôture de l'exercice comptable.

3. Pour les organismes nationaux de sécurité sociale qui gèrent un régime obligatoire de base, les comptes annuels complets (bilan, compte de résultat et annexe) sont arrêtés et transmis simultanément au ministre chargé de la sécurité sociale par l'intermédiaire de la mission comptable permanente, à la Cour des comptes et aux instances chargées de la certification, au plus tard le 15 avril suivant la clôture de chaque exercice comptable, par voie électronique et sous forme papier.

Pour les organismes nationaux de sécurité sociale qui gèrent un régime obligatoire de base comportant un réseau de caisses locales ou régionales, les comptes combinés annuels complets (bilan, compte de résultat et annexe) sont arrêtés et transmis simultanément au ministre chargé de la sécurité sociale par l'intermédiaire de la mission comptable permanente, à la Cour des comptes et aux instances chargées de la certification, au plus tard le 15 avril suivant la clôture de chaque exercice comptable, par voie électronique et sous forme papier.

Les comptes combinés annuels complets des régimes de protection sociale agricole sont également transmis au ministre chargé de l'agriculture selon les mêmes modalités.

Dans l'hypothèse où l'une des dates mentionnées aux précédents alinéas serait un jour férié ou chômé, il y a lieu de lui substituer le premier jour ouvré suivant. »

**Art. 2.** – Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter de l'exercice 2007.

**Art. 3.** – Le directeur de la sécurité sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.





## ANNEXE 2

### Liste des différentes entités visées dans les lois de financement de la sécurité sociale

---

Régimes obligatoires de base de sécurité sociale

Régime général

Régime social des indépendants (RSI)

FCAT

CNRACL

FSPOEIE

ATIACL

CNMSS

Régimes agricoles

FCATA

SASV

CANSSM

CNIEG

SNCF

RATP

ENIM

CRPCEN

CNAVPL

CNBF

CAVIMAC

Opéra national de Paris

Comédie Française

Régime d'assurance maladie de la chambre de commerce et d'industrie de Paris

Caisse autonome nationale de la Sécurité sociale dans les mines (pour son personnel)

Régime d'assurance maladie du personnel du Port autonome de Bordeaux

Régime d'assurance maladie du personnel du Port autonome de Strasbourg

Régime de retraite des ministres des cultes d'Alsace Moselle

Organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base de sécurité sociale

FSV

CNSA

Organismes chargés de la mise en réserve de recettes au profit des régimes obligatoires de base de sécurité sociale

FRR

Organismes chargés de l'amortissement de la dette des régimes obligatoires de base de sécurité sociale

CADES

Organismes qui financent et gèrent des dépenses relevant de l'ONDAM

CNSA

Organismes financés par des régimes obligatoires de base de sécurité sociale

FCAATA

FIVA

FMESPP

Fonds CMU

Fonds comptables retraçant le financement de dépenses spécifiques relevant d'un régime obligatoire de base de sécurité sociale

FIQCS

FAC

## ANNEXE 3

### Schémas comptables

**Par mesure de simplification, il n'est pas fait systématiquement mention de comptes de tiers intermédiaires pour les opérations décrites ci-après. Les organismes peuvent toutefois utiliser, selon leurs besoins, des comptes de tiers supplémentaires.**

#### **I - Comptabilisation des avances entre organismes de sécurité sociale : financement des investissements**

##### 1) Avances reçues des organismes nationaux

D/ 45XXX – Dotations (à subdiviser)

C/ 175 – Avances reçues d'un organisme de sécurité sociale (à subdiviser)

##### 2) Avances accordées par les organismes nationaux

D/ 265 – Créances entre organismes de sécurité sociale (à subdiviser)

C/ 45XXX – Dotations (à subdiviser)

#### **II - Cessions d'une immobilisation amortissable**

*(les opérations relatives à la TVA ne sont pas retracées dans les exemples ci-après)*

Achat d'un véhicule le 1/07 N – valeur 15 000 - amortissable en 5 ans (3 000 /an) – vente le 1/04 N + 1 pour 11000

##### 1) Achat :

D/ 2182 – Matériel de transport	15 000
C/ 404 – Fournisseurs d'immobilisations	15 000
D/ 404 – Fournisseurs d'immobilisations	15 000
C/ 512 – Banques	15 000

##### 2) Dotation aux amortissements 31/12N- prorata temporis

D/ 68112 – DAP – Immobilisations corporelles	1 500
C/ 2818 – Amortissements des autres immobilisations corporelles	1 500

##### 3) Vente au 1/04 N + 1 – Amortissement du 1/01 au 30/03

D/ 68112 – DAP – Immobilisations corporelles	750
C/ 2818 – Amortissements des autres immobilisations corporelles	750

##### 4) Prise en compte de la valeur nette comptable

D/ 2818 – Amortissements des autres immobilisations corporelles	2 250
D/ 6752 – Valeurs comptables des éléments d'actifs cédés - Immobilisations corporelles	12 750
C/ 2182 - Matériel de transport	15 000

5) Produits des cessions d'éléments d'actifs

D 512 – Banques

11 000

C/ 7752 – Produits des éléments d'actifs cédés – Immobilisations corporelles 11 000

➔ **Moins-values constatées par l'organisme par différence entre les écritures au compte 7752 et 6752 : 1 750**

**III – Création d'un logiciel avec une partie des travaux sous-traitée à des tiers**

**Exercice N :**

1) Travaux effectués par les tiers – Paiement – Exercice N

D/ 604 - Achats d'études et de prestations de service

C/ 4011 – Fournisseurs - achats d'études et de prestations de service

D/ 4011 – Fournisseurs - achats d'études et de prestations de service

C/ 512 – Banque

2) Comptabilisation du coût de revient estimé du logiciel créé AU 31/12 N si le logiciel n'est pas terminé

D/ 23252 –Logiciels créés

C/721 – Production immobilisée – immobilisations incorporelles

3) Inscription à l'actif de la partie du logiciel sous-traité (pour le montant imputé au compte 604)

D/ 23521 – Logiciels sous-traités

C/721 - Production immobilisée – immobilisations incorporelles

**Exercice N + 1 :**

1) Comptabilisation du coût de revient estimé du logiciel créé par l'entreprise en N + 1

D/ 23252 –Logiciels créés

C/721 – Production immobilisée – immobilisations incorporelles

2) A l'achèvement du logiciel, transfert des soldes des comptes 232521 et 23252 aux comptes d'imputation définitive :

D/ 20531 – Logiciels acquis ou sous-traités

D/ 20532 – Logiciels créés

C/ 23521 Logiciels sous-traités

C/ 23252 –Logiciels créés

**IV – Opération sur prêt**

1) Versement du prêt

D/ 274 – Prêts (détailler par nature de prêt)

C/ 5... ou 4... Compte financier ou compte de tiers pour le montant net du prêt versé

2) Encaissement d'une échéance

D/ 5... Compte financier

C/ 274 – Prêts (pour le montant du remboursement du capital)

C/ 7626 – Revenus des prêts

3) Au 31/12 : comptabilisation des intérêts courus (ex : date d'échéance 1/05 N + 1 : calcul des intérêts prorata temporis : 1/05 N au 31/12 N)

D/ 27684 – Intérêts courus sur prêts

C/ 7626 – Intérêts des prêts

4) Régularisation au 1/01/N +1 – contrepassation :

D/ 7626 - Intérêts des prêts

C/ / 27684 – Intérêts courus sur prêts

5) Encaissement des intérêts à l'échéance :

D/ 5...

C/ 7626 - Intérêts des prêts

## **V – Les provisions**

### 1) Provisions sur créances cotisants

- Constatation du caractère douteux de la créance :

D/ 4164 – Cotisants douteux ou litigieux

C/ 414 – Cotisants

- Dotations aux provisions

D/ 6817x44 – DAP – Créances sur cotisations

C/ 4914 – Provisions pour dépréciation des comptes cotisants

- Créances devenue irrécouvrables : ANV

D/ 6584x1 – Admission en non valeur

C/ 4164 - Cotisants douteux ou litigieux

- Reprise de la provision

D/ 4914 – Provisions pour dépréciation des comptes cotisants

C/ 7817x44 – RAP – Créances sur cotisations

### 2) Provisions pour dépréciation des titres immobilisés de l'activité de portefeuille (TIAP) et des valeurs mobilières de placement (VMP)

- Constatation d'une provision pour dépréciation des TIAP ou des VMP

D/ 68662 – DAP immobilisations financières

ou D/ 68665 – DAP Valeurs mobilières de placement

C/ 2973 – Provisions pour dépréciation des titres immobilisés de l'activité de portefeuille

ou C/ 590 – Provisions pour dépréciation des valeurs mobilières de placement

- Lors de la vente : les provisions sont reprises :

D/ 2973 – Provisions pour dépréciation des titres immobilisés de l'activité de portefeuille

ou D/ 590 – Provisions pour dépréciation des valeurs mobilières de placement

C/ 78662 – Reprises sur provisions - Immobilisations financières

ou C/ 78665 – Reprises sur provisions – Valeurs mobilières de placement

- Constatation d'une plus-value sur cession de VMP :

D/512 – Banques

C/ 767 – Produits nets sur cessions de VMP

C/ 50 – VMP

- Constatation d'une moins-value sur cession de VMP :

D/512 – Banques

D/667 – Charges nettes sur cessions de VMP

C/50 – VMP

- Constatation d'une plus-value sur cession de TIAP

D/ 462 - Créances sur cessions d'immobilisations

C/ 7756 - Produits des cessions d'éléments d'actif - Immobilisations financières

D/ 7756 – Produits des cessions d'éléments d'actif - Immobilisations financières

C/ 273 – Titres immobilisés de l'activité de portefeuille

- Constatation d'une moins-value sur cession de TIAP

D/ 462 - Créances sur cessions d'immobilisations

C/ 6756 – Valeurs comptables des éléments d'actif cédés – Immobilisations financières

D/ 6756 – Valeurs comptables des éléments d'actif cédés – Immobilisations financières

C/ 273 - Titres immobilisés de l'activité de portefeuille

A noter que la cession des titres de participation (compte 261) et des autres titres immobilisés (compte 271 notamment) donne lieu aux écritures suivantes :

- Enregistrement de la valeur comptable des titres cédés :

D/6756 - Valeurs comptables des éléments d'actif cédés - Immobilisations financières

C/2... Compte d'immobilisation

- Enregistrement du prix de cession :

D/462 - Créances sur cessions d'immobilisations

C/7756 - Produits des cessions d'éléments d'actif - Immobilisations financières

- Annulation des provisions pour dépréciation :

D/296 - Provisions pour dépréciation des participations

ou D/297 - Provisions pour dépréciation des autres immobilisations financières

C/78662 - Reprises sur provisions - Immobilisations financières

➔ La plus ou moins-value de cession est déterminée par différence entre les montants portés aux comptes 6756 et 7756 (7756 > 6756 = plus-value / 6756 > 7756 moins-value).

### 3) Provisions sur prestations

- Constatation de la provision

D/ 6814x1 – DAP – pour prestations légales

C/ 1521x1 – Provisions pour prestations légales

- Reprise de la provision

D/ 1521x1 - Provisions pour prestations légales

C/ 7814x1 – RAP – sur prestations légales

## **VI – Les charges à payer**

- Constatation de la charge à payer au 31/12 N pour un montant estimé

D/ 6... Compte de charges

C/ 408 (sauf 4084)/ 428/438/448/468...

- Régularisation en N + 1 :

➔ Deux méthodes peuvent être utilisées :

1) *Contre-passation de l'écriture initiale* (extourne) pour le montant total estimé et comptabilisé en N au compte de classe 6 concerné

D/408 (sauf 4084)/428/438/448/468...

C/ 6... Compte de charges

- Réception de la facture ou traitement de la pièce justificative de l'opération et comptabilisation de la charge pour son montant définitif :

D/ 6... Compte de charges

C/ 40/42/43/44/46...

- Paiement :

D/ 40/42/43/44/46

C/ 512 - Banques

2) *Ajustement de l'écriture initiale*

En N + 1, il est possible de solder les comptes 408 (sauf 4084)/428/438/448/468 par les comptes de tiers auquel ils sont rattachés (ex : le compte 4081 – Fournisseurs et intermédiaires sociaux par le 4011- Fournisseurs : achats de biens et services) au moment de la réception de la pièce justificative, les ajustements nécessaires étant enregistrés au compte intéressé de classe 6

- pour le complément : montant estimé comptabilisé en 31/12 N : 100, charge réelle 110 complément à comptabiliser : 10

D/ 408/428/438/448/468...	100	
C/ 40/42/43/44/46...		100

➔ Constatation du complément de charge

D/6... Compte de charges	10	
C/ 40/42/43/44/46...		10

D/ 40/42/43/44/46...	110	
C/ 512 – Banques		110

- Montant à régler inférieur au montant estimé comptabilisé au 31/12 N : 150, charge réelle : 120 excédent de charges : 30

D/ 408/428/438/448/468...	150	
C/ 40/42/43/44/46...		150

➔ Constatation de la réduction de charge

D/ 40/42/43/44/46...	30	
C/6...		30

- Paiement

D/ 40/42/43/44/46...	120	
C/ 512 – Banques		120

## VII – Les produits à recevoir

- Constatation du produit à recevoir au 31/12 N pour un montant estimé :

D/418/428/438/448/468...	
C/7... Compte de produit	

- Régularisation en N + 1

- *Contre-passation de l'écriture* initiale (extourne) pour le montant total estimé et comptabilisé en N au comptes de classe 7 concerné

D/ 7... Compte de produit	
C/418/428/438/448/468...	

- Émission de l'ordre de recette pour le montant réel du produit :

D/41/42/43/44/46...	
C/7... Compte de produit	



- Réception du paiement

D/ 512 – Banques

C/ 41/42/43/44/46...

En N + 1 il est possible de solder les comptes 418/428/438/448/468... par les comptes de tiers auxquels ils sont rattachés ( ex : le compte 4186 – Cotisants : droits acquis sur cotisations par le compte 414 – Cotisant) au moment de l'émission de la pièce justificative, les ajustements nécessaires étant enregistrés au compte intéressé de classe 7.

- Montant à encaisser inférieur au montant estimé comptabilisé en 31/12 N : 200, produit réel 210 complément à comptabiliser : 10

D 41/42/43/44/46...	200	
D/ 418/428/438/448/468...		200

➔ Constatation du complément de produit

D/ 41/42/43/44/46...	10	
C/ 7... Compte de produits		10

- Encaissement :

D/ 512 – Banques	210	
C/ 41/42/43/44/46...		210

- Montant à encaisser inférieur au montant estimé comptabilisé au 31/12 N : 180, produit réel : 150 excédent de produits : 30

D/ 41/42/43/44/46...	180	
C/ 418/428/438/448/468...		180

➔ Constatation de la réduction du produit

D/ 7...	30	
C/ 41/42/43/44/46...		30

- Encaissement :

D/ 512 – Banques	150	
C/ 41/42/43/44/46...		150

## VIII – Les charges constatées d'avance

- Constatation de la charge :

- ex : prime d'assurance : échéance annuelle 1/09 N – 31/08 N +1 : 12 000

D/ 616 – Primes d'assurance	4000	
D/ 486 – Charges constatées d'avance	8000	
C/ 512 – Banques		12 000

- Contre-passation de l'opération : transfert de charges sur l'exercice N + 1

D/ 616 - Primes d'assurance	8000	
C/486 – Charges constatées d'avance		8000

## IX- Produits constatés d'avance

- Constatation du produit :

- ex : location d'un local : échéance semestrielle 1/10 N – 31/03 N + 1 : 7 200

D/ 512 – Banques	3600	
C/ 7083 – Locations diverses		7200
C/ 487 – Produit constaté d'avance		3600

- Contre-passation de l'opération : transfert de produit sur l'exercice N + 1

D/487 – Produit constaté d'avance	3600	
C/ 7083 – Locations diverses		3600

## **ANNEXE 4**

### **La gestion des indus sur les charges techniques (extraits du PLACAIR)**

#### **I - INTRODUCTION**

Les indus sur les charges techniques peuvent avoir des origines diverses.

Ils peuvent être la conséquence, entre autres (*dans la branche maladie*) :

- d'une mauvaise application des textes par un professionnel de santé, (exemple : nomenclature générale des actes professionnels)
- d'une erreur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie lors du versement des prestations,
- d'une fraude d'un assuré ou d'un tiers (professionnel de santé, employeur).

Par ailleurs, les indus constatés peuvent concerner des actes identifiés (nature et montants) ou résulter de négociations avec la partie intéressée (établissement, prestataire de services) et présenter dans ce cas, un caractère forfaitaire.

Enfin, dans le cadre de la gestion de la part complémentaire au titre de la procédure A des dispositifs CMU et Médecins référents, les CPAM peuvent être conduites à constater également des indus.

Les organismes de sécurité sociale, quelle que soit la nature des indus, sont fondés à en poursuivre le recouvrement.

#### **II - TEXTES FONDAMENTAUX**

##### **Code Civil :**

- Articles 1235, 1376 et 1377

##### **Code de la Sécurité Sociale :**

- Art. L. 133-3 du Code de la Sécurité Sociale
- Art. L. 133-4 du Code de la Sécurité Sociale
- Art. L. 133-4-1 du Code de la Sécurité Sociale
- Art. L. 162-22-18 du Code de la Sécurité Sociale
- Art. L. 165-3-1 du Code de la Sécurité Sociale
- Art. L. 315-3 du Code de la Sécurité Sociale
- Art. L. 322-2 du Code de la Sécurité Sociale
- Art. L. 322-4 du Code de la Sécurité Sociale
- Art. L. 861-3 du Code de la Sécurité Sociale
- Art. R. 165-31 du Code la Sécurité Sociale
- Art. D. 133-2 du Code de la Sécurité Sociale
- Art. D. 253-16 du Code de la Sécurité Sociale et suivants
- Art. D. 861-6 du Code de la Sécurité Sociale

##### **Textes législatifs et réglementaires :**

- Loi 02-1487 du 20/12/2002
- Loi du 13/08/2004 art 20

##### **Instruction ministérielle**

### III - MODALITES DE COMPTABILISATION

#### 31. INDUS COMPTABILISES AU CREDIT DES COMPTES DE PRESTATIONS

##### **311. Champ - Origine**

Il s'agit des créances nées d'une erreur de saisie, de traitement ou de fraude qui peut être d'origine interne ou externe.

Ces créances concernent les assurés ou les tiers.

Les anomalies à l'origine de ces indus sont décelées à l'occasion d'actions de contrôle menées par l'organisme ou lors d'une réclamation d'un assuré ou d'un tiers. La créance est certaine : son montant et sa nature sont identifiés.

##### **312. Méthode**

Elle consiste à corriger l'erreur en remettant les bases de données historiques en l'état où elles auraient dû se trouver en l'absence d'erreur de liquidation. Cette correction consiste à annuler, dans l'application informatique de liquidation, le mouvement erroné (négatif) et à créer le mouvement exact (positif). Cette opération a pour conséquence de corriger l'ensemble des chaînes de liquidation, statistiques et comptables.

Une créance est automatiquement créée d'un montant égal à l'indu. Elle est affectée des références permettant son identification au sein de la comptabilité auxiliaire.

##### **3121. Notification**

Une notification est adressée au débiteur mentionnant les voies de recours. Cette notification permet le constat en comptabilité de la créance.

##### **3122. Liquidation/ordonnancement**

L'opération de correction constitue en elle-même l'action de liquidation/ordonnancement. Elle est réalisée par un délégué du Directeur dûment habilité.

##### **3123. Comptabilisation**

La constatation comptable de la créance est réalisée de manière automatique tant en comptabilité auxiliaire (lorsqu'il y en a une) qu'en comptabilité générale.

Les autres opérations (encaissement, réduction, annulation, ...) sont opérées manuellement sur l'application de comptabilité auxiliaire.

Exemple : à l'occasion d'un contrôle, il est constaté que des actes médicaux d'un montant remboursable de 1 500 ont été remboursés 2 000.

1°) opération de correction opérée par les services ordonnateurs et envoi d'une lettre de notification d'indu de 500 :

475...	Prestations à classer ou à régulariser	2 000
656111	Prestations maladie	2 000
4092...	Prestations indues à récupérer	2 000
475...	Prestations à classer ou à régulariser	2 000

656111	Prestations maladie	1 500
475...	Prestations à classer ou à régulariser	1 500
475...	Prestations à classer ou à régulariser	1 500
4092...	Prestations indues à récupérer	1 500

2°) à la suite d'une réclamation justifiée de l'assuré, la créance est ajustée à 300 :

475...	Prestations à classer ou à régulariser	1 500
656111	Prestations maladie	1 500
4092...	Prestations indues à récupérer	1 500
475...	Prestations à classer ou à régulariser	1 500
656111	Prestations maladie	1 700
475...	Prestations à classer ou à régulariser	1 700
475...	Prestations à classer ou à régulariser	1 700
4092...	Prestations indues à récupérer	1 700

3°) L'assuré sollicite de la Commission de Recours Amiable une remise de dette. La Commission de Recours Amiable accorde une remise partielle de 200 :

6585X2	Remises sur créances « maladie - maternité »	200
4092...	Prestations indues à récupérer	200

4°) L'assuré s'acquitte d'une partie de sa dette

512	Comptes financiers	85
4092...	Prestations indues à récupérer	85

5°) A l'issue d'un délai d'un an sans mouvement la dette n'étant pas soldée, le Directeur de l'organisme annule la créance dans le cadre des dispositions de l'article Art. L 133.3 du code de la Sécurité Sociale et de l'article Art. D 133.2 du code de la Sécurité Sociale relative à l'annulation des créances de faible montant :

6585X3	Annulations de créances « maladie - maternité »	15
4092...	Prestations indues à récupérer	15

## **32. INDUS COMPTABILISES AUX COMPTES DE PRODUITS**

### **321. Champ - Origine**

Ces indus concernent majoritairement les professions de santé, à l'exclusion de ceux corrigés par l'intermédiaire des chaînes de traitement informatiques.

Ils trouvent leur origine dans l'inobservation :

- de l'art. L. 133-4 du code de la Sécurité Sociale

- de la NGAP (ou C.C.A.M.),
  - de la nomenclature des actes de biologie médicale,
  - du TIPS (ou L.P.P.),
  - des règles de tarification des frais de transport,
- ou par :
- la facturation d'un acte non effectué,
  - la facturation d'un dispositif médical ou de frais de transport non conforme à la prescription.

A noter que pour leur recouvrement ces indus sont assimilés à des cotisations de Sécurité Sociale. De ce fait, quelle qu'en soit la forme, celui-ci doit être effectué par le Directeur, puisque la compétence de l'Agent Comptable, en matière de recouvrement amiable, ne s'étend pas aux cotisations.

Par ailleurs, sont également comptabilisés en recettes, tous les autres indus sur les professionnels de santé dans la mesure où ils sont régularisés hors chaînes de liquidation informatiques parce que ne pouvant être imputés aux comptes individuels des assurés (actes ou assurés non identifiés).

Il en sera de même pour les indus envers les tiers n'appartenant pas aux professions de santé, ou n'ayant pas la qualité d'assuré donnant lieu à un reversement global ou forfaitaire, exemple : fraude portant sur une période étendue.....

## **322. Méthode**

### **3221. Notification**

#### **32211. Constatation des créances certaines**

L'indu est notifié au débiteur puisque le montant de la créance est connu avec certitude. Un ordre de recette doit être établi par le Directeur et transmis à l'Agent Comptable.

L'Agent Comptable, après contrôle de la validité de la créance portant sur son caractère certain, sa liquidité, sa fongibilité et son exigibilité comptabilise ce produit en classe 7 par le débit d'un compte de classe 4.

#### **32212. Constatation de créances d'un montant forfaitaire**

Le montant de la créance, évalué à partir d'un indu connu, est fixé d'un commun accord entre l'organisme et le débiteur (Art. 2052 du code civil). Avant la comptabilisation, l'Agent Comptable s'assure que le montant de la notification, objet de la transaction, est au moins égal à celui de l'indu initialement chiffré avec certitude.

### **3222. Liquidation, ordonnancement**

L'indu donne lieu à l'établissement manuel d'un ordre de recette.

#### **3223 – Comptabilisation**

##### **Exemple :**

75861	4092
_____	_____
X	X

## **33. INDUS DANS LE CADRE DU TIERS-PAYANT COORDONNE**

### **331. Dispositif CMU**

### 3311. Champ - Origine

La part complémentaire correspond à la prise en charge du ticket modérateur, du forfait journalier et des forfaits liés au panier de biens.

En cas de règlement erroné ou effectué à tort à un professionnel de santé, les organismes sont amenés à notifier l'indu de la part obligatoire et de la part complémentaire. La notification de la part complémentaire est effectuée simultanément à celle de la part obligatoire. La compensation part obligatoire/part complémentaire est autorisée pour la CMU.

### 3312. Méthode

Une régularisation négative est réalisée dans le système de liquidation. Cette opération génère automatiquement la création des écritures en comptabilité générale correspondante.

L'indu peut être récupéré sur la part obligatoire et la part complémentaire dues au professionnel de santé en procédant éventuellement à la compensation entre les deux parts en raison de la nature publique des fonds.

#### 1 – Comptabilisation du règlement initial erroné (ventilation part obligatoire et part complémentaire)

656X PRESTATIONS SOCIALES	4573... Organismes complémentaires	475... PRESTATIONS A CLASSER OU A REGULARISER
77	33	110

#### 2 – Comptabilisation de l'indu en comptabilité générale

##### 21 – Régularisation négative

656X PRESTATIONS SOCIALES	4573... ORGANISMES COMPLEMENTAIRES	475... PRESTATIONS A CLASSER OU A REGULARISER
77	33	110

##### 22 – Constat de l'indu

4092... PRESTATIONS INDUES A RECUPERER	475... PRESTATIONS A CLASSER OU A REGULARISER
110	110

##### 23 - Lors du remboursement de l'indu

4092... PRESTATIONS INDUES A RECUPERER	475... PRESTATIONS A CLASSER OU A REGULARISER
110	110

## **34. INDUS VISANT A VEILLER AU RESPECT DE LA REGLEMENTATION DES PRIX DANS LE DOMAINE DE LA LPP.**

### **341. Champ - Origine**

L'article L. 165-3-1 du code la Sécurité Sociale permet aux organismes d'assurance maladie d'intervenir auprès des personnes facturant un produit ou une prescription, inscrits à la LPP si celles-ci n'ont pas observé la réglementation des prix. Les organismes peuvent exiger la restitution du dépassement. Une pénalité financière peut être réclamée en fonction de certains critères.

Les personnes concernées peuvent être :

- des fournisseurs commerciaux exerçant sous forme sociétaire,
- des artisans,
- des fournisseurs associatifs,
- des pharmaciens,
- des cliniques privées qui sont autorisées à facturer en sus de leurs forfaits.

### **342. Méthode**

#### **3421. Notification**

Le directeur constate le manquement et notifie par lettre recommandée avec accusé de réception au professionnel les faits reprochés. Celui-ci a un mois pour faire valoir ses observations par écrit.

Dans le même temps, une copie de la notification est envoyée à l'assuré qui a également un mois pour rendre ses observations.

#### **3422. Liquidation, ordonnancement**

En cas de confirmation de l'indu, l'organisme doit restituer à l'assuré le dépassement (différence entre prix facturé et prix fixé par arrêté) avant même la mise en demeure de rembourser adressée au professionnel.

#### **3423. Comptabilisation**

##### **① de la restitution du dépassement à l'assuré et de la récupération auprès du professionnel**

Le paiement à l'assuré se fait par le débit du compte

4728... Dépenses à classer ou à régulariser  
à 5      Compte financier

Simultanément la créance sur le professionnel de santé est enregistrée :

4092... Prestataires débiteurs : prestations et allocations indues à récupérer  
à 4728...      Dépenses à classer ou à régulariser

##### **② de la pénalité financière**



L'écriture suivante est constatée :

4094... Prestataires : créances diverses liées aux prestations

à 75881... Divers autres produits techniques maladie - maternité

à 75882... Divers autres produits techniques AT - MP

Les comptes 4094 et 4092 sont soldés lors du remboursement par le professionnel de santé.



## ANNEXE 5

### La codification des opérations

En l'état actuel de la réglementation, les organismes de sécurité sociale exercent leur mission au travers de fonds, de sections, de gestions ou de régimes conformément à la réglementation qui leur est applicable. Ces notions recouvrent les différentes activités gérées par les organismes. C'est ainsi qu'ont été créés, le fonds national d'assurance maladie, le fonds national d'action sanitaire et sociale, le fonds national des prestations familiales, le fonds national d'assurance vieillesse, le fonds national veuvage, le fonds national de gestion administrative, le fonds national des accidents du travail, les régimes des exploitants et des salariés agricoles, le régime d'assurance vieillesse de base, le régime d'assurance vieillesse complémentaire facultatif, etc.

Certains de ces fonds ou de ces gestions sont encadrés dans un budget. Il en est ainsi, par exemple, du fonds national de gestion administrative (F.N.G.A.), du fonds national d'action sanitaire et social (F.N.A.S.S.), du contrôle médical ou du fonds national de prévention, d'éducation et d'information sanitaires (F.N.P.E.I.S.).

Dans la comptabilité des organismes, les opérations affectant ces différentes activités peuvent être identifiées par un indice de gestion, celui-ci pouvant être situé soit avant, soit après le numéro de compte concerné par ces opérations.

Par convention, certaines lettres sont plus particulièrement utilisées pour identifier certains fonds :

- M, pour le fonds national de l'assurance maladie,
- F, pour le fonds national des prestations familiales,
- V, pour le fonds national vieillesse,
- S, pour l'action sanitaire et sociale,
- G, pour la gestion administrative...

De la même façon, les gestions couvrant des opérations qui ne relèvent pas directement ou exclusivement d'un fonds national sont généralement identifiées par une lettre :

- R, pour le recouvrement des cotisations et majorations de retard ;
- T, pour la trésorerie et les fonds communs ; la gestion T regroupe les opérations relatives à la classe 5 (sauf les comptes 50) ainsi que les opérations entre organismes de sécurité sociale et les autres régimes de sécurité sociale (compte 45 et ses subdivisions) ;
- et E, pour les œuvres et les établissements.

Compte tenu de la diversité des organismes de sécurité sociale et des dispositions législatives et réglementaires qui imposent de suivre distinctement les opérations de certains fonds, gestions ou sections, le choix des indices de gestion est laissé à l'initiative des organismes nationaux ou des organismes à structure nationale.

Les conditions d'imputation de ces opérations dans les différents fonds, gestions ou sections doivent être précisées dans la documentation décrivant les procédures et l'organisation comptables particulières à chaque organisme.



## **ANNEXE 6**

### **Comptabilisation du recouvrement de cotisations et de contributions pour le compte de tiers par des organismes de sécurité sociale**

Des organismes de sécurité sociale sont parfois amenés à recouvrer des cotisations ou des contributions pour le compte d'autres organismes de sécurité sociale ou pour le compte d'entités publiques.

Il en est ainsi, par exemple, du recouvrement de la contribution sociale de solidarité des sociétés (CSSS) par le RSI pour le compte de l'État et du recouvrement de la contribution additionnelle à la CSSS par le RSI pour le compte de la CNAMTS.

Le tableau présenté ci après décrit les modalités de comptabilisation de ces recouvrements.

Le schéma d'écriture ci après est adapté par les organismes en tant que de besoins.

	<div> <div>461</div> <div>Op. effectuées pour le c/ de tiers</div> <div>4584</div> <div>Op. faites par un OSS pour le c/ d'un autre OSS</div> <div>442</div> <div>Op. faites par un OSS pour le c/ d'une entité publique</div> <div>4675</div> <div>Diverses taxes et contributions</div> <div>51</div> <div>Banques Établissements financiers et assimilés</div> </div>											
	414		416		419		442		4675		51	
	Cotisants		Clients et cotisants douteux		Clients et cotisants créditeurs		Op. faites par un OSS pour le c/ d'une entité publique		Diverses taxes et contributions		Banques Établissements financiers et assimilés	
	<u>D</u>		<u>C</u>	<u>D</u>	<u>C</u>	<u>D</u>	<u>C</u>	<u>D</u>	<u>C</u>	<u>D</u>	<u>C</u>	<u>D</u>
Émission de cotisations (100)	100											
Recouvrement (80, dont 5 de règlement excédentaire)		75			5						80	
Constatation de la créance de l'OSS vis à vis de tiers (75)							75		75			
Constatation des créances douteuses (4)		4		4								
Constatation des annulations d'émission de cotisations (7)		6			1				7			
ANV, remises diverses (2)					2				2			
Reversement (ou répartition) aux tiers bénéficiaires des recouvrements effectués							75					75
TOTAL (1)	100	85	4	3	5	75	75	84	100	80	75	

(1) Total des soldes débiteurs = 21

Total des soldes créditeurs = 21

## ANNEXE 7

### LEXIQUE

**Comptabilité générale** : enregistre toutes les opérations relatives à un exercice comptable.

**Comptabilité développée** : terme spécifique aux opérations comptables détaillées (prestations et cotisations, placements...) enregistrées par les organismes de sécurité sociale : comptabilité générale et comptabilité développée forment un tout indissociable

**Le bilan** : décrit séparément les éléments actifs et passifs de l'organisme. Il retrace la situation patrimoniale de l'organisme. A l'actif figurent les actifs immobilisés (immobilisations corporelles et incorporelles, immobilisations financières) et les actifs circulants (les stocks, les créances et les disponibilités). Le passif décrit les capitaux propres (capital, dotations, réserves, résultats) les provisions pour risques et les dettes (emprunts, dettes envers les fournisseurs, dettes fiscales et sociales, autres dettes).

**Le compte de résultat** : récapitule les charges et les produits de l'exercice (gestion courante et gestion technique : prestations, cotisations...), enregistrés dans l'exercice (y compris les opérations sur exercices antérieurs non comptabilisées dans leur exercice d'origine) sans qu'il soit tenu compte de la date de paiement ou d'encaissement de l'opération. Il traduit l'enrichissement ou l'appauvrissement d'un organisme, imputable aux opérations réalisées au cours de l'exercice qu'il s'agisse d'opérations courantes (résultat courant, opérations de gestion courante et technique) ou d'opérations exceptionnelles (résultats exceptionnels).

**Report à nouveau** : bénéficiaire : résultat excédentaire (ou bénéfice) non affecté en fin d'exercice comptable, déficitaire : traduit le montant du résultat déficitaire (ou perte) d'un exercice.

**Réserves** : résultat excédentaire (ou bénéfice) affecté durablement à l'organisme jusqu'à décision contraire des entités compétentes.

**L'annexe** : comporte tous les éléments nécessaires pour une meilleure compréhension des autres documents de synthèse (bilan et compte de résultat). Les éléments d'informations chiffrés doivent être établis selon les mêmes principes et dans les mêmes conditions que ceux du bilan et du compte de résultat. Ils doivent être vérifiables par rapprochement avec les documents attestant leur exactitude et être comparables d'un exercice à l'autre. En principe, aucune inscription dans l'annexe ne peut se substituer à une inscription normalement prévue par le plan comptable général dans les autres documents de synthèse.

**La balance** : document indiquant les opérations comptabilisées en débit et en crédit au titre d'un exercice ainsi que les soldes débiteurs et créditeurs des comptes. La balance de fin d'exercice permet d'établir le compte de résultat et le bilan.

**Tableau de centralisation des données comptables (TCDC)** : documents comptables annuels produits par les organismes de sécurité sociale retraçant tous les emplois et les ressources de l'exercice courant et du précédent.

**Capacité d'autofinancement** : ressources d'origine interne et permanente de financement dont l'organisme pourra disposer pour financer son activité : elle inclut les amortissements et les provisions de l'exercice et les reprises, elle exclut les résultats sur cessions d'éléments d'actifs et les subventions d'investissements virées au compte de résultat.

**Fonds de roulement fonctionnel** : différence entre les ressources stables et l'actif immobilisé brut.

**Besoin en fonds de roulement d'exploitation** : différence entre les emplois (stocks et créances clients), et les ressources financières (dettes) nécessaires à l'exploitation.

**Le principe de l'encaissement/décaissement** : principe comptable qui ne prend en compte que le dénouement de l'opération en trésorerie indépendamment de la date de naissance de l'opération : encaissement des recettes, paiement des dépenses

**Dépenses** : ce terme caractérise les sorties de trésorerie

**Recettes** : ce terme caractérise les entrées de trésorerie

**Le principe dit des droits constatés** : ce principe permet d'enregistrer les opérations en comptabilité dès la naissance du droit ou de l'obligation (fait générateur) en produits ou en charges de l'exercice, indépendamment de la date du paiement (de la prestation ou de la facture) ou de l'encaissement (de la cotisation ou de toute autre recette).

**Le fait générateur** : événement qui crée le droit ou l'obligation : exécution d'une prestation, paiement d'un salaire, perception d'un revenu, constatation d'une créance, d'une dette...

**Charges** : caractérise les opérations par nature afférentes à un exercice comptable qui concernent l'exploitation habituelle de l'organisme : charges d'exploitation, charges financières, charges exceptionnelles

**Produits** : caractérise les opérations par nature afférentes à un exercice comptable qui concernent l'exploitation habituelle de l'organisme : produits d'exploitation, produits financiers, produits exceptionnels

**Inventaire** : période qui, à la fin d'un exercice comptable (fin décembre, début janvier), permet de rattacher à cet exercice comptable les événements nés au cours de cet exercice.

**Produits à recevoir** : produits qui se rattachent à un exercice mais dont les justificatifs n'ont pas été produits au cours de cet exercice (ex : cotisations du mois de décembre mais dont le Bordereau récapitulatif des cotisations sera reçu le 5 janvier).

**Charges à payer** : charges qui se rattachent à un exercice mais dont l'incertitude porte sur le montant (en l'absence de pièce le justifiant) ou sur l'échéance. En revanche, l'incertitude ne saurait, à la différence des provisions pour risques et charges, viser les prestations elles-mêmes. Une charge à payer doit toujours avoir une vocation à devenir irrévocable.

**Produits constatés d'avance** : produit comptabilisé au cours d'un exercice mais qui concerne soit partiellement soit totalement un ou plusieurs exercices.

**Charges constatées d'avances** : charges comptabilisée au cours d'un exercice qui concerne un ou plusieurs exercices.

**Charges à répartir sur plusieurs exercices** : charges comptabilisées et payées sur un exercice ayant un impact sur plusieurs exercices.



**Provisions pour risques et charges** : constituées dès lors que des événements survenus ou en cours, nettement précisés quant à leur objet, mais dont la réalisation est incertaine, sont susceptibles de se produire et que le montant des risques et charges ne peut être évalué avec exactitude. Le recours aux provisions pour risques et charges permet aux organismes d'intégrer dans le résultat de l'exercice des prestations dues au titre de cet exercice et qui seront, selon toute probabilité, à rembourser ou à payer aux assurés mais dont le montant ne peut être évalué avec exactitude en l'absence des pièces justificatives ou d'éléments d'information suffisants.

**Provisions pour dépréciation** : constituées par les organismes dès lors que le recouvrement d'une créance s'avère incertain quelle que soit la nature de cette créance.



## ANNEXE 8

### TABLE DES SIGLES ET DES ABRÉVIATIONS

*Figurent en italiques les acronymes d'organismes ou établissement n'existant plus*

#### A

AAH	Allocation aux adultes handicapés
AAS	Aide à la scolarité
ACA	Allocation chômeur âgé
AC-AFN	Ancien combattant de l'Afrique du Nord
ACOSS	Agence centrale des organismes de sécurité sociale
ACCRE	Aide au chômeur créateur ou repreneur d'entreprise
ACT	Appartements de coordination thérapeutique
ACTP	Aide compensatrice d'une tierce personne
ACS	Aide à la complémentaire santé
ADECRI	Agence pour le développement et la coordination des relations internationales
ADI	Allocation différentielle
ADR	Allocation de remplacement
AES	Allocation d'éducation spéciale
AFEAMA	Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée
AFS	Agence française du sang
AFSSAPS	Fonds de promotion de l'information médicale
AGED	Allocation de garde d'enfant à domicile
AGESSA	Association pour la gestion de la sécurité sociale des auteurs
AGIRC	Association générale des institutions de retraite des cadres
AICPA	American institute of certifical public accountants
AISS	Association internationale de sécurité sociale
AJPP	Allocation journalière de présence parentale
ALD	Affection longue durée
ALF	Allocation de logement à caractère familial
ALS	Allocation de logement à caractère social
ALINE	Allocation pour l'installation étudiante
ALT	Aide aux organismes qui hébergent de façon temporaire des personnes et des familles défavorisées
AME	Aide médicale d'État
AMEXA	Assurance maladie des exploitants agricoles
AMF	Allocation mère de famille
AMM	Autorisation de mise sur le marché
ANAES	Agence nationale d'accréditation et d'évaluation en santé
ANSP	Agence nationale des services à la personne
ANV	Admission en non-valeur
APE	Allocation parentale d'éducation
APEC	Association pour l'emploi des cadres
API	Allocation de parent isolé
APJE	Allocation pour jeune enfant
APL	Aide personnalisée au logement
APP	Allocation de présence parentale
APR	Allocation de préparation à la retraite
APRE	Allocation personnalisée de retour à l'emploi
ARA	Allocation de retour à l'activité
ARCMSA	Agence régionale des caisses de mutualité sociale agricole
ARPE	Allocation de remplacement pour l'emploi
ARRCO	Association des régimes de retraite complémentaire
ARS	Allocation de rentrée scolaire
ARS	Agence régional de santé
ASA	Allocation spécifique d'attente
ASF	Allocation de soutien familial

ASFOSAR	Association pour la formation professionnelle continue du personnel des organismes chargés d'apporter la sécurité, la protection sociale et économique aux agriculteurs et aux ruraux
ASP	Agence de service et de paiements
ASS	Allocation spéciale de solidarité
ASSEDIC	Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce
ASV	Allocation spéciale vieillesse (professions libérales)
AT	Accident du travail
ATIACL	Allocation temporaire d'invalidité des agents des collectivités locales
AT-MP	Accidents du travail – Maladies professionnelles
AV	Assurance volontaire des cotisants
AVPF	Assurance vieillesse des parents au foyer
AVR	Allocation viagère aux rapatriés
AVRA	Allocation viagère aux rapatriés âgés
AVTNS	Allocation aux vieux travailleurs non salariés
AVTS	Allocation aux vieux travailleurs salariés

## B

BDF	Banque de France
BE	Bonification pour enfant
BISF	Bons des institutions et sociétés financières
BMAF	Base mensuelle de l'allocation familiale
BMTN	Bons à moyen terme négociables

## C

CADES	Caisse d'amortissement de la dette sociale
CAE	Conseil d'analyse économique
CAE	Contrat d'accompagnement dans l'emploi
CAF	Caisse d'allocations familiales
CAMIEG	Caisse d'assurance maladie des industries électriques et gazières
CAMR	Caisse autonome mutuelle de retraite des agents des chemins de fer secondaires
CANAM	<i>Caisse nationale d'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles</i>
CANCAVA	<i>Caisse autonome nationale de compensation de l'assurance vieillesse artisanale</i>
CANSSM	Caisse autonome nationale de sécurité sociale dans les mines
CAPI	Contrat d'amélioration des pratiques individuelles
CARSAT	Caisse d'assurance retraite et de la santé au travail
CARCEPT	Caisse autonome de retraites complémentaires et de prévoyance du transport
CAREL	Caisse de retraite des élus locaux
CARMF	Caisse autonome de retraite des médecins français
CARMI	Caisse régionale de sécurité sociale dans les mines
CAVIMAC	Caisse d'assurance vieillesse, invalidité et maladie des cultes
CBP	Contrat bonne pratique
CCAM	Classification commune des actes médicaux
CCAS	Caisse de coordination aux assurances sociales
CCAS	Centre communal d'action sociale
CCIP	Chambre de commerce et d'industrie de Paris
CCMSA	Caisse centrale de mutualité sociale agricole
CCSS	Commission des comptes de la sécurité sociale
CDC	Caisse des dépôts et consignations
CDD	Contrat à durée déterminée
CDI	Contrat à durée indéterminée
CEAM	Carte européenne d'assurance maladie
CEC	Contrat emploi consolidé
CELAV	Commission d'étude de la législation vieillesse
CEPS	Comité économique des produits de santé
CERC	Centre d'études des revenus et des coûts
CES	Conseil économique et social
CES	Contrat emploi-solidarité
CESU	Chèque emploi service universel

CERTI	Centre régional de traitement informatique
CFE	Caisse des Français de l'Étranger
CGI	Code général des impôts
CGSS	Caisse générale de sécurité sociale des DOM
CHSCT	Comité d'hygiène et de sécurité et des conditions de travail
CIAS	Centre intercommunal d'action sociale
CIE	Contrat initiative emploi
CLEISS	Centre des liaisons européennes et internationales de sécurité sociale
CMAF	Caisse maritime des allocations familiales
CMCC	Cadre d'opérations de mobilisation de créances commerciales
CMSA	Caisse de mutualité sociale agricole
CMU	Couverture maladie universelle
CMUC	Couverture maladie universelle complémentaire
CNAF	Caisse nationale des allocations familiales
CNAMTS	Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés
CNASEA	Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles
CNAV	Caisse nationale d'assurance vieillesse
CNAVPL	Caisse nationale d'assurance vieillesse des professions libérales
CNAVTS	Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés
CNBF	Caisse nationale des barreaux français
CNC	Conseil national de comptabilité
CNIEG	Caisse nationale des industries électriques et gazières
CNIL	Commission nationale informatique et liberté
CNITAAT	Cour national de l'incapacité et de la tarification de l'assurance des accidents du travail
CNMSS	Caisse nationale militaire de sécurité sociale
CNRACL	Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales
CNREBTP	Caisse nationale de retraite des entrepreneurs du bâtiment et des travaux publics
CNSA	Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie
COLCA	Complément de libre choix d'activité
CODEC	Comité départemental d'examen des comptes des organismes de Sécurité sociale
COG	Convention d'objectifs et de gestion
COR	Conseil d'orientation des retraites
COREC	<i>Comités régionaux d'examen des comptes des organismes de sécurité sociale</i>
COREVA	Complément de retraite volontaire agricole
CP	Caisse de prévoyance
CPA	Cessation progressive d'activité
CPAM	Caisse primaire d'assurance maladie
CPCM (R)	Code des pensions civiles et militaires (de retraite)
CPRSNCF	Caisse de prévoyance et de retraite de la société nationale des chemins de fer français
CPS	Caisse de prévoyance sociale (Saint Pierre et Miquelon)
CR	Code rural
CRA	Code Rural Ancien
CRAM	Caisse régionale d'assurance maladie
CRAV	Caisse régionale d'assurance vieillesse
CRAVTS	Caisse régionale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés
CRC	Comité de la réglementation comptable
CRDS	Contribution au remboursement de la dette sociale
CROSS	Comité régional de l'organisation sanitaire et sociale
CRPCEN	Caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires
CRPRATP	Caisse de retraite et de prévoyance de la régie autonome des transports parisiens
CSG	Contribution sociale généralisée
CSP	Contrat de santé publique
CSS	Code de la sécurité sociale
CSSS (C3S)	Contribution sociale de solidarité des sociétés
CSST	Centre de soins spécialisés aux toxicomanes
CSSTM	Centre de sécurité sociale des travailleurs migrants
CT	Code du travail
CTI	Centre de traitement informatique
CUI	Contrat unique d'insertion

**D**

DAC	Dotation annuelle complémentaire
DADS	Déclaration annuelle de données sociales
DADS-NET	Déclaration annuelle de données sociales en ligne
DAF	Dotation annuelle financement
DAP	Dotation aux amortissements et provisions
DARES	Direction de l'animation de la recherche et des statistiques
DDASS	Direction départementale des affaires sanitaires et sociales
DDOEF	Diverses dispositions d'ordre économique et financière
DG	Dotation globale
DGH	Dotation globale hospitalière
DGFIP	Direction générale des finances publiques
DMP	Dossier médical personnel
DOM	Départements d'outre mer
DRASS	Direction régionale des affaires sanitaires et sociales
DUCS	Déclaration unifiée des cotisations sociales

**E**

EDF	Electricité de France
EFG	Établissement français des greffes
EFS	Etablissement français du sang
EHPA	Etablissement d'hébergement pour personnes âgées
EHPAD	Etablissement d'hébergement pour personnes âgées et dépendantes
ENIM	Établissement national des invalides de la marine
ENSP	École nationale de la santé publique
ENSSS	École Nationale supérieure de sécurité sociale
EPN	Établissement public national
EPRUS	Etablissement de préparation et de réponse aux urgences sanitaires
ETPT	Equivalent temps plein travaillé

**F**

FAC	Fonds d'action conventionnelle
FAF	Fonds d'aide à la formation
FAF-MEL	Fonds d'assurance formation des médecins libéraux
FAF-PM	Fonds d'assurance formation de la profession médicale
FAF-PL	Fonds d'assurance formation des professions libérales
FAM	Foyers d'accueil médicalisés
FAMEXA	Fonds d'assurance maladie des exploitants agricoles
FAPO	Forfaits annuels prélèvement d'organes
FAQSV	<i>Fonds d'aide à la qualité des soins de ville</i>
FASMO	Fonds d'accompagnement social pour la modernisation des établissements de santé
FASTIF	Fonds d'action sociale des travailleurs immigrés et de leur famille
FAU	Fonds annuel d'urgence
FCAT	Fonds de compensation des accidents du travail
FCAATA	Fonds de cessation anticipée d'activités des travailleurs de l'amiante
FCATA	Fonds commun des accidents du travail agricole
FCP	Fonds commun de placement
FCS	Fonds de cohésion sociale
FEH	Fonds pour l'emploi hospitalier
FIDSAPÉ	Fonds d'investissement pour le développement des structures d'accueil de la petite enfance
FIQCS	Fonds d'intervention pour la qualité et la coordination des soins
FISAC	Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce
FIVA	Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante
FMCP	Fonds pour la modernisation des cliniques privées
FMESPP	Fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés
FNAL	Fonds national d'aide au logement
FNAS	Fonds national d'action sociale

FNASS	Fonds national d'action sanitaire et sociale
FNE	Fonds national pour l'emploi
FNEMSA	Fédération nationale des employeurs de la mutualité sociale agricole
FNGA	Fonds national de gestion administrative
FNH	Fonds national de l'habitat
FNPEIS	Fonds national de prévention, d'éducation et d'information sanitaires de la branche maladie
FNPF	Fonds national des prestations familiales
FNS	Fonds national de solidarité
FNSV	Fonds de solidarité vieillesse
FCMU	Fonds de financement de la protection complémentaire de la couverture universelle du risque maladie
FAPA	Fonds de financement de l'allocation personnalisée d'autonomie
FFIPSA	<i>Fonds de financement des prestations sociales des non salariés agricoles</i>
FOREC	<i>Fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale</i>
FORMMEL	<i>Fonds de réorientation et de modernisation de la médecine libérale</i>
FRR	Fonds de réserves pour les retraites
FSE	Feuille de soins électronique
FSI	Fonds spécial d'invalidité
FSL	Fonds de solidarité logement
FSPOEIE	Fonds spécial des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'État
FSV	Fonds de solidarité vieillesse

## G

GA	Gestion administrative
GAMEX	Groupement des assureurs maladie des exploitants agricoles
GHS	Groupe homogène de séjour
GIE	Groupement d'intérêt économique
GIG	Groupement d'intérêt général
GIP	Groupement d'intérêt public
GIP-CPS	Groupement d'intérêt public - Carte de professionnel de santé
GIP-DMP	Groupement d'intérêt public - Dossier médical personnel
GIP-MDS	Groupement d'intérêt public - Modernisation des déclarations sociales
GIP-SPSI	Groupement d'intérêt public - Santé et protection sociale internationale
GPEC	Gestion prévisionnelle des emplois et des compétences
GUSO	Guichet unique du spectacle occasionnel

## H

HAD	Hospitalisation à domicile
HAS	Haute autorité de santé
HCAAM	Haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie
HCICOSS	Haut conseil interministériel de la comptabilité des organismes de sécurité sociale
HCRB	Hôtel, café, restaurant, bar
HCSP	Haut comité de la santé publique

## I

IC	Indemnités en capital
IEG	Industrie électrique et gazière
IFRS	International financial reporting standards
IJ	Indemnités journalières
IME	Institut médico-éducatif
INTS	Institut national de transfusion sanguine
INPES	Institut national de prévention et d'éducation pour la santé
INVS	Institut de veille sanitaire
IRCANTEC	Institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'État et des collectivités publiques
IRCEM	Institution de retraite complémentaire des employés de maison
IRMN	Image à résonance magnétique nucléaire
ISU	Interlocuteur social unique

ITAF	Impôts et taxes affectées
ITEP	Institut éducatif, thérapeutique et pédagogique
IVG	Interruption volontaire de grossesse
<b>J</b>	
JO	Journal officiel
<b>L</b>	
LFSS	Loi de financement de la sécurité sociale
LO	Loi organique
LPP	Liste des produits et prestations
<b>M</b>	
MAS	Mutuelle assurance santé
MCC	Majoration pour conjoint à charge
MCO	Médecine chirurgie obstétrique
MCOO	Médecine chirurgie obstétrique et odontologie
MCP	Mission comptable permanente
MDA	Majorations de durée d'assurance
MDPH	Maisons départementales personnes handicapées
MICA	Mécanisme d'incitation à la cessation d'activité des médecins
MIGAC	Missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation
MP	Maladie professionnelle
MSA	Mutualité sociale agricole
MST	Maladie sexuellement transmissible
MTP	Majoration pour aide constante d'une tierce personne
<b>N</b>	
NGAP	Nomenclature générale des actes professionnels
NIR	Numéro d'identification au répertoire national
<b>O</b>	
OC	Organisme conventionné
ODMCO	Objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie
OMA	Organisme de mutualisation agréé
ONDAM	Objectif national de dépenses d'assurance maladie
ONIAM	Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales
OPCVM	Organisme de placement collectif en valeur mobilière
OQN	Objectif quantifié national
ORGANIC	<i>Organisation autonome nationale de l'industrie et du commerce</i>
OSS	Organisme de sécurité sociale
<b>P</b>	
PA	Périodes assimilées
PACTE	Parcours d'accès aux carrières de la fonction publique territoriale, hospitalière et de l'État
PAJE	Prestation d'accueil du jeune enfant
PAM	Praticiens et auxiliaires médicaux
PARS	Prestations accueil restauration scolaire (DOM)
PCG	Plan comptable général
PCH	Prestations compensatoires handicapés
PCIP	Plan crèche pluriannuel d'investissement
PCUOSS	Plan comptable unique des organismes de sécurité sociale
PEE	Plan d'épargne d'entreprise
PEPS-FIFO	Premier entré premier sorti – first in first out
PERCO	Plan d'épargne pour la retraite collectif
PIB	Produit intérieur brut
PLACAIR	Plan comptable annoté inter-régimes



PLF	Projet de loi de finance
PLFSS	Projet de loi de financement pour la sécurité sociale
PMSI	Programme de médicalisation des systèmes d'information
PR	Pension de réversion
PRE	Périodes reconnues équivalentes
PSD	Prestation spécifique dépendance

## R

RAM	Revenu annuel moyen
RAFP	Retraite additionnelle de la fonction publique
RAP	Reprise sur amortissement et provisions
RATP	Régie autonome des transports parisiens
RBS-	Réduction bas salaire
RDS	Remboursement de la dette sociale
REIF	Représentation des institutions françaises de sécurité sociale
RG	Régime général
RISP	Régime d'indemnisation des sapeurs-pompiers volontaires
RMA	Revenu minimum d'activité
RMI	Revenu minimum d'insertion
RMO	Références médicales opposables
ROR	Rougeole-oreillons-rubéole
RSA	Revenu de solidarité active
RSI	Régime social des indépendants
RSS	Réseau santé social
RSTA	Revenu de solidarité temporaire active
RTT	Réduction du temps de travail

## S

SAM	Salaire annuel moyen
SAMSAH	Services d'accompagnement médico-social pour adultes handicapés
SARL	Société à responsabilité limitée
SASPA	Service de l'allocation de solidarité aux personnes âgées
SGG	Secrétariat général du Gouvernement
SICAV	Société d'investissement à capital variable
SMIC	Salaire minimum interprofessionnel de croissance
SMIG	Salaire minimum interprofessionnel garanti
SMR	Service médical rendu
SNCF	Société nationale des chemins de fer français
SNIR	Système national d'information inter régimes
SNV2	Système national de production - version 2
SPM	Saint pierre et Miquelon
SRITEPSA	Service régional de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociales agricole
SSIAD	Service de soins infirmiers à domicile
SSM	Société de secours minière

## T

T2A	Tarifification à l'activité
TACA	Taxe d'aide au commerce et à l'artisanat
TASS	Tribunal des affaires de sécurité sociale
TCA	Taxe sur le chiffre d'affaires
TCI	Tribunal du contentieux de l'incapacité
TCN	Titres de créances négociables
TEE	Titre emploi entreprise
TFR	Tarif forfaitaire de responsabilité
TIAP	Titres immobilisés de l'activité de portefeuille
TTC	Toutes taxes comprises
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée

## U

UCANSS	Union des caisses nationales de sécurité sociale
UE	Union européenne
UEROS	Unités d'évaluation, de réentrainement et d'orientation sociale et socio-professionnelle
UGEAM	Union pour la gestion des établissements de caisse d'assurance maladie
UNAF	Union nationale des associations familiales
UNCAM	Union nationale des caisses d'assurance maladie
UNEDIC	Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce
UNIRS	Union nationale des institutions de retraite des salariés
UNRS	Union nationale des régimes spéciaux
UR	Union de recouvrement
URCAM	Union régionale des caisses d'assurance maladie
URSSAF	Union pour le recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales
URSSM	Union régionale de sociétés de secours minières
USLD	Unité de soins de longue durée

## **V**

VLU	Versement en lieu unique
-----	--------------------------

## **Z**

ZFU	Zone franche urbaine
ZRU	Zone de redynamisation urbaine
ZRR	Zone de revitalisation rurale
ZUP	Zone à urbaniser en priorité

## ANNEXE 9

### Règlement n°2002-10 du 12 décembre 2002 du Comité de la réglementation comptable

#### Relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs

Le Comité de la réglementation comptable,

Vu la loi n°98-261 du 6 avril 1998 portant réforme de la réglementation comptable et adaptation du régime de la publicité foncière ;

Vu le règlement n°99-03 du 29 avril 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif à la réécriture du plan comptable général modifié par les règlements n°99-08 et n°99-09 du 24 novembre 1999 et n°00-06 du 7 décembre 2000 ;

Vu les articles 311-1, 321-5, 321-6, 322-1, 322-2, 322-3, 331-8, 331-9, 432-1, 442/29, 531-2/3, 532-2, 410-6 du règlement n° 99-03 du 29 avril 1999 du Comité de la réglementation comptable ;

Vu les avis n°2002-07 du 27 juin 2002 et n°2002-12 du 22 octobre 2002 du Conseil national de la comptabilité relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs,

**Décide :**

#### Article 1

Titre III - Règles de comptabilisation et d'évaluation

Chapitre I - Comptabilisation des actifs, des passifs, des produits et des charges

Section 1 - Comptabilisation des actifs

A l'article 311-1, les termes " provisions pour dépréciation " sont remplacés par " dépréciations ".

#### Article 2.1

Titre III

Chapitre II - Évaluation des actifs et des passifs

Section 1 - Évaluation des actifs à la date d'entrée

L'article 321-5 est supprimé et remplacé par l'article 322-1-9.

#### Article 2.2

L'article 321-6 devient l'article 321-5

#### Article 3.1

Titre III

Chapitre II

Section 2 - Évaluation des actifs postérieurement à leur date d'entrée

**Il est créé une sous-section 1 ainsi intitulée " Définitions "**

#### Article 3.2

L'article 322-1 est modifié comme suit :

" Art.322-1

1. un actif amortissable est un actif dont l'utilisation par l'entité est déterminable.

2. l'utilisation pour une entité se mesure par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif. Elle peut être déterminable en termes d'unités de temps ou d'autres unités d'œuvre lorsque ces dernières reflètent plus correctement le rythme de consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

L'utilisation d'un actif est déterminable lorsque l'usage attendu de l'actif par l'entité est limité dans le temps. Cet usage est limité dès lors que l'un des critères suivants, soit à l'origine, soit en cours d'utilisation, est applicable : physique, technique, juridique. Ces critères ne sont pas exhaustifs.

Si plusieurs critères s'appliquent, il convient de retenir l'utilisation la plus courte résultant de l'application de ces critères.

3. Le montant amortissable d'un actif est sa valeur brute sous déduction de sa valeur résiduelle.

L'amortissement d'un actif est la répartition systématique de son montant amortissable en fonction de son utilisation.

Le plan d'amortissement est la traduction de la répartition de la valeur amortissable d'un actif selon le rythme de consommation des avantages économiques attendus en fonction de son utilisation probable.

Le mode d'amortissement est la traduction du rythme de consommation des avantages économiques attendus de l'actif par l'entité.

4. La dépréciation d'un actif est la constatation que sa valeur actuelle est devenue inférieure à sa valeur nette comptable.

5. La valeur brute d'un actif est sa valeur d'entrée dans le patrimoine ou sa valeur de réévaluation, sous réserve des dispositions de l'article 332-4 relatives aux titres évalués par l'article 332-4 équivalence et de celles de l'article 350-1 relatives à la réévaluation.

6. La valeur résiduelle est le montant, net des coûts de sortie attendus, qu'une entité obtiendrait de la cession de l'actif sur le marché à la fin de son utilisation.

La valeur résiduelle d'un actif n'est prise en compte pour la détermination du montant amortissable que lorsqu'elle est à la fois significative et mesurable.

7. La valeur nette comptable d'un actif correspond à sa valeur brute diminuée des amortissements cumulés et des dépréciations.

8. La valeur actuelle est la valeur la plus élevée de la valeur vénale ou de la valeur d'usage sous réserve des dispositions de l'article 332-3 relatif aux titres de participation et de celles de l'article 332-4 relatives aux titres évalués par équivalence.

9. La comparaison entre la valeur actuelle et la valeur nette comptable est effectuée élément par élément.

10. La valeur vénale est le montant qui pourrait être obtenu, à la date de clôture, de la vente d'un actif lors d'une transaction conclue à des conditions normales de marché, net des coûts de sortie.

Les coûts de sortie sont les coûts directement attribuables à la sortie d'un actif, à l'exclusion des charges financières et de la charge d'impôt sur le résultat.

11. La valeur d'usage d'un actif est la valeur des avantages économiques futurs attendus de son utilisation et de sa sortie. Elle est calculée à partir des estimations des avantages économiques futurs attendus. Dans la généralité des cas, elle est déterminée en fonction des flux nets de trésorerie attendus. Si ces derniers ne sont pas pertinents pour l'entité, d'autres critères devront être retenus pour évaluer les avantages futurs attendus ".

#### **Article 4.1**

**Il est créé une sous-section 2 ainsi intitulée " Règles générales applicables ".**

#### **Article 4.2**

L'article 322-2 est modifié comme suit :

" Art.322-2

1. La plus-value constatée entre la valeur actuelle d'un bien et sa valeur d'entrée n'est pas comptabilisée, sous réserve des dispositions des articles 372-1 à 372-3 relatifs aux variations de valeur des contrats financiers à terme et des options de taux d'intérêt sur les marchés organisés.

2. Par exception, des textes particuliers prescrivent ou autorisent la comptabilisation d'amortissements dérogatoires ou de provisions réglementées ne correspondant pas à l'objet normal d'un amortissement ou d'une dépréciation ".

#### **Article 5.1**

Il est créé une sous-section 3 ainsi intitulée : " Conditions de comptabilisation et modalités d'évaluation des amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles "

#### **Article 5.2**

L'article 322-3 est modifié comme suit :

" Art.322-3

Lorsque des éléments constitutifs d'un actif sont exploités de façon indissociable, un plan d'amortissement unique est retenu pour l'ensemble de ces éléments.

Cependant, si dès l'origine, un ou plusieurs de ces éléments ont chacun des utilisations différentes, chaque élément est comptabilisé séparément et un plan d'amortissement propre à chacun de ces éléments est retenu.

- Les éléments principaux d'immobilisations corporelles devant faire l'objet de remplacement à intervalles réguliers, ayant des utilisations différentes ou procurant des avantages économiques à l'entreprise selon un rythme différent et nécessitant l'utilisation de taux ou de modes d'amortissement propres, doivent être comptabilisés séparément dès l'origine et lors des remplacements.
- Les dépenses d'entretien faisant l'objet de programmes pluriannuels de grosses réparations ou de grandes révisions en application de lois, règlements ou de pratiques constantes de l'entreprise, doivent être comptabilisées dès l'origine comme un composant distinct de l'immobilisation, si aucune provision pour grosses réparations ou grandes révisions n'a été constatée. Sont visées, les dépenses d'entretien ayant pour seul objet de vérifier le bon état de fonctionnement des installations et d'y apporter un entretien sans prolonger leur durée de vie au delà celle prévue initialement, sous réserve de répondre aux conditions de comptabilisation suivantes :
  - Il est probable que les avantages économiques futurs associés à l'actif iront à l'entreprise ;
  - Le coût pour l'entreprise des grosses réparations ou des grandes révisions peut être évalué de façon fiable.

La méthode de comptabilisation par composants des grosses réparations ou de grandes révisions, exclut la constatation de provisions pour grosses réparations ou de grandes révisions.

### **Article 5.3**

Il est créé un article 322-4 ainsi rédigé :

" Art.322-4

1. A la clôture de l'exercice, une dotation aux amortissements est comptabilisée conformément au plan d'amortissement pour chaque actif amortissable même en cas d'absence ou d'insuffisance de bénéfice.
2. L'amortissement d'un actif commence à la date de début de consommation des avantages économiques qui lui sont attachés. Cette date correspond généralement à la mise en service de l'actif.
3. L'amortissement est déterminé par le plan d'amortissement propre à chaque actif amortissable tel qu'il est arrêté par la direction de l'entité.
4. Lorsque l'utilisation, estimée lors de l'acquisition de l'actif comme indéterminable, devient déterminable au regard d'un des critères cités à l'article 322-1.2, l'actif est amorti sur l'utilisation résiduelle.
5. Le mode d'amortissement doit permettre de traduire au mieux le rythme de consommation des avantages économiques attendus de l'actif par l'entité. Il est appliqué de manière constante pour tous les actifs de même nature ayant des conditions d'utilisation identiques.

Le mode linéaire est appliqué à défaut de mode mieux adapté.

6. Le plan d'amortissement est défini à la date d'entrée du bien à l'actif. Toutefois, toute modification significative de l'utilisation prévue, par exemple durée ou rythme de consommation des avantages économiques attendus de l'actif, entraîne la révision prospective de son plan d'amortissement. De même, en cas de dotation ou de reprise de dépréciations résultant de la comparaison entre la valeur actuelle d'un actif immobilisé et sa valeur nette comptable, il convient de modifier de manière prospective la base amortissable ".

### **Article 6.1**

Il est créé une sous-section 4 ainsi intitulée : " Conditions de comptabilisation et modalités d'évaluation des dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles "

### **Article 6.2**

Il est créé un article 322-5 ainsi rédigé :

" Art.322-5

1. L'entité doit apprécier à chaque clôture des comptes et à chaque situation intermédiaire, s'il existe un indice quelconque montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur.  
Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué : la valeur nette comptable de l'actif immobilisé est comparée à sa valeur actuelle.
2. Pour apprécier s'il existe un quelconque indice qu'un actif ait pu perdre de la valeur, une entreprise doit au minimum considérer les indices suivants :
  - Externes : valeur de marché, changements importants, taux d'intérêt ou de rendement ;
  - Internes : obsolescence ou dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions.

3. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière, si l'actif continue à être utilisé, est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

Toutefois, lorsque la valeur actuelle n'est pas jugée notablement, c'est à dire de manière significative, inférieure à la valeur nette comptable, cette dernière est maintenue au bilan.

La comptabilisation d'une dépréciation modifie de manière prospective la base amortissable de l'actif déprécié.

4. Les règles relatives à l'évaluation des dépréciations lors de leur première constatation s'appliquent à leur évaluation postérieure ".

#### **Article 7.1**

Il est créé une sous-section 5 ainsi intitulée " Modalités d'évaluation applicables aux actifs autres que les immobilisations incorporelles et corporelles ".

#### **Article 7.2**

Il est créé un article 322-6 ainsi rédigé :

" Art.322-6

A la clôture, la valeur nette comptable des éléments d'actif, autres que les immobilisations corporelles et incorporelles, est comparée à leur valeur actuelle à la même date, sous réserve des dispositions de l'article 333-4 relatives aux stocks et productions en cours faisant l'objet d'un contrat de vente ferme.

Dans les cas exceptionnels où il n'est pas possible de déterminer le coût d'acquisition ou le coût de production des stocks et productions en cours à la date de clôture, l'évaluation s'effectue conformément à l'article 333-5.

L'amoidrissement de la valeur d'un élément d'actif, autre qu'une immobilisation corporelle ou incorporelle, résultant de causes dont les effets ne sont pas jugés irréversibles, est constaté par une dépréciation, sous réserve des dispositions de l'article 332-7 relatif aux titres immobilisés, cotés, autres que les titres de participation et les titres immobilisés de l'activité de portefeuille, de l'article 342-5 relatif aux dettes et créances en monnaies étrangères, de l'article 342-6 relatif à d'autres opérations en monnaies étrangères, de l'article 371-1 relatif aux titres vendus à réméré, de l'article 372-2 et de l'article 372-3 relatifs aux variations de valeur des options de taux d'intérêt constatées sur les marchés organisés ou lors de transactions de gré à gré.

Lorsque les effets sont irréversibles, la dépréciation est constatée comme une perte ".

#### **Article 7.3**

Il est créé un article 322-7 ainsi rédigé :

" Art.322-7

Pour l'application des articles 322-1 et 322-5, la valeur brute des biens fongibles est déterminée soit à leur coût moyen pondéré d'acquisition ou de production, soit en considérant que le premier bien sorti est le premier bien entré ".

#### **Article 8.1**

Chapitre III - Modalités particulières d'évaluation et de comptabilisation

Section I - Immobilisations incorporelles et corporelles

Sous section 2 - A une date postérieure

L'article 331-8, dont les dispositions ont été reprises après modification aux articles 322-2 et 322-3, est ainsi rédigé :

" Art.331-8

Les définitions, conditions de comptabilisation et modalités d'évaluation des amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles sont précisées aux articles 322-1 à 322-4 ".

#### **Article 8.2**

L'article 331-9, dont les dispositions ont été reprises après modification aux articles 322-3 et 322-4, est supprimé.

#### **Article 9**

Titre IV - Tenue, structure et fonctionnement des comptes

Chapitre III - Plan de comptes

Section 2 - Plan de comptes général

A l'article 431-1 : cadre comptable, classe 2, numéro 29, les termes " provisions pour dépréciations " sont remplacés par " dépréciations ".

## **Article 10**

A l'article 432-1 : liste des comptes, les termes " provisions pour dépréciation " sont remplacés par " dépréciations " pour les comptes suivants :

- classe 2 ; n° 29, 290, 291, 292 et 293
- classe 6 ; n° 6816 et 6876
- classe 7 ; n° 7816 et 7876.

## **Article 11**

Chapitre IV - Fonctionnement des comptes

Section 2 - (classe 2)

Au compte 442/29, les termes " provisions pour dépréciation " sont remplacés par " dépréciations ".

## **Article 12**

Titre V - Documents de synthèse

Chapitre III - Modèles de documents annuels - Annexe

Section 1 - Contenu de l'annexe

L'article 531-2/3 est modifié comme suit :

" L'annexe doit comporter les informations suivantes, dès lors qu'elles sont significatives :

### **1. Amortissements**

Pour chaque catégorie d'immobilisations, une information est fournie sur :

- l'utilisation ou les taux d'amortissement utilisés ;
- les modes d'amortissement utilisés ;
- le(s) poste(s) du compte de résultat dans le(s)quel(s) est incluse la dotation aux amortissements.
- la nature et l'incidence d'un changement d'estimation comptable ayant un impact significatif sur l'exercice ou dont on peut s'attendre à ce qu'il ait un impact significatif sur les exercices ultérieurs.
- En cas de comptabilisation séparée des différents éléments d'un actif du fait d'utilisations différentes, indication de la valeur brute, de l'utilisation ou du taux d'amortissement et du mode d'amortissement utilisé pour chacun des éléments.

### **2. Dépréciations**

Pour les dépréciations comptabilisées ou reprises au cours de l'exercice pour des montants individuellement significatifs, une information est fournie sur :

- le montant de la dépréciation comptabilisée ou reprise ;
- la valeur actuelle retenue : valeur vénale ou valeur d'usage ; si la valeur vénale est retenue, la base utilisée pour déterminer ce prix (par référence à un marché actif ou de toute autre façon) ; si la valeur d'usage est retenue, les modalités de détermination de celle-ci,
- le(s) poste(s) du compte de résultat dans le(s)quel(s) est incluse la dotation ;
- les événements et circonstances qui ont conduit à comptabiliser ou à reprendre la dépréciation.

### **3. Rapprochement entre les valeurs comptables à l'ouverture et à la clôture de l'exercice**

Un rapprochement entre les valeurs comptables à l'ouverture et à la clôture de l'exercice, doit faire apparaître :

- les amortissements comptabilisés au cours de l'exercice ;
- les dépréciations comptabilisées au cours de l'exercice ;
- les dépréciations reprises au cours de l'exercice ;

En outre, pour chaque catégorie d'actifs, corporels et incorporels, une information est fournie sur la valeur brute comptable et le cumul des amortissements (regroupé avec le cumul des dépréciations) à l'ouverture et à la clôture de l'exercice ".

## **Article 13.1**

Section II - Informations de l'annexe présentées sous forme de tableau

Sous section 1 - Système de base

Article 532-2. Tableau des amortissements

L'intitulé de l'article 532-2 est modifié comme suit " Tableau des amortissements et des dépréciations ".

Il est créé un article 532-2.1. Tableau des amortissements.

### Article 13.2

Il est créé un article 532-2.2 inséré après l'article 532-2.1. Tableau des dépréciations.

"Art.532-2.2 Tableau des dépréciations

	<i>Situations et mouvements (b)</i>			
RUBRIQUES (a)	A	B	C	D
	Dépréciations au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice (c)
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Total				

(a) A développer si nécessaire.

(b) Les entités subdivisent les colonnes pour autant que de besoin.

(c) Le montant des dépréciations à la fin de l'exercice est égal à la somme algébrique des colonnes précédentes ( $A + B - C = D$ ) ".

### Article 14.

#### Titre IV

#### Chapitre I – Organisation de la comptabilité

A l'article 410-6, les termes "sont cotés et paraphés" sont remplacés par "peuvent être cotés et paraphés".

### Article 15. Date et conséquences de la première application. Mesures transitoires

#### Article 15.1 Date et conséquences de la première application

Le présent règlement s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005. Toutefois les entreprises et entités peuvent appliquer le présent règlement aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2002.

Tous les changements résultant de la première application de ce règlement, y compris les changements de plan d'amortissement et de modalités de calcul de la valeur d'usage, sont traités selon les dispositions générales de l'article 314-1 du règlement n°99.03 du CRC relatif au plan comptable général à savoir :

" Lors de changements de méthodes comptables, l'effet, après impôt, de la nouvelle méthode est calculé de façon rétrospective, comme si celle-ci avait toujours été appliquée. Dans les cas où l'estimation de l'effet à l'ouverture ne peut être faite de façon objective, en particulier lorsque la nouvelle méthode est caractérisée par la prise en compte d'hypothèses, le calcul de l'effet du changement sera fait de manière prospective. Ainsi, les changements de méthodes conduisant à inscrire à l'actif des frais de recherche et de développement ne peuvent être appliqués que de manière prospective, c'est-à-dire aux nouveaux projets.

*L'impact du changement déterminé à l'ouverture, après effet d'impôt, est imputé en " report à nouveau " dès l'ouverture de l'exercice sauf si, en raison de l'application de règles fiscales, l'entreprise est amenée à comptabiliser l'impact du changement dans le compte de résultat ".*

Dans ce cadre, il est considéré que l'effet à l'ouverture des changements, y compris pour les changements de plan d'amortissement et de modalités de calcul de la valeur d'usage, peut dans tous les cas, être estimé de façon objective. La méthode prospective ne peut donc pas être appliquée.

Pour l'application des dispositions de l'article 531-1 du règlement n°99-03 du CRC, stipulant de mentionner en annexe les effets sur le résultat et les capitaux propres des exercices précédents, il est considéré, compte tenu des difficultés d'estimation au delà d'un exercice, que les informations comparatives ne sont pas obligatoires en ce qui concerne les nouvelles modalités de calcul de la valeur d'usage et leurs conséquences sur la dépréciation.

#### Article 15.2 - Mesures transitoires



Mesures transitoires relatives à la comptabilisation des actifs par composants pour les grosses réparations prévues par le règlement n° 2000-06 du CRC sur les passifs, applicables jusqu'à la date d'entrée en vigueur du présent règlement.

S'agissant :

- des dépenses qui ont pour objet de modifier des installations ou de prolonger leur durée de vie ou de remplacer tout ou partie des actifs,
- ainsi que des dépenses qui font l'objet de programmes pluriannuels de grosses réparations ou de grandes révisions, ayant pour seul objet de vérifier le bon état de fonctionnement des installations et d'y apporter un entretien sans prolonger leur durée de vie au-delà de celle prévue initialement,

Les entreprises doivent à compter des exercices ouverts au 1<sup>er</sup> janvier 2003 :

- soit constituer des provisions pour grosses réparations,
- soit appliquer la méthode de comptabilisation des actifs par composants.

Pour les exercices clos au 31 décembre 2002, les entreprises devront maintenir les traitements comptables antérieurs.

---

© *Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, 10/01/2003*



## **ANNEXE 10**

### **Règlement n°2004-6 du Comité de la réglementation comptable**

#### ***relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs***

##### **Le Comité de la réglementation comptable,**

Vu le code de commerce ;

Vu la loi n°98-261 du 6 avril 1998 portant réforme de la réglementation comptable et adaptation du régime de la publication foncière ;

Vu le règlement n°99-03 du 29 avril 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif au plan comptable général modifié par les règlements n°99-08 et 99-09 du 24 novembre 1999, n°2000-06 du 7 décembre 2000, n°2002-10 du 12 décembre 2002, n°2003-01 et n°2003-04 du 2 octobre 2003, n° 2003-05 du 20 novembre 2003, n°2003-07 du 12 décembre 2003 et n°2004-01 du 4 mai 2004 ;

Vu l'avis n°2004-15 du 23 juin 2004 du Conseil national de la comptabilité relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs.

**Décide de modifier le règlement n° 99-03 comme suit :**

#### **Article 1<sup>er</sup>-1**

Titre II : Définition des actifs, des passifs, des produits et des charges Chapitre I : Actifs et passifs Section 1 : Actifs Les articles entourés des sigles [...] indiquent que ces derniers ont été déplacés sans modification du texte L'article 211-1 est modifié comme suit :

##### **« Article 211-1**

1- Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs.

2- Une immobilisation corporelle est un actif physique détenu, soit pour être utilisé dans la production ou la fourniture de biens ou de services, soit pour être loué à des tiers, soit à des fins de gestion interne et dont l'entité attend qu'il soit utilisé au-delà de l'exercice en cours.

3- Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire sans substance physique.

4- Un stock est un actif détenu pour être vendu dans le cours normal de l'activité, ou en cours de production pour une telle vente, ou destiné à être consommé dans le processus de production ou de prestation de services, sous forme de matières premières ou de fournitures.

5- Les charges constatées d'avance sont des actifs qui correspondent à des achats de biens ou de services dont la fourniture ou la prestation interviendra ultérieurement.

6- La définition générale d'un actif est complétée comme suit dans les deux situations suivantes :

- sont considérés comme des éléments d'actifs, pour les entités qui appliquent le règlement n°99-01 du CRC relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations, les éléments dont les avantages économiques futurs ou le potentiel de services attendus profiteront à des tiers ou à l'entité conformément à sa mission ou à son objet ;
- sont considérés comme des éléments d'actifs, pour les entités du secteur public, les éléments utilisés pour une activité ou pour la partie d'activité autre qu'industrielle et commerciale, et dont les avantages futurs ou la disposition d'un potentiel de services attendus profiteront à des tiers ou à l'entité conformément à sa mission ou à son objet.

#### **Article 1<sup>er</sup>-2**

Il est créé un article 211-2 ainsi rédigé :

##### **« Article 211-2**

L'avantage économique futur représentatif d'un actif est le potentiel qu'a cet actif de contribuer, directement ou indirectement, à des flux nets de trésorerie au bénéfice de l'entité.

Le potentiel de services attendus de l'utilisation d'un actif par une association ou une entité relevant du secteur public est fonction de l'utilité sociale correspondant à son objet ou à sa mission ».

### **Article 1<sup>er</sup>-3**

Il est créé un article 211-3 ainsi rédigé :

#### **« Article 211-3**

Une immobilisation incorporelle est identifiable :

- si elle est séparable des activités de l'entité, c'est-à-dire susceptible d'être vendue, transférée, louée ou échangée de manière isolée ou avec un contrat, un autre actif ou passif ;
- ou si elle résulte d'un droit légal ou contractuel même si ce droit n'est pas transférable ou séparable de l'entité ou des autres droits et obligations ».

### **Article 2-1**

Titre III : Règles de comptabilisation et d'évaluation Chapitre I : Comptabilisation des actifs, des passifs, des produits et des charges Section 1 : Comptabilisation des actifs Il est créé une sous-section 1 intitulée : « Critères généraux de comptabilisation d'un actif ».

### **Article 2-2**

L'article 311-1 devient l'article 311-5 et il est créé un article 311-1 ainsi rédigé :

#### **« Article 311-1**

Une immobilisation corporelle, incorporelle ou un stock est comptabilisé à l'actif lorsque les conditions suivantes sont simultanément réunies :

- il est probable que l'entité bénéficiera des avantages économiques futurs correspondants - ou du potentiel de services attendus pour les entités qui appliquent le règlement n°99-01 ou relèvent du secteur public.
- son coût ou sa valeur peut être évalué avec une fiabilité suffisante, y compris, par différence et à titre d'exception lorsqu'une évaluation directe n'est pas possible, selon les dispositions de l'article 321-8.

Une entité évalue selon ces critères de comptabilisation tous les coûts d'immobilisation au moment où ils sont encourus, qu'il s'agisse des coûts initiaux encourus pour acquérir, produire une immobilisation corporelle ou des coûts encourus postérieurement pour ajouter, remplacer des éléments ou incorporer des coûts de gros entretien ou grandes révisions sous réserve des dispositions de l'article 331-4 relatif aux éléments d'actif non significatifs ».

### **Article 2-3**

Il est créé une sous-section 2 intitulée « Comptabilisation des composants ».

### **Article 2-4**

L'article 311-2 devient l'article 311-6. Il est créé un article 311-2, qui reprend les dispositions de l'article 322-3 :

#### **« Article 311-2**

Lorsque des éléments constitutifs d'un actif sont exploités de façon indissociable, un plan d'amortissement unique est retenu pour l'ensemble de ces éléments.

Cependant, si dès l'origine, un ou plusieurs de ces éléments ont chacun des utilisations différentes, chaque élément est comptabilisé séparément et un plan d'amortissement propre à chacun de ces éléments est retenu.

Les éléments principaux d'immobilisations corporelles devant faire l'objet de remplacement à intervalles réguliers, ayant des utilisations différentes ou procurant des avantages économiques à l'entité selon un rythme différent et nécessitant l'utilisation de taux ou de modes d'amortissement propres, doivent être comptabilisés séparément dès l'origine et lors des remplacements.

Les dépenses d'entretien faisant l'objet de programmes pluriannuels de gros entretien ou de grandes révisions en application de lois, règlements ou de pratiques constantes de l'entité, doivent être comptabilisées dès l'origine comme un composant distinct de l'immobilisation, si aucune provision pour gros entretien ou grandes révisions n'a été constatée. Sont visées, les dépenses d'entretien ayant pour seul objet de vérifier le bon état de fonctionnement des installations et d'y apporter un entretien sans prolonger leur durée de vie au delà celle prévue initialement, sous réserve de répondre aux conditions de comptabilisation de l'article 311-1.

La méthode de comptabilisation par composants de gros entretien ou de grandes révisions, exclut la constatation de provisions pour gros entretien ou de grandes révisions ».

### **Article 2-5**

Il est créé une sous-section 3 intitulée : « Comptabilisation des immobilisations incorporelles générées en interne ».

### **Article 2-6**

Il est créé un article 311-3 ainsi rédigé :

#### **« Article 311-3**

1- Les dépenses engagées pour la recherche (ou pour la phase de recherche d'un projet interne) doivent être comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues et ne peuvent plus être incorporées dans le coût d'une immobilisation incorporelle à une date ultérieure.

a) la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente ;

b) l'intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de l'utiliser ou de la vendre ;

c) la capacité à utiliser ou à vendre l'immobilisation incorporelle ;

d) la façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables. L'entité doit démontrer, entre autres choses, l'existence d'un marché pour la production issue de l'immobilisation incorporelle ou pour l'immobilisation incorporelle elle-même ou, si celle-ci doit être utilisée en interne, son utilité ;

e) la disponibilité de ressources (techniques, financières et autres) appropriées pour achever le développement et utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle ; et,

f) la capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

La comptabilisation des coûts de développement à l'actif est considérée comme la méthode préférentielle.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux logiciels dont le coût de production est déterminé conformément à l'article 331-3.2.

3- Les dépenses engagées pour créer en interne des fonds commerciaux, des marques, des titres de journaux et de magazines, des listes de clients et autres éléments similaires en substance, ne peuvent pas être distinguées du coût de développement de l'activité dans son ensemble. Par conséquent, ces éléments ne sont pas comptabilisés en tant qu'immobilisations incorporelles. Il en est de même pour les coûts engagés ultérieurement relatifs à ces dépenses internes.

4- Si une entité ne peut distinguer la phase de recherche de la phase de développement d'un projet interne visant à créer une immobilisation incorporelle, elle traite les dépenses au titre de ce projet comme si elles étaient encourues uniquement lors de la phase de recherche ».

#### **Article 2-7**

Il est créé un article 311-4 ainsi rédigé :

#### **« Article 311-4**

Les dépenses qui ne répondent pas aux conditions cumulées de définition et de comptabilisation des actifs et qui ne sont pas attribuables au coût d'acquisition ou de production tels que définis aux articles 211-1, 311-1 et suivants, doivent être comptabilisées en charges sous réserve des dispositions prévues aux articles 361-1 à 361-3 ».

#### **Article 2-8**

Il est créé une sous-section 4 intitulée : « Autres dispositions ».

#### **Article 2-9**

L'article 311-5 reprend les dispositions de l'ancien article 311-1 : Les dépréciations sont rapportées au résultat quand les raisons qui les ont motivées ont cessé d'exister ».]

### **Article 3 Section 3 : Comptabilisation des produits et des charges**

L'article 311-6 reprend les dispositions de l'ancien article 311-2 :

#### **« Article 311-6**

[Les créances non déclarées en cours de redressement judiciaire sont enregistrées ainsi qu'il suit :

Le produit chez le débiteur et la charge chez le créancier, correspondant à la créance non déclarée, sont comptabilisés :

- si aucune demande en relevé de forclusion n'a été formée dans un délai d'un an à compter du jugement d'ouverture de la procédure : à l'expiration de ce délai ;
- si une demande en relevé de forclusion a été formée et rejetée : à la date de l'ordonnance de rejet. Tant que la décision n'est pas définitive, le débiteur constitue une provision ».]

### **Article 4-1 Chapitre II : Évaluation des actifs et des passifs Section 1 : Évaluation des actifs à la date d'entrée**

Il est créé une sous-section 1 intitulée : « Dispositions générales d'évaluation des actifs ».

## **Article 4-2**

L'article 321-1 est modifié comme suit :

### **« Article 321-1**

Les immobilisations corporelles ou incorporelles et les stocks, répondant aux conditions de définition et de comptabilisation définies aux articles 211-1 et 311-1 et suivants, doivent être évalués initialement à leur coût.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux immobilisations corporelles constamment renouvelées visées à l'article 331-5 ».

Le coût d'acquisition s'entend pour les biens et titres reçus à titre d'apports en nature par la société bénéficiaire, des valeurs figurant dans le traité d'apport, déterminées et évaluées selon les dispositions de l'annexe 1 du présent règlement.

Les apports en nature d'actifs corporels ou incorporels isolés figurant dans le traité d'apport, sont assimilés à des échanges, et évalués selon les dispositions de l'article 321-3.

## **Article 4-4**

L'article 321-3 est modifié comme suit :

### **« Article 321-3**

Échanges et apports en nature d'actifs corporels et incorporels isolés

Une immobilisation corporelle, incorporelle ou un stock acquis en échange d'un ou plusieurs actifs non monétaires ou d'une combinaison d'actifs monétaires (soulte) et non monétaires est évalué à la valeur vénale à moins que :

- la transaction d'échange n'ait pas de substance commerciale ou,
- la valeur vénale de l'immobilisation reçue ou de l'immobilisation donnée ne puisse être évaluée de façon fiable.

Un échange n'a une substance commerciale que s'il entraîne une modification des flux de trésorerie futurs résultant de la transaction, ou si l'analyse de la transaction confirme de manière explicite la substance commerciale.

Si l'immobilisation acquise ne peut pas être évaluée à la valeur vénale, son coût est évalué à la valeur comptable de l'actif cédé ».

## **Article 4-5**

L'article 321-4 devient l'article 321-7 et il est créé un article 321-4 ainsi rédigé :

### **« Article 321-4**

Les biens acquis à titre gratuit, c'est-à-dire sans aucune contrepartie présente ou future, monétaire ou non monétaire, sont comptabilisés en les estimant à leur valeur vénale ».

## **Article 4-6**

L'article 321-5 devient l'article 321-8 et il est créé un article 321-5 ainsi rédigé :

### **« Article 321-5**

Coûts d'emprunt

1- Les coûts d'emprunt pour financer l'acquisition ou la production d'un actif éligible, immobilisation incorporelle, corporelle ou stock, peuvent être inclus dans le coût de l'actif lorsqu'ils concernent la période de production de cet actif, jusqu'à la date d'acquisition ou de réception définitive.

Deux traitements sont donc autorisés : comptabilisation des coûts d'emprunt en charges ou incorporation au coût de l'actif.

Un actif éligible est un actif qui exige une longue période de préparation ou de construction avant de pouvoir être utilisé ou vendu.

## 2- Premier traitement autorisé : comptabilisation en charges

Les coûts d'emprunt sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus, indépendamment de l'utilisation qui est faite des capitaux empruntés.

## 3- Deuxième traitement autorisé : incorporation dans le coût de l'actif

- Coûts d'emprunt directement attribuables

Les coûts d'emprunt qui sont directement attribuables à l'acquisition, ou à la période de construction ou de production d'un actif éligible sont incorporés dans le coût de cet actif lorsqu'il est probable qu'ils généreront des avantages économiques futurs pour l'entité et qu'ils peuvent être évalués de façon fiable. Les autres coûts d'emprunt sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

- Coûts d'emprunt non directement attribuables

Dans la mesure où les fonds sont empruntés de façon générale et utilisés en vue de l'obtention d'un actif éligible, le montant des coûts d'emprunt incorporables au coût de l'actif doit être déterminé en appliquant un taux de capitalisation aux dépenses relatives à l'actif. Ce taux de capitalisation doit être la moyenne pondérée des coûts d'emprunt applicables aux emprunts de l'entité en cours au titre de l'exercice, autres que les emprunts contractés spécifiquement dans le but d'obtenir un actif éligible ».

### **Article 4-7**

L'article 321-6 devient l'article 321-9 et il est créé un article 321-6 ainsi rédigé :

#### **« Article 321-6**

Pour les biens acquis moyennant paiement de rentes viagères, le prix d'achat s'entend du montant qui résulte d'une stipulation de prix ou à défaut d'une estimation ».

### **Article 4-8**

L'article 321-7 reprend les dispositions de l'ancien article 321-4 :

#### **« Article 321-7**

[Les subventions obtenues pour l'acquisition ou la production d'un bien sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés ».]



## **Article 4-9**

L'article 321-8 est créé en remplacement de l'article 321-5, et ainsi rédigé :

### **« Article 321-8**

Lorsque les actifs sont acquis conjointement, ou sont produits de façon conjointe et indissociable, pour un coût global d'acquisition ou de production, le coût d'entrée de chacun des actifs est ventilé à proportion de la valeur attribuable à chacun d'eux, conformément aux dispositions des articles 321-10 et suivants.

A défaut de pouvoir évaluer directement chacun d'eux, le coût d'un ou plusieurs des actifs acquis ou produits est évalué par référence à un prix de marché, ou forfaitairement s'il n'en

### **« Article 321-9**

[Traitement comptable des activités d'échange dans le cadre des transactions Internet

En cas de transaction d'échange dont au moins l'un des lots échangés concerne une prestation publicitaire effectuée sur Internet, le bien ou le service reçu dans l'échange est évalué :

- à la valeur vénale de celui des deux lots dont l'estimation est la plus fiable ;
- augmentée ou diminuée de la soulte en espèce éventuellement versés ou reçue et, des frais accessoires d'achat.

Cette position est applicable que les biens ou services échangés soient ou non semblables.

Si la valeur vénale d'aucun des lots ne peut être estimée de façon fiable, les entités concernées doivent évaluer le bien ou le service acquis pour un montant égal à la valeur comptable de l'actif remis dans l'échange, qui peut être évalué au seul montant de la soulte. Si aucun actif ou soulte n'est remis, le bien ou le service reçu dans l'échange est comptabilisé pour une valeur nulle. Dans ce cas, les frais accessoires d'achat ne s'ajoutent pas au coût du bien ou du service reçu dans l'échange et affectent le résultat.

La valeur vénale d'un lot échangé ne peut être appréciée que par référence à des ventes normales. Sont considérées comme normales, les ventes équivalentes réalisées par la même entité, payée en espèces ou contre remise d'autres actifs, monétaires ou non, dont la valeur vénale peut être déterminée de façon fiable ».]

## **Article 5-1**

Il est créé une sous-section 2 intitulée : « Coût d'entrée des immobilisations corporelles ».

### **Article 5-2**

Il est créé un article 321-10 ainsi rédigé :

### **« Article 321-10**

Éléments du coût d'acquisition initial

1- Le coût d'acquisition d'une immobilisation corporelle est constitué de :

- son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement ;
- de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue par la direction.

Dans les comptes individuels, les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes, liés à l'acquisition, peuvent sur option, être rattachés au coût d'acquisition de l'immobilisation ou comptabilisés en charges.

- de l'estimation initiale des coûts de démantèlement, d'enlèvement et de restauration du site sur lequel elle est située, en contrepartie de l'obligation encourue, soit lors de l'acquisition, soit en cours d'utilisation de l'immobilisation pendant une période donnée à des fins autres que de produire des éléments de stocks. Dans les comptes individuels, ces coûts font l'objet d'un plan d'amortissement propre tant pour la durée que le mode.

2- Les immobilisations corporelles acquises pour des raisons de sécurité ou liées à l'environnement, bien que n'augmentant pas directement les avantages économiques futurs se rattachant à un actif existant donné, sont comptabilisées à l'actif si elles sont nécessaires pour que l'entité puisse obtenir les avantages économiques futurs de ses autres actifs - ou le potentiel des services attendus pour les entités qui appliquent le règlement n°99-01 ou relèvent du secteur public. Ces actifs ainsi comptabilisés appliquent les règles de dépréciation prévues à l'art. 322-5.

Les coûts d'emprunts peuvent être rattachés au coût d'acquisition selon les dispositions prévues à l'article 321-5 ».

### **Article 5-3**

Il est créé un article 321-11 ainsi rédigé :

#### **« Article 321-11**

Point de départ de l'attribution des coûts

Les coûts sont attribués au coût de l'immobilisation à compter de la date à laquelle la direction a pris - et justifie au plan technique et financier - la décision de l'acquérir ou de la produire pour l'utiliser ou la céder ultérieurement, et démontre qu'elle générera des avantages économiques futurs.

Pour un actif acquis ou installé par un fournisseur externe, la notion d'utilisation prévue par la direction, visée ci-dessus, correspond généralement au niveau de performance nécessaire pour atteindre le rendement initial attendu à la date de réception. La même approche s'applique pour un actif produit directement par l'entité ».

### **Article 5-4**

Il est créé un article 321-12 ainsi rédigé :

#### **« Article 321-12**

Coûts non attribuables au coût d'acquisition

1- Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue par la direction, sont comptabilisés en charges.

2- Les coûts cessent d'être activés lorsque l'immobilisation est en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue par la direction. En conséquence, les coûts supportés lors de l'utilisation effective ou du redéploiement de l'actif sont exclus du coût de cet actif.

3- Les opérations qui interviennent avant ou pendant la construction ou l'aménagement d'une immobilisation corporelle et qui ne sont pas nécessaires afin de mettre l'immobilisation en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue par la direction, sont comptabilisées en charges ».

Coût de production

1- Le coût d'une immobilisation produite par l'entité pour elle-même est déterminé en utilisant les mêmes principes que pour une immobilisation acquise. Il peut être déterminé par référence au coût de production des stocks (Article 321-21) si l'entité produit des biens similaires pour la vente.

Le coût de production d'une immobilisation corporelle est égal au coût d'acquisition des matières consommées augmenté des autres coûts engagés, au cours des opérations de production, c'est-à-dire des charges directes et indirectes qui peuvent être raisonnablement rattachées à la production du bien ou du service.

Les charges directes sont les charges qu'il est possible d'affecter, sans calcul intermédiaire, au coût d'un bien ou d'un service déterminé.

2- Les coûts d'emprunt peuvent être rattachés au coût de production selon les dispositions prévues à l'article 321-5.

3- Le coût d'une immobilisation corporelle peut inclure une quote-part d'amortissement.

4- La quote-part de charges correspondant à la sous-activité n'est pas incorporable au coût de production.

### **Article 5-6**

Il est créé un article 321-14 ainsi rédigé :

#### **« Article 321-14**

Coûts ultérieurs

1- Les dépenses ou les coûts, qui ne répondent pas aux conditions de comptabilisation prévues aux articles 311-1 et 311-2, comme les dépenses courantes d'entretien et de maintenance sont comptabilisés en charges.

2- Les coûts significatifs de remplacement ou de renouvellement d'un composant ou d'un élément d'une immobilisation corporelle doivent être comptabilisés comme l'acquisition d'un actif séparé et la valeur nette comptable du composant remplacé ou renouvelé doit être comptabilisée en charges.

Un composant séparé, qui n'a pas été identifié à l'origine, doit l'être ultérieurement si les conditions de comptabilisation prévues aux articles 311-1 et 311-2 sont réunies, y compris pour les dépenses d'entretien faisant l'objet de programmes pluriannuels de gros entretien ou grandes révisions, si aucune provision pour gros entretien ou grande révision n'a été constatée. Si nécessaire, le coût estimé des dépenses d'entretien faisant l'objet d'un programme pluriannuel de gros

entretien ou grandes révisions, futur et identique, peut être utilisé pour évaluer le coût du composant existant lors de l'acquisition ou de la construction du bien. Dans tous les cas, la valeur nette du composant remplacé ou renouvelé doit être comptabilisée en charges.

3- Les pièces de rechange et le matériel d'entretien sont habituellement inscrits en stocks et comptabilisés dans le résultat lors de leur consommation. Toutefois, les pièces de rechange principales et le stock de pièces de sécurité constituent des immobilisations corporelles si l'entité compte les utiliser sur plus d'une période. De même, si les pièces de rechange et le matériel d'entretien ne peuvent être utilisés qu'avec une immobilisation corporelle, ils sont comptabilisés en immobilisations corporelles ».

#### **Article 6-1**

Il est créé une sous-section 3 intitulée :

« Coût d'entrée des immobilisations incorporelles ».

#### **Article 6-2**

Il est créé un article 321-15 ainsi rédigé :

#### **« Article 321-15**

Éléments du coût d'acquisition initial

Le coût d'acquisition d'une immobilisation incorporelle acquise séparément est constitué de :

- son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement, et
- de tous les coûts directement attribuables à la préparation de cet actif en vue de l'utilisation envisagée.

Dans les comptes individuels, les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes, liés à l'acquisition, peuvent sur option, être rattachés au coût d'acquisition de l'immobilisation ou comptabilisés en charges ».

Le point de départ d'attribution des coûts est déterminé conformément à l'article 321-11.

Les coûts d'emprunt peuvent être rattachés au coût d'acquisition selon les conditions prévues à l'article 321-5.

#### **Article 6-3**

Il est créé un article 321-16 ainsi rédigé :

#### **« Article 321-16**

Coûts non attribuables au coût d'acquisition

1- Les coûts cessent d'être activés lorsque l'immobilisation incorporelle est en état de fonctionner selon l'utilisation prévue par la direction. En conséquence, les coûts supportés lors de l'utilisation ou du redéploiement de l'actif sont exclus du coût de cet actif.

2- Les opérations qui interviennent avant ou pendant le développement de l'immobilisation incorporelle et qui ne sont pas nécessaires pour mettre l'immobilisation en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue par la direction, sont comptabilisées en charges au compte de résultat ».

#### **Article 6-4**

Il est créé un article 321-17 ainsi rédigé : Le coût d'une immobilisation incorporelle générée en interne, répondant aux conditions de comptabilisation prévues à l'article 311-3.2, comprend toutes les dépenses pouvant lui être directement attribuées et qui sont nécessaires à la création, la production et la préparation de l'actif afin qu'il soit en mesure de fonctionner selon l'utilisation prévue par la direction ».

Les coûts d'emprunt peuvent être rattachés aux coûts de développement selon les dispositions prévues à l'article 321-5.

#### **Article 6-5**

Il est créé un article 321-18 ainsi rédigé :

#### **« Article 321-18**

Autres dépenses

Les dépenses qui ne répondent pas aux conditions générales de comptabilisation des coûts initiaux d'acquisition ou des coûts de développement, prévus respectivement aux articles 3111 et 311-3.2 sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

### **Article 7-1**

Il est créé une sous-section 4 intitulée : « Coût d'entrée des stocks ».

### **Article 7-2**

Il est créé un article 321-19, reprenant pour partie l'article 333-1, ainsi rédigé :

#### **« Article 321-19**

Le coût des stocks doit comprendre tous les coûts d'acquisition, de transformation et autres coûts encourus pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent.

Les pertes et gaspillages sont exclus des coûts.

Les coûts d'emprunt peuvent être inclus dans le coût des stocks selon les dispositions prévues à l'article 321-5 ».

### **Article 7-3**

Il est créé un article 321-20, ainsi rédigé :

#### **« Article 321-20**

Coûts d'acquisition

Le coût d'acquisition des stocks est constitué du :

- prix d'achat, y compris les droits de douane et autres taxes non récupérables, après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires;
- ainsi que des frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables à l'acquisition des produits finis, des matières premières et des services ».

Les coûts administratifs sont exclus du coût de production et d'acquisition à l'exclusion des coûts des structures dédiées.

Coût de production

Le coût de production des stocks comprend les coûts directement liés aux unités produites, telle que la main d'œuvre directe. Il comprend également l'affectation systématique des frais généraux de production, fixes et variables, qui sont encourus pour transformer les matières premières en produits finis. Les frais généraux de production fixes sont les coûts indirects de production qui demeurent relativement constants indépendamment du volume de production, tels que :

- l'amortissement et l'entretien des bâtiments et de l'équipement industriels, augmentés, le cas échéant de l'amortissement des coûts de démantèlement, d'enlèvement et de restauration de site ;
- la quote-part d'amortissement des immobilisations incorporelles telles que les frais de développement et logiciels.

Les frais de production variables sont les coûts indirects de production qui varient directement, ou presque directement, en fonction du volume de production, tels que les matières premières indirectes et la main-d'œuvre indirecte.

L'affectation des frais généraux fixes de production aux coûts de transformation est fondée sur la capacité normale des installations de production. La capacité normale est la production moyenne que l'on s'attend à réaliser sur un certain nombre d'exercices ou de saisons dans des circonstances normales, en tenant compte de la perte de capacité résultant de l'entretien planifié. Il est possible de retenir le niveau réel de production s'il est proche de la capacité de production normale. Le montant des frais généraux fixes, affecté à chaque unité produite, n'est pas augmenté par suite d'une baisse de production ou d'un outil de production inutilisé. Les frais généraux non affectés, sont comptabilisés comme une charge de l'exercice au cours duquel ils sont encourus. Les frais généraux variables de production sont affectés à chaque unité produite sur la base de l'utilisation effective des installations de production ».

## **Article 7-5**

Il est créé un article 321-22 ainsi rédigé :

### **« Article 321-22**

Méthodes de détermination du coût

- Le coût des stocks d'éléments qui ne sont pas habituellement fongibles et des biens ou services produits et affectés à des projets spécifiques doit être déterminé en procédant à une identification spécifique de leurs coûts individuels.
- Pour les articles interchangeables qui, à l'intérieur de chaque catégorie, ne peuvent être unitairement identifiés après leur entrée en magasin, le coût d'entrée est considéré comme égal au total formé par :

- le coût des stocks à l'arrêté du précédent exercice, considéré comme un coût d'entrée dans les comptes de l'exercice ;
- le coût d'entrée des achats et des productions de l'exercice.

Ce total est réparti, entre les articles consommés dans l'exercice et les articles existants en stocks, par application d'un mode de calcul sur la base du coût moyen pondéré calculé à chaque entrée ou sur une période n'excédant pas la durée moyenne de stockage selon la méthode du premier entré - premier sorti (PEPS - FIFO).

- Une entité doit utiliser la même méthode pour tous les stocks ayant une nature et un usage similaire pour l'entité. Pour des stocks de nature ou d'usage différents, différentes méthodes peuvent être utilisées.

- Les techniques d'évaluation du coût des stocks, telles que la méthode du coût standard ou la méthode du prix de détail, peuvent être utilisées pour des raisons pratiques si ces méthodes donnent des résultats proches du coût.

- Méthode des coûts standards Les coûts standards retiennent les niveaux normaux d'utilisation de matières premières et de fournitures, de main-d'œuvre, d'efficacité et de capacité. Ils sont régulièrement réexaminés et, le cas échéant, révisés à la lumière des conditions actuelles.
- Méthode du prix de détail Le coût des stocks est déterminé en déduisant de la valeur de vente des stocks le pourcentage approprié de marge brute et de frais de commercialisation. Le pourcentage utilisé prend en considération les stocks qui ont été démarqués au-dessous de leur prix de vente initial. Un pourcentage moyen pour chaque rayon est le cas échéant appliqué.

## **Article 8-1**

Section 2 : Évaluation des actifs postérieurement à leur date d'entrée

L'intitulé du titre de la sous-section 3 est modifié comme suit :

« Modalités d'évaluation des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles ».

## **Article 8-2**

L'article 322-3 est supprimé, ses dispositions étant reprises par l'article 311-2.

## **Article 8-3**

L'intitulé du titre de la sous-section 4 est modifié comme suit :

« Modalités d'évaluation des dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles ».

#### **Article 8-4**

La sous-section 5 devient la sous-section 6. La sous-section 5 est désormais intitulée : « Modalités d'évaluation des stocks ».

#### **Article 8-5**

L'article 322-6 devient l'article 322-9. Il est créé un article 322-6 ainsi rédigé : A la date de clôture de l'exercice, les stocks et les productions en cours sont évalués selon les règles générales d'évaluation énoncées aux articles 322-1 et 322-2, sous réserve des dispositions prévues aux articles 322-7 et 322-8.

A l'inventaire, les stocks et les productions en cours sont évalués unité par unité ou catégorie par catégorie.

L'unité d'inventaire est la plus petite partie qui peut être inventoriée sous chaque article.

Le prix et les perspectives de vente sont à prendre en considération pour juger des éventuelles provisions pour dépréciation des stocks ».

#### **Article 8-6**

L'article 322-7 devient l'article 322-10. Il est créé un article 322-7, ainsi rédigé :

##### **« Article 322-7**

A la date de clôture de l'exercice, la valeur d'entrée est toujours retenue pour les stocks et les productions en cours qui ont fait l'objet d'un contrat de vente ferme dont l'exécution interviendra ultérieurement dès lors que le prix de vente stipulé couvre à la fois cette valeur et la totalité des frais restant à supporter pour la bonne exécution du contrat.

La valeur d'entrée est également retenue pour la fixation de la valeur des approvisionnements entrant dans la fabrication de produits qui ont fait l'objet d'un contrat de vente ferme, dès lors que ces stocks d'approvisionnement ont été individualisés et que le prix de vente stipulé couvre à la fois le coût d'entrée de ces approvisionnements, les coûts de transformation et la totalité des frais restant à supporter pour la bonne exécution du contrat ».

#### **Article 8-7**

Il est créé un article 322-8, ainsi rédigé :

##### **« Article 322-8**

Dans les cas exceptionnels où, à la date de clôture de l'exercice, il n'est pas possible de déterminer le coût d'acquisition ou de production par application des règles générales d'évaluation, les stocks sont évalués au coût d'acquisition ou de production de biens équivalents constaté ou estimé à la date la plus proche de l'acquisition ou de la production desdits biens.

Si la méthode précédente n'est pas praticable, les biens en stocks sont évalués à leur valeur d'inventaire à la date de clôture de l'exercice.

Si les méthodes précédentes entraînent des contraintes excessives pour la gestion de l'entité, les biens en stocks sont évalués en pratiquant la méthode du prix de détail mentionnée au dernier alinéa de l'article 321-22 ».

#### **Article 9-1**

La sous-section 6 issue de l'ancienne sous-section 5, est intitulée « Modalités d'évaluation applicables aux actifs autres que les immobilisations incorporelles, corporelles et stocks ».

#### **Article 9-2**

L'article 322-6 devient l'article 322-9 et l'article 322-9 est ainsi rédigé : A la clôture, la valeur nette comptable des éléments d'actifs, autres que les immobilisations corporelles, incorporelles et les stocks, est comparée à leur valeur actuelle à la même date, sous réserve des dispositions de l'article 322-7 relatives aux stocks et productions en cours faisant l'objet d'un contrat de vente ferme.

L'amortissement de la valeur d'un élément d'actif, autre qu'une immobilisation corporelle, incorporelle et les stocks, résultant de causes dont les effets ne sont pas jugés irréversibles, est constaté par une dépréciation, sous réserve des dispositions de l'article 332-7 relatif aux titres immobilisés, cotés, autres que les titres de participation et les titres immobilisés de l'activité de portefeuille, de l'article 342-5 relatif aux dettes et créances en monnaies étrangères, de l'article 342-6 relatif à d'autres opérations en monnaies étrangères, de l'article 371-1 relatif aux titres vendus à réméré, de l'article 372-2 et de l'article 372-3 relatifs aux variations de valeur des options de taux d'intérêt constatées sur les marchés organisés ou lors de transactions de gré à gré.

#### **Article 9-3**

L'article 322-10 reprend les dispositions de l'ancien article 322-7 :

## **« Article 322-10**

[Pour l'application des articles 322-1 et 322-6, la valeur brute des biens fongibles est déterminée soit à leur coût moyen pondéré d'acquisition ou de production, soit en considérant que le premier bien sorti est le premier bien entré.]

## **Article 10-1**

Chapitre III – Modalités particulières d'évaluation et de comptabilisation

Section 1 : Immobilisations incorporelles et corporelles

Sous-section 1 – A la date d'entrée

L'article 331-1 est modifié comme suit :

## **« Article 331-1**

A la date d'entrée des immobilisations incorporelles et corporelles et des stocks dans le patrimoine, les règles générales d'évaluation énoncées aux articles 321-1 à 321-22 s'appliquent sous réserve des dispositions des articles 331-3 à 331-8.

Le rattachement des coûts d'emprunt au coût d'acquisition et de production des immobilisations corporelles, incorporelles et des stocks est déterminé selon les dispositions de l'article 321-5.

## **Article 10-2**

L'article 331-2 est supprimé.

Les éléments d'actif non significatifs peuvent ne pas être inscrits au bilan ; dans ce cas, ils sont comptabilisés en charges de l'exercice ».

## **Article 11**

Section 2 : Titres Sous-section 1 : Titres immobilisés L'article 332-1 est modifié comme suit :

## **« Article 332-1**

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, les titres immobilisés sont évalués selon les règles générales d'évaluation énoncées aux articles 321-1, 321-2, 321-3, 321-4, 321-6 et 321

10.

## **Article 12**

Section 3 : Stocks et productions en cours.

La section 3 « Stocks et productions en cours », remplacée par la sous-section 4 de la section 1 et la sous section 5 de la section 2 du chapitre II, est supprimée. Les articles 333-1 à 333-5 sont supprimés.

## **Article 13**

Chapitre IV : Évaluation des actifs et des passifs dont la valeur dépend des fluctuations des monnaies étrangères--  
Section 2 : Règles spécifiques L'article 342-1 est modifié comme suit :

## **« Article 342-1**

Le coût d'entrée des immobilisations incorporelles et corporelles et stocks exprimé en monnaie étrangère est converti en monnaie nationale au cours du jour de l'opération.

En cas d'acquisition d'actif en monnaie étrangère, le taux de conversion utilisé est le taux de change à la date d'entrée ou, le cas échéant, celui de la couverture si celle-ci a été prise avant l'opération. Les frais engagés pour mettre en place les couvertures sont également intégrés au coût d'acquisition.

Les amortissements et, s'il y a lieu, dépréciations sont calculées sur cette valeur ».

## **Article 14-1**

Chapitre VI : Évaluation et comptabilisation des éléments d'actif et de passif de nature particulière

L'article 361-1 est modifié comme suit : Les dépenses engagées à l'occasion d'opérations qui conditionnent l'existence ou le développement de l'entité dans son ensemble mais dont le montant ne peut être rapporté à des productions de biens ou de services déterminées, suivent le traitement comptable suivant :

- les frais de constitution, de transformation, de premier établissement, peuvent être inscrits à l'actif comme frais d'établissement. Leur inscription en compte de résultat constitue néanmoins la méthode préférentielle ;

- les frais d'augmentation de capital, de fusion et de scission peuvent être inscrits à l'actif en frais d'établissement. Leur imputation sur les primes d'émission et de fusion constitue néanmoins la méthode préférentielle ; en cas d'insuffisance, ces frais sont comptabilisés en charges.

Les frais d'établissement sont amortis selon un plan et dans un délai maximum de 5 ans.

#### **Article 14-2**

L'article 361-2 reprend les dispositions de l'ancien article 361-5.

#### **« Article 361-2**

[Le montant des primes de remboursement d'emprunt est amorti systématiquement sur la durée de l'emprunt soit au prorata des intérêts courus, soit par fractions égales. Toutefois, les primes afférentes à la fraction d'emprunt remboursée sont toujours amorties ».]

#### **Article 14-3**

L'article 361-3 reprend les dispositions de l'ancien article 361-6.

#### **« Article 361-3**

[Les frais d'émission d'emprunt peuvent être répartis sur la durée de l'emprunt d'une manière appropriée aux modalités de remboursement de l'emprunt. Néanmoins, il est possible de recourir à une répartition linéaire lorsque les résultats obtenus ne sont pas sensiblement différents de la méthode précédente ».]

#### **Article 14-4**

Les articles 361-4 à 361-7 sont supprimés.

#### **Article 15-1**

Titre IV : Tenue, structure et fonctionnement des comptes Chapitre III : Plan de comptes Section 2 : Plan de comptes général L'article 432-1/48 « Comptes de régularisation » est modifié comme suit :

#### **« Article 432-1/48**

Les sous-comptes n°4811 « Charges différées », n°4812 « Frais d'acquisition des immobilisations » et n°4818 « Charges à étaler » sont supprimés ».

#### **Article 15-2**

Chapitre IV : Fonctionnement des comptes Section 4 : Comptes de tiers

#### **« Article 444/48**

#### **Article 16-1**

Titre V : Documents de synthèse Chapitre III : Modèles de comptes annuels- Annexe Section 1 : Contenu de l'annexe L'article 531-2/2 est modifié comme suit :

#### **« Article 531-2/2**

État de l'actif immobilisé

L'annexe doit comporter pour chaque catégorie d'immobilisation, les informations suivantes dès qu'elles sont significatives.

1- Méthodes ou conventions d'évaluation utilisées pour déterminer la valeur comptable brute, ainsi que :

- la méthode comptable retenue pour les coûts estimés de démantèlement, d'enlèvement et de restauration de sites ;
- le montant des dépenses comptabilisées au titre des immobilisations corporelles en cours de production.
- la méthode de comptabilisation des coûts de développement. Si les coûts de développement ne sont pas activés, montant global des dépenses de recherche et des coûts de développement comptabilisés en charges de l'exercice.
- la liste et le montant des engagements financiers sur les immobilisations corporelles données en nantissement de dettes ;

2- Rapprochement entre la valeur comptable à l'ouverture et à la clôture de l'exercice, faisant apparaître :

- les entrées ;
- les sorties ou mises au rebut ;



- les augmentations ou les diminutions résultant des réévaluations effectuées durant l'exercice.

3- Dans des cas exceptionnels et lors de l'établissement des premiers comptes normalisés, des éléments d'actif entreront en comptabilité pour leur valeur en l'état à l'ouverture de l'exercice ».

Etat des amortissements et dépréciations 1- Amortissements Pour chaque catégorie d'immobilisations, une information est fournie sur :

- l'utilisation ou les taux d'amortissement utilisés ;
  - les modes d'amortissement utilisés ;
  - le(s) poste(s) du compte de résultat dans le(s)quel(s) est incluse la dotation aux amortissements ;
  - la nature et l'incidence d'un changement d'estimation comptable ayant un impact significatif sur l'exercice ou dont on peut s'attendre à ce qu'il ait un impact significatif sur les exercices ultérieurs.
- durée de l'amortissement ;
  - mode d'amortissement ;
  - valeur résiduelle ;
  - coût estimés de démantèlement, d'enlèvement et de restauration des sites ;
  - durée d'utilité.

En cas de comptabilisation séparée des différents éléments d'un actif du fait d'utilisations différentes, indication de la valeur brute, de l'utilisation ou du taux d'amortissement et du mode d'amortissement utilisé pour chacun des éléments ».

### **Article 16-3**

L'article 531-2/6 est modifié comme suit :

#### **« Article 531-2/6**

État des stocks

- Méthodes comptables adoptées pour évaluer les stocks, y compris les méthodes de détermination du coût ;
- Valeur comptable globale des stocks et valeur comptable par catégories appropriées à l'entité ;
- Méthodes utilisées pour le calcul des dépréciations et montants par catégories ».

### **Article 16-4**

L'article 531-2/13 est modifié comme suit :

#### **« Article 531-2/13**

Coûts d'emprunt

Coûts d'emprunt incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des immobilisations corporelles, incorporelles et des stocks.

- traitement utilisé pour la comptabilisation des coûts d'emprunt.
- montant des coûts d'emprunt incorporés dans le coût des actifs durant l'exercice par catégorie d'actifs.
- taux de capitalisation utilisé pour déterminer le montant des coûts d'emprunt pouvant être incorporé dans le coût des actifs (en cas de coûts non attribuables directement) ».

### **Article 17 Date d'application**

Le présent règlement s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005. Toutefois, il peut être appliqué aux comptes des exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004.

### **Modalités de première application**

Les changements résultant de la première application du présent règlement sont traités de manière rétrospective en application des dispositions de l'article 314-1 du règlement n°99-03.

Par mesure de simplification, les entités peuvent procéder au seul reclassement des valeurs nettes comptables, au regard des nouvelles définitions et conditions de comptabilisation sans modifier leur valeur. Les montants qui ne répondent pas aux nouvelles définitions et conditions sont sortis de l'actif.

Dans les deux cas, la méthode retenue est appliquée à l'ensemble des actifs.

Dans les comptes consolidés, les parts de marché acquises lors d'un regroupement d'entreprises sont exclues du retraitement et feront l'objet de dispositions ultérieures.

**©Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, janvier 2005**

## ANNEXE 11

### Avis n°2003 E du 9 juillet 2003 du Comité d'urgence du Conseil national de la comptabilité

Concernant les modalités de première application de la comptabilisation par composants et des dispositions transitoires prévues à l'article 15 du règlement n°02-10 du CRC relatif à l'amortissement et la dépréciation des actifs

Le Comité d'urgence réuni le 9 juillet 2003 a émis l'avis suivant, concernant les modalités de première application de la comptabilisation des composants et des dispositions transitoires prévues à l'article 15 du règlement n°02-10 du CRC relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs. Comme pour le règlement n°00-06 du CRC relatif aux passifs et n°02-10, les provisions et les amortissements spécifiques des entreprises concessionnaires sont exclues du champ d'application de l'avis.

#### 1 - Rappel des dispositions comptables

Règlement n°00-06 du CRC relatif aux passifs

- Compte 1572 : Provisions pour grosses réparations
- §5.10 de l'avis n°00-01 du CNC relatif aux passifs " Grosses réparations "

*" Les programmes pluriannuels de grosses réparations peuvent être analysés en deux catégories :*

- *Les dépenses qui ont pour objet de modifier des installations ou de prolonger leur durée de vie ou [1<sup>ère</sup> catégorie] de remplacer tout ou partie des immobilisations existantes: ces dépenses ont le caractère d'immobilisations et ne peuvent être anticipées par le biais de provisions pour risques et charges ;*
- *Les dépenses d'entretien qui ont pour seul but de vérifier le bon état de fonctionnement des installations (révisions d'avions pour motif de sécurité) et d'y apporter un entretien (carénage de la coque des navires) sans prolonger leur durée de vie au-delà de celle prévue initialement [2<sup>ème</sup> catégorie].*

*Dans ce second cas, l'obligation peut résulter de la loi, de règlements ou être implicite du fait de pratiques constantes de l'entité en la matière. A la date de clôture, la probabilité de sortie de ressources est directement liée à l'usage passé de l'installation. En conséquence, un passif doit être constaté à hauteur de la quote-part des dépenses futures d'entretien rapportée linéairement à l'usage passé. "*

Article 322-3 du règlement n°99-03 du CRC relatif au plan comptable général modifié par l'article 5-2 du règlement n°02-10 du CRC.

..... " [1<sup>ère</sup> catégorie] Les éléments principaux d'immobilisations corporelles devant faire l'objet de remplacement à intervalles réguliers, ayant des utilisations différentes ou procurant des avantages économiques à l'entreprise selon un rythme différent et nécessitant l'utilisation de taux ou de modes d'amortissement propres, doivent être comptabilisés séparément dès l'origine et lors des remplacements.

[2<sup>ème</sup> catégorie] Les dépenses d'entretien faisant l'objet de programmes pluriannuels de grosses réparations ou de grandes révisions en application de lois, règlements ou de pratiques constantes de l'entreprise, doivent être comptabilisées dès l'origine comme un composant distinct de l'immobilisation, si aucune provision pour grosses réparations ou grandes révisions n'a été constatée. Sont visées, les dépenses d'entretien ayant pour seul objet de vérifier le bon état de fonctionnement des installations et d'y apporter un entretien sans prolonger leur durée de vie au-delà de celle prévue initialement, sous réserve de répondre aux conditions de comptabilisation suivantes : "....

Le Comité note que la première catégorie n'englobe pas les dépenses d'amélioration des actifs qui ont pour objet de modifier des installations ou de prolonger leur durée de vie, et qui doivent être comptabilisées en immobilisations au moment où la dépense est engagée.

Règlement n°02-10 du CRC.

- article 15.2 - Mesures transitoires

*" Mesures transitoires relatives à la comptabilisation des actifs par composants pour les grosses réparations prévues par le règlement n°2000-06 du CRC sur les passifs, applicables jusqu'à la date d'entrée en vigueur du présent règlement.*

*S'agissant :*

- *[1<sup>ère</sup> catégorie] des dépenses qui ont pour objet de modifier des installations ou de prolonger leur durée de vie ou de remplacer tout ou partie des actifs,*
- *[2<sup>ème</sup> catégorie] ainsi que des dépenses qui font l'objet de programmes pluriannuels de grosses réparations ou de grandes révisions, ayant pour seul objet de vérifier le bon état de fonctionnement des installations et d'y apporter un entretien sans prolonger leur durée de vie au-delà de celle prévue initialement,*

*Les entreprises doivent à compter des exercices ouverts au 1<sup>er</sup> janvier 2003 :*

- *soit constituer des provisions pour grosses réparations,*
- *soit appliquer la méthode de comptabilisation des actifs par composants.*

*Pour les exercices clos au 31 décembre 2002, les entreprises devront maintenir les traitements comptables antérieurs. "*

Le Comité note que dans la première catégorie, les dépenses d'amélioration auraient dû être exclues du texte, s'agissant de coûts obligatoirement capitalisables conformément à l'article 211-1 du règlement n°99-03 du CRC relatif au plan comptable général. Au cas où elles auraient été comptabilisées à tort en charges, elles ne peuvent être retraitées qu'en application des dispositions relatives aux corrections d'erreur visées à l'article 314-3 du règlement n°99-03 du CRC, et non sur le fondement de la première application de la comptabilisation par composants.

- article 15.1 Date et conséquences de la première application

*" Le présent règlement s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005. Toutefois les entreprises et entités peuvent appliquer le présent règlement aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2002. "*

*Tous les changements résultant de la première application de ce règlement, y compris les changements de plan d'amortissement et de modalités de calcul de la valeur d'usage, sont traités selon les dispositions générales de l'article 314-1 du règlement n°99.03 du CRC relatif au plan comptable général applicables en cas de changement de méthode. "*

*Le règlement prévoit que " dans ce cadre, il est considéré que l'effet à l'ouverture des changements, y compris pour les changements de plan d'amortissement et de modalités de calcul de la valeur d'usage, peut dans tous les cas, être estimé de façon objective. La méthode prospective ne peut donc pas être appliquée. "*

Le Comité d'urgence note que la première application du règlement n°02-10 du CRC relatif à l'amortissement et la dépréciation des actifs est nécessairement rétrospective.

## **2 - Constitution des provisions pour grosses réparations**

Le Comité note que :

- a) la constitution de provisions pour grosses réparations pour la première fois conduit les entreprises à effectuer en grande partie le travail d'analyse des composants des immobilisations ;
- b) le choix offert par les mesures transitoires :
  - s'arrêtera, pour la première catégorie, automatiquement lors de l'entrée en vigueur du règlement n°02-10 au 1<sup>er</sup> janvier 2005, la méthode de comptabilisation par composants devenant obligatoire ;
  - perdurera, pour la deuxième catégorie, lors de l'entrée en vigueur du règlement n°02-10 au 1<sup>er</sup> janvier 2005.

## **3 - Méthodes de première comptabilisation des composants**

En pratique trois méthodes sont proposées, deux méthodes compatibles avec la norme IFRS 1 et une autre méthode inspirée des travaux en cours de l'AICPA.

### **3.1 - Méthode de reconstitution du coût historique amorti**

Cette méthode qui consiste, non seulement à reconstituer le coût réel historique des composants, mais aussi les amortissements qui auraient dû être appliqués, s'applique quelle que soit la valeur nette comptable de l'actif concerné, y compris quand elle est nulle. Les valeurs brutes historiques sont reconstituées soit à partir des factures de l'époque soit par d'autres méthodes (par exemple, décomposition en fonction de la répartition actuelle du coût à neuf).

Toutefois, pour que l'approche par composants en règles françaises aboutisse au même résultat que les dispositions de première application prévues par la norme IFRS 1, il est nécessaire que les conditions relatives à la détermination du coût d'acquisition soient conformes aux autres normes de l'IASB (IAS 16 et 23 notamment) et tiennent compte des durées d'utilisation mesurées par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif (structure/composants), indépendamment des durées fiscales.

Cette méthode, nécessairement rétrospective, se déroule selon les modalités suivantes.

- Rechercher les factures d'origine ou afférentes au dernier remplacement et porter les montants des différents composants à l'actif du bilan puis, recalculer les amortissements sur ces valeurs en fonction de la date d'acquisition et des nouvelles durées d'utilisation.
- S'il n'y a pas eu de remplacement, la valeur d'origine de l'immobilisation n'est pas modifiée et il n'y a pas d'augmentation ou de diminution de la valeur brute inscrite à l'actif pour une immobilisation considérée. Cela étant, si l'entreprise veut modifier le plan d'amortissement pour retenir des durées d'utilisation différentes, elle doit au préalable, procéder à la ventilation par composants (selon les modalités indiquées ci-après).
- S'il y a eu des remplacements, il convient de reconstituer le coût du dernier remplacement et de l'inscrire à l'actif après avoir sorti la valeur nette comptable -VNC- de l'élément remplacé. Cette méthode revient à immobiliser des dépenses comptabilisées antérieurement en charges lors du remplacement et à traiter la quote-part VNC du composant remplacé comme une mise au rebut. Dans ce cas, il peut y avoir une augmentation ou diminution des valeurs brutes inscrites à l'actif du bilan (impact en capitaux propres/ exemple en annexe)
- S'il est impossible d'identifier les factures d'origine, les entreprises peuvent décomposer les valeurs brutes des immobilisations selon la répartition du coût actuel à neuf en fonction des données techniques. Il peut être également envisagé d'appliquer au coût d'acquisition comptabilisé à l'actif du bilan, le pourcentage de ventilation des catégories de composants, constaté sur des immobilisations récentes ou rénovées, pondéré le cas échéant par les variations de conditions économiques et d'évolutions techniques. Après l'opération de reconstitution du coût de l'actif (i.e. structure et autres composants), il convient de recalculer les amortissements (impact en capitaux propres) en fonction des différentes durées d'utilisation qui peuvent être plus courtes mais aussi pour certains, plus longues (pour la structure notamment).

Le Comité note que cette méthode est compatible avec la norme IFRS 1.

### **3.2 - Méthode de réallocation des valeurs comptables**

Cette méthode consiste à réallouer les valeurs nettes comptables actuelles pour reconstituer les composants de l'actif. Cette ventilation est appliquée aux valeurs brutes et aux amortissements constatés qui constitueront les nouvelles bases amortissables. Les immobilisations totalement amorties ne sont pas reconstituées. En revanche, les composants sont comptabilisés ultérieurement à l'actif lors de leur renouvellement, ce qui implique une sortie d'actif dont la VNC doit être en principe égale à zéro.

Cette méthode, rétrospective au niveau de la reconstitution des composants, est prospective quant au calcul des amortissements (pas d'impact en capitaux propres/exemple en annexe).

Le Comité note que cette solution simple, inspirée des travaux de l'IACPA, n'est pas compatible avec la norme IFRS 1.

### **3.3 - Option offerte par la norme IFRS 1 d'évaluer les actifs à la juste valeur, à la date de première application (structure + composants)**

L'entreprise peut, pour déterminer le coût d'origine des composants, utiliser la juste valeur de l'actif à la date de première application et ventiler cette valeur par composants i.e. structure et composants. Cette option peut être exercée immobilisation par immobilisation. Dans cette méthode, il n'y a pas de recalcul des amortissements. Les justes valeurs constituent les nouvelles valeurs et sont amorties sur les durées résiduelles restant à courir. Cette méthode peut conduire à une augmentation ou minoration de la valeur de l'actif (impact en capitaux propres) et s'applique quelle que soit la valeur nette comptable de l'immobilisation, y compris lorsqu'elle est nulle.

Le Comité note qu'en l'absence de réévaluation libre de l'ensemble des immobilisations corporelles et financières prévue à l'article 350-1 du règlement n°99-03 du CRC, l'exercice de l'option " juste valeur " conduisant à une réévaluation partielle n'est pas conforme aux dispositions susvisées en vigueur pour les comptes individuels et consolidés.

Conséquences pour les sociétés devant appliquer les normes de l'IASB pour l'établissement des comptes consolidés au 1<sup>er</sup> janvier 2005.

Les sociétés qui voudraient appliquer la méthode par composants au 1<sup>er</sup> janvier 2003, seront-elles dispensées de retraiter les comptes lors du passage aux IFRS au 1<sup>er</sup> janvier 2005 ?

Le Comité note que :

- les entreprises qui voudraient appliquer la méthode par composants dès le 1<sup>er</sup> janvier 2003 selon la méthode du coût historique amorti doivent, si elles veulent éviter un retraitement au 1<sup>er</sup> janvier 2005, veiller à ce que toutes les conditions prévues par les autres normes de l'IASB pour la détermination du coût d'entrée (capitalisation des coûts) et des durées d'utilisation, soient remplies.
- l'exercice de l'option " juste valeur " immobilisation par immobilisation n'est pas possible en vertu des règles françaises actuelles. La seule manière certaine d'éviter un retraitement des valeurs d'entrée au 1<sup>er</sup> janvier 2005 pour ces sociétés, est d'attendre cette date pour appliquer, soit l'approche par composants, soit l'option " juste valeur " dans les comptes consolidés ou celle de la transposition de la directive de modernisation (article 12) si elle est antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 2005.

### **4 - Le Comité d'urgence émet l'avis suivant (cf. tableau annexe A) :**

Le Comité, compte tenu des éléments évoqués ci avant confirme les dispositions transitoires pour les provisions pour grosses réparations relevant des 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> catégories, (cf. §4.1 et §4.2).

En outre, le Comité note que :

- l'option pour la méthode par composants est irréversible. Elle doit être effectuée en une fois au titre d'un exercice ;
- les entreprises peuvent appliquer la méthode de comptabilisation par composants dans les comptes consolidés, et conserver ou constituer des provisions pour grosses réparations dans les comptes individuels, mais pas l'inverse.
- les entreprises peuvent opter pour la méthode de comptabilisation par composants pour les provisions pour grosses réparations de remplacement relevant de la 1<sup>ère</sup> catégorie sur l'exercice 2003 ou 2004, et conserver ou constituer des provisions pour grosses réparations pour les dépenses relevant de la 2<sup>ème</sup> catégorie.

*4.1 - Provisions pour grosses réparations concernant les dépenses qui ont pour objet de remplacer tout ou partie des actifs [1<sup>ère</sup> catégorie].*

Le Comité d'urgence rappelle que, pour les comptes consolidés et individuels :

- si les entreprises constataient des provisions pour grosses réparations concernant des dépenses relevant de la 1<sup>ère</sup> catégorie, elles doivent maintenir le traitement antérieur, sauf si la méthode de comptabilisation par composants est utilisée (cf. 4.3).
- si les entreprises ne constataient pas de provisions pour grosses réparations concernant des dépenses relevant de la 1<sup>ère</sup> catégorie, elles doivent constituer des provisions pour grosses réparations ou opter pour la méthode de comptabilisation par composants. (cf. 4.3).

*4.2 - Provisions pour grosses réparations concernant les dépenses faisant l'objet de programmes pluriannuels de grosses réparations ou de grandes révisions, ayant pour seul objet de vérifier le bon état de fonctionnement des installations et d'y apporter un entretien sans prolonger leur durée de vie au-delà de celle initialement prévue [2<sup>ème</sup> catégorie].*

Le Comité d'urgence considère, pour les comptes individuels et consolidés, que la comptabilisation de provisions pour grosses réparations concernant les dépenses relevant de la 2<sup>ème</sup> catégorie est obligatoire pour toutes les entreprises à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2003 et maintenue après le 1<sup>er</sup> janvier 2005, sauf si l'entreprise opte pour la méthode de comptabilisation par composants (cf. 4.3).

#### *4.3 - Modalités de comptabilisation des composants*

Le Comité considère que lors de la première application de la méthode de comptabilisation par composants, l'entreprise peut opter pour les modalités suivantes qui peuvent en outre être choisies de manière différente entre les deux catégories de dépenses:

- Reconstitution du coût historique des composants : cette méthode est totalement rétrospective.
- Réallocation des valeurs comptables: c'est une solution intermédiaire applicable dans les comptes consolidés et individuels. Cette méthode est à la fois rétrospective avec la réallocation des valeurs brutes et des amortissements et prospective pour le calcul des amortissements à pratiquer dans le futur.
- L'approche " juste valeur " n'a pas été retenue car elle ne peut pas être appliquée au regard des textes français en vigueur. Cependant, cette méthode sera applicable dès la transposition de la directive européenne, si l'option est retenue en France.

Le Comité appelle l'attention sur les difficultés d'application de la méthode par composants dans les comptes individuels tant que ses conséquences fiscales n'auront pas été précisées et émet le vœu que l'administration fiscale considère le traitement des différences d'amortissements sur la période antérieure pour la première méthode (reconstitution du coût historique des composants) ainsi que la reprise de provisions quelle que soit la méthode retenue. Ce traitement fiscal devrait être neutre de telle façon à ne pas privilégier un traitement comptable plutôt qu'un autre.



**Annexe A : Tableau de synthèse des mesures transitoires pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2003 et jusqu'à l'entrée en vigueur du règlement n°02-10 du CRC**

Le tableau de synthèse récapitule l'ensemble des solutions et choix possibles avant l'entrée en vigueur du règlement n°02-10 du CRC.

**Comptes individuels et comptes consolidés (a)**

	Cas où des provisions ont été constituées antérieurement à l'exercice ouvert à compter du 01/01/2003	Cas où aucune provision n'a été constituée antérieurement à l'exercice ouvert à compter du 01/01/2003
<i>1<sup>ère</sup> catégorie</i>		
Provisions pour grosses réparations (renouvellement) (b)	maintien ou composants (1) (2)	provision ou composants (1) (2)
<i>2<sup>ème</sup> catégorie</i>		
Provisions pour grosses réparations (entretien/révision) (b)	maintien ou composants (1) (2)	provision ou composants (1) (2)

a) Les choix (provisions pour grosses réparations ou composants) peuvent être différents entre les comptes consolidés et les comptes individuels.

b) Les choix (provisions pour grosses réparations ou composants) peuvent être différents d'une catégorie de dépenses à l'autre (1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> catégorie). En revanche, le traitement doit être identique pour toutes les immobilisations qui ont donné lieu à la même catégorie de provisions pour grosses réparations.

1) Choix pour les modalités de détermination des composants entre méthode de reconstitution du coût historique (méthode préférentielle compatible avec IFRS 1) et reconstitution des valeurs comptables (méthode inspirée des travaux de l'AICPA).

2) Traitement fiscal :

- Les provisions pour grosses réparations concernant des dépenses de 1<sup>ère</sup> catégorie sont déductibles si elles remplissent les conditions énoncées à l'article 39-1-5° du code général des impôts.
- Les provisions pour grosses réparations concernant des dépenses de 2<sup>ème</sup> catégorie sont déductibles si elles remplissent les conditions énoncées à l'article 39-1-5° du code général des impôts.
- L'administration fiscale étudie la question de la déduction des amortissements constatés sur des composants relatifs à la 1<sup>ère</sup> catégorie.
- L'administration fiscale n'admet pas, à ce jour, la déduction des amortissements constatés sur des composants relatifs à la 2<sup>ème</sup> catégorie.

## **Annexe B : Méthode de détermination des composants**

Il n'est pas envisageable de donner une méthode de décomposition des immobilisations par secteur d'activité avec des durées propres à chaque composant.

En revanche, le **Comité propose** d'appliquer les éléments de méthodologie suivants pour déterminer de façon générale les composants.

### **1.1 - Dispositions générales**

#### **- Rappel des conditions :**

- identifier les éléments principaux d'immobilisations corporelles ;
- devant faire l'objet de remplacement à intervalles réguliers ;
- ayant des durées d'utilisation différentes ou procurant des avantages économiques à l'entreprise selon un rythme différent.

#### **- Première étape technique :**

Une étude préalable doit être faite par les services techniques quant aux possibilités de ventilation des éléments principaux en composants et aux fréquences de renouvellement.

#### **- Deuxième étape comptable**

Ces données techniques doivent être rapprochées des règles de comptabilisation des actifs. Les propositions techniques confrontées aux données historiques de remplacement ou le cas échéant de constatation de provisions pour grosses réparations, seront le plus souvent revues pour arrêter un nombre plus réduit de composants.

Suivant la nature de l'activité et son importance, un élément pourra être considéré comme un composant par une entreprise ou un groupe et pas pour une autre selon l'utilisation de l'immobilisation (activité principale, activité annexe ou autre....)

Le composant doit être significatif et doit conserver ce caractère au moment du remplacement et de la décomptabilisation (sortie de la valeur nette). Pour les comptes individuels des PME, compte tenu de l'application des durées d'usage, la ventilation en composants selon les durées réelles de renouvellement devrait être limitée.

Il convient également de souligner que :

- les éléments qui ne seraient pas comptabilisés sous forme de composants à l'origine lors de l'acquisition ou de la première application (alors qu'ils étaient identifiables), seront obligatoirement comptabilisés en résultat lors du remplacement sauf si les conditions de constatation d'un nouveau composant sont remplies (par exemple durée d'utilisation qui s'avère plus courte pour l'élément considéré).
- les provisions pour remplacement seront supprimées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005.
- ces observations valent également pour les gestionnaires d'immobilisations sous forme de parcs (immeubles ou matériel).

### **1.2 - Composants correspondant aux dépenses qui font l'objet de programmes pluriannuels de grosses réparations ou de grandes révisions (2<sup>ème</sup> catégorie).**

Les entreprises qui optent pour la méthode de comptabilisation par composants, pour les dépenses qui font l'objet de programmes pluriannuels de grosses réparations ou de grandes révisions, doivent comptabiliser en tant que composant du coût initial et amortir de manière spécifique les coûts correspondant à ces dépenses qui pouvaient donner lieu auparavant à constitution de provisions pour grosses réparations.

#### **- Méthode de comptabilisation**

Comme pour les dépenses de 1<sup>ère</sup> catégorie, la comptabilisation d'un composant pour les dépenses de 2<sup>ème</sup> catégorie s'effectue au sein du coût initial (et non au-delà) correspondant au coût estimé des programmes pluriannuels de grosses réparations ou de grandes révisions. Celui-ci est amorti sur la durée prévue, jusqu'à la prochaine grosse réparation ou grande révision.

#### **- Coûts attribuables**

Si nécessaire, le coût estimé d'un plan pluriannuel de dépenses de grosses réparations ou de grandes révisions, futur et identique, peut être utilisé comme base pour évaluer le coût du composant existant lors de l'acquisition ou de la construction du bien (mais calculé à cette date et non à la date où le coût sera dépensé, à la différence d'une provision pour grosses réparations).

Le composant comprend tous les coûts attribuables au programme pluriannuel de grosses réparations ou de grandes révisions, autres que les coûts de renouvellement des autres composants déjà identifiés.

Pour certaines entreprises, les opérations de grandes révisions (appelées également grandes inspections ou grands entretiens) nécessitent un arrêt de l'activité pour les immobilisations concernées. Dans ce cas, le composant comprend tous les coûts attribuables à la grande révision engagés depuis la date d'arrêt de l'activité jusqu'à la date de remise en fonctionnement.

- **Coûts exclus**

En revanche, les dépenses non attribuables au coût d'acquisition ou de production d'une immobilisation sont également exclues du coût du composant relatif aux programmes pluriannuels de grosses réparations ou de grandes révisions.

Il s'agit principalement :

- des coûts administratifs et des autres frais généraux, à l'exception des coûts de structure dédiés ;
- des frais de formation du personnel ;
- des pertes d'exploitation ou des coûts encourus quand les immobilisations concernées ne fonctionnent pas ou fonctionnent en dessous de leur pleine capacité ;
- des coûts de réinstallation ou de réorganisation d'une partie ou de la totalité des activités de l'entreprise.

### **Annexe C : Exemples de reconstitution du coût historique amorti**

Les exemples en annexe sont donnés à titre indicatif.

#### 3.1 - Reconstitution à partir des factures d'origine

3.1.1 - *Aucun composant n'a été renouvelé entre l'acquisition et la date de première application au 1<sup>er</sup> janvier 2003*

Soit une immobilisation acquise le 01/01/1999 avec une durée d'amortissement de 10 ans

valeur brute	100
amortissements comptabilisés	40
valeur nette comptable	60

L'entreprise parvient à reconstituer le coût d'origine du composant A soit 27 (facture), qui doit être renouvelé tous les 6 ans (donc réduction de 10 à 6 ans).

valeur brute du composant	27
amortissements à comptabiliser sur le composant $27 \times (4/6) =$	18
valeur nette du composant	9
amortissements antérieurs déjà constatés $27 \times (4/10) =$	10.8
écart négatif à comptabiliser en capitaux propres $10.8 - 18 =$	7.2

- Schéma d'écritures, la durée d'amortissement de la structure n'est pas modifiée (10 ans).

<i>Constatation des composants</i>			
2...Composant A		27	
2...Composant B (structure)		73	
	2...Immobilisation		100
<i>Rattrapage des amortissements</i>			
1...Variation de capitaux propres		7.2	
28..Amortissements Immobilisation		40 (100*4/10)	
	28..Amort Composant A		18 (27*4/6)
	28Amort Composant B		29.2 (73*4/10)

- Schéma d'écritures, la durée d'amortissement de la structure est modifiée (allongement de 10 à 15 ans).

<i>Constatation des composants : sans changement</i>			
<i>Rattrapage des amortissements</i>			
28..Amortissements immobilisation		40 ( $100 \times 4/10$ )	
	1..Variation de capitaux propres <sup>1</sup>		2.54 (1)
	28..Amort Composant A		18 ( $27 \times 4/6$ )
	28...Amort Composant B		19.46 ( $73 \times 4/15$ )

<sup>1</sup>Dans ce cas, la variation sera positive du fait de l'allongement de l'amortissement sur la structure.

### 3.1.2 - Le composant a déjà été renouvelé avant la date de la première application au 1<sup>er</sup> janvier 2003

Soit une immobilisation acquise le 01/01/1989 avec une durée d'amortissement de 20 ans

valeur brute	100
amortissements comptabilisés	70
valeur nette comptable	30

L'entreprise parvient à reconstituer le coût d'origine du composant A soit 27 (facture), qui est renouvelable tous les 6 ans. Ce composant a été renouvelé en 1995 et pour 42 en 2001. Il convient de retenir la valeur du dernier renouvellement soit :

valeur brute du composant	42
amortissements à comptabiliser sur le composant $42 \times (2/6) =$	14
valeur nette du composant	28
amortissements antérieurs du composant $27 - 27 \times (14/20) =$	8.1
Ecart positif sur amortissement à comptabiliser en capitaux propres $70 - (14 + 8.1) = 4.9$	4.9
écart positif sur valeur brute à comptabiliser en capitaux propres $42 - 27 = 15$	15

Au rattrapage des amortissements, s'ajoute une augmentation due à la différence de valeur du composant entre la date d'origine (27) et celle du dernier remplacement (42).

- Schéma d'écritures, la durée d'amortissement de la structure n'est pas modifiée (20 ans).

<i>Constatation des composants</i>			
2...Composant A		42	
2....Composant B (structure)		73	
	2....Immobilisation		100
	1. Variation de capitaux propres <sup>1</sup>		15 (42-27)
<i>Rattrapage des amortissements</i>			
28..Amortissements Immobilisation		70 (100*14/20)	
	1...Variation de capitaux propres		4.9
	28..Amort Composant A		14 (42*2/6)
	28...Amort Composant B		51.1 (73*14/20)

- Schéma d'écriture, la durée d'amortissement de la structure est modifiée (augmentation à 25 ans).

<i>Constatation des composants : sans changement</i>			
<i>Rattrapage des amortissements</i>			
28..Amortissements Immobilisation		70 (00*14/20)	
1...Variation de capitaux propres			15.12 <sup>1</sup>
	28..Amort Composant A		14 (42*2/6)
	28...Amort Composant B		40.88*(73*14/25)

$$^1(70 - 14 - 40,88 = 15,12)$$

### 3.2 - Reconstitution à partir de données fondées sur des données techniques actuelles

Première application au 1<sup>er</sup> janvier 2003

Soit une immobilisation acquise pour 100, il y a 4 ans et amortissable sur 10 ans

Des données actuelles montrent que le composant A, renouvelable tous les 6 ans, représente 30% du coût à neuf d'une immobilisation identique.

	Valeur brute	Amort antérieurs déjà constatés	Valeur nette comptable
Composant A	$(100 * 30) 30$	$(30 * 4/10) 12$	18
Composant B	$(100 * 70) 70$	$(70 * 4/10) 28$	42
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>40</b>	<b>60</b>

Calcul du rattrapage d'amortissement sur le composant

valeur brute du composant	30
amortissements à comptabiliser sur le composant $30 * (4/6) =$	20
valeur nette du composant	28
amortissements antérieurs déjà comptabilisés	12
<b>écart négatif à comptabiliser en capitaux propres <math>12 - 20 =</math></b>	<b>8</b>

- Schéma d'écritures, la durée d'amortissement de la structure n'est pas modifiée (10 ans).

<i>Constatation des composants</i>			
2...Composant A		30	
2....Composant B (structure)		70	
	2....Immobilisation		100
<i>Rattrapage des amortissements</i>			
1...Variation de capitaux propres		8	
28..Amortissements Immobilisation		40 $(100 * 4/10)$	
	28..Amort Composant A		20 $(30 * 4/6)$
	28...Amort Composant B		28 $(70 * 4/10)$

- Schéma d'écriture, la durée d'amortissement de la structure est modifiée (allongement à 11 ans).

<i>Constatation des composants : sans changement</i>			
<i>Rattrapage des amortissements</i>			
1...Variation de capitaux propres		5.45	
28..Amortissements Immobilisation		40 (100*4/10)	
	28..Amort Composant A		20 (30*4/6)
	28...Amort Composant B		25.45 (70*4/11)



### **Annexe D : Exemple de réallocation des valeurs nettes comptables**

Soit une immobilisation acquise depuis 10 ans et amortissable sur 20 ans.

valeur brute	100
amortissements	50
valeur nette comptable	50

En fonction de données actuelles ressortant d'études techniques, la valeur nette du composant A représente 30% avec une durée résiduelle d'amortissement de 5 ans, et celle du composant principal B 70%.

Les valeurs brutes et les amortissements constatés doivent être ventilés comme suit :

	<b>Immobilisation</b>	<b>Composant A</b>	<b>Composant B</b>
Valeur brute	100	30 (100*30%)	70 (100*70%)
Amortissements	50	15 (50*30%)	35 (50*70%)
Valeur nette comptable	50	15 (50*30%)	35 (50*70%)
Amortissement annuel à compter de la réallocation		3 (15/5)	3.5 (35/10)

Ces bases, 15 et 35, seront amorties sur les nouvelles durées résiduelles restant à courir sans correction des amortissements antérieurement pratiqués, soit 5 ans pour le composant A. La durée résiduelle du composant B est maintenue à 10 ans. Ainsi, l'annuité d'amortissement passera de 5 (100/20) à 6.5 (3+3.5).

©Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, 22 juillet 2003



## ANNEXE 12

### Note de présentation de l'avis n°2003 E du Comité d'urgence du CNC

#### **Concernant les modalités de première application de la comptabilisation par composants et des dispositions transitoires prévues à l'article 15 du règlement n°02-10 du CRC relatif à l'amortissement et la dépréciation des actifs.**

Le groupe de travail était chargé d'examiner, à la demande du Comité d'urgence, les modalités de première application de la comptabilisation des actifs par composants et des dispositions transitoires prévues à l'article 15 du règlement n°02-10 du CRC relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

Après avoir rappelé les textes applicables issus des règlements n°00-06 du CRC sur les passifs et n°02-10 visé supra au regard des provisions pour grosses réparations et de la méthode de comptabilisation par composants, le groupe a identifié plusieurs questions.

- La première application du règlement n°02-10 du CRC est-elle nécessairement rétrospective ?
- Les modalités de constitution de provision pour grosses réparations par les entreprises qui ne constataient pas de telles provisions, doivent-elles être identiques pour les dépenses relevant des deux catégories au cours de la période transitoire 2003-2004 ?
- Quelles sont les méthodes de première comptabilisation des composants ?
- Solutions adoptées par le Comité d'urgence.
- Modalités de détermination des composants.

#### **1 – La première application du règlement n°02-10 du CRC est-elle nécessairement rétrospective ?**

Le groupe a répondu par l'affirmative à cette question, mais les méthodes qui comportent des variantes doivent être précisées et cohérentes pour le traitement des provisions pour grosses réparations et des composants.

Par ailleurs, il a bien mis en évidence que l'approche par composants mentionnée dans le règlement N°02-10 du CRC ne vise pas simplement à isoler le ou les composants à remplacer. Cette approche est plus globale et concerne donc la détermination de l'ensemble des composants (y compris la structure) d'un actif, ainsi que l'ensemble des immobilisations quelque soit le mode de comptabilisation retenu pour les provisions pour grosses réparations.

#### **2 – Les modalités de constitution de provisions pour grosses réparations doivent-elles être identiques pour les dépenses relevant des deux catégories ?**

Le règlement n°00-06 sur les passifs vise deux catégories de dépenses au titre des provisions pour grosses réparations :

- la première catégorie concerne les dépenses de remplacement de tout ou partie des actifs (à l'exclusion des dépenses d'amélioration qui sont directement capitalisables) ;
- la deuxième catégorie concerne les dépenses qui font l'objet de programmes pluriannuels de grosses réparations ou grandes révisions.

Le règlement n°00-06 sur les passifs interdisait la constitution de provisions pour grosses réparations pour la première catégorie. Le maintien du régime antérieur au titre des mesures transitoires (règlement n°02-10 du CRC) s'arrêtera définitivement au 1<sup>er</sup> janvier 2005.

En revanche, la constitution de provisions pour grosses réparations pour les dépenses relevant de la deuxième catégorie perdurera au-delà de cette date si les entreprises n'optent pas pour la méthode de comptabilisation par composants.

Compte tenu de ce que :

- les durées d'amortissements des actifs prévues par le règlement n°02-10, et donc applicables aux composants, peuvent être différentes dans les comptes consolidés (durées d'utilisation) et dans les comptes individuels (durées d'usage),
- la comptabilisation des provisions pour grosses réparations est étroitement liée à la comptabilisation par composants,

Le Comité d'urgence a considéré que la méthode de comptabilisation des composants pourrait être différente entre les comptes consolidés et les comptes individuels sous réserve des précisions apportées au §4 de l'avis (composants en comptes consolidés et provisions en comptes individuels mais pas l'inverse).

### 3 – Quelles sont les méthodes de première comptabilisation des composants ?

Le groupe a dénombré trois méthodes dont deux sont compatibles avec la norme IFRS I, et l'une qui s'inspire des travaux en cours de l'AICPA.

Modalités compatibles avec la norme IFRS I

- Modalités de reconstitution du coût historique amorti :
- soit en reconstituant le coût historique des composants remplacés à partir des factures d'origine ;
- soit en fonction de méthodes provenant de données techniques fondées sur la répartition du coût actuel.
- Modalités de la juste valeur à la date de première application. Cette méthode non conforme aux règles de réévaluation prévues à l'article 350-1 du règlement n°99-03 du CRC ne peut pas être retenue eu égard aux textes français en vigueur ni pour les comptes individuels, ni les comptes consolidés.
- Modalités de réallocation des valeurs comptables.

Cette méthode mixte, est rétrospective quant à la reconstitution des composants de l'actif en fonction des valeurs nettes comptables et prospective quant au calcul des amortissements. Cette méthode n'est pas conforme à la norme IFRS I.

Il est apparu opportun au groupe de proposer au Comité d'urgence de retenir les deux méthodes susceptibles d'être appliquées. Le groupe a par ailleurs noté que l'application des modalités de reconstitution du coût historique des composants ne pourra dispenser les entreprises qui devront appliquer les normes de l'IASB au 1<sup>er</sup> janvier 2005 (comptes consolidés), de retraiter leurs comptes que si les conditions prévues par les normes IAS pour la détermination du coût d'entrée et des durées d'utilisation sont remplies.

### 4 – Solutions adoptées par le Comité d'urgence

Après analyse des propositions du groupe de travail, le Comité d'urgence émet l'avis suivant :

- **Provisions pour grosses réparations concernant les dépenses qui ont pour objet de remplacer tout ou partie des actifs [1<sup>ère</sup> catégorie].**

Le Comité d'urgence considère que, pour les comptes consolidés et individuels :

- si les entreprises constataient des provisions pour grosses réparations concernant des dépenses relevant de la 1<sup>ère</sup> catégorie, elles doivent maintenir le traitement antérieur, sauf si la méthode de comptabilisation par composants est utilisée.
- si les entreprises ne constataient pas de provisions pour grosses réparations concernant des dépenses relevant de la 1<sup>ère</sup> catégorie, elles doivent constituer des provisions pour grosses réparations ou opter pour la méthode de comptabilisation par composants.

Cependant le Comité d'urgence considère qu'il pourrait être opportun, pour permettre aux entreprises de ne pas constituer des provisions pour grosses réparations concernant les dépenses qui ont pour objet de remplacer tout ou partie des actifs [1<sup>ère</sup> catégorie], de modifier l'article 15-2 du règlement n°02-10 du CRC.

- **Provisions pour grosses réparations concernant les dépenses faisant l'objet de programmes pluriannuels de grosses réparations ou de grandes révisions, ayant pour seul objet de vérifier le bon état de fonctionnement des installations et d'y apporter un entretien sans prolonger leur durée de vie au-delà de celle initialement prévue [2<sup>ème</sup> catégorie].**

Le Comité d'urgence considère, pour les comptes individuels et consolidés, que la comptabilisation de provisions pour grosses réparations concernant les dépenses relevant de la 2<sup>ème</sup> catégorie est obligatoire pour toutes les entreprises à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2003 et maintenue après le 1<sup>er</sup> janvier 2005, sauf si l'entreprise opte pour la méthode de comptabilisation par composants

- **Modalités de comptabilisation des composants**

Le Comité considère que lors de la première application de la méthode de comptabilisation par composants, l'entreprise peut opter pour les modalités suivantes qui peuvent en outre être choisies de manière différente entre les deux catégories de dépenses:

- Reconstitution du coût historique des composants : cette méthode est totalement rétrospective.

- Réallocation des valeurs comptables: c'est une solution intermédiaire applicable dans les comptes consolidés et individuels. Cette méthode est à la fois rétrospective avec la réallocation des valeurs brutes et des amortissements et prospective pour le calcul des amortissements à pratiquer dans le futur.
- L'approche " juste valeur " n'a pas été retenue car elle ne peut pas être appliquée au regard des textes français en vigueur. Cependant, cette méthode sera applicable dès la transposition de la directive européenne, si l'option est retenue en France.

## **5 – Modalités de détermination des composants**

Après avoir interrogé les différents représentants des entreprises participant au groupe, il est rapidement apparu qu'il n'était pas envisageable d'arrêter une méthode de décomposition des immobilisations par secteur d'activité avec des durées d'utilisation propres à chaque composant.

En revanche, le groupe a proposé des éléments de méthodologie pour déterminer les composants :

- de manière générale,
- et pour le cas des composants correspondant aux dépenses qui font l'objet des programmes pluriannuels de grosses réparations ou grandes révisions.

**Annexe : Tableau de synthèse des mesures transitoires pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2003 et jusqu'à l'entrée en vigueur du règlement n°02-10 du CRC**

Le tableau de synthèse récapitule l'ensemble des solutions et choix possibles avant l'entrée en vigueur du règlement n°02-10 du CRC.

**Comptes individuels et comptes consolidés (a)**

	Cas où des provisions ont été constituées antérieurement à l'exercice ouvert à compter du 01/01/2003	Cas où aucune provision n'a été constituée antérieurement à l'exercice ouvert à compter du 01/01/2003
<i>1<sup>ère</sup> catégorie</i>	maintien ou composants (1) (2)	provision ou composants (1) (2)
Provisions pour grosses réparations (renouvellement) (b)		
<i>2<sup>ème</sup> catégorie</i>	maintien ou composants (1) (2)	provision ou composants (1) (2)
Provisions pour grosses réparations (entretien/révision) (b)		

a) Les choix (provisions pour grosses réparations ou composants) peuvent être différents entre les comptes consolidés et les comptes individuels.

b) Les choix (provisions pour grosses réparations ou composants) peuvent être différents d'une catégorie de dépenses à l'autre (1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> catégorie). En revanche, le traitement doit être identique pour toutes les immobilisations qui ont donné lieu à la même catégorie de provisions pour grosses réparations.

1) Choix pour les modalités de détermination des composants entre méthode de reconstitution du coût historique (méthode préférentielle compatible avec IFRS 1) et reconstitution des valeurs comptables (méthode inspirée des travaux de l'AICPA).

2) Traitement fiscal :

- Les provisions pour grosses réparations concernant des dépenses de 1<sup>ère</sup> catégorie sont déductibles si elles remplissent les conditions énoncées à l'article 39-1.5 du code général des impôts.
- Les provisions pour grosses réparations concernant des dépenses de 2<sup>ème</sup> catégorie sont déductibles si elles remplissent les conditions énoncées à l'article 39-1.5 du code général des impôts.
- L'administration fiscale étudie la question de la déduction des amortissements constatés sur des composants relatifs à la 1<sup>ère</sup> catégorie.
- L'administration fiscale n'admet pas, à ce jour, la déduction des amortissements constatés sur des composants relatifs à la 2<sup>ème</sup> catégorie.

©Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, 22 juillet 2003

## ANNEXE 13

### RAPPORT DES TRAVAUX DU GROUPE LISIBILITE DES COMPTES

Monsieur RABOURDIN - Novembre 2006

#### Note préalable

Ces travaux se situent dans la poursuite des travaux du groupe de travail sur la lisibilité qui s'était réuni en 2003 et 2004, dont la mission était l'examen des états financiers et des rapports des agents comptables présentés tant à leur conseil d'administration qu'à l'administration centrale à l'appui des comptes annuels. Après les travaux importants sur la norme de combinaison et la norme de validation réalisés par des groupes de travail ad hoc, il est paru pertinent que le groupe lisibilité se reconstitue pour élaborer des états financiers homogènes entre les différents organismes.

Le travail entrepris pour présenter des états de synthèse normés, les pièces 1 et 2 dans ce document présentent le bilan et compte de résultat proposés.

Le présent texte essaie d'organiser une annexe qui pourrait servir de base aux organismes pour l'élaboration des comptes 2006.

Dans son rapport de septembre 2006 la Cour des Comptes considère que l'information comptable contenue dans l'annexe des comptes reste insuffisante (1) et recommande « *d'améliorer fortement la qualité et l'exhaustivité du contenu des annexes des comptes combinés et des comptes des établissements publics afin de respecter pleinement les exigences des normes comptables en la matière* ».

L'annexe formant un tout indissociable avec le bilan et le compte de résultat, la certification couvre l'annexe au même titre que les autres composants des documents de synthèse.

La certification portant sur l'ensemble des comptes annuels toute anomalie constatée dans l'annexe doit être traitée de la même façon qu'une anomalie constatée dans le bilan ou le compte de résultat.

Il apparaît donc important que l'annexe de tous les organismes de sécurité sociale s'étoffe.

**L'annexe est un document essentiel qui contribue à la transparence et à la lisibilité des comptes.**

Paris, le 30 octobre 2006

Henri RABOURDIN





# 1. Les états financiers des organismes de sécurité sociale

Les états financiers combinés doivent désormais respecter les prescriptions de l'arrêté interministériel (en cours de signature) relatif aux règles de combinaison des comptes des organismes de sécurité sociale.

Les états financiers annuels, qu'ils soient individuels ou combinés, sont composés obligatoirement d'un bilan, d'un compte de résultat, et d'une annexe, ces trois documents formant un tout indissociable.

Les états financiers, et en particulier l'annexe, mettent en évidence tout fait pertinent, c'est-à-dire susceptible d'avoir une influence sur l'appréciation que leurs destinataires peuvent porter sur le résultat, le patrimoine et la situation financière d'une entité ou d'un groupe d'entités combinées, ainsi que sur les décisions qu'ils peuvent être amenés à prendre. Ce principe s'applique aux comptes individuels comme aux comptes combinés. Les organismes de Sécurité Sociale étant divers dans leurs activités, leurs modes de financement ou encore leurs résultats, leurs états financiers doivent être conçus de manière adaptée à chacun, sur la base d'une trame commune.

## 1.1 Enjeux pour la certification : la qualité des états financiers

### 1.1.1 Certification des comptes du régime général

La loi organique du 2 août 2005 relative aux lois de financement de la sécurité sociale a confié à la Cour des Comptes le soin de procéder aux vérifications en vue de certifier les comptes combinés de l'exercice 2006 des branches et de l'activité de recouvrement du régime général.

#### 1.1.1.1 L'article LO 111-3-VIII

*« VIII.-La mission d'assistance du Parlement et du Gouvernement, confiée à la Cour des comptes par le dernier alinéa de l'article 47-1 de la Constitution, comporte notamment : 1° La production du rapport sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale, prévu à l'article L 132-3 du code des juridictions financières ;*

*2° La production d'un avis sur la cohérence des tableaux d'équilibre par branche du dernier exercice clos, mentionnés au I du présent article ; 3° La production du rapport, mentionné à l'article L 132-2-1 du code des juridictions financières, de certification de la régularité, de la sincérité et de la fidélité des comptes des organismes nationaux du régime général et des comptes combinés de chaque branche et de l'activité de recouvrement du régime général, relatifs au dernier exercice clos, établis conformément aux dispositions du présent livre. Ce rapport présente le compte rendu des vérifications opérées aux fins de certification ».*

#### 1.1.1.2 L'article L 132-2-1 :

*« Chaque année, la Cour des comptes établit un rapport présentant le compte rendu des vérifications qu'elle a opérées en vue de certifier la régularité, la sincérité et la fidélité des comptes des organismes nationaux du régime général et des comptes combinés de chaque branche et de l'activité de recouvrement du régime général, relatifs au dernier exercice clos, établis conformément aux dispositions du livre Ier du code de la sécurité sociale. Ce rapport est remis au Parlement et au Gouvernement sitôt son arrêt par la Cour des comptes, et au plus tard le 30 juin de l'année suivant celle afférente aux comptes concernés.*

*Ces dispositions s'appliquent pour l'exercice 2006 ».*

### 1.1.2 Certification des comptes des autres régimes L'article L 114-8 est ainsi rédigé :

*« Art. L.114-8. – Les comptes des organismes nationaux de sécurité sociale, autres que ceux mentionnés à l'article L 132-2-1 du code des juridictions financières, ainsi que ceux des organismes créés pour concourir au financement de*

*l'ensemble des régimes, sont certifiés par un commissaire aux comptes. Lorsque ces organismes établissent des comptes combinés, la certification est effectuée par deux commissaires aux comptes au moins.*

*Une norme d'exercice professionnel homologuée par voie réglementaire précise les diligences devant être accomplies par les commissaires aux comptes. Les dispositions de l'article L.140-2 du code des juridictions financières sont applicables à ces derniers »*

*« Les deux premiers alinéas de l'article L.723-46 du code rural sont supprimés.*

*Les dispositions du I s'appliquent au plus tard aux comptes des exercices 2007-2008.*

*Les dispositions du II s'appliquent au 1<sup>er</sup> janvier 2008 ».*

### **1.1.3 Qualité des états financiers**

Sans préjuger de la forme et des modalités du rapport qui sera établi par la Cour des comptes, il nous apparaît important d'indiquer que les commissaires aux comptes, du fait de l'obligation nouvelle qui leur est faite par la loi du 1<sup>er</sup> août 2003, dite loi de sécurité financière, qui intègre l'article 225-235 alinéa 1<sup>er</sup> du code de commerce, doivent dorénavant justifier leur appréciation.

Dans les formules de certification qui ont été mises au point par le Haut Conseil du Commissariat aux Comptes (H3C) et qui ont reçu une application pour la première fois sur les comptes de l'exercice 2003, les commissaires aux comptes ont résolu la difficulté, qui se présentait à eux de justifier leur appréciation, en demandant aux sociétés et autres entités d'ajouter des informations complémentaires dans l'annexe.

Ainsi les commissaires aux comptes dans leurs rapports attirent l'attention du lecteur sur des points exposés dans l'annexe, et justifient leur appréciation en indiquant qu'ils ont étudié dans leur démarche d'audit les hypothèses, les procédures etc... et qu'en fonction des informations communiquées dans l'annexe, souvent indiquées par une note, ils estiment avoir une assurance raisonnable de faire ou de ne pas faire d'observation.

La qualité des états financiers va permettre d'assurer une image fidèle et la certification des comptes.

## **1.2 Le bilan et le compte de résultat**

Les modèles de bilan et de compte de résultat (voir pièces n° 1 et 2) ont vocation à être modulés en fonction des principes d'image fidèle et d'importance relative, qui constituent le cadre général de l'établissement des comptes. En particulier, le dimensionnement des rubriques du bilan et du compte de résultat doivent traduire l'importance relative des éléments de patrimoine ou de résultat en fonction des spécificités de chaque organisme.

En ce sens, sur la base de la trame commune détaillée, un organisme doit, par exemple, ne présenter qu'une ligne « Immobilisations incorporelles » au bilan ou « résultat financier » au compte de résultat si ces éléments sont peu significatifs par rapport au total du bilan et du résultat. À l'inverse, des postes comme les créances et dettes d'exploitation ou les charges techniques seront plus détaillés s'ils sont significatifs.

Le bilan est présenté sous forme de tableau synthétique sur deux pages, il détaille les comptes de bilan et retrace le résultat de l'exercice avant et après affectation au titre des exercices n et n-1 (on se reportera pièce n°1).

Le compte de résultat est présenté sous forme de tableau synthétique sur deux pages, selon un classement des produits et des charges par nature (on se reportera pièce n° 2). Pour compléter l'information donnée par cette présentation sous forme de tableaux, l'annexe détaille dans une note spécifique les soldes intermédiaires : résultat d'exploitation, résultat financier, résultat exceptionnel.

## **1.3 L'annexe**

L'annexe des états financiers a pour objet de compléter et commenter l'information donnée par le bilan et le compte de résultat. À ce titre, elle met en évidence tout fait de nature à avoir une influence sur l'appréciation que les utilisateurs de l'information peuvent avoir sur les comptes et sur les décisions qu'ils seraient amenés à prendre. En outre, elle fournit toutes les explications nécessaires à une bonne compréhension du bilan et du compte de résultat. L'annexe a donc vocation à présenter toutes les informations ayant une importance significative qui concourent à l'image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'organisme. Est ainsi considérée comme significative toute information dont la non-publication serait susceptible de modifier le jugement des utilisateurs sur la situation patrimoniale et financière de l'organisme ou du groupe constitué des entités combinées. En pratique, la conception de l'annexe doit conduire à présenter toutes et seulement les informations significatives, dans ce sens il convient de privilégier une présentation succincte, claire et accessible.

L'annexe doit en outre être vérifiable, et comparable d'un exercice à l'autre. Les éléments d'information indiqués dans l'annexe portent notamment sur :

- les règles et méthodes comptables, ainsi que, le cas échéant, les changements de méthode d'évaluation et de présentation des comptes,
- les faits caractéristiques de l'exercice,
- les compléments d'informations relatifs au contenu des postes du bilan et du compte de résultat,
- les engagements hors bilan (reçus et donnés).
- le périmètre des comptes présentés, pour les comptes combinés.

Cette liste n'est pas limitative.

Le modèle d'annexe des organismes de sécurité sociale et les modalités d'établissement de l'annexe sont présentés ci-après.

Pour les comptes combinés, quatre notes spécifiques sont prévues (périmètre et règles de combinaison, bilan et compte de résultat détaillé). Le rappel de principe qui précède et les développements qui suivent auraient vocation à être intégrés dans la nouvelle version du PCUOSS dont ils deviendraient partie intégrante.

## 2. Une annexe pour les organismes de sécurité sociale

### 2.1 Modalités d'établissement de l'annexe

La proposition de maquette d'annexe ci-après est une trame destinée à s'appliquer à tous les organismes nationaux de Sécurité Sociale (organismes locaux, organismes nationaux, branches et régimes et comptes combinés). Des adaptations prenant la forme de suppressions, d'ajouts, de scissions internes de notes, ou de changement de hiérarchisation de notes ont vocation à lui être apportées afin de refléter au mieux leur situation propre.

Ces notes ont pour objet de développer et commenter les postes significatifs du bilan et du compte de résultat :

- par la présentation de tableaux chiffrés, d'un format et d'une présentation adaptés à l'importance relative des postes comptables concernés, et **dont le solde ou le total peut être réconcilié avec le bilan ou le compte de résultat**,
- par l'inclusion de tout commentaire approprié permettant de restituer une image fidèle du contenu, de l'évolution du poste. Le cas échéant, des renvois entre notes ont vocation à être indiqués pour éviter des redondances dans le document.

Les notes 1 à 8 (notes sur le cadre général) et 28 à 30 (notes transversales) paraissent devoir figurer systématiquement dans l'annexe. La présence, le thème traité, le positionnement des autres notes 9 à 27 (informations sur le bilan et le compte de résultat) sont fonction des besoins d'information financière propre à chaque organisme, branche ou régime. En particulier, les postes du bilan et du compte de résultat qui ne seraient pas significatifs n'appellent pas de note dans l'annexe. À l'inverse, des opérations spécifiques significatives non appréhendées dans la maquette d'annexe devraient faire l'objet d'une note.

**La qualité de l'annexe tient à la pertinence des informations qu'elle contient plus qu'au volume des documents produits.**

Il est recommandé d'utiliser la même unité monétaire pour le bilan, le compte de résultat et les notes et tableaux de l'annexe<sup>5</sup>.

---

<sup>5</sup> En centimes d'€ pour permettre une parfaite récupération des données et éviter les débats posés par les règles d'arrondis

Pour faciliter la lisibilité des états financiers combinés du régime général, il est possible de les établir en M€.

## **2.2 Moyens à mettre en œuvre**

Dans la pratique, l'annexe est rédigée dès que le bilan et le compte de résultat sont arrêtés, il convient de déterminer par avance les points de l'annexe pouvant concerner votre organisme et de repérer au sein de l'organisme la personne ressource susceptible de détenir l'information à produire. Il est pertinent d'indiquer, sous les tableaux ou informations de l'annexe, la source de l'information qui a permis de dresser le document.

## **2.3 Annexe et rapport de l'agent comptable**

L'annexe et le rapport de l'agent comptable sont des documents qui ne revêtent pas la même nature. Le rapport est rédigé à l'initiative de l'Agent Comptable qui apporte tout commentaire utile et d'analyse sur les évolutions financières et patrimoniales, l'annexe se situant davantage dans une dimension descriptive ou factuelle.

*Par exemple le rapport de l'Agent comptable peut être amené à exposer les conséquences des faits caractéristiques de l'exercice exposé dans l'annexe (changement de taux, mise en place de la T2A, création de la CMU ...).*

## **3. Proposition de maquette d'annexe**

La présentation de l'annexe que nous proposons s'inspire de celle des entreprises. Pour une harmonisation des annexes entre les organismes il est recommandé de suivre le plan des notes, tout en laissant à chacun pour la construction de l'annexe le choix dans les notes à servir.

## 3.1 Cadre général

### 3.1.1 Note n° 1 : Périmètre de combinaison (uniquement pour les comptes combinés)

Cette note comporte une description succincte de la composition du périmètre, elle décrit l'entité combinante, les entités et les critères retenus pour l'établissement des comptes combinés.

Cette note a également vocation à mentionner et justifier les motifs pour les cas d'exclusion du périmètre de combinaison, les considérations à l'origine de cette exclusion et éventuellement tout élément permettant d'apprécier l'incidence sur les comptes (impact sur le total du bilan, sur le résultat) qu'aurait l'inclusion de ces entités.

### 3.1.2 Note n° 2 : Règles et méthodes comptables

Cette note rappelle le référentiel applicable (PCUOSS, avis du CRC 00-04) et ses principales divergences avec le CRC 99-03 si celles-ci ont une incidence significative sur l'établissement des comptes, notamment en terme de fait générateur.

#### 3.1.2.1 Référentiel comptable

- La comptabilité est tenue en droits constatés en application désormais des articles LO 111-3, VII et de l'article L 114-5 du CSS tels qu'issus de la loi organique du 2 août 2005 ;
- « Plan Comptable Unique des Organismes de Sécurité Sociale » (PCUOSS) prévu par l'article D 114-4-1 du CSS et édicté par l'arrêté du 30 novembre 2001 modifié par l'arrêté du 30 janvier 2008.
- Ce texte précise que, la comptabilité des Organismes de Sécurité Sociale ne s'écarte des dispositions définies par le plan comptable général (CRC 99-03) que si des mesures législatives ou réglementaires spécifiques à la Sécurité Sociale l'exigent.
- Au cours de l'année 2005, les Caisses Nationales du régime général et les autres organismes (CCMSA, RSI...) ont débuté l'élaboration d'un plan de comptes annoté, harmonisé inter régime (le PLACAIR), qui permet de créer des subdivisions pour répondre à leurs besoins spécifiques.
- Arrêté pris en application de l'article D114-4-2 du code de la sécurité sociale portant adoption du référentiel de validation des comptes des organismes de la sécurité sociale. (en cours de signature)
- Arrêté pris en application de l'article L.114-6 du code de la sécurité sociale portant adoption des règles de combinaison des comptes des organismes de la sécurité sociale. pour les comptes combinés uniquement<sup>6</sup>

---

<sup>6</sup> Le conseil national de la comptabilité a émis un avis favorable sur les dispositions de cet arrêté.

### 3.1.2.2 Les règles propres à l'organisme

Une présentation succincte des règles de reconnaissance et d'évaluation des principaux types de charges et produits, actifs et passifs composera cette note ; on explicitera notamment les faits générateurs ainsi que les modalités d'estimation comptable (modes et durées d'amortissements, taux...) et les hypothèses utilisées qui ont une incidence significative sur les comptes, notamment concernant les modes de calcul des provisions statistiques, des produits à recevoir ou des charges à payer (paramètres retenus : taux,...). Il est recommandé que la présentation des règles comptables suive l'ordre des postes du bilan et du compte de résultat.

Les dérogations aux méthodes comptables doivent être décrites et justifiées (cf. le règlement sur les actifs CRC 02-10, CRC 03-07 et CRC 04-06). Il est rappelé que les dérogations ne sont admises que s'il peut être démontré que l'application des principes ne conduirait pas à refléter une image fidèle des opérations.

Cette note a vocation à être très détaillée.

*Par exemple : pour les provisions pour risques et charges techniques leur montant s'apprécie au vu d'événements intervenus au cours de l'exercice ou d'un exercice antérieur. Si aucune autre approche n'est possible, des méthodes forfaitaires ou statistiques faisant référence à des données historiques précises peuvent être utilisées.*

*Une information dans l'annexe devra indiquer la méthode utilisée pour le calcul des provisions.*

### 3.1.2.3 Les règles de combinaison (comptes combinés uniquement)

Cette note expose les règles de combinaison mises en place dans l'organisme. Les règles de combinaison sont celles mentionnées au paragraphe 62 du règlement CRC 99-02, en tant qu'elles s'appliquent utilement aux organismes de sécurité sociale.

Par exemple : « les phases de combinaison des comptes consistent à annuler les opérations réciproques notamment les avances accordées et reçues, les dotations accordées et reçues, les comptes courants et les services rendus ».

### 3.1.3 Note n° 3 : Faits caractéristiques de l'exercice

De manière générale, cette note a vocation à mettre en exergue les éléments ou circonstances qui affectent de manière significative, par rapport à l'exercice précédent, la formation du résultat, la situation financière ou le patrimoine de l'organisme :

- effet des éléments nouveaux (évolutions législatives, notamment en matière de prestations ou d'affectation de ressources, d'exonérations, de compensations de perte de ressource ; transferts de résultat à d'autres organismes (CADES, ...),
- effet des éléments non récurrents (régularisations d'opérations d'exercices antérieurs, recettes exceptionnelles affectées à l'exercice...).

*Par exemple on peut présenter les textes législatifs et réglementaires ayant un impact sur les comptes de l'organisme, indiquer l'adossement de la CNIEG au régime général, le versement de la CADES, les régularisations comptables impactant le report à nouveau...*

### 3.1.4 Note n° 4 : Changement de méthode comptable, de présentation ou d'évaluation

Cette note explique les effets des changements comptables : changements de méthode, changements d'estimation (modalités de calcul de provisions), changements de présentation ; dans l'hypothèse où les changements comptables auraient une incidence majeure, des comptes pro-forma devront être présentés.

### 3.1.5 Note n° 5 : Relations avec les autres organismes de sécurité sociale

Cette note a pour objet de présenter les relations par partenaire, en distinguant les différents types de relations : recouvrement et affectation de produits par branche, cotisations (ex : AVPF), compensations,

adossements.... Dans ce cadre, la note contient des éléments de chiffrage des produits, charges, actifs et passifs voire des engagements hors bilan, de manière à donner une vue à la fois synthétique (un total par tiers) et détaillée (par nature de relations). Des commentaires complètent l'information chiffrée.

### **3.1.6 Note n° 6 : Relations avec l'État et autres entités publiques**

Cette note a vocation à retracer, par nature, les produits, charges, actifs, passifs et le cas échéant les engagements hors bilan, qui ont trait aux rapports avec l'État

*Par exemple : prise en charge de prestations, cotisations, prise en charge d'exonérations, affectation d'impôts et de taxe.*

Le cas échéant, les notes 5 et 6 ont vocation à être complétées par des notes spécifiques sur les rapports avec d'autres entités (ex. pour la branche vieillesse : FSV et FRR ; pour la branche maladie : fonds CMU et CNSA, pour la branche famille : AAH, API, RMI,...). Cette note fournira le détail des opérations des régimes ayant fait l'objet d'une compensation intégrale par l'État ;

### **3.1.7 Note n°7 : Relations avec les organismes tiers**

Les relations avec les organismes tiers qui participent à la gestion d'opérations au profit du régime seront exposées

*Par exemple : pour la branche maladie : sections locales mutualistes.*

Les opérations pour le compte de tiers seront décrites et chiffrées

*Par exemple : produits de toute nature qui transitent sans être recouvrés par l'organisme.*

### **3.1.8 Note n° 8 : Événements postérieurs à la clôture de l'exercice**

Cette note a vocation à décrire les événements survenus entre la clôture de l'exercice et la date d'approbation des comptes et ayant ou pouvant avoir une incidence significative sur les comptes du dernier exercice clos, l'activité ou la situation financière de l'organisme.

*Option : Il semble envisageable de présenter dans un premier temps les notes sur le compte de résultat puis celles sur le bilan (le compte de résultat étant usuellement présenté avant le bilan et les éléments du résultat de l'année intéressant prioritairement le lecteur*

## **3.2 Les informations sur les postes du bilan**

### **3.2.1 Note n° 9 : Immobilisations incorporelles et corporelles**

Selon le cas, une note globale ou une note par nature d'immobilisations ; un tableau, d'une dimension adaptée à l'importance relative des immobilisations, présente les mouvements et soldes des valeurs brutes (acquisitions / cessions / mises au rebut), des amortissements (dotations / reprises) et des valeurs nettes. Le montant des dépenses comptabilisées au titre des immobilisations en cours devra figurer dans cette note s'il est significatif.

Le cas échéant, les engagements hors bilans relatifs aux immobilisations peuvent être indiqués dans cette note ou dans la note Engagements (immobilisations en crédit-bail, nantissements d'actifs..).

#### **3.2.1.1 Durée, mode et amortissements**

*Remarque : durée et modes d'amortissements ont plutôt vocation à être présentés dans la note n° 2 « Règles et méthodes comptables ».*

### **3.2.2 Note n° 10 : Immobilisations financières**

Le cas échéant, cette note présente les participations des organismes dans des entités non combinées, les



prêts accordés, ainsi que les créances financières immobilisées (ex : actif financier géré par le FRR pour le compte de la CNAV (soulte IEG) et les actifs financiers (ex : fonds de placement du RSI). Les éléments relatifs à la dépréciation de ces actifs devront également être indiqués.

Ces informations peuvent être présentées sous forme de tableaux : liste des participations, état des prêts et avances, état des créances financières, composition du portefeuille d'actifs de placement, en indiquant les dépréciations correspondantes. Ces tableaux ont vocation à faire apparaître, le cas échéant, les mouvements de l'exercice (cessions, acquisitions, provisions).

Des informations complémentaires peuvent être nécessaires en fonction de la nature des immobilisations financières : composition et valeur de marché des actifs financiers (placements), échéancier des prêts.

### **3.2.3 Note n° 11 : Stocks et encours**

Le cas échéant, si leur montant est significatif. Les règles éventuelles de d'évaluation et de dépréciation seront présentées dans la note n°2 « Règles et méthodes comptables.

Elle indique la valeur comptable totale des stocks et la valeur comptable par catégories des dotations et reprises de provisions.

### **3.2.4 Note n° 12 : Créances d'exploitation et échéancier**

Selon le cas, cette note comprend un ou plusieurs tableaux présentant une ventilation des créances permettant de comprendre leur substance (ventilation par nature, et/ou par tiers, ou par destination (GA/GT), ainsi que les variations de provisions si celles-ci sont significatives. Des renvois aux notes sur les relations avec d'autres entités (notes 5, 6 et 7) seront faits chaque fois que nécessaire.

Les créances de l'organisme sur l'État seront identifiées. Les règles éventuelles de dépréciation seront présentées dans la note n°2 « Règles et méthodes comptables, voire la note n°3 « Faits caractéristiques de l'exercice » le cas échéant.

La présentation de cette note par échéance est recommandée<sup>7</sup>. En cas de difficulté à établir des échéanciers, ce point doit être indiqué ainsi qu'une explication sur les raisons qui sous-tendent les difficultés rencontrées.

Les produits à recevoir et les charges constatées d'avance doivent être présentés distinctement des créances si leur montant est significatif.

### **3.2.5 Note n° 13 : Opérations pour compte de tiers**

Cette note détaille par grandes catégories, si nécessaire en complément de la note précédente et de la note 7.

### **3.2.6 Note n° 14 : Autres débiteurs, comptes transitoires ou d'attente (actif)**

La nature et le montant des créances sur d' « autres débiteurs », des comptes transitoires et d'attente sont détaillés par grandes catégories, si nécessaire, dans cette note.

En revanche il semble utile de détailler les « autres débiteurs » qui sont souvent significatifs et non expliqués

### **3.2.7 Note n° 15 : Trésorerie**

Cette note, le cas échéant, a pour objet de présenter la variation de la trésorerie de l'ouverture à la clôture de l'exercice et détailler les soldes de trésorerie inscrits au bilan à l'actif et au passif. Les engagements hors bilan correspondants (autorisations de découvert notamment) ont vocation à être mentionnés, soit dans cette note, soit par renvoi vers la note n° 28 « Engagements donnés et reçus ».

*Par exemple : un tableau de flux de trésorerie*

### **3.2.8 Note n° 16 : Capitaux propres**

Cette note s'attache à présenter et commenter les éléments significatifs de la variation des capitaux propres de l'ouverture à la clôture de l'exercice (affectation du résultat, transfert du résultat vers une autre entité (CADES, FRR), effet des changements de méthode comptable...).

A cette fin, un tableau d'une dimension adaptée à l'importance relative des capitaux propres présente la réconciliation des capitaux propres entre le début et la fin d'exercice en présentant les variations par nature d'opérations (affectations, résultat de l'exercice, transferts, changements de méthode..).

### **3.2.9 Note n° 17 : Provisions pour risques et charges**

La présentation dans cette note des données chiffrées et commentaires est modulée en fonction de l'importance relative des différentes natures de provisions (gestion administrative / gestion technique, puis au sein de la gestion technique le cas échéant). Les modalités significatives de calcul des provisions

---

<sup>7</sup> Des difficultés sur les échéances peuvent apparaître dans la collecte de cette information

sont rappelées explicitement ou par renvoi à la note n° 2 « Règles et méthodes comptables ».

Selon le cas, un tableau d'une dimension adaptée à l'importance relative des provisions par catégorie présente la variation des provisions sur l'exercice (soldes d'ouverture, dotations, reprises pour utilisation, reprises correspondant à des provisions non consommées).

Pour les provisions pour risques et charges d'un montant individuellement significatif une information est fournie sur la nature de l'obligation et l'échéance attendue des dépenses provisionnées, les incertitudes relatives aux montants et aux échéances de ces dépenses et si nécessaire les principales hypothèses retenues sur les événements futurs pris en compte pour l'estimation.

Les cas dans lesquels il n'est pas possible de fournir l'une des informations requises ou dans lesquels il n'est pas possible de réaliser une évaluation fiable du montant de l'obligation doivent être mentionnés et justifiés dans l'annexe.

### **3.2.10 Note n° 18 : Dettes financières**

Si l'information est significative, cette note comprend un ou plusieurs tableaux présentant une ventilation des dettes financières permettant de comprendre leur substance. Des commentaires complètent le cas échéant cette information chiffrée.

Si l'information est significative, les dettes financières doivent être ventilées par nature de dette, par échéance (moins d'un an, plus d'un an et plus de cinq ans), et par nature de taux (fixe ou variable). Les engagements hors bilan correspondants ont vocation à être indiqués soit dans cette note, soit dans la note dédiée (ex : clauses anticipées de remboursement, nantissements d'actifs en garantie, garanties reçues en contrepartie..).

### **3.2.11 Note n° 19 : Dettes d'exploitation et échéancier**

Selon le cas, cette note comprend un ou plusieurs tableaux présentant une ventilation des dettes permettant de comprendre leur substance : ventilation par nature, et/ou par tiers, ou par destination (GA/GT....). Des renvois aux notes sur les relations avec d'autres entités (notes 4 à 8) seront faits chaque fois que nécessaire.

La présentation par échéance est recommandée<sup>8</sup>. Comme pour les créances, les difficultés éventuelles rencontrées pour établir des échéanciers doivent être indiquées.

Cette note distingue le cas échéant les dettes d'exploitation proprement dites, les charges à payer et les produits constatés d'avance.

### **3.2.12 Note n° 20 : Autres créditeurs, comptes transitoires ou d'attente (passif)**

La nature et le montant des comptes transitoire sont détaillés par grandes catégories si nécessaire.

## **3.3 Les informations sur les postes du compte de résultat**

### **3.3.1 Note n° 21 : Soldes intermédiaires de gestion**

Il est proposé de créer dans l'annexe un tableau dédié aux soldes intermédiaire de gestion, avec mention du « Résultat d'exploitation, », « Résultat financier » et « Résultat exceptionnel » selon la présentation suivante :

Toutes gestions confondues	exercice N	exercice N-1
Charges d'exploitation		

---

<sup>8</sup> Des difficultés sur les échéances peuvent apparaître dans la collecte de cette information

Produits d'exploitation		
<b>Résultat d'exploitation (a)</b>		
Charges financières		
Produits financiers		
<b>Résultat financier (b)</b>		
Charges exceptionnelles		
Produits exceptionnels		
<b>Résultat exceptionnel (c)</b>		
Impôts		
<b>Résultat net (a)+(b)+(c)</b>		

### 3.3.2 Note n° 22 : Charges de gestion technique

Il est recommandé de distinguer les prestations des transferts et compensations. Ces derniers éléments devraient être regroupés dans une note spécifique (charges et produits)

#### 3.3.2.1 État des Prestations légales

Les prestations légales sont ventilées dans un tableau par grandes natures de prestations, avec un rapprochement chiffré avec le montant figurant dans le compte de résultat. Des commentaires complètent le cas échéant ce tableau.

Les méthodes d'évaluation utilisées pour la constatation des prestations légales sont exposées dans la note n° 2 Règles et méthodes comptables.

#### 3.3.2.2 Prestations d'action sanitaire et sociale

Les prestations d'action sanitaire et sociale sont ventilées dans un tableau par grandes natures de prestations avec un rapprochement chiffré avec le montant figurant dans le compte de résultat.

Les méthodes d'évaluation utilisées pour la constatation des prestations sanitaires et sociales y sont exposées dans la note n° 2 Règles et méthodes comptables.

#### 3.3.2.3 Transferts financiers et compensations

Les transferts sont ventilés dans un tableau par grandes natures de transferts avec un rapprochement chiffré avec le montant figurant dans le compte de résultat.

Des commentaires complètent le cas échéant ce tableau.

Les méthodes d'évaluation utilisées pour la constatation des transferts sont exposées dans la note n° 2 Règles et méthodes comptables.

### Note n° 23 : Charges de gestion courante (gestion administrative)

Cette note a vocation à être présentée si elle permet d'apporter des éléments d'explication significatifs au regard du niveau d'information fourni par le compte de résultat.

### 3.3.3 Note n° 24 : Produits de gestion technique

#### 3.3.3.1 Cotisations sociales

Les cotisations sociales sont ventilées dans un tableau par grandes natures de cotisations avec un rapprochement chiffré avec le montant figurant dans le compte de résultat. Des commentaires complètent le cas échéant ce tableau.

Les méthodes d'évaluation utilisées pour la constatation des cotisations sociales sont exposées dans la note n° 2 Règles et méthodes comptables.

#### **3.3.3.2 Exonérations de charges sociales :**

Exonérations non remboursées ou compensées ; exonérations donnant lieu à exact remboursement ; exonérations donnant lieu à compensation globale par affectation de ressources fiscales.

#### **3.3.3.3 Impôts et taxes affectés**

Cette note détaille, si l'information est significative, les produits liés aux impôts et taxes affectés par nature (tableau et commentaires le cas échéant).

### **3.3.3.4 Transferts financiers et compensations**

Les transferts sont ventilés dans un tableau par grandes natures de transferts avec un rapprochement chiffré avec le montant figurant dans le compte de résultat. Des commentaires accompagnent le cas échéant ce tableau.

Les méthodes d'évaluation utilisées pour la constatation des transferts sont exposées dans la note n° 2 Règles et méthodes comptables.

### **3.3.4 Note n° 25 : Produits de gestion courante**

(Si significatif).

### **3.3.5 Note n° 26 : Résultat financier**

Cette note précise la nature, le montant et le traitement des produits et charges financiers.

### **3.3.6 Note n° 27 : Résultat exceptionnel**

Cette note précise la nature, le montant et le traitement des produits et charges exceptionnels.

## **3.4 Autres informations**

### **3.4.1 Note n° 28 : Les engagements hors bilan**

Les engagements hors bilan de l'organisme qui revêtent un caractère significatif sont de nature à renseigner utilement le lecteur de leurs conséquences éventuelles sur la situation patrimoniale de l'organisme à la clôture de l'exercice ou les résultats futurs. Leur évaluation n'est pas toujours possible

*Par exemple : les actes d'engagements sur des marchés pluriannuels, le schéma directeur informatique, ...*

Il existe deux modes d'inscription : soit l'inscription d'une valeur objective et univoque de l'engagement, soit la description détaillée de l'engagement.

**Par exemple la note traitera :**

#### **3.4.1.1 Contrats de location financement**

La note indique le montant des engagements significatifs relatifs aux immobilisations en crédit-bail. Pour les contrats importants, il convient de faire figurer la valeur nette comptable par catégorie d'actif à la date de clôture des contrats de location financement (crédit-bail...). Il convient d'indiquer à la date de clôture le total des paiements minimaux au titre de la location et leur valeur à moins d'un an, entre 1 et 5 ans, à plus de 5 ans, ainsi qu'une description générale des principales dispositions des contrats de location du preneur (options, renouvellement, achat, clauses d'indexation...).

#### **3.4.1.2 Contrats de location simple**

(Si significatif).

#### **3.4.1.3 Engagement de retraite des agents de l'organisme**

En cours de réflexion.

#### **3.4.1.4 Engagements hors bilan reçus**

Le cas échéant la note indique les autorisations de découvert, les garanties reçues de l'État, etc....

*Par exemple :*

- la lettre de confort signé par les ministres de tutelle relative aux provisions sur les créances de l'État,
- la lettre de confort de différents ministères garantissant l'ouverture d'un crédit court terme...

#### **3.4.1.5 Engagements hors bilan donnés**

La note indique, le cas échéant, tout engagement donné significatif. Ces engagements peuvent être de natures diverses : engagements résultant de contrats pluriannuels, notamment dans le cadre de l'action sociale, garanties, avals et cautions...

#### **3.4.1.6 Autres engagements**

Cette note est à compléter selon les besoins propres de chaque organisme. Elle peut comporter des éléments comme les garanties données, les autorisations de découvert ou lignes de crédit reçues...

#### **3.4.2 Note n° 29 : Effectif au 31 décembre**

La note présente les effectifs présents au 31 décembre avec une ventilation par catégorie.

#### **3.4.3 Note n° 30 : Contributions en nature**

Le cas échéant, cette note recensera la nature et l'importance des contributions en nature consenties ou reçues par l'organisme à un tiers (mises à disposition de personnes, de biens meubles ou immeubles) présentant un caractère significatif.

Le traitement comptable de ces opérations pourra être décrit dans cette note, ou dans la note n° 2 Règles et méthodes comptables si les opérations présentent un caractère récurrent.

#### **3.5 États complémentaires (uniquement pour les comptes combinés)**

L'arrêté pris en application de l'article L114-6 du code de la sécurité sociale portant adoption des règles de combinaison des comptes prévoit que l'annexe doit comporter :

### **3.5.1 Note n° 31 : Bilan détaillé**

Un bilan détaillé classé par branche ou gestion en vertu d'une disposition législative ou réglementaire propre au régime ou à la branche concernée.

### **3.5.2 Note n° 32 : Compte de résultat détaillé**

Un compte de résultat détaillé décliné chaque fois que nécessaire par branche ou gestion en vertu d'une disposition législative ou réglementaire propre au régime ou à la branche concernée.



## ANNEXE 14

### **Comptabilisation des exonérations de charges salariales dans le cadre de la loi n° 2007-1223 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat**

#### Références :

[Loi n° 2007-1223 du 21 août 2007](#) en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat.

[Décret n°2007-1430 du 4 octobre 2007](#) portant application aux agents publics de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2007-1223 du 21 août 2007 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat.

[Circulaire du 2 janvier 2008](#) relative à la prise en charge de la réduction des cotisations salariales de sécurité sociale prévue à l'article 3 du décret n° 2007-1430 du 4 octobre 2007 portant application aux agents publics de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2007-1223 du 21 août 2007 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat, fixant les éléments de rémunérations versées aux agents publics au titre des heures supplémentaires réalisées et le taux de réduction des cotisations salariales de sécurité sociale. Dispositions applicables à l'ensemble des personnels de l'État.

#### Principes de la mesure d'exonération :

La loi n° 2007-1223 du 21 août 2007 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat, complétée par le décret n° 2007-1430 du 4 octobre 2007, prévoit que les éléments de rémunération versés aux agents publics, titulaires ou non titulaires, au titre des heures supplémentaires qu'ils réalisent, sont exonérés de l'impôt sur le revenu et ouvrent droit à une réduction des cotisations salariales de sécurité sociale assises sur ces heures supplémentaires. Cette réduction de cotisation est totalement imputée sur les cotisations salariales pensions.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008, les agents perçoivent le montant brut des heures supplémentaires soit le montant net auquel est ajouté le montant correspondant aux cotisations salariales visées par les exonérations. Pour rendre le circuit financier aussi simple que possible et ne pas faire supporter au CAS Pensions le montant des exonérations, les cotisations salariales seront normalement liquidées et versées au CAS Pensions. Le montant des cotisations salariales exonérées est ajouté par l'employeur au net à payer des agents. Les employeurs seront remboursés a posteriori de ces compléments de salaires.

## Comptabilisation des exonérations :

Dans un premier temps, les charges salariales sur les heures supplémentaires visées par l'exonération sont normalement liquidées et versées au CAS pension.

Dans un second temps, le montant des charges salariales sur les heures supplémentaires visées par l'exonération est ajouté au crédit du net à payer des agents par le débit<sup>9</sup> du compte de charge de personnel précisé dans le tableau infra. Parallèlement, un titre en atténuation de charges est émis au crédit<sup>i</sup> du même compte de charges de personnel suffixé d'une terminaison 9, pour le montant des exonérations (par exemple le compte 641XXX9 si le complément du salaire net a été comptabilisé au 641XXX). Ce titre est à prendre en charge par le débit du compte 443X "Créance sur l'État résultant des compensations des réductions de charges sociales" à ouvrir dans vos écritures. Ce compte est soldé lors de l'encaissement du remboursement de l'État.

Vous trouverez ci-après les comptes à utiliser en fonction des nomenclatures applicables aux établissements et le schéma comptable.

## Remboursement de l'État :

Les employeurs seront remboursés au vu des éléments justifiant de la réalité des heures supplémentaires concernées. Pour ce faire, des états justificatifs dûment validés par le contrôleur budgétaire et comptable ministériel (ou le contrôleur financier pour les établissements publics concernés) devront être adressés à la direction du Budget ([exoheuresup.budget@finances.gouv.fr](mailto:exoheuresup.budget@finances.gouv.fr)) à la fin de chaque trimestre :

1 <sup>er</sup> trimestre	Avant le 15 mai 2008
2 <sup>ème</sup> trimestre	Avant le 15 août 2008
3 <sup>ème</sup> trimestre	Avant le 15 novembre 2008
4 <sup>ème</sup> trimestre	Avant le 15 février 2009

Toute difficulté dans l'application de ces dispositions devra être portée à la connaissance du bureau des opérateurs de la direction générale des finances publiques.

---

<sup>9</sup> Opération budgétaire

## Comptes d'imputation des versements compensateurs des charges salariales

Nomenclature	compte pour avance de charges	Compte d'appel de remboursement	Comptabilisation de la créance
M9-1	Aux subdivisions du compte 64 créées au titre de la compensation des réductions de charges sociales	Aux subdivisions du compte 64 créées au titre de la compensation des réductions de charges sociales suffixées 9	4432 (ou autre si déjà employé) "Créance sur l'État résultant des compensations des réductions de charges sociales"
M9-2	Aux subdivisions du compte 64 créées au titre de la compensation des réductions de charges sociales	Aux subdivisions du compte 64 créées au titre de la compensation des réductions de charges sociales suffixées 9	4433 (ou autre si déjà employé) "Créance sur l'État résultant des compensations des réductions de charges sociales"
M9-3	641431 "compensation des réductions de charges sociales" ou 642	6414319 "remboursement des compensations des réductions de charges sociales"	4432 "Créance sur l'État résultant des compensations des réductions de charges sociales"
M9-4	64141 "compensation des réductions de charges sociales"	641419 "remboursement des compensations des réductions de charges sociales"	4433 "Créance sur l'État résultant des compensations des réductions de charges sociales"
M9-5	64141 "compensation des réductions de charges sociales"	641419 "remboursement des compensations des réductions de charges sociales"	4432 "Créance sur l'État résultant des compensations des réductions de charges sociales"
M9-51	64141 "compensation des réductions de charges sociales"	641419 "remboursement des compensations des réductions de charges sociales"	4432 "Créance sur l'État résultant des compensations des réductions de charges sociales"
M9-10	64161 "compensation des réductions de charges sociales"	641619 "remboursement des compensations des réductions de charges sociales"	4432 "Créance sur l'État résultant des compensations des réductions de charges sociales"

### Schéma comptable

Exemple : montant brut d'heures supplémentaires de 100 euros, taux des cotisations salariales de pensions 13,76% (RAFP 5 %, contribution exceptionnelle de solidarité 1 %, CSG et CRDS 8% de 97% du salaire soit 7,76 %)

### Comptes mouvementés :

421 Rémunérations dues au personnel

431 Sécurité sociale

443X Créance sur l'État résultant des compensations des charges sociales

6414XX Heures supplémentaires

641XXX Compensation des réductions de charges sociales

641XXX9 Remboursement des compensations des réductions de charges sociales

## Fonctionnement des comptes :

	421	431	443X	515	6414XX	641XXX	641XXX9
1	86,24	13,76			100		
2	13,76					13,76	
3			13,76				13,76
4	100	13,76		113,76			
5			13,76	13,76			
6						13,76	13,76
Solde	0	0	0		SD 100	0	0

- 1 Liquidation des heures supplémentaires
- 2 Versement compensateur des charges sociales au salarié
- 3 Appel de remboursement du versement compensateur à l'Etat
- 4 Paiement du salaire et des charges salariales au salarié
- 5 Remboursement des compensations des charges sociales par l'Etat
- 6 Virement du 641XXX9 à la clôture

## ANNEXE 15

### Modèles d'états spécifiques aux établissements publics nationaux à caractère administratif

**Cadre 2** (spécifique E.P.N.) - (cadre 2 de l'instruction M 9-1 aménagée) Développement des dépenses budgétaires (sans codes budgétaires)

**Cadre 3** (spécifique E.P.N.) - (Cadre 3 de l'instruction M 9-1 aménagée) Développement des recettes budgétaires (sans codes budgétaires)

**Cadre 4** (spécifique E.P.N.)

Exécution du budget – Tableau récapitulatif –

- tableau 1 – Compte de résultat - première section
- tableau 2 – Capacité d'autofinancement (CAF)
- tableau 3 – Tableau de financement abrégé - deuxième section

**Cadre 4** (spécifique E.P.N.) - (Cadre 4 de l'instruction M 9-1 aménagée)

Exécution du budget

- Compte de résultat – 1<sup>ère</sup> section

**Cadre 4** (spécifique E.P.N.) – (Cadre 4 de l'instruction M 9-1 aménagée)

Exécution du budget

- Tableau de financement abrégé – 2<sup>ème</sup> section



**CADRE 2 (SPECIFIQUE E.P.N.)**  
(cadre 2 de l'instruction M 9-1 aménagée)

**DEVELOPPEMENT DES DEPENSES BUDGETAIRES** (sans codes budgétaires)

1  NUMEROS ET LIBELLES DES CHAPITRES ARTICLES ET PARAGRAPHS	DEPENSES					MONTANTS DES CREDITS			
	2 Montant brut des ordres de dépenses	2bis Dont dépenses sur crédits extournés	3 Reversements	4 Extourne	5 Montant net des dépenses	6 Ouverts (BP + DM)	7 D'ordre budgétaire	8 Non employés	9 Extournés non employés
TOTAL. CHAPITRE									
TOTAL CHAPITRE									
SOUS-TOTAL 1 : SECTION RELATIVE AUX OPERATIONS DE FONCTIONNEMENT									
TOTAL CHAPITRE									
SOUS-TOTAL 2 : SECTION RELATIVE AUX OPERATIONS EN CAPITAL									
TOTAL GENERAL : sous-total 1 + sous-total 2									

Cet état n'est à servir que pour les fonds ou gestions donnant lieu à l'établissement d'un budget.

Le montant à porter en colonne 4 est celui de l'opération de contre-passation (extourne) des charges à payer, effectuée en début d'exercice.

Le montant net des dépenses à porter en colonne 5 est égal au montant brut des ordres de dépenses (colonne 2), moins les reversements (colonne 3), moins les opérations d'extourne (colonne 4).

Les crédits d'ordre budgétaire, à porter en colonne 7, concernent exclusivement les crédits ouverts pour des opérations n'affectant pas les comptes de disponibilités et entraînant seulement une modification des comptes de résultat.

Le montant des crédits non employés, à porter en colonne 8, est celui des crédits ouverts, engagés et non mandatés. Le montant de la colonne 8 est donc égal à (la colonne 6 + la colonne 7) – (la colonne 2 – la colonne 2 bis – la colonne 3).

Le montant à porter en colonne 9 s'obtient par différence entre la colonne 4 (extourne) et la colonne 2 bis (dépenses sur crédits extournés).

**CADRE 3 (SPECIFIQUE E.P.N.)**  
(Cadre 3 de l'instruction M 9-1 aménagée)

**DEVELOPPEMENT DES RECETTES BUDGETAIRES** (sans codes budgétaires)

1	RECETTES					SITUATION				
	2 Montant brut des ordres de recettes	2bis Dont recettes sur prévisions extournées	3 Annulation des titres de recettes	4 Extourne	5 Montant net des recettes	6 Montant des prévisions ouvertes (BP + DM)	7 Prévisions d'ordre budgétaire	8 Prévisions extournées non exécutées	9 Plus- values	10 Moins- values
<b>NUMEROS ET LIBELLES DES CHAPITRES ARTICLES ET PARAGRAPHS</b>										
TOTAL CHAPITRE										
TOTAL CHAPITRE										
SOUS-TOTAL 1 : SECTION RELATIVE AUX OPERATIONS DE FONCTIONNEMENT										
TOTAL CHAPITRE										
SOUS-TOTAL 2 : SECTION RELATIVE AUX OPERATIONS EN CAPITAL										
TOTAL GENERAL : sous-total 1 + sous-total 2										

Cet état n'est à servir que pour les fonds ou gestions donnant lieu à l'établissement d'un budget.

Le montant à porter en colonne 4 est celui de l'opération de contre-passation (extourne) des produits à recevoir, effectuée en début d'exercice.

Le montant net des recettes à porter en colonne 5 est égal au montant brut des titres de recettes (colonne 2) moins les annulations de titres (colonne 3), moins les opérations d'extourne (colonne 4).

Les crédits d'ordre budgétaire, à porter en colonne 7, concernent exclusivement les crédits ouverts pour des opérations n'affectant pas les comptes de disponibilités et entraînant seulement une modification des comptes de résultat.

Le montant à porter en colonne 8 s'obtient par différence entre la colonne 4 (extourne) et la colonne 2bis (recettes sur prévisions extournées).



**CADRE 4 (SPECIFIQUE E.P.N.)**  
**EXECUTION DU BUDGET (tableau récapitulatif)**

**TABLEAU 1 - COMPTE DE RESULTAT - PREMIERE SECTION**

DEPENSES			RECETTES		
N° de comptes	Intitulé des comptes	Montant	N° de comptes	Intitulé des comptes	Montant
	Ensemble des dépenses de fonctionnement			Ensemble des recettes de fonctionnement	
TOTAL DES DEPENSES (1)			TOTAL DES RECETTES (2)		
RESULTAT : bénéfice (3) = (2) - (1)			RESULTAT : perte (4) = (1) - (2)		
TOTAL EQUILIBRE DU COMPTE DE RESULTAT (1) + (3) = (2) + (4)			TOTAL EQUILIBRE DU COMPTE DE RESULTAT (1) + (3) = (2) + (4)		

**TABLEAU 2 — CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (CAF)**

Résultat de l'exercice (3) ou (4)	
+ dotations aux amortissements et provisions	
- reprises sur amortissements et provisions	
- neutralisation des amortissements	
- quote-part des subventions d'investissement virées au compte de résultat	
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	
- produits des cessions d'éléments d'actifs	
<b>= CAF ou IAF<sup>1</sup></b>	

<sup>1</sup> IAF insuffisance d'autofinancement

**TABLEAU 3 — TABLEAU DE FINANCEMENT ABREGE - DEUXIEME SECTION**

EMPLOIS			RESSOURCES		
N° des comptes	Intitulé	Montant	N° des comptes	Intitulé	Montant
<b>INSUFFISANCE D'AUTOFINANCEMENT</b>			<b>CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT</b>		
	Autres dépenses en capital			Autres recettes en capital <sup>1</sup>	
<b>TOTAL DES EMPLOIS (5)</b>			<b>TOTAL DES RESSOURCES (6)</b>		
<b>APPORT AU FONDS DE ROULEMENT (7) = (6) — (5)</b>			<b>PRELEVEMENT SUR LE FONDS DE ROULEMENT (8) = (5) — (6)</b>		

<sup>1</sup> dont report des sommes inscrites au crédit du compte 775 « produits de cession des éléments d'actifs cédés ».

**CADRE 4 (SPECIFIQUE E.P.N.)**  
(cadre 4 de l'instruction M 9-1 aménagée)

**EXECUTION DU BUDGET**

Compte de résultat – 1<sup>ère</sup> section

N° de comptes	Dépenses	Prévision budgétaires (RP + DM)	Exécution	N° de comptes	Recettes	Prévisions budgétaires (BP + DM)	Exécution
	<b>Charges d'exploitation</b>				<b>Produits d'exploitation</b>		
	<b>Coût d'achat des marchandises vendues dans l'exercice (HT)</b>			707	Ventes de marchandises (HT) (- 7097)		
607, 608, 6026	Achats de marchandises (et emballages) y compris frais accessoires externes (- 6097)			70 (sauf 707 et 708)	Ventes (- 7091, - 7092, - 7093)		
604	Achats d'études et de prestations de services (- 6094)			71	Production stockée (variation)		
605	Achats de matériel, équipement et travaux (- 6095)			72	Production immobilisée		
6037	Variations de stocks de marchandises			74	Subventions d'exploitation		
	<b>Consommation de l'exercice en provenance de tiers (HT)</b>				<b>Reprises sur charges d'exploitation</b>		
	<b>Achats d'approvisionnement (y compris frais accessoires externes)</b>			781	Reprises sur amortissements et provisions		
601, 608	Achats stockés de matières premières (- 6091)			791	Transferts de charges d'exploitation		
602, 608	Achats d'autres approvisionnements [matières et fournitures consommables] (- 6092, - 6092)			708	<b>Autres produits</b>		
6031, 6032	Variations des stocks de marchandises			75	Produits des activités annexes (- 7098)		
	<b>Autres charges externes</b>			786	Autres produits de gestion (sauf 756 et 757)*		
611	Sous-traitance générale (- 619)			796	<b>Produits financiers</b>		
61 (sauf 611)	Achats de services extérieurs (- 619)			76	Reprises sur provisions		
62	Autres services extérieurs (- 629)				Transferts de charges financières		
63 (sauf 631, 632 et 633)	Impôts, taxes et versements assimilés (sauf impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations)			77	Produits financiers (dont 767, produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement)		
	<b>Charges de personnel (1)</b>				<b>Produits exceptionnels</b>		
641	Rémunérations du personnel de statut de droit privé				<u>SUR OPERATIONS DE GESTION</u>		
642	Rémunérations du personnel de statut de droit public			771	Produits exceptionnels sur opérations de gestion courante		
643	Rémunérations du personnel sur crédits			778	Autres produits exceptionnels		
644	Rémunérations du personnel en application de conventions				<u>SUR OPERATIONS EN CAPITAL</u>		
645	Charges de sécurité sociale et de prévoyance			775	Produits des cessions d'éléments d'actif		
647	Autres charges sociales			776	Produits issus de la neutralisation des amortissements		
648	Autres charges de personnel			777	Quote-part de subventions d'investissement virées au résultat de l'exercice		
631,632,633	Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations				<u>REPRISES SUR PROVISIONS</u>		
681	Dotations aux amortissements et aux provisions (charges calculées)			787	Reprises sur provisions (produits exceptionnels)		
	<b>Autres charges</b>						
606	Achats non stockés de matières et fournitures (- 6096)						
65	Autres charges de gestion (sauf 656 et 657)*						
	<b>Charges financières</b>						
686	Dotations aux amortissements et aux provisions						
66	Charges financières dont 667 : charges nettes sur valeurs mobilières de placement						
	<b>Charges exceptionnelles</b>						
	<u>SUR OPERATIONS DE GESTION</u>						
671	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion courante						
678	Autres charges exceptionnelles						
	<u>SUR OPERATIONS EN CAPITAL</u>						
675	Valeurs comptables des éléments d'actif cédés						
678	Autres charges exceptionnelles						
	<u>DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS (charges calculées)</u>						
687	Dotations aux amortissements et aux provisions						
695	Impôts sur les bénéfices						
	<b>Total des dépenses (1)</b>				<b>Total des recettes (2)</b>		
	<b>Résultat : bénéfice (3) = (2) - (1)</b>				<b>Résultat : perte (4) = (1) - (2)</b>		
	<b>Total équilibré du compte de résultat (1) + (3) - (2) + (4)</b>				<b>Total équilibré du compte de résultat (1) + (3) - (2) + (4)</b>		

(1) non compris le personnel mis à disposition

\* Si les opérations de gestion technique donnent lieu à inscription budgétaire elles sont intégrées dans le compte de résultat - 1<sup>ère</sup> section

Cet état n'est à servir que pour les fonds ou gestions donnant lieu à l'établissement d'un budget.



**CADRE 4 (SPECTIFIQUE E.P.N)**  
(cadre 4 de l'instruction M9-1 aménagée)

**EXECUTION DU BUDGET**

Tableau de financement abrégé – 2<sup>ème</sup> section

N° de comptes	Emplois	Prévisions budgétaires (BP+ DM)	Exécution	N° de comptes	Ressources	Prévisions budgétaires (BP + DM)	Exécution
	<b>INSUFFISANCE D'AUTOFINANCEMENT</b>				<b>CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT</b>		
	Acquisitions d'immobilisations			131, 138	Subventions d'investissement reçues		
20, 232, 237	Incorporelles			274	Remboursement de prêts		
21, 231, 238	Corporelles			16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 165)		
26, 271, 272, 273, 275, 276	Financières			17	Dettes rattachées à des participations - dettes entre organismes de sécurité sociale		
274	Prêts			775	Produits des cessions d'éléments d'actif		
16	Remboursement des emprunts et dettes assimilées						
17	Dettes rattachées à des participations - dettes entre organismes de sécurité sociale						
481	Charges à répartir sur plusieurs exercices						
	<b>Total des emplois (5)</b>				<b>Total des ressources (6)</b>		
	<b>Apport au fonds de roulement</b>				<b>Prélèvement sur le fonds de roulement</b>		
	<b>(7) = (6) - (5)</b>				<b>(8) = (5) - (6)</b>		

Cet état n'est à servir que pour les fonds ou gestions donnant lieu à l'établissement d'un budget



